

● DOCUMENT STRATEGIQUE DU BASSIN MARITIME DE GUYANE



EVALUATION STRATEGIQUE ENVIRONNEMENTALE

Avril 2023

DOCUMENTS DE REFERENCE

Directive 2001/42/CE du parlement européen et du conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Code de l'Environnement - L122-4 à L122-11 et R122-17 à R122-21.

Préconisations relatives à l'évaluation environnementale stratégique - note méthodologique - Commissariat Général au Développement Durable - mai 2015.

SUIVI DES MODIFICATIONS :

Nom du document	Date	Objet
EIE_DSBM_V0		Etat initial de l'environnement
EES_DSBM_Guyane_v1	24 août 2022	Parties I., II., III. et IV.
EES_DSBM_Guyane_v2	26 août 2022	Parties V., VI.
EES_DSBM_Guyane_vCMU	1 septembre 2022	EES et RNT
EES_DSBM_Guyane_v6	16 février 2023	EES et RNT
EES_DSBM_Guyane_v7	20 avril 2023	EES et RNT

Sommaire

I. Introduction	8
II. Contenu et objectifs du DSBM	10
1. CONTEXTE NATIONAL ET EUROPEEN DE L'ELABORATION DES DSBM 10	
2. LE DSBM DE LA GUYANE : PERIMETRE CONCERNE ET AUTORITES COMPETENTES.....	10
3. CONTENU DU DSBM DE LA GUYANE	13
III. Articulation du DSBM avec les autres plans, programmes, schémas et documents de planification	16
1. DOCUMENT DE RANG SUPERIEUR QUI S'IMPOSE AU DSBM : LA STRATEGIE NATIONALE POUR LA MER ET LE LITTORAL (SNML)	16
2. Documents de niveau inférieur au DSBM : Les plans, programmes et schémas devant être compatible avec le DSBM	20
3. LE SCHEMA D'AMENAGEMENT REGIONAL (SAR).....	21
4. Les plans, programmes et schémas devant prendre en compte le DSBM	31
5. Autres documents	41
IV. Etat initial de l'environnement	45
1. Grandes caractéristiques territoriales.....	46

2. Etat des masses d'eau cotieres et de transition	61
3. Ecosystèmes marins et cotiers	69
4. Paysage et patrimoine du littoral.....	80
5. Sols et sous-sols	86
6. Activités liées à la mer.....	90
7. Risques littoraux.....	95
8. Santé Environnement.....	103
9. Energie climat.....	106
10. Perspectives d'évolution et hiérarchisation des enjeux	110
11. ANALYSE DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE SANS LA MISE EN ŒUVRE du DSBM	121
V. Solutions de substitution et justification des choix.....	122
1. Le processus d'élaboration du DSBM	122
2. Organisation de la concertation du public.....	122
3. Justification des choix	126
VI. Motifs pour lesquels le projet de DSBM a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement	128
1. Objectifs en matière de gestion de l'eau et de la mer en lien avec la santé publique.....	128

2. Objectifs en matière de gestion de la biodiversité.....	130	1. Méthodes utilisées pour l'élaboration du rapport environnemental	247
3. Objectifs en matière de transition énergétique et PRISE EN COMPTE DU changement climatique	131	2. Limites de l'exercice et difficultés rencontrées	251
VII. Analyse des effets du DSBM sur l'environnement et la santé humaine	133		
1. IDENTIFICATION ET ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES PAR DISPOSITION DU DSBM	133		
2. Analyse des zones les plus susceptible d'être touchées de manière notable	176		
3. Analyse des effets cumulés du DSBM sur l'environnement et la santé humaine	219		
VIII. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation	233		
1. MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION PROPOSEES POUR REPONDRE AUX INCIDENCES DU DSBM SUR L'ENVIRONNEMENT	233		
IX. Dispositif de suivi.....	239		
1. Rappel réglementaire.....	239		
2. Objectifs et principes du dispositif de suivi du DSBM	239		
3. Le dispositif du DSBM.....	241		
4. Les indicateurs complémentaires proposés dans le cadre de l'évaluation environnementale	246		
X. Méthodes utilisées pour l'élaboration du rapport environnemental	247		

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Evolution de la population guyanaise à l'horizon 2050 (Source : INSEE, Analyses Guyane n°36, mars 2019).....	47
Figure 2 : Répartition de l'artificialisation des terres entre 2005 et 2015 – Source : ONF Guyane, 2015	48
Figure 3 : remontée du biseau salé (Source : Le changement climatique en Guyane : conséquences potentielles et pistes de réflexions pour l'adaptation régionale, BRGM Guyane).....	52
Figure 4 : Migration des bancs de vase – Source : Cerema 2018 Synthèse des connaissances des côtes de la Guyane (d'après Peron, 2014)	56
Figure 5 : Les courants marins de Guyane – Source : Etat des lieux du DSBM Guyane	57
Figure 6 : Profils de salinité en fonction de la latitude – Source : Lampert, 2012 d'après extrait de Ffield, 2005.....	59
Figure 7 : Profils de température en fonction de la latitude – Source : Lampert, 2012 d'après extrait de Ffield, 2005.....	59
Figure 8 : Caractéristiques des masses d'eau côtières (Source : Analyse stratégique régionale Guyane).....	62
Figure 9 : Maison du directeur du bagne des îles du Salut à Cayenne (@Pierre Bortolussi)	84
Figure 10 : Evolution des volumes de pêche annuel (en tonnes) – Source : IFREMER	90
Figure 11 : Qualité des sites de baignade en Guyane en 2018 (Source : ARS, Etat des lieux du SDAGE, 2019).....	103
Figure 12 : Evolution 2009-2015 du mix électrique guyanais. Source : Bilan énergétique régional 2015, Observatoire de l'énergie de Guyane.....	106

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Zones concernées par un risque d'inondation par débordement de cours d'eau et de submersion marine. Source : Evaluation préliminaire des risques d'inondation 2011	95
--	----

Carte 2 : Etat d'avancement des PPRN de Guyane	97
Carte 3 : Territoire à risques inondation (TRI) de l'île de Cayenne	97
Carte 4 : Localisation des mouvements de terrain ponctuels. Réalisation : Even Conseil	99
Carte 5 : PPRMT de Cayenne – Source : Géoguyane	100
Carte 6 : Localisation des zones de baignade en fonction des résultats de suivi qualité Source : Etat des lieux du SDAGE, 2019.....	103
Carte 7 : Localisation des zones les plus susceptible d'être touchées de manière notable Source : DGTm	177

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Récapitulatif des états des masses d'eau superficielles – Source : Etat des lieux SDAGE, 2019 – RNAOE = Risque de non atteinte des objectifs environnementaux	64
Tableau 2 : Clé de lecture de hiérarchisation des enjeux	110
Tableau 3 : Critères d'identification et de caractérisation des incidences du DSBM sur l'environnement	133

SIGLES ET ACRONYMES

ADEME Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

AEP Alimentation en eau potable

AMP Aires Marines Protégées (

ARS Agence régionale de santé

AUDEG Agence d'Urbanisme et de Développement de la Guyane

AVAP Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine

AZI Atlas des Zones Inondables

BRGM Bureau de recherches géologiques et minières

CC cartes communales

CCOG Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais

CEB Comité Eau et Biodiversité

COP Conférence des Parties

CEREMA Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

CIMER Comité interministériel de la mer

CMU Conseil maritime de bassin ultramarin

CNML Conseil national de la mer et des littoraux

CNRS Centre national de la recherche scientifique

CSN Centre de sécurité des navires

CTG Collectivité Territoriale de Guyane

DDTM Direction départementale des territoires et de la mer

DEAL Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

DGTM Direction générale des territoires et de la mer

DSBM Document stratégique de bassin maritime

DSF document stratégique de façade

EAIP Enveloppes Approchées d'Inondations Potentielles

EES Évaluation environnementale stratégique

EIE État initial de l'environnement

EMR Énergie marine renouvelable

ERC Eviter, réduire, compenser

FEADER Fonds européen agricole pour le développement rural

FEAMPA Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture

FEDER Fonds européen de développement régional

FESI Fonds européens structurels et d'investissement

FSE Fonds social européen

GEPOG Groupe d'étude et de protection des oiseaux en Guyane

GES Gaz à effet de serre

GPMG Grand port maritime de Guyane

ICPE Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

IFRECOR Initiative française pour les récifs coralliens

IFREMER Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

INSEE Institut national de la statistique et des études économiques

IRD Institut de recherche pour le développement

LTECV Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte

OEG Office de l'eau de Guyane

OIN Opération d'intérêt national

ONF Office national des forêts

PAPI Programme d'Actions de Prévention contre les Inondations

PGRl Plan de gestion des risques d'inondation

PIB Produit intérieur brut

PLU Plan local d'urbanisme

PMI Politique maritime intégrée

PNACC Plan national d'adaptation au changement climatique

PNA Plan national d'actions

PNRG Parc naturel régional de Guyane

PO FEAMPA Programme Opérationnel pour le Fonds Européen des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture

POG Port de l'Ouest Guyanais

POMU Plateforme offshore multi-usages

PPE Programmation pluriannuelle de l'énergie

PPI Plan Particulier d'Intervention

PPRMT Plan de Prévention des Risques Mouvement de Terrain

PPRT Plans de Prévention des Risques Technologiques

PRPGD Plan régional de prévention et de gestion des déchets

PRTM Plan de restauration des tortues marines

RNAOE risque de non atteinte des objectifs environnementaux

RNU Règlement national d'urbanisme

SAR Schéma d'aménagement régional

SCAP Stratégie de Création des Aires Protégées

SCGAMP Stratégie nationale de création et de gestion des aires marines protégées

SCoT Schéma de cohérence territoriale

SDAGE Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

SMVM Schéma de mise en valeur de la mer

SNAP Stratégie nationale pour les aires protégées

SNB Stratégie nationale biodiversité

SNML Stratégie nationale pour la mer et le littoral

SNP Stratégie nationale portuaire

SRCAE Schéma régional climat air énergie

STEP Station d'épuration des eaux usées

SLGRI Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation

SRDAM Schémas Régionaux de Développement de l'Aquaculture Marine

TEPGF Total E&P Guyane Française

TRI Territoire à Risques Importants d'inondation

UICN Union internationale pour la conservation de la nature

WWF World Wide Fund for Nature, Fonds mondial pour la nature

ZAN Zéro artificialisation nette

ZEE zone économique exclusive

ZNIEFF Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique

I. INTRODUCTION

La Directive 2001/42/CE du parlement européen et du conseil, adoptée en juillet 2001 et devenue d'application dans les États membres depuis le 21 juillet 2004, prescrit que toute une série de plans et programmes doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale préalable à leur adoption.

En application de cette directive et conformément à l'article R. 122-17 du Code de l'environnement, le Document Stratégique de Bassin Maritime (DSBM) doit faire l'objet d'une évaluation environnementale permettant notamment d'évaluer les incidences du programme sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou compenser les incidences négatives du projet retenu.

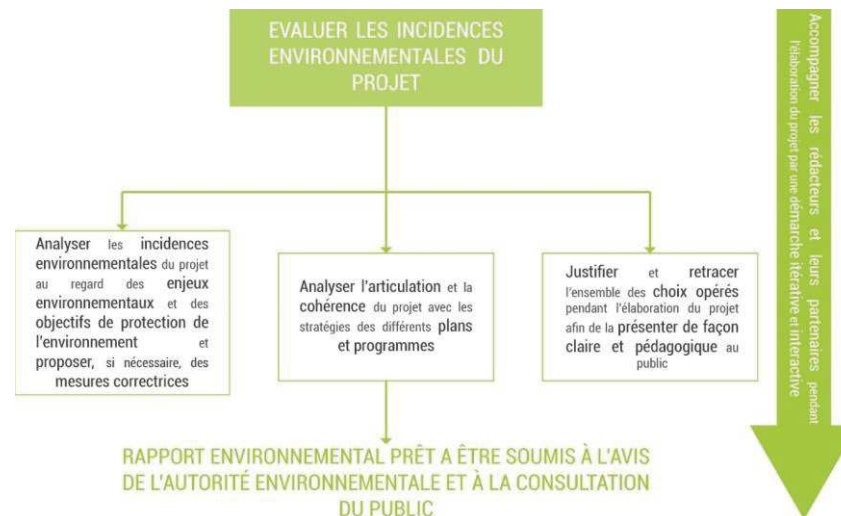
L'évaluation environnementale a pour objectif « d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement, et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de plans et de programmes en vue de promouvoir un développement durable ».

La démarche d'évaluation environnementale est un véritable outil d'aide à la décision au service des rédacteurs du DSBM visant à :

- Hiérarchiser les enjeux environnementaux du territoire, notamment au regard des perspectives d'évolution de l'état de l'environnement ;
- Identifier les solutions de substitution raisonnables au regard des mesures prévues dans le programme ;

- Analyser les effets notables probables, tant positifs que négatifs, du programme sur l'environnement, de manière à s'assurer de la pertinence et de la cohérence des choix opérés, notamment sur les sites Natura 2000 du territoire ;
NB : La Guyane ne dispose pas de site Natura 2000.
- Proposer, en cas d'incidences négatives ou faiblement positives sur l'environnement, des mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts repérés et participer ainsi à l'élaboration du programme ;
- Préparer le suivi environnemental du programme d'actions et s'assurer de la pertinence du dispositif prévu.

Le processus d'évaluation environnementale fait appel à une double démarche d'expertise et de concertation.



ETAPES DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	AUTORITE RESPONSABLE
Démarche d'évaluation environnementale <ul style="list-style-type: none"> • Etat initial de l'environnement • Evaluation des incidences sur l'environnement • Justifications des choix et proposition de solutions alternatives • Mesures correctives pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs • Analyse du dispositif de suivi 	Evalueur : Even conseil Audrey GUIRAUD (Cheffe de projet) Elodie AILLON (Chargée d'études) Gabrielle NICOT (Chargée d'études)
Avis environnemental	
Consultation du public	
Approbation du DSBM	
Information du public	
Suivi environnemental	

Le présent rapport présente l'évaluation environnementale appliquée au Document Stratégique de Bassin Maritime (DSBM) de la Guyane.

II. CONTENU ET OBJECTIFS DU DSBM

1. CONTEXTE NATIONAL ET EUROPEEN DE L'ELABORATION DES DSBM

Suite aux démarches publiques de réflexion menées lors du Grenelle de l'environnement (2007) et Grenelle de la mer (2009) entre l'État, les élus, les acteurs économiques et professionnels concernés par la mer et la société civile, la France s'est dotée d'une nouvelle politique maritime, et la gouvernance de la mer et du littoral a été entièrement réorganisée et modernisée.

À la suite de la modification du droit de l'environnement par la loi Grenelle 2 (ou loi du 12 juillet 2010), un Conseil National de la Mer et des Littoraux (CNML) a été mis en place le 18 janvier 2013, afin de renforcer la coordination des actions publiques dans les territoires littoraux. Il est associé à l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la Stratégie Nationale pour la Mer et le Littoral (SNML). Cette dernière, adoptée en février 2017, doit être déclinée et complétée au niveau des façades maritimes de l'hexagone par les documents stratégiques de façade (DSF) et de bassin maritime (DSBM) pour l'outre-mer.

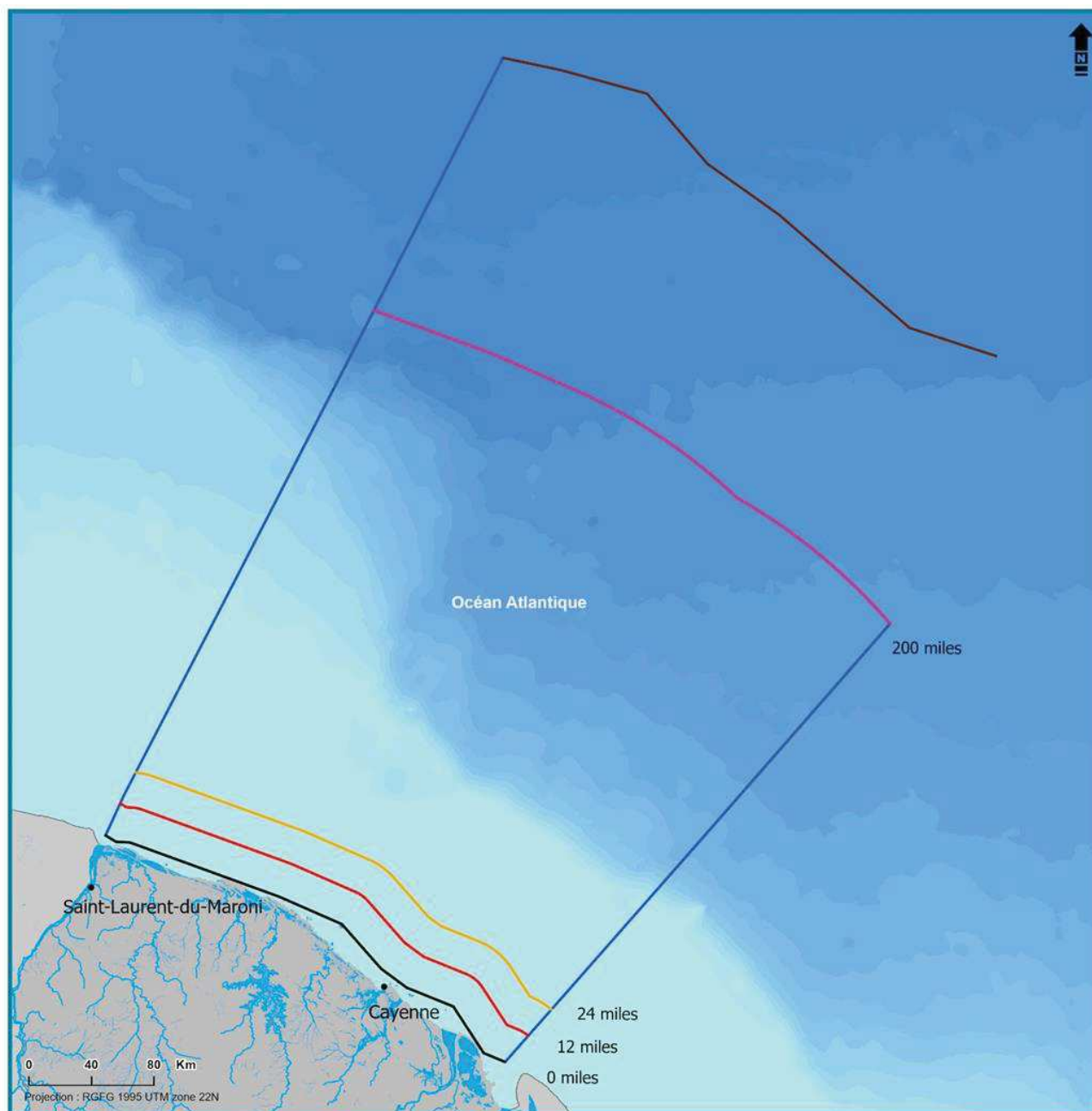
Au niveau européen, la Commission européenne a adopté en 2007 la « politique maritime intégrée pour l'UE » (PMI). Cette politique fixe le cadre pour un développement économique durable de la politique maritime européenne qui, sous le terme de croissance bleue, est devenu l'objectif principal de la PMI. Trois domaines ont été identifiés pour constituer les piliers de son développement : la planification spatiale maritime et la

gestion intégrée des zones côtières, la connaissance marine et la surveillance maritime intégrée. Deux directives servent de cadre à la mise en œuvre d'une gestion intégrée de la mer et du littoral et s'appliquent aux DSF mais pas aux DSBM. Il s'agit de :

- la directive 2008/56/CE du 17 juin 2008 dite directive cadre « stratégie pour le milieu marin », qui vise d'ici à 2020 l'atteinte ou le maintien du bon état écologique des milieux marins ;
- la directive 2014/89/UE du 23 juillet 2014 dite directive cadre « planification de l'espace maritime », qui établit un cadre pour la planification maritime et demande aux États membres d'assurer une coordination des différentes activités en mer.

2. LE DSBM DE LA GUYANE : PERIMETRE CONCERNE ET AUTORITES COMPETENTES

Les espaces maritimes et littoraux sur lesquels s'appliquent les DSF et DSBM sont délimités par le code de l'environnement. Pour les outre-mer, l'article R219-1-15 du Code de l'environnement crée quatre bassins maritimes : Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, Antilles et Sud Océan Indien.



I - Géographie générale du littoral et de l'espace océanique guyanais

Limites maritimes



- Chef lieu
 - Réseau hydrographique
 - Ligne de base droite
 - Mer territoriale
 - Zone contigue,
 - Zone économique exclusive (ZEE)
 - Délimitations avec accord,
 - Plateau continental
- (2950 km²), Décret n° 2015-1611 du 8 décembre 2015
- (6810 km²), Décret n° 2019-1219 du 21 Novembre 2019
- Ordonnance n° 2016-1687 du 8 décembre 2016 (Art. 10)
- (121746 km²), Décret n° 2019-1219 du 21 Novembre 2019
- Brésil : Accord de Paris du 30 janvier 1981, Suriname : Accord de Paris du 8 novembre 2017
- (69955 km²), Décret n° 2020-376 du 30 Mars 2020

Source - Copyrights :
 - BDTopo® - ©IGN Paris - Reproduction interdite
 - Fond bathymétrique : GEBCO 2008.
 - Limites maritimes : SHOM
 - Pays du monde : GADM

La déclinaison de la stratégie nationale concerne les espaces maritimes sous souveraineté ou sous juridiction nationale, l'espace aérien surjacent, les fonds marins et le sous-sol de la mer (article L.219-1). Les espaces maritimes sous souveraineté ou juridiction française sont constitués « *des baies historiques, des eaux intérieures, de la mer territoriale, de la zone contiguë, de la zone économique exclusive (ZEE) et du plateau continental* » (ordonnance n°2016-1687 du 8 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française, en référence à la convention des Nations unies sur le droit de la mer, signée à Montego Bay le 10 décembre 1982). Le périmètre proposé pour le DSBM de la Guyane par conséquent sur les espaces maritimes de la ZEE et pour les domaines et compétences touchant au fond et au sous-sol marins s'étendra à la limite extérieure du plateau continental au-delà de la ZEE. En effet, au niveau de l'extension du plateau continental, les états côtiers disposent de droits souverains pour l'exploitation des ressources du sol et du sous-sol, mais les eaux surjacentes sont des eaux internationales.

Côté terre, la limite d'application du DSBM n'est pas figée. Le périmètre terrestre correspond aux activités situées sur le territoire des régions administratives côtières et ayant un impact sur les espaces maritimes. La profondeur du périmètre terrestre varie en fonction de l'activité étudiée.

Chaque bassin maritime dispose d'un Conseil Maritime Ultramarin (CMU). Celui-ci a pour mission d'élaborer le DSBM et d'émettre des recommandations sur tous les sujets relevant de la mer et du littoral à l'échelle de la région (articles R219-1-15 à R219-1-22 du Code de l'environnement). En Guyane, le CMU a été créé par arrêté préfectoral du 19 janvier 2015 ; sa composition a été renouvelée par arrêté du 24 novembre 2020. Il est présidé par le préfet de Guyane ou son représentant (article R219-1-17 du code de l'environnement).

Le CMU compte 42 membres, répartis en six collèges :

- collège des représentants de l'État et de ses établissements publics ;
- collège des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- collège des entreprises présentes dans le bassin, dont l'activité se rapporte à l'exploitation ou à l'usage direct de la mer ou du littoral ;
- collège des représentants des organisations syndicales de salariés dont les activités ont un lien direct avec l'exploitation ou l'usage de la mer ou du littoral ;
- collège des associations, fondations de protection de l'environnement littoral ou marin et d'usagers de la mer ou du littoral ;
- collège des personnes qualifiées représentatives notamment du monde scientifique.

En particulier, la commission, dite « du document stratégique de bassin maritime », constituée par la réunion du collège des représentants de l'État et de ses établissements publics et du collège des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, est chargée d'élaborer le DSBM.

Le secrétariat du CMU de Guyane est assuré par la direction générale des territoires et de la mer (direction de la mer, du littoral et des fleuves).

3. CONTENU DU DBSM DE LA GUYANE

Le contenu du document stratégique de bassin maritime est encadré par l'article R219-1-23 du Code de l'environnement. De plus, conformément à l'article L219-5-1 du Code de l'environnement, la planification de l'espace maritime ne s'applique pas aux activités dont l'unique objet est la défense ou la sécurité nationale.

Le DSBM est composé de trois parties et s'accompagne d'annexes :

- Partie 1 : la situation de l'existant, les enjeux et une vision pour l'avenir de la façade souhaitée en 2030 ;
- Partie 2 : la définition des objectifs stratégiques, du point de vue économique, social et environnemental et des indicateurs associés ;
- Partie 3 : la mise en œuvre opérationnelle, à travers un plan d'actions et les modalités d'évaluation de la mise en œuvre du document stratégique ;
- Annexes :
 - Liste des abréviations, acronymes et sigles ;
 - Rapport complet « Situation de l'existant » ;
 - Concertation préalable : réponses au questionnaire ;
 - Le présent rapport d'évaluation environnementale.

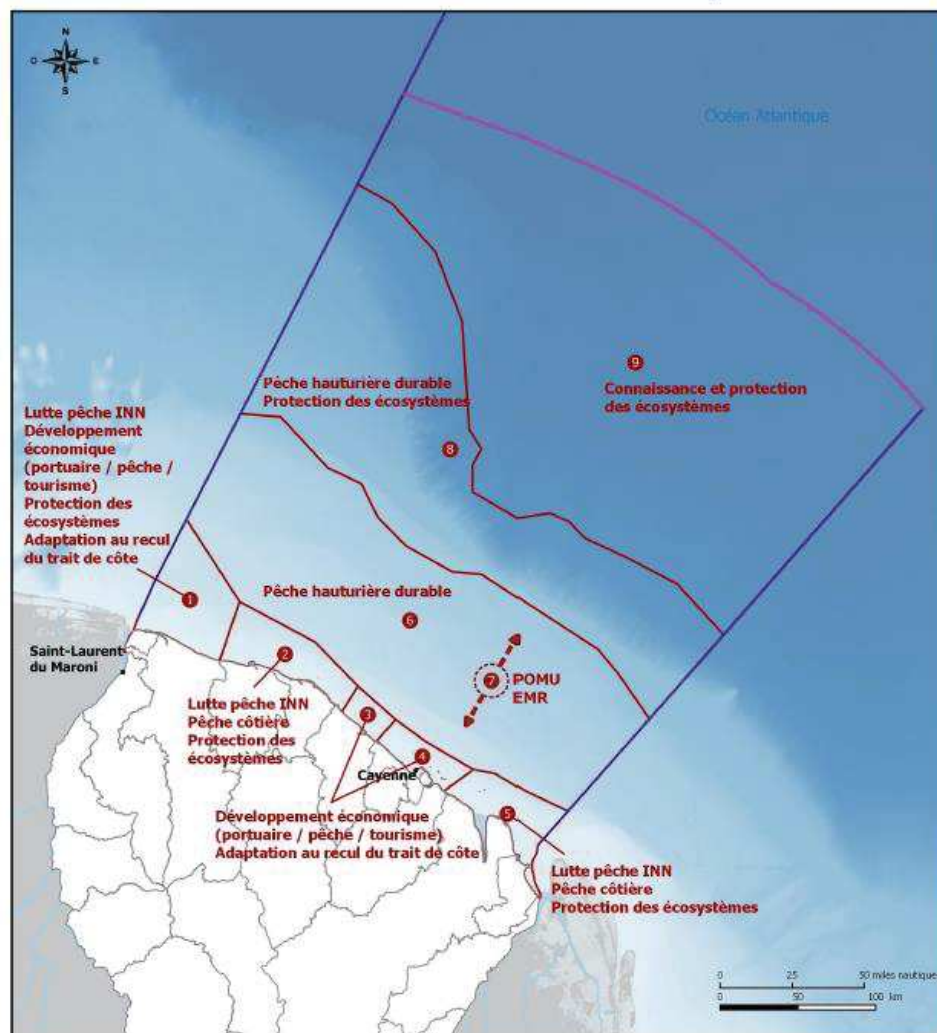
Les objectifs stratégiques sont fixés à 6 ans. Ils sont accompagnés d'indicateurs et de cibles pour permettre leur évaluation et leur rapportage auprès des instances européennes. Ils servent de base pour le plan d'action à construire et sont spatialisés sur la carte des vocations.

Le DSBM comporte 22 objectifs regroupés en 5 axes :



- Axe I : Endiguer la pêche illicite étrangère (2 objectifs) ;
- Axe II : La protection des milieux, des ressources, des équilibres biologiques et écologiques ainsi que la préservation des sites, des paysages et du patrimoine (5 objectifs) ;
- Axe III : La prévention des risques et la gestion du trait de côte (4 objectifs) ;
- Axe IV : La connaissance, la recherche et l'innovation ainsi que l'éducation et la formation aux métiers de la mer (2 objectifs) ;
- Axe V : Le développement durable des activités économiques, maritimes et littorales et la valorisation des ressources naturelles minérales, biologiques et énergétiques (7 objectifs) ;
- Axe VI : Gouvernance et coopération (2 objectifs).

Il existe dans le DBSM 89 actions (108 en comptant les sous-actions). Elles sont définies pour être mises en œuvre sur la durée du document ou au-delà : à court (3 ans), moyen (6 ans) ou long (plus de 6 ans) terme. Un bilan régulier de l'avancement du plan d'actions sera réalisé. Il sera présenté annuellement au CMU. Les retards et difficultés seront constatés. À cette occasion, les actions pourront être actualisées, pour les préciser ou les réorienter, si leur mise en œuvre s'écarte des objectifs initiaux ou requiert des moyens non mobilisables. Des actions supplémentaires pourront être définies.

Carte des vocations du bassin maritime de Guyane



- 1 Zone côtière Ouest et estuaire du Maroni
- 2 Zone côtière du Centre-Ouest
- 3 Kourou et îles du Salut
- 4 Zone côtière du Centre-Est
- 5 Zone côtière Est et estuaire de l'Oyapock
- 6 Plateau continental proche
- 7 Zone propice pour le développement d'installations industrielles (POMU, EMR)
- 8 Rebord et tombant du plateau continental
- 9 Plaine abyssale

 Zones de vocation
 Zone économique exclusive (ZEE)
 Délimitations avec accord
 Communes

Realisation: D3TM Guyane / DPLP, avril 2023
Sources : SHOM, © IGN - BD TOPO® 2019, BD Carthage® 2015, GEBCO
© Corbion Group (2020) GEBCO 2020 Guy

1- ZONE COTIERE OUEST ET ESTUAIRE DU MARONI

Bassin de développement humain s'appuyant sur des infrastructures portuaires et industrielle adaptées, la protection et la valorisation d'un ensemble d'écosystèmes remarquables, notamment par la pêche côtière et la pêche traditionnelle vivrière, le tourisme et les loisirs. Cette zone, frontalière, doit faire l'objet d'une attention particulière étant donné la présence permanente des pêcheurs illégaux étrangers dans les eaux guyanaises, qui impactent considérablement la ressource halieutique et des espèces marines protégées. La lutte contre la pêche illégale est déterminante pour une gestion stricte des ressources halieutiques. Une adaptation de l'aménagement du littoral à l'évolution du trait de côte est nécessaire. L'exploitation de sable est envisageable, dans la zone potentiellement identifiée au large, en évitant les impacts sur l'activité de pêche et le milieu marin, en particulier les tortues marines. Préservation de l'environnement :

- Les estuaires du Maroni et de la Mana et l'ensemble des marais naturels associés ont des fonctions écologiques importantes pour le cycle de vie de nombreuses espèces et en particulier pour les ressources halieutiques ; ils sont reconnus d'importance internationale (site Ramsar de la Basse Mana) ; ils abritent également une faune remarquable comme le dauphin de Guyane, le lamantin, ainsi que des sites de ponte d'importance mondiale pour la tortue luth et la tortue verte. Cet écosystème est notamment menacé par les activités de pêche illicite.

2- ZONE COTIERE DU CENTRE-OUEST

Zone à vocation de protection des écosystèmes littoraux et côtiers et de gestion durable de la pêche côtière. L'intérêt d'un statut d'aire marine protégée adapté à la poursuite de ces deux objectifs et basé sur une gouvernance locale doit être étudié. Une zone de protection peut être envisagée sur les parties ayant des fonctions écologiques particulières, en particulier pour les ressources halieutiques : connexions marines avec les marais littoraux, battures. La lutte contre la pêche illégale y est déterminante. Préservation de l'environnement :

- La zone comprend un vaste ensemble de mangroves, de vasières et de savanes et marais côtiers, auxquels s'ajoutent les embouchures de plusieurs fleuves côtiers et les affleurements rocheux des battures de Malmanoury à l'Est ; ils sont reconnus d'importance internationale (site Ramsar de l'estuaire du Sinnamary). Le tout apporte une réelle diversité de faciès et de types de milieux, en partie classé au titre de la convention de Ramsar sur les zones humides. L'espace marin côtier alimenté par la terre est très riche et offre une ressource piscicole importante. Les espèces emblématiques de ces espaces sont le lamantin, le dauphin de Guyane, l'ibis rouge et les caïmans.

3- KOUROU ET ILES DU SALUT

Pôle économique et urbain ayant vocation à développer ses infrastructures (port, industrie, pêche, plaisance), à réduire son impact sur l'environnement et à améliorer la résilience du trait de côte. Préservation de l'environnement :

- La zone présente la plupart des caractéristiques du littoral guyanais et de ses espèces emblématiques ; sa particularité réside dans la présence des îles du Salut et des habitats rocheux sous-marins qui les accompagnent avec, notamment, la présence du mérou géant.
- La réduction des pollutions d'origine terrestre est un enjeu important pour le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux de baignade.

4- ZONE COTIERE DU CENTRE-EST

Pôle économique et urbain ayant vocation à développer ses infrastructures (port, industrie, pêche, plaisance), à réduire son impact sur l'environnement et à améliorer la résilience du trait de côte. Préservation de l'environnement :

- Avec son littoral rocheux, ses îlets et ses deux estuaires, la zone présente une diversité de milieux originale à l'échelle des Guyanes ; on y trouve les espèces emblématiques du littoral guyanais dont le dauphin de Guyane, d'importants sites de ponte pour les tortues marines, le mérou géant, les oiseaux marins.
- La réduction des pollutions d'origine terrestre est un enjeu important pour le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux de baignade.
- Maintien d'une zone de non-pêche volontaire, à durée et géographie adaptée à chaque saison en fonction des arrivadas (arrivées massives de tortues olivâtres pour la ponte) sur le littoral de Cayenne.

5- ZONE COTIERE EST ET ESTUAIRE DE L'OYAPOCK

Ensemble naturel d'importance internationale à vocation de protection de la nature, de pêche côtière et vivrière et de tourisme de nature. La lutte contre la pêche illégale y est déterminante. Une aire de protection s'appuyant sur une gouvernance locale peut être envisagée. Cette zone, frontalière, doit faire l'objet d'une attention particulière étant donné la présence permanente des pêcheurs illégaux étrangers dans les eaux guyanaises, qui impactent considérablement la ressource halieutique et des espèces marines protégées. Préservation de l'environnement :

- Ensemble naturel d'importance internationale (site Ramsar Marais de Kaw et Île du Grand Connétable) à la fois pour ses zones humides littorales, avec comme espèces phares le caïman noir, le lamantin et les oiseaux d'eau, et pour le site de nidification d'oiseaux marins du Grand Connétable avec notamment la sterne de Cayenne et la Frégate royale. Les habitats marins rocheux associés hébergent la principale population de mérou géant. La zone est également particulièrement favorable au dauphin de Guyane et à la tortue verte. Cette faune est notamment menacée par les activités de pêche illicite.
- Cet ensemble se poursuit à l'est avec des milieux remarquables comme l'estuaire de l'Approuague, zone de nurserie essentielle pour de nombreuses espèces animales résidentes ou de passage, et la baie de l'Ovapoek.

6- PLATEAU CONTINENTAL PROCHE

Zone de pêche hauturière durable et à la crevette. La définition de zones de conservation halieutiques est à étudier pour pérenniser la ressource.

Préservation de l'environnement :

- L'espace du plateau continental est connu pour sa richesse halieutique et notamment les populations de vivaneau qui sont exploitées par la pêche, les mammifères marins et les oiseaux sont très présents, ainsi que les tortues marines en lien avec les sites de ponte de la côte.

7- ZONE PROPICE POUR LE DEVELOPPEMENT D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES (POMU, EMR)

Un espace pour l'installation d'une plateforme offshore multi-usages (POMU) et d'essais de production d'énergies marines renouvelables est à définir au sein de la zone 6 de pêche hauturière durable et à la crevette. Les contraintes de fonds et de distance à la côte pour le POMU, et les caractéristiques météo-océaniques (vent, courant...) pour les EMR, situent prioritairement cet espace dans la sous-zone 7b pré-identifiée sur la carte. Des études sont nécessaires pour préciser cette localisation, et éviter ou réduire les impacts sur le milieu marin et les activités (pêche, zone d'exercice des Armées).

Préservation de l'environnement :

- L'espace du plateau continental est connu pour sa richesse halieutique et notamment les populations de crevettes et de vivaneau qui sont exploitées par la pêche, les mammifères marins et les oiseaux sont très présents, ainsi que les tortues marines en lien avec les sites de ponte de la côte.

8- REBORD ET TOMBANT DU PLATEAU CONTINENTAL

Zone à vocation de protection et de pêche hauturière raisonnée. Un classement en aire marine protégée doit être étudié pour conforter ces deux objectifs par une gouvernance et des moyens adaptés. La localisation de la zone de protection est à préciser en tenant compte des enjeux de développement de la pêche hauturière ; les enjeux environnementaux (productivité, récif amazonien, mammifères marins...) doivent conduire à classer une part significative de la zone en protection forte.

Préservation de l'environnement :

- Le rebord et le tombant du plateau continental présentent des conditions hydrographiques favorables à une forte productivité qui en font notamment un espace privilégié pour les mammifères et les oiseaux marins, accueillant en particulier une importante population de grand dauphin ; on y trouve également des stations de la formation dite de « récif amazonien » découverte récemment.

9- PLAINE ABYSSALE

Zone à vocation de développement de la connaissance et de protection.

Préservation de l'environnement :

- Le vaste espace de plaine abyssale de la zone économique exclusive et du plateau continental étendu est peu connu, il y a néanmoins été observé une grande diversité d'espèces de mammifères marins.

III. ARTICULATION DU DSBM AVEC LES AUTRES PLANS, PROGRAMMES, SCHEMAS ET DOCUMENTS DE PLANIFICATION

Ce chapitre a pour objectif d'expliquer l'articulation du DSBM avec d'autres plans ou programmes, afin de s'assurer que l'élaboration du DSBM a été menée en cohérence avec les stratégies déjà menées sur le bassin. Dans cette optique, les plans et programmes qui ont un rapport d'opposabilité juridique avec le DSBM doivent obligatoirement être traités. On distingue trois niveaux d'opposabilité :

- **La conformité** représente le rapport normatif le plus exigeant. Un document devant être conforme à une norme supérieure doit retranscrire cette norme à l'identique, sans possibilité d'adaptation.
- **La compatibilité** implique une obligation de non-contrariété aux orientations fondamentales de la norme supérieure, sans exigence de retranscription à l'identique.
- **La prise en compte** correspond à une obligation de compatibilité avec dérogation possible pour des motifs justifiés. Il convient également de traiter les plans et programmes qui n'ont pas de lien juridique avec le DSBM mais dont le champ est lié à ceux du DSBM.

1. DOCUMENT DE RANG SUPERIEUR QUI S'IMPOSE AU DSBM : LA STRATEGIE NATIONALE POUR LA MER ET LE LITTORAL (SNML)

La SNML adoptée en février 2017 constitue le cadre de référence pour la protection du milieu, pour la réalisation ou le maintien du bon état écologique, (mentionné au I de l'article L. 219-9), pour l'utilisation durable des ressources marines et pour la gestion intégrée et concertée des activités liées à la mer et au littoral, à l'exception de celles qui ont pour unique objet la défense ou la sécurité nationale. Elle fixe 4 grands objectifs de long terme, complémentaires et indissociables :

- la transition écologique pour la mer et le littoral ;
- le développement de l'économie bleue durable ;
- le bon état écologique du milieu marin et la préservation d'un littoral attractif ;
- le rayonnement de la France.

Elle donne un cadre d'action au travers de 4 orientations stratégiques et 26 actions prioritaires que le DSBM de la Guyane se doit de préciser et compléter au regard de ses enjeux propres.

ORIENTATION STRATEGIQUES ET ACTIONS PRIORITAIRES	ARTICULATION AVEC LE DSBM – Lien de compatibilité
<p>Axe I : S'appuyer sur la connaissance et l'innovation</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mieux connaître la mer, développer une société de la connaissance marine et maritime 2. Soutenir les innovations dans le domaine maritime, augmenter la capacité de recherche 3. Enseigner la mer 4. Lancer une grande initiative culturelle pour la mer, développer une conscience maritime nationale et inscrire la culture maritime française au patrimoine mondial de l'Unesco 5. Former aux métiers de la mer par un cluster de l'enseignement maritime, le réseau des universités marines et faire de l'ENSM une référence mondiale 	<p>Le DSBM développe un axe spécifique concernant « la connaissance, la recherche et l'innovation ainsi que l'éducation et la formation aux métiers de la mer » (Axe IV du DSBM).</p> <p>Il prévoit notamment de poursuivre le développement de la plateforme numérique collaborative OBSenMER Guyane. La mise en œuvre d'actions d'acquisition de connaissances en partenariat avec des organismes de recherche (CNRS, IFREMER, IRD...) et des associations de protection de l'environnement (WWF, GEPOG...) est envisagée.</p> <p>Les actions 46 et 52 ciblent notamment la communication et l'éducation pour favoriser la connaissance des milieux marins et l'implication dans leur protection chez chacun, par exemple via le soutien et la valorisation des programmes d'aires maritimes éducatives.</p> <p>Le projet de création d'un établissement de formation professionnelle maritime porté par le DSBM contribuera au développement de l'offre de formation liée aux métiers de la mer (action 47). Le renforcement des formations initiales et continues existantes, à court et long terme, fait de plus l'objet d'une action spécifique (action 48).</p>
<p>Axe II : Développer des territoires littoraux et maritimes durables et résilients</p> <ol style="list-style-type: none"> 6. Construire la planification spatiale maritime pour concilier les usages, rechercher les synergies entre activités et intégrer les activités nouvelles 7. Construire 100 territoires maritimes à énergie positive 8. Protéger les milieux, les ressources, les équilibres biologiques et écologiques 9. Préserver les sites, les paysages et le patrimoine 10. Préserver notre littoral et anticiper l'évolution des phénomènes physiques d'érosion côtière et de submersion 11. Maintenir un haut niveau de sûreté dans nos espaces maritimes pour protéger le milieu marin et nos intérêts économiques 	<p>Le deuxième axe du DSBM est centré sur « la protection des milieux, des ressources, des équilibres biologiques et écologiques ainsi que la préservation des sites, des paysages et du patrimoine ».</p> <p>Il porte notamment des actions spécifiques sur l'étude des mammifères marins du large, des raies et requins afin de favoriser leur protection (actions 3a et 3b). La définition de nouvelles aires protégées et plus largement la mobilisation de moyens pour leur gestion sont des enjeux identifiés (actions 3 et 16). Plus généralement, la protection des milieux marins est ciblée par l'atteinte des objectifs de zéro artificialisation nette (action 20), la mise en place de mesures ERC (action 19) ainsi que la prévention et la gestion des déchets qu'ils soient d'origine terrestre ou issus des activités de pêche (actions 22 à 26). La valorisation de certains sites par leur aménagement est de plus prévue (actions 27 à 29b). Le développement d'une meilleure connaissance des dynamiques des stocks halieutiques et des impacts des activités de pêche, afin de favoriser un encadrement adapté, est de même un des objets de cet axe.</p> <p>Le troisième axe du DSBM est consacré à « la prévention des risques et la gestion du trait de côte ». La mise en place de stratégies de gestion du littoral est prévue, notamment pour les communes fortement touchées par l'érosion côtière (action 31). Le suivi des solutions de gestion sera assuré (action 32). La conciliation entre les activités de baignade et de loisirs nautiques ainsi que leur sécurisation seront</p>

ORIENTATION STRATEGIQUES ET ACTIONS PRIORITAIRES	ARTICULATION AVEC LE DSBM – Lien de compatibilité
	<p>ciblées par des plans de gestion des plages (action 35). Une attention particulière sera portée sur la communication sur ces thématiques (action 34) mais aussi sur l'amélioration de la qualité des eaux de baignade (action 39). Cette dernière sera évaluée notamment en lien avec les orientations correspondantes du SDAGE (action 40).</p> <p>Aucun projet de territoire à énergie positive n'est mentionné dans le DSBM de Guyane, cependant les thématiques liées à l'attribution de cette désignation sont traitées dans différentes actions du DSBM.</p>
<p>Axe III : Soutenir et valoriser les initiatives et lever les freins</p> <p>12. Tenir nos ambitions en matière d'énergies marines renouvelables</p> <p>13. Etudier la mise en place de juridictions dédiées pour l'examen de contentieux liées aux activités maritimes</p> <p>14. Parvenir à une gestion durable de la ressource, tout en réduisant la dépendance halioalimentaire, en confortant l'ambition de la pêche française, inscrite dans la politique commune de la pêche, et en soutenant le développement de l'aquaculture.</p> <p>15. Développer la flotte de commerce sous pavillon français et avoir plus de 20 000 marins français</p> <p>16. Soutenir les filières innovantes et la transition énergétique dans le transport et les services maritimes</p> <p>17. Faire de la France le 1er port d'Europe</p> <p>18. Soutenir la plaisance dans son évolution</p> <p>19. Etablir un document de politique transversale pour le budget de la mer. Assurer son opérationnalité en Loi de finances</p> <p>20. Bâtir une ambition fiscale pour la mer</p> <p>21. Lutter contre le dumping social pour les marins dans l'espace maritime européen</p>	<p>L'axe V du DSBM concerne « le développement durable des activités économiques, maritimes et littorales et la valorisation de ressources naturelles minérales, biologiques et énergétiques ».</p> <p>Un des objectifs de cet axe est la mise en œuvre du plan pour la modernisation et le développement de la pêche en Guyane (objectif V.1.1). Celui-ci prévoit notamment le renouvellement de la flotte de pêche (action 54). La diversification des activités de pêche sera impulsée, notamment avec le développement de l'aquaculture (action 57). Pour une gestion durable de la ressource halieutique et une mise en adéquation entre les pratiques de pêche existantes et la réglementation, la gestion de la pêche non professionnelle et l'endiguement de la pêche illicite font l'objet de nombreuses actions.</p> <p>Plusieurs actions du DSBM sont relatives au développement des ports de Guyane. Est par exemple prévu : la coordination des projets stratégiques des ports et accompagner leur mise en œuvre (objectif V.5.1), l'adaptation des infrastructures et équipements portuaires dans une logique de transition énergétique et numérique (action 76) et la sécurisation des installations pour le stockage des embarcations et du matériel (objectif V.4.5). Le port de l'Ouest sera notamment développé et partiellement relocalisé afin d'accompagner les évolutions démographiques (objectif V.5.3). Plus généralement, l'accueil des croisiéristes et de la plaisance fera l'objet d'une attention particulière (action 79, objectif V.5.2).</p> <p>Concernant le développement des énergies renouvelables, le DSBM prévoit la réalisation d'études pour une qualification plus précise du potentiel du territoire ainsi que la mise en place de projets expérimentaux, notamment en ce qui concerne l'éolien et l'hydrolien (action 84).</p> <p>Afin de faciliter les échanges et le partage d'informations entre les acteurs pour la mise en œuvre de projets, la mise en place d'une structure jouant le rôle de guichet unique est envisagée par le DSBM</p>

ORIENTATION STRATEGIQUES ET ACTIONS PRIORITAIRES	ARTICULATION AVEC LE DSBM – Lien de compatibilité
22. Faire évoluer l'Établissement national des invalides de la marine 23. Moderniser et simplifier l'administration de la mer 24. Définir des indicateurs pertinents d'observation de la politique maritime	(action 86 de l'axe VI « Gouvernance et coopération »). Elle pourra en particulier représenter un soutien pour les acteurs dans le montage administratif et financier des projets. Les actions prioritaires 19 et 20 de la SNML qui concernent le document lui-même ainsi que l'action 24 de la SNML qui concerne l'Observatoire national de la mer et du littoral ne font pas l'objet d'une analyse particulière par rapport au DSBM. De même l'évolution en interne de l'établissement national des invalides de la marine mentionné dans l'action prioritaire 22 ne concerne pas le DSBM de Guyane.
Axe IV : Promouvoir une vision française au sein de l'Union européenne et dans les négociations internationales et porter les enjeux nationaux 25. Développer notre implication à l'international pour défendre les positions françaises 26. Être le moteur de la croissance bleue européenne	L'axe VI du DSBM traite des questions de gouvernance et de coopération. En particulier, l'action 87 prévoit d'aborder avec les états voisins les questions suivantes dans les instances de coopération, notamment afin de limiter leur impact sur l'environnement : la gestion des déchets, le prélèvement de sédiments, les questions fluvio-maritimes, l'aquaculture, les activités pétrolières et le trafic maritime. L'action 88 cible quant à elle le renforcement de la coopération avec les états voisins sur les sujets environnementaux.

2. DOCUMENTS DE NIVEAU INFÉRIEUR AU DSBM : LES PLANS, PROGRAMMES ET SCHEMAS DEVANT ÊTRE COMPATIBLE AVEC LE DSBM

L'opposabilité du document stratégique de bassin maritime est définie à l'article L219-4 du code de l'environnement, selon que les documents ont une relation directe ou non avec la gestion de l'espace maritime :

« I. – Doivent être compatibles, ou rendus compatibles, avec les objectifs et dispositions du document stratégique de façade ou de bassin maritime :

1° Les plans, les programmes et les schémas relatifs aux activités exclusivement localisées dans les espaces mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 219-1 ;

2° Dans ces mêmes espaces, les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements, publics et privés, soumis à l'étude d'impact mentionnée à l'article L. 122-1 du présent code et les décisions mentionnées aux articles L. 122-1 et L. 132-2 du code minier lorsqu'elles concernent des substances minérales autres que celles énumérées à l'article L. 111-1 du même code ;

3° Les schémas de mise en valeur de la mer ;

4° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime ;

5° Les schémas de cohérence territoriale et, à défaut, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales,

notamment lorsqu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences significatives sur la mer.

II. – A l'exclusion de ceux mentionnés au I du présent article, lorsqu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences significatives sur la mer, les plans, les programmes et les schémas applicables aux espaces et territoires mentionnés aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 219-1 du présent code prennent en compte le document stratégique de façade ou le document stratégique de bassin maritime. »

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 prévoit qu'après l'approbation du document stratégique de bassin maritime, la mise en compatibilité ou la prise en compte se fasse à l'occasion de la révision des documents concernés ou en tout état de cause sous trois ans.

L'analyse porte sur les principaux documents ayant une incidence sur la mer. Le schéma des carrières (datant 2010) n'est pas analysé en détail, car il indique seulement que le potentiel concernant les granulats marins doit être étudié. Toutefois, il est à noter que le schéma régional à venir devra prendre en compte le DSBM.

3. LE SCHEMA D'AMENAGEMENT REGIONAL (SAR)

Le SAR est un document qui fixe les orientations fondamentales à moyen terme en matière de développement durable, de mise en valeur du territoire et de protection de l'environnement du territoire de la Guyane. Il détermine notamment la destination générale des différents secteurs du territoire, l'implantation des grands équipements d'infrastructures et de transports, la localisation préférentielle des extensions urbaines, des activités industrielles, portuaires, artisanales, agricoles, forestières, touristiques et relatives aux énergies renouvelables ainsi que celles relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le SAR vaut également Schéma de Mise en Valeur de la Mer (Article L.4433-15 du CGCT) et Schéma Régional de Cohérence Ecologique (Article L.371-4 du code de l'environnement).

Il vaudra également Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) dans les conditions fixées par l'article 206 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour une croissance verte. (Cette disposition s'imposera lors de la prochaine révision du SAR).

Les orientations et prescriptions que définit le SAR en font un document d'urbanisme à l'échelle régionale. Les schémas de cohérence territoriale (SCoT), et, en l'absence de SCoT, les plans locaux d'urbanisme et cartes communales, doivent être compatibles avec les orientations et prescriptions définies par le SAR.

Le SAR de la Guyane définit 5 grands objectifs pour la stratégie d'aménagement de son territoire :

- Objectif 1 : Garantir la cohésion sociale et l'équilibre territorial de la Guyane ;
- Objectif 2 : Rendre les équipements, services et infrastructures accessibles au plus grand nombre ;
- Objectif 3 : Créer les conditions d'un développement économique endogène ;
- Objectif 4 : S'approprier les politiques liées à l'environnement pour une meilleure valorisation ;
- Objectif 5 : Développer les coopérations avec l'environnement géographique.

Ces objectifs sont déclinés en orientations et règles organisées en 4 chapitres :

- Chapitre 1 : La destination générale des espaces ;
- Chapitre 2 : Les orientations relatives aux infrastructures, aménagements et équipements ;
- Chapitre 3 : La Trame Verte et Bleue régionale ;
- Chapitre 4 : Les orientations pour la mise en valeur de la mer (SMVM).

L'articulation du SAR avec le DSBM réside essentiellement dans ce dernier chapitre. Le SMVM donne d'une part des orientations générales, d'autre part des orientations particulières répondant à 6 objectifs.

OBJECTIF DU SMVM	ARTICULATION AVEC LE DSBM
<p>Préserver les écosystèmes et les paysages</p> <p>Le SMVM préserve les milieux naturels et les paysages caractéristiques de la partie limitée du territoire sur laquelle il s'exerce. Il organise l'aménagement et le développement afin de réduire les conflits d'usage.</p> <p>Le SMVM comprend des espaces naturels de trois catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les espaces naturels à haute valeur patrimoniale dans lesquels sont inclus les espaces naturels remarquables du littoral ; - des espaces naturels de conservation durable, importants pour la biodiversité et pour l'équilibre des écosystèmes, mais qui dépendent de mesures de gestion durable plutôt que d'une stricte protection. - des espaces maritimes à enjeux : les espaces maritimes de conservation durable. 	<p>La catégorisation par le SMVM des espaces naturels de son périmètre et la définition de prescriptions associées contribue notamment à la mise en œuvre de l'axe II du DSBM.</p> <p>Les prescriptions visant à encadrer les aménagements, les activités touristiques et la pêche répondent à l'objectif II.3 de réduction des pressions exercées sur l'environnement. S'inscrivant dans une logique de protection des paysages et de la biodiversité, le SMVM est aligné avec les objectifs II.1 et II.5 du DSBM. De plus, la prescription sur les espaces maritimes de conservation durable visant à protéger les ressources halieutiques concorde avec l'objectif II.2 du DSBM.</p>
<p>Limiter les pollutions</p> <p>Le SMVM prévoit que les rejets urbains, portuaires ou industriels vers la mer devront être limités, en cohérence avec l'objectif d'atteindre un bon état des eaux de transition et des eaux côtières.</p> <p>Afin de limiter les pollutions domestiques, les projets urbains devront prévoir la réalisation des ouvrages d'assainissement liés au développement de l'habitat et des zones d'activités. Des mesures de réduction des risques de pollution liés aux ruissellements des eaux pluviales seront prévues dans les projets, telles que la maîtrise de l'imperméabilisation des sols ou la création d'équipements destinés à les prévenir.</p>	<p>Les prescriptions de cet objectif du SMVM contribueront à l'atteinte de l'objectif II.3 d'amélioration de la qualité des eaux de baignade du DSBM. Le mauvais assainissement est en effet une des origines du transfert de polluants vers les zones de baignade. Cependant, la problématique de la pollution par les déchets ciblés par l'objectif II.4 du DSBM pourrait être développée plus en détail.</p>
<p>Impulser un développement urbain soutenu mais maîtrisé</p> <p>Le SMVM identifie les mêmes 5 catégories d'espaces urbains que le SAR : espaces urbanisés ; espaces à urbaniser ; espaces ruraux habités ; espaces d'activités économiques existants ; espaces d'activités économiques futurs.</p> <p>Le SMVM complète ces dispositions par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les préconisations relatives à la définition des espaces proches du rivage ; - les prescriptions particulières relatives à l'ouverture des villes sur l'océan (principalement sur Cayenne et Kourou) 	<p>Les prescriptions limitant l'urbanisation sur les espaces proches du rivage s'alignent avec l'objectif II.3 du DSBM de réduction des pressions exercées sur l'environnement par les activités et aménagements anthropiques ainsi qu'avec l'objectif II.5 par la préservation des paysages.</p> <p>Celles relatives à l'ouverture de villes portuaires sur l'océan correspondent davantage aux objectifs de l'axe V du DSBM, bien qu'elles intègrent les préoccupations d'aménagement citées précédemment. Le projet de réhabilitation du secteur du Vieux Port et du quartier Cépéro à Cayenne ainsi que le projet de marina à Kourou participeront en effet au développement des activités de pêche, de plaisance et de loisirs.</p>

OBJECTIF DU SMVM	ARTICULATION AVEC LE DSBM
<p>Maintenir des coupures d'urbanisation</p> <p>L'identification de coupures d'urbanisation répond à 2 objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêt de l'étalement urbain sur le littoral, en maintenant des espaces naturels ouverts sur le rivage ; - le maintien ou la restauration de continuités écologiques : en ce sens les coupures d'urbanisation contribuent à la trame verte et bleue de la Guyane. <p>Ces coupures d'urbanisation sont définies en fonction d'une analyse de l'occupation de l'espace (source : expertise littoral) et des risques (prise en compte des zones rouges des PPR), ainsi, elles « renforcent » les zones d'expansion des crues.</p>	<p>Les coupures d'urbanisation du SMVM répondent à l'objectif II.1 de préservation de la biodiversité et des écosystèmes, étant donné qu'elles contribuent au maintien et à la restauration des continuités écologiques.</p> <p>Ce sont de plus des outils permettant la prévention des risques d'inondation. En ce sens, le SMVM est aligné sur l'objectif III.1.2 du DSBM d'adaptation des aménagements et de développement des activités économiques à la dynamique côtière et aux changements globaux.</p>
<p>Mailler les territoires du littoral, favoriser leur connexion et leur développement</p> <p>Cet objectif du SMVM concerne l'ensemble des infrastructures et aménagements situés sur le SMVM et détaille l'ensemble des projets qui s'y développeront, dans le respect des dispositions du code de l'urbanisme relatives au littoral.</p> <p>Il définit des prescriptions pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les infrastructures de transport (infrastructures routières, cabotage maritime, navettes fluviales ou fluviomaritimes) - Les aménagements et infrastructures portuaires (renforcement et création des aménagements et infrastructures portuaires, ports piroguiers) - La qualité environnementale des ports - Les démarches de bonne gestion environnementale des ports - Les aménagements relatifs au tourisme et aux loisirs (aménagements pour la plaisance, valorisation des potentiels touristiques, aménagements pour les activités ludiques) 	<p>Le respect d'une distance minimale de recul par rapport au rivage pour l'implantation de routes permet d'éviter l'exposition des populations aux risques naturels. Cette mesure du SMVM contribue à l'atteinte de l'objectif III.1.2 du DSBM d'adaptation des aménagements et de développement des activités économiques à la dynamique côtière et aux changements globaux. Par la volonté de mobiliser les sites déjà existants pour le cabotage maritime et de localiser en amont les sites d'aménagement maritimes, le SMVM répond à l'objectif II.3.1 du DSBM qui prévoit de limiter l'artificialisation du littoral et la dégradation des écosystèmes liée aux activités et usages maritimes.</p> <p>La mise à niveau et la création de ports envisagées par le SMVM contribuera notamment à la mise en œuvre de l'objectif V.3.1 du DSBM visant la modernisation des infrastructures et la mise en place de nouveaux équipements. Les projets pour la commune d'Awala-Yalimapo s'alignent avec l'objectif V.4.3 « structurer les activités de fabrication et réparation de pirogues » du DSBM.</p> <p>Le souci de qualité environnementale et de bonne gestion des ports exprimé dans le SMVM rejoint les objectifs de l'axe II et III du DSBM. En effet, des thématiques telles que l'intégration paysagère, la minimisation des impacts sur les milieux naturels ainsi que la prévention des risques naturels et industriels dans les ports sont abordées.</p> <p>Les prescriptions concernant la qualité des aménagements pour la plaisance, le tourisme et les loisirs sont en accord avec l'objectif V.6 du DSBM qui cible le développement de ces activités de manière harmonieuse et sécurisée.</p>

OBJECTIF DU SMVM	ARTICULATION AVEC LE DSBM
<p>Assurer la protection des personnes et de biens contre les risques majeurs Les risques littoraux (érosion, submersion, effet de houle), sont décrits dans une note spécifique en annexe du SAR. Le SMVM prévoit la prise en compte de ces risques dans tous les projets d'aménagement ainsi que la poursuite de la réalisation des PPR et de leur mise en œuvre. Les dispositions du SAR s'appliquent sur le périmètre du SMVM. Concernant les risques plus spécifiques au littoral :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les projets de marina, d'aménagements portuaires ou urbains devront tenir compte des effets de la houle et d'érosion du littoral ; - les connaissances des effets du changement climatique sur le niveau des mers et les risques naturels qui en découlent, doivent être prises en compte afin d'anticiper des risques futurs ; - afin d'éviter d'aggraver l'aléa d'érosion du littoral, les projets d'aménagement éviteront l'artificialisation du trait de côte avec des ouvrages qui pourraient engendrer des perturbations dans les dynamiques côtières et provoquer des perturbations sur d'autres secteurs du rivage ; - les aménagements doivent être implantés de sorte qu'ils n'aggravent pas l'aléa et que les populations ne soient pas exposées au risque. Leur localisation doit donc tenir compte de l'aléa existant connu et projeté. 	<p>Le SMVM recherche la mise en place d'un aménagement minimisant l'exposition des populations aux risques naturels sur le littoral. En ce sens, le SMVM est aligné sur l'objectif III.1.2 du DSBM d'adaptation des aménagements et de développement des activités économiques à la dynamique côtière et aux changements globaux.</p> <p>En prescrivant le développement de la cartographie des risques au travers de la réalisation de PPR, le SMVM encourage l'acquisition de connaissances sur ces derniers et répond donc à l'objectif III.1.1 du DSBM de pérennisation de l'observation de la dynamique côtière.</p>

3.1. LES DOCUMENTS D'URBANISME

Au 1er janvier 2021, la Guyane comptait :

- 4 cartes communales (CC) : Awala-Yalimapo, Grand-Santi, Iracoubo et Saül
- 11 plans locaux d'urbanisme (PLU) : Cayenne, Kourou, Macouria, Mana, Matoury, Montsinéry-Tonnégrande, Maripasoula, Rémire-Montjoly, Roura, Saint-Georges de l'Oyapock et Saint-Laurent du Maroni

Les autres communes sont soumises au Règlement National de l'Urbanisme (RNU).

Seule la communauté de communes du Centre Littoral est couverte par un SCoT. La communauté de communes des Savanes a entamé l'élaboration de son SCoT mais ce n'est pas le cas pour la communauté de communes de l'Est Guyanais et la communauté de communes de l'Ouest Guyanais.

OBJECTIFS	ARTICULATION AVEC LE DSBM
<p>Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) sont des documents d'urbanisme qui déterminent, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles, notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements et d'équipements commerciaux, dans un environnement préservé et valorisé.</p> <p>Les plans locaux d'urbanisme (PLU) sont les principaux documents d'urbanisme de planification de l'urbanisme au niveau communal ou intercommunal. Les PLU organisent le développement d'une commune en fixant les règles d'urbanisme de tout ou partie du territoire en tenant compte des exigences environnementales.</p> <p>La carte communale est un document d'urbanisme simple pour les communes n'ayant pas élaboré de Plan local d'urbanisme (PLU). Elle leur permet de délimiter des secteurs où les constructions sont autorisées et où elles pourront délivrer des autorisations de construire. Contrairement au PLU, elle ne peut pas réglementer de façon détaillée les modalités d'implantation sur les parcelles et elle ne peut pas contenir des orientations d'aménagement. Ce sont donc les dispositions du RNU qui s'appliquent alors aux constructions, aménagements et installations.</p>	<p>Le DSBM spécifie que compte-tenu de l'intensité d'usage à une échelle locale et de l'articulation étroite avec des installations à terre qui relèvent de la politique d'urbanisme, il n'est pas de son ressort de prévoir la planification de l'espace maritime. Elle relève plutôt du SMVM traité précédemment et des documents d'urbanisme des collectivités. Cependant ces documents doivent être compatibles avec le DSBM qui définit des principes généraux applicables à la planification de l'espace.</p> <p>À travers son axe II, le DSBM définit plusieurs objectifs encourageant des aménagements économes du foncier, aux impacts évalués et minimisés sur les milieux marins et littoraux. Les projets d'aménagement doivent s'inscrire dans la préservation et la valorisation du patrimoine naturel, culturel, historique et paysager.</p> <p>L'axe III prévoit quant à lui la minimisation de l'exposition aux risques naturels et technologiques et l'anticipation des conséquences du changement climatique. La réduction de l'émission de pollutions dans les eaux devra faire l'objet d'une attention particulière, en lien avec le programme de mesures du SDAGE. De plus, le PGRI devra être pris en compte dans les documents d'urbanisme. Plus généralement, les aménagements devront constamment s'adapter en fonction de l'évolution des connaissances fournies par l'observation de la dynamique côtière.</p> <p>Les documents d'urbanisme pourront enfin constituer des outils pour la mise en œuvre de l'axe V. La mise en place de nouveaux équipements et d'infrastructures de transport contribuera à la modernisation et au renforcement des ports. La planification de l'espace littoral et marin devra permettre le développement des activités de pêche, de plaisance, de tourisme et de loisirs dans une logique de sécurité et de limitation des conflits entre usagers.</p> <p>Dans le cadre du projet MSP-OR (Marine Spatial Planning in Outermost Regions), une analyse sera menée sur l'articulation entre les échelles de planification. Cette coopération technique a pour but de soutenir la mise en œuvre de la directive européenne relative à la planification de l'espace maritime, contribuant ainsi au développement et à l'amélioration des stratégies de planification de l'espace maritime dans la région de Macaronésie et en Guyane française.</p>

3.2. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SDAGE)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), instauré par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, est le document d'orientation stratégique pour la gestion durable de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle du district hydrographique. Afin de répondre aux exigences fixées par la Directive Cadre de l'Eau de 2000, la France a choisi de modifier le contenu des SDAGE pour qu'ils puissent constituer les plans de gestion demandés à l'échelle européenne. En 2006, la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) y a introduit la notion de « gestion durable de la ressource en eau ».

Le SDAGE précise les organisations et moyens de gestion à déployer pour atteindre les objectifs environnementaux communautaires ainsi que ceux spécifiques au district hydrographique guyanais. Il décrit les réseaux de surveillance mis en place pour évaluer l'état des milieux aquatiques et les pressions pouvant s'exercer sur eux et donne des orientations pour une meilleure gouvernance locale dans le domaine de l'eau.

Le SDAGE 2022-2027 a été approuvé en juillet 2022. Il définit 5 orientations fondamentales déclinées en dispositions qui seront appliquées sur l'ensemble du territoire pour les six prochaines années (2022-2027).

OBJECTIFS	ARTICULATION AVEC LE DSBM
Orientation fondamentale 1 : Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides guyanais et mieux connaître la biodiversité exceptionnelle qu'ils accueillent	Au regard des dynamiques hydrologiques existantes, les dispositions du SDAGE ciblant la préservation de l'état des masses d'eau continentales bénéficieront aux écosystèmes littoraux et marins visés par l'axe II du DSBM. Il en est de même pour les efforts de lutte contre les activités minières illégales. L'amélioration des connaissances sur la biodiversité aquatique prévue concerne les milieux marins et estuariens ciblés par l'objectif IV.1 du DSBM.
Orientation fondamentale 2 : Préserver le littoral guyanais, les eaux estuariennes et les eaux côtières tout en réduisant l'exposition aux risques naturels	Cet objectif fondamental du SDAGE concerne directement les masses d'eau du territoire du DSBM. Les orientations répondent aux objectifs de l'axe II et III du DSBM. La réduction de l'exposition des populations aux risques d'inondation et de submersion est visée notamment par leur prise en compte dans l'aménagement du territoire et par la préservation des milieux naturels. L'acquisition de connaissances sur les dynamiques littorales et marines envisagée s'aligne avec l'objectif IV.1 du DSBM. La préservation des ressources halieutiques ciblée rejoint l'objectif II.2. Enfin, les dispositions concernant la limitation des impacts des activités de pêche recoupent plusieurs objectifs de l'axe V du DSBM.
Orientation fondamentale 3 : Lutter contre les pollutions et la dégradation hydromorphologique des masses d'eau et restaurer les masses d'eau dégradées	Le SDAGE prévoit la limitation des émissions de polluants issus des activités minières, agricoles, forestières et aquacoles et autres activités anthropiques dans les milieux aquatiques. La réduction de l'apport et de la présence de déchets dans ces milieux est de même ciblée. L'amélioration du raccordement à l'assainissement collectif et des performances épuratoires, ainsi que l'amélioration de la gestion des eaux pluviales sont envisagées et contribueront à l'atteinte de ces deux objectifs. L'orientation fondamentale 3 du SDAGE répond ainsi aux objectifs II.4 ciblant les déchets, II.3.2 ciblant les apports de contaminants et III.3 ciblant l'amélioration de la qualité des eaux de baignade.
Orientation fondamentale 4 : Permettre l'accès à la ressource en eau et limiter l'exposition des populations aux risques et aux impacts du changement climatique	La ressource en eau potable traitée dans cette orientation fondamentale du SDAGE n'est pas directement ciblée par le DSBM. Cependant, la reconquête et la protection des eaux de baignade qui est visée rejoint l'objectif III.3 du DSBM et plus précisément l'action 40 qui cite directement le rôle du SDAGE dans le traitement de cette thématique.
Orientation fondamentale 5 : Construire une gestion de l'eau par bassin versant et sensibiliser aux enjeux de l'eau	En abordant des sujets tels que le partage d'informations et les synergies entre acteurs, sur les enjeux de l'eau, cette orientation fondamentale du SDAGE s'inscrit dans la logique de l'axe VI du DSBM qui traite des questions de gouvernance et de coopération.

3.3. LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI)

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) donne une vision stratégique des priorités pour le district hydrographique de la Guyane en formulant des objectifs de gestion des inondations intégrant à la fois les priorités définies au niveau national par la Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation (SNGRI) et le contexte local.

Dans le cadre du second cycle de la directive européenne sur les inondations de 2007, une nouvelle version du PGRI a été élaborée pour la période 2022-2027. Elle comporte 19 dispositions regroupées en 5 objectifs.

Le PGRI de Guyane comprend de plus la stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) du territoire de l'île de Cayenne, qui constitue la déclinaison de ses objectifs pour ce territoire à risque d'inondation important (TRI).

OBJECTIFS	ARTICULATION AVEC LE DSBM
Objectif n°1 : Aménager durablement les territoires et réduire leur vulnérabilité face aux risques d'inondations	La mise en place d'un aménagement minimisant l'exposition des populations au risque d'inondation visée par le PGRI s'aligne avec l'objectif III.1.2 du DSBM. : « Adapter les aménagements et le développement des activités économiques à la dynamique côtière et aux changements globaux ».
Objectif n°2 : Agir sur les risques d'inondation par la préservation des milieux naturels et la maîtrise des eaux en milieu urbain	La gestion du risque inondation par la préservation des milieux naturels s'inscrit dans la logique de limitation de l'artificialisation du littoral de l'objectif II.3.1 du DSBM. L'entretien des systèmes de gestion des eaux pluviales contribuera de plus à la réduction de l'apport de déchets dans les eaux marines ciblée par l'objectif II.4.1
Objectif n°3 : Approfondir la connaissance des risques d'inondation pour définir des stratégies de prévention efficaces et prioritaires	Le développement de la connaissance sur la vulnérabilité du littoral au risque d'inondation en lien avec les conséquences du changement climatique ciblé dans cet objectif du PGRI contribuera à la mise en œuvre de l'objectif III.11 du DSBM qui prévoit de pérenniser l'observation de la dynamique côtière.
Objectif n°4 : Anticiper efficacement la crise et renforcer la culture du risque dans le cadre d'une résilience intégrée des territoires	Les actions d'acquisition de connaissance sur les risques d'inondation ainsi que le renforcement d'une culture du risque par la sensibilisation du grand public, des élus et professionnels prévus dans cet objectif du PGRI s'inscrivent de même dans l'atteinte de l'objectif III.11 du DSBM.
Objectif n°5 : Accompagner la mise en place d'une gouvernance des risques d'inondation intra-territoires et transfrontaliers	La mise en place de meilleures stratégies de gestion des risques inondation et submersion ainsi que le développement de la coopération et la solidarité entre usagers et territoires autour de ces risques est cohérente avec l'objectif III.1.2 du DSBM visant l'adaptation des aménagements et des activités aux changements globaux et l'objectif VI.2.1 ciblant le travail avec les états voisins.

4. LES PLANS, PROGRAMMES ET SCHEMAS DEVANT PRENDRE EN COMPTE LE DSBM

4.1. LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ENERGIE (PPE)

La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) est un dispositif qui a été introduit par la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015. Plusieurs PPE doivent être élaborées en France : une pour la France métropolitaine, et une dans chaque zone non interconnectée au réseau électrique métropolitain continental. En Guyane, c'est l'État et la collectivité territoriale de Guyane (CTG) qui sont chargés d'élaborer la PPE.

Concrètement, la PPE est une programmation opérationnelle : elle évalue les besoins du territoire en énergie, aux horizons 2018 et 2023, puis elle détermine les actions prioritaires pour permettre d'y répondre en termes d'infrastructures de production d'énergie, d'extension des réseaux électriques, de réalisation d'études.

Les axes examinés au travers de la PPE sont : la garantie de la sécurité d'approvisionnement énergétique, l'amélioration de l'efficacité énergétique et la baisse de la consommation d'électricité, le soutien des énergies renouvelables – avec un volet spécifique pour la biomasse-, l'amélioration de l'accès à l'énergie dans les communes de l'intérieur.

Le projet de création d'une centrale de valorisation énergétique des déchets mentionné pourrait contribuer à atteindre la meilleure gestion des déchets que l'objectif II.4 du DSBM vise. De plus, les ambitions affichées de réduction des consommations énergétiques et des émissions de CO₂ s'appliqueront dans les ports, ce qui répond à l'objectif V.5.3. qui vise la transition énergétique dans ces espaces. La PPE mentionne la

nécessité d'approfondir les connaissances sur les potentialités de développement des énergies marines renouvelables. Si depuis sa rédaction en 2016 une étude de l'ADEME a été produite sur le sujet, le DSBM dresse le même constat pour établir son objectif V.7.1.

4.2. LE PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS (PRPGD)

L'article n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié les compétences relatives à la planification de la prévention et de la gestion des déchets. Les Conseils Régionaux sont désormais compétents pour établir des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).

L'article L. 7111-2 dispose que la collectivité territoriale de Guyane succède au département de la Guyane et à la région de Guyane dans tous leurs droits et obligations.

Cette dernière élabore donc un PRPGD (en cours de finalisation) qui comprend un état des lieux et une synthèse des enjeux existants puis pose des objectifs. Il établit une planification de la prévention des déchets à 6 (2027) et 12 ans (2033) ainsi qu'une planification de la prévention et de la gestion des déchets spécifique pour : les biodéchets, les déchets non dangereux non inertes, les déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics et les déchets dangereux. Un Plan Régional d'Actions en faveur de l'Économie Circulaire est défini (PRAEC). Les installations permettant de collecter et de traiter les déchets produits en situation de crise sont identifiés. Enfin, l'animation et le suivi du plan sont définis.

La mise en œuvre du PRPGD concerne donc principalement l'objectif II.4 du DSBM qui ambitionne de réduire les apports et la présence de déchets dans les eaux marines. Par l'anticipation des situations de crise, il contribue de plus à l'atteinte de l'objectif III.4 du DSBM.

4.3. LE PLAN POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA MODERNISATION DE LA FILIERE PECHE EN GUYANE

Afin de sortir la filière « pêche » de ses difficultés, la ministre des outre-mer, lors de sa visite en Guyane en septembre 2018, a souhaité que lui soit proposé un plan de développement et de modernisation de la filière « pêche ».

Ce plan expose le résultat des réflexions menées par les acteurs de la filière « pêche », des collectivités locales et des services de l'État concernés, réunis au sein de plusieurs groupes de travail, pilotés par la direction de la mer et les services du secrétariat général pour les affaires régionales. Il présente les enjeux et propositions de mesures destinées à assurer le développement et la modernisation de la filière « pêche », permettant ainsi une activité économique rentable, le développement de l'emploi local, ainsi que des conditions de travail et de rémunération satisfaisantes. Les 85 mesures sont présentées dans quatre volets :

- L'économie des pêches
- La formation initiale et continue
- Les infrastructures portuaires
- La lutte contre la pêche illégale et l'économie informelle

Les mesures proposées dans le plan ont été reprises lors de l'élaboration du DSBM dans de nombreuses actions des objectifs V.1 à V.5, qui concernent le secteur de la pêche, ainsi que de l'objectif IV.2, qui vise l'attractivité et la qualification des emplois de l'économie bleue.

4.4. LE SCHEMA REGIONAL DE DEVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE MARINE (SRDAM)

Les Schémas Régionaux de Développement de l'Aquaculture Marine (SRDAM) ont été mis en place en application de l'article L 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime, introduit par la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010. Dans le cas de la Guyane, un SRDAM a été adopté en 2013 et a été étendu à l'aquaculture continentale qui offrait un potentiel jugé plus important que celui de l'aquaculture marine. Le SRDA a été révisé en 2022. Les analyses et propositions contenues dans la version de 2013 ont été actualisées au regard des évolutions réglementaires, environnementales, économiques et sociales constatées dans le domaine de la pêche et l'aquaculture. Le nouveau document étudie les potentialités de développement de l'aquaculture marine et met en évidence les différentes problématiques relatives à l'aquaculture continentale. Il émet des recommandations sous forme de 7 actions :

- Organisation des opérateurs
- Fourniture d'intrants : juvéniles (alevins ou post-larves) et aliment
- Accompagnement financier des producteurs
- Mise en conformité des sites prioritaires à lancer / relancer pour amorcer la production
- Accompagnement à la mise en marché des produits
- Animation filière & accompagnement technique des producteurs
- Mise en place d'un centre technique au service de la filière

Il pourra ainsi contribuer à la mise en œuvre de l'action 57 du DSBM dans laquelle il est cité, visant à développer l'aquaculture.

4.5. LE PROJET STRATEGIQUE DU GRAND PORT MARITIME

Le Grand Port Maritime de la Guyane (GPM-Guyane) a été créé par le Décret n° 2012-1105 du 1er octobre 2012, avec mise en place au 1er janvier 2013, et placé sous la tutelle du Ministre en charge des ports maritimes.

Le GPM s'étend sur 5 périmètres terrestres et maritimes :

- Le site portuaire de Dégrad-des-Cannes avec 25 ha et son chenal d'accès au port d'une longueur de 18 km, continuellement dragué
- Le site portuaire de Pariacabo avec 20 ha et son chenal d'accès au port long de 18 km, continuellement dragué
- Une zone à aménager de 1500 ha en aval de Saint-Laurent-du-Maroni pour y positionner un futur port industriel et minier
- Une zone à aménager de 80 ha sur la commune de Saint-Georges de l'Oyapock pour y implanter un port sec associé à une plateforme logistique
- Le chenal d'accès aux Iles du Salut (hors zone de mouillage ni pontons (propriété du CNES))

Suite à la réforme des ports français de 2008, les GPM et les différents acteurs portuaires et économiques du territoire de la Guyane disposent d'un document de pilotage stratégique pour le développement portuaire. Le Projet stratégique donne une cohérence aux actions futures menées par le GPM et ses acteurs.

Ce document directeur quinquennal arrête les décisions concernant le développement de l'établissement et l'exploitation des terminaux, l'aménagement du port, les projets intermodaux, les investissements, les actions en matière de préservation de l'environnement.

Un premier Projet stratégique a été mis en œuvre entre 2014 et 2018 et un nouveau document guide le développement du GPM pour la période 2019-2023. Ce dernier s'articule autour de 5 volets.

VOLETS	ARTICULATION AVEC LE DSBM
Volet n°1 : Stratégie de développement durable et structurant	La mise en œuvre de projets structurants tels que la mise en place d'une plateforme multi-usages s'aligne avec l'objectif V.5.2 du DSBM visant à améliorer la desserte maritime du territoire. Les efforts portés sur la digitalisation portuaire contribueront à l'atteinte de l'objectif V.5.3 qui cible la transition énergétique et numérique des ports.
Volet n°2 : Programme d'investissements et finances portuaires	La mobilisation de fonds pour améliorer la performance, les aménagements et soutenir les projets à long terme du GPM permettra de répondre globalement à l'objectif V.5 du DSBM visant à assurer un développement durable et compétitif des ports de commerce.
Volet n°3 : Modernisation des outillages publics de manutention	La modernisation des outillages publics pour répondre aux enjeux de performance, de capacité, de sécurisation et d'environnement prévue pour le GPM s'inscrit dans la lignée de l'objectif V.5.3 qui cible l'adaptation des infrastructures et équipements portuaires dans une logique de transition énergétique et numérique des ports.
Volet n°4 : Aménagement et développement durable	La prise en compte du patrimoine naturel et la gestion des déchets dans la politique portuaire répondent respectivement aux objectifs II.5 et II.4 du DSBM. La considération des risques est quant à elle cohérente avec l'objectif III.1 de gestion intégrée du littoral et de l'interface terre-mer au regard des aléas littoraux.
Volet n°5 : Connectivité portuaire, intermodalité	La facilitation de l'intermodalité et l'amélioration de lignes de cabotage visées par ce volet contribueront à l'atteinte de l'objectif V.5.2 du DSBM prévoyant d'accompagner le développement de projets visant à améliorer la desserte maritime du territoire.

4.6. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT DU PORT DE L'OUEST

Le port de Saint-Laurent de Maroni, dit « Port de l'Ouest Guyanais » (POG) a été transféré par l'Etat à la Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais (CCOG), qui en est donc propriétaire depuis le 1er janvier 2009, et l'exploite en Régie directe depuis 2013 après en avoir délégué l'exploitation dans un premier temps à la SEM Port de l'Ouest.

Le port comprend trois terminaux compris dans une entité administrative commune (à l'exception d'une enclave privée en aval du port du bac, en instance d'intégration) le long de la rive droite du fleuve Maroni :

- le terminal de commerce de trafic maritime en aval
- le terminal piroguier en amont
- le terminal du bac international Guyane-Suriname en position intermédiaire

Selon la Convention sur le régime international des ports maritimes conclue à Genève le 9 décembre 1923, « Sont considérés comme ports maritimes, au sens du présent Statut, les ports fréquentés normalement par les navires de mer et servant au commerce extérieur ». En d'autres termes, la qualité de port maritime est décidée par son affectation, et non par sa situation de fait. En l'espèce, le port de l'Ouest est fréquenté par des navires de mer servant au commerce international. Il doit donc être considéré, sur le plan de l'exploitation, comme un port maritime.

Sur la période 2013-2017, un premier programme de développement a été mis en œuvre sur le port. La CCOG souhaite à présent poursuivre sa démarche « Vision POG 2030 » pour procéder à l'analyse et au diagnostic de la place portuaire et de son contexte socio-économique, en confirmer ou moduler le positionnement stratégique intégré port-territoire, proposer

un plan d'actions de gestion et d'aménagements afférent, puis décliner un schéma directeur d'aménagement accompagné des esquisses et descriptifs-quantitatifs-estimatifs des composantes d'aménagement.

À ce stade, les ambitions affichées de développement économique, de préservation de l'environnement et d'amélioration de la qualité de vie laissent présumer que le futur schéma directeur d'aménagement contribuera à l'atteinte de l'objectif V.5 du DSBM visant un développement durable et compétitif des ports.

4.7. LE PLAN D’ACTION RUP

L’Union européenne soutient le développement des régions les plus lointaines, dénommées régions ultrapériphériques (RUP). Ce soutien a pour objet de pallier les contraintes résultant de l’éloignement géographique de ces régions.

Ainsi, les RUP bénéficient de quatre fonds européens structurels et d’investissement (FESI) : FEDER et FSE (au titre de la politique de cohésion économique, sociale et territoriale), FEAMPA (au titre de la politique commune de la pêche et de la politique maritime intégrée), FEADER (au titre du pilier II de la Politique agricole commune).

Un Programme Opérationnel pour le Fonds Européen des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l’Aquaculture (PO FEAMPA) est notamment en place pour la période 2021-2027. Il s’articule autour de 4 priorités et comporte une orientation transversale de développement durable, compétitif et résilient des secteurs de l’économie bleue et notamment les secteurs halieutiques.

PRIORITE	ARTICULATION AVEC LE DSBM
Priorité n°1 : Favoriser une pêche durable et la conservation des ressources biologiques de la mer	Cette priorité du PO FEAMPA s'aligne avec les objectifs V.1, V.3 du DSBM visant respectivement à soutenir une pêche maritime professionnelle durable et compétitive et à contrôler et réglementer les activités de pêche. En ciblant l'emploi et la formation dans la filière pêche, le document répond à l'objectif IV.2 du DSBM. Enfin, en identifiant un besoin d'acquisition de connaissance sur les stocks halieutiques, il rejoint l'objectif II.2 du DSBM.
Priorité n°2 : Contribuer à la sécurité alimentaire dans l'Union au moyen d'une aquaculture et de marchés compétitifs et durables	En ciblant le développement de l'aquaculture ainsi que la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture, le PO FEAMPA répond directement aux objectifs V.1.2 et V.1.3 du DSBM.
Priorité n°3 : Permettre la croissance d'une économie bleue durable et favoriser la prospérité des communautés côtières	La protection des écosystèmes marins et des ressources ainsi que la formation et l'attractivité dans le secteur de l'économie bleue sont visées dans cette priorité du PO FEAMPA, elle s'aligne en cela avec les objectifs II.5 et IV.2 du DSBM.
Priorité n°4 : Renforcer la gouvernance internationale des océans et faire en sorte que les mers et les océans soient sûrs, sécurisés, propres et gérés de manière durable	La minimisation de l'exposition des populations aux risques et la coopération avec les états voisins cités dans cette priorité correspondent aux thématiques abordées par les objectifs III.1 et VI.2 du DSBM.

4.8. LE PROGRAMME D'ACTION DE L'IFRECOR

Le programme d'actions 2016-2020 (étendu à fin 2021) de l'IFRECOR s'inscrit dans le cadre de l'article 113 de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages de 2016, ainsi que dans le Plan biodiversité (4 juillet 2018), et son action 37 « Grâce à l'action des collectivités ultramarines, nous visons la protection en mer de 100% des récifs coralliens français à l'horizon 2025, avec un objectif intermédiaire de 75% en 2021 », ainsi que dans le cadre du livre bleu outre-mer.

Ces engagements renforcent encore davantage l'implication de l'Etat en faveur de la protection de l'ensemble des récifs coralliens de l'outre-mer à l'horizon 2025 et de leurs écosystèmes associés.

Le document présentant le programme d'actions de l'IFRECOR pour la phase 4 (2016-2020) mentionne la programmation des thèmes et sous-thèmes transversaux de niveau national ainsi que la programmation des plans locaux, qui relèvent de chaque collectivité d'outre-mer concernée.

Si la Guyane n'est pas concernée par un plan local, elle est ciblée par l'IFRECOR en raison de la présence de mangroves sur son territoire.

La mise en œuvre d'actions prévoyant l'acquisition de connaissances et le suivi de ces écosystèmes répond aux objectifs II.1 et IV.1 visant respectivement à préserver la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes marins et littoraux et à renforcer les moyens pour l'acquisition et le partage des connaissances.

Thème	Sous-thème
Financement, communication et partenariats	ST1.1 : Outils de financement
	ST1.2: Partenariats /mécénat
	ST1.3: Communication
	ST1.4 : Sensibilisation/éducation
Connaissances orientées vers la gestion	ST2.1: Typologie des habitats
	ST2.2: Cartographie
	ST2.3: Liste rouge
	ST2.4 : Espèces envahissantes
Réseaux d'observation	ST3.1: Réseau " Usage"
	ST3.2: Sciences participatives
	ST3.3: Réseau Récif et BD récifs
	ST3.4: Réseau Herbiers
	ST3.5: Réseau Mangroves
Suivre et atténuer les impacts du changement climatique (CC)	ST4.1: Observatoire des CC
	ST4.2 : Vulnérabilité au CC
Eviter, réduire, compenser les impacts des activités anthropiques sur les écosystèmes coralliens	ST5.1: Etudes d'impact environnemental /Mesures compensatoires/Ingénierie écologique

Thèmes et sous-thèmes de la programmation 2016-2020 de l'IFRECOR

4.9. LES PLANS DE GESTION DES AIRES MARINES PROTEGEES

Les plans de gestions des aires marines protégées doivent être compatible ou prendre en compte le DSBM. Les plans de gestion suivants sont ainsi concernés : les réserves naturelles nationales de Kaw-Roura, d'Amana, de l'île du Grand- Connétable et les sites Ramsar de Basse-Mana, de l'Estuaire du fleuve Sinnamary et du marais de Kaw.

4.10. LES PLANS NATIONAUX D'ACTION EN FAVEUR DES ESPECES MENACEES (PNA)

Il existe 3 principales espèces de tortues en Guyane : la tortue luth (*Dermochelys coriacea*), la tortue olivâtre (*Lepidochelys olivacea*) et la tortue verte (*Chelonia mydas*). Les deux premières sont classées VU-Vulnérable et la dernière EN-En danger sur la liste rouge mondiale de l'IUCN.

Au regard de ces enjeux, un plan de restauration des tortues marines (PRTM) de Guyane a été mis en place sur la période 2007-2012. D'importantes avancées ont été observées durant ces 5 années mais la principale menace identifiée (captures accidentelles liées à la pêche illégale et légale) n'a pas été traitée, ce qui confère au PRTM un bilan mitigé.

Le Plan national d'action (PNA) en faveur des tortues marines de Guyane, coordonné par l'Office Français de la Biodiversité, succède à ce document pour une mise en œuvre sur la période 2014-2023. Dans le document de référence, un état des connaissances et une analyse de l'état de conservation des espèces ciblées précèdent le plan d'action organisé autour de 7 objectifs spécifiques :

- Réduction des menaces
- Amélioration des connaissances au service de la conservation
- Impulsion d'une coopération transfrontalière
- Éducation à l'environnement
- Valorisation socio-économique
- Mise en réseau des acteurs

- Mode de gouvernance

Ces derniers sont déclinés en objectifs opérationnels et en fiches actions. Les modalités de suivi et l'évaluation du PNA sont de plus détaillées.

La mise en œuvre du PNA en faveur des tortues marines de Guyane contribuera à l'atteinte de l'objectif II.1.1 du DSBM d'amélioration des connaissances sur les milieux et les espèces et de l'objectif II.1.3 visant le maintien ou le rétablissement des populations d'espèces protégées ou à enjeux dans un bon état de conservation. La mise en place d'une gouvernance et d'une coopération transfrontalière en faveur des espèces ciblées s'aligne avec les objectifs de l'axe VI du DSBM.

Un Plan National d'Action Sotalie est en élaboration et devra prendre en compte le DSBM.

4.11. LA STRATEGIE DE L'ECONOMIE BLEUE

La Commission Européenne définit l'économie bleue comme « l'ensemble des activités économiques liées aux océans, mer et côtes, y compris les activités de soutien directes et indirectes nécessaires à son fonctionnement ».

La Collectivité Territoriale de Guyane (CTG) a souhaité se doter d'une stratégie relative à l'économie bleue afin de valoriser son environnement naturel en identifiant en profondeur son potentiel économique tout en répondant aux préconisations de l'Union européenne. Il en découle une stratégie de l'économie bleue qui a eu pour but de participer à l'élaboration des programmes opérationnels post 2020.

Elle pose des objectifs en fonction des enjeux sur la connaissance, les moyens matériels et infrastructures, les moyens humains et la formation, la structuration, la coopération, et ce pour chaque secteur de l'économie bleue :

- Transports par eau et services portuaires
- Énergies renouvelables
- Administration publique
- Recherche-développement et formation
- Filière pêche et aquaculture
- Associations liées à l'économie bleue
- Industrie navale
- Tourisme bleu et activités sportives, récréatives et de loisirs

Ainsi de nombreux sujets abordés sont communs à cette stratégie et au DSBM. Tous les axes de ce dernier, à l'exception de l'axe II portant sur la prévention des risques et la gestion du trait de côte, font écho à la stratégie de l'économie bleue.

5. AUTRES DOCUMENTS

Ces documents traitent de thématiques proches à celles du DSBM de Guyane mais ne sont concernés par un lien juridique au titre du L219-4. Néanmoins, le DSBM doit tenir compte des stratégies nationales présentées ci-dessous.

5.1. LA STRATEGIE NATIONALE POUR LA BIODIVERSITE (SNB)

La stratégie nationale biodiversité 2030 (SNB) traduit l'engagement de la France au titre de la Convention sur la diversité biologique et de la Stratégie de l'Union européenne pour la biodiversité. Elle concerne la période 2022-2030 et succède à deux premières stratégies nationales qui ont couvert respectivement les périodes 2004-2010 et 2011-2020. Elle a pour objectif de réduire les pressions sur la biodiversité, de protéger et restaurer les écosystèmes et de susciter des changements en profondeur afin d'inverser la trajectoire du déclin de la biodiversité.

La COP 15, qui définira le nouveau cadre mondial sur la protection de la biodiversité et le rapport sur le financement des politiques de biodiversité, permettra de finaliser la SNB. Ainsi, à ce jour, seul le premier volet de la SNB a été publié à la suite de concertations et d'une consultation du public. Il comporte 5 axes structurants :

- Axe 1 : Des écosystèmes protégés, restaurés et résilients
- Axe 2 : Des ressources et des services de la biodiversité utilisés de manière durable et équitable
- Axe 3 : Une société sensibilisée, formée et mobilisée

- Axe 4 : Un pilotage transversal, appuyé par la connaissance et orienté sur les résultats
- Axe 5 : Des financements au service des politiques

Ces axes se déclinent en 15 objectifs qui sont étayés par des mesures opérationnelles. En règle générale, elles sont assorties de cibles et indicateurs facilitant leur suivi-évaluation. Ce travail reste toutefois à compléter pour certaines d'entre elles.

La SNB rejoint l'axe II du DSBM en traitant de problématiques telles que la préservation des milieux, la gestion des déchets ou bien encore la diminution de l'artificialisation. La SNB identifie des besoins d'acquisition de connaissance sur la thématique de la biodiversité et de sensibilisation aux enjeux environnementaux qui sont mentionnés à la fois dans l'axe II et dans l'objectif IV.1 du DSBM.

5.2. LA STRATEGIE NATIONALE POUR LES AIRES PROTEGEES (SNAP)

La Stratégie Nationale pour les Aires Protégées (SNAP) succède à la stratégie de création et de gestion d'aires marines protégées (SCGAMP) et la stratégie de création des aires protégées (SCAP) pour le milieu terrestre. C'est une première stratégie unifiée pour la métropole et les outre-mer couvrant à la fois les enjeux terrestres et marins. Elle ambitionne de protéger 30 % des espaces naturels nationaux d'ici 2030, dont 10 % en protection renforcée. Au-delà de la création d'aires protégées, cette nouvelle stratégie donne une place essentielle à la gestion de ces espaces à travers 7 objectifs déclinés en 18 mesures.

- Objectif 1 : Un réseau résilient aux changements globaux
- Objectif 2 : Une gestion adaptée et efficace du réseau d'aires protégées
- Objectif 3 : Des activités durables au sein du réseau d'aires protégées
- Objectif 4 : Un réseau intégré dans les territoires
- Objectif 5 : Un réseau pour renforcer la coopération internationale
- Objectif 6 : Un réseau pérenne d'aires protégées
- Objectif 7 : Aires protégées et connaissances

L'action 5 du DSBM est consacrée à la définition de nouvelles aires protégées en lien avec la mise en œuvre de la SNAP. Des zones marines remarquables et à fort enjeux de conservation qui mériteraient de bénéficier d'un statut de protection ont déjà été identifiées. La mobilisation de moyens alloués à la gestion des aires protégées est à la fois citée dans la SNAP et dans le DSBM (action 18). C'est aussi le cas de leur rôle et celui de leurs gestionnaires (acquisition de connaissances, sensibilisation et accueil du public, coopération internationale sur les sujets environnementaux).

5.3. LA STRATEGIE NATIONALE PORTUAIRE (SNP)

La nouvelle Stratégie Nationale Portuaire (SNP) adoptée par le Comité interministériel de la mer du 22 janvier 2021 poursuit un objectif clair de reconquête de parts de marché et de développement économique des ports, à horizon 2025-2050.

La stratégie couvre l'ensemble du système portuaire français, de métropole et d'outre-mer, qu'il s'agisse de ports sous tutelle de l'État ou décentralisés.

Elle comporte un socle de 4 ambitions déclinées en 16 objectifs stratégiques qui seront mis en œuvre par des actions opérationnelles (dont certaines sont déjà engagées pour 2020-2021).

- Ambition 1 : Les ports, maillons essentiels de la performance des chaînes logistiques
- Ambition 2 : Les ports, outils de développement économique des territoires
- Ambition 3 : Les ports, accélérateurs de la transition écologique
- Ambition 4 : Les ports, moteurs de l'innovation et de la transition numérique

La SNP rejoint l'objectif V.5 du DSBM en abordant des thématiques telles que l'augmentation de la performance et de la compétitivité des ports ainsi que leur inscription dans la transition énergétique et numérique. L'objectif IV.2 du DSBM s'inscrit dans l'articulation entre la formation et l'emploi dans le secteur portuaire ciblée par la SNP. Enfin, en soulignant les efforts à fournir par les places portuaires en matière de protection de la biodiversité, elle s'accorde avec l'objectif II.1. et II.3. du DSBM.

5.4. PLAN D'ACTION « ZERO DECHET PLASTIQUE EN MER »

Afin de mettre fin aux rejets de déchets plastique en mer, le Plan d'actions zéro plastique en mer (2020-2025) décline en 35 actions les objectifs du Comité interministériel de la mer (CIMER) et du Plan biodiversité de 2018. Cette feuille de route nationale vise à réduire l'apport de macro et micro-déchets vers les mers et les océans d'ici à 2025, en vue d'atteindre l'objectif de zéro plastique en mer d'ici 2025 fixé par le Plan biodiversité. Elle fixe la stratégie poursuivie par le Gouvernement en matière de lutte contre les déchets marins d'ici 2025, aussi bien en métropole que dans les départements et régions d'outre-mer.

Ce plan d'actions repose notamment sur une mobilisation des agences de l'eau et de l'Agence de la transition écologique (ADEME). Les 35 actions du plan sont réparties dans 4 axes :

- Axe 1 : La prévention des pollutions plastiques en amont / à terre
- Axe 2 : La lutte contre les déchets dans les cours d'eau, eaux usées et eaux pluviales
- Axe 3 : La lutte contre les déchets plastiques sur le littoral et en mer
- Axe 4 : La sensibilisation, l'information et l'éducation

En listant des actions permettant la prévention et la réduction des déchets, le plan d'action « Zéro déchet plastique en mer » rejoint l'objectif II.4 du DSBM. Les actions communes aux 2 documents ciblent notamment la mise en place de filière de collecte, traitement et de valorisation des déchets, en particulier pour les déchets et engins usagés issus du secteur de la pêche, ainsi que la sensibilisation du public et des professionnels.

5.5. ÉTUDE FRANCEAGRIMER 2020 : LA REDUCTION DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT DES PLASTIQUES UTILISES DANS LA FILIERE PECHE & AQUACULTURE

FranceAgriMer est un établissement public administratif créé en 2009 et placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture. Ses principales missions sont le versement d'aides au titre de fonds européens et nationaux, le soutien des exportateurs dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'agroalimentaire ainsi que la collecte, l'analyse et la diffusion de données économiques sur ces filières.

Ainsi, en 2020, FranceAgriMer a commandé la réalisation d'une étude ayant pour sujet la réduction de l'impact sur l'environnement des plastiques utilisés dans la filière pêche & aquaculture. Ce document comporte une estimation des gisements de déchets plastiques, une identification des attentes des acteurs des filières concernées et une proposition de plan d'action. Ce dernier comporte 5 axes :

- Axe n°1 : État des connaissances des flux, diagnostic de la situation et suivi de l'évolution des objectifs de progrès
- Axe n°2 : Prévention et réduction des matières plastiques
- Axe n°3 : Solution de pré-collecte et dispositifs de collecte des déchets plastiques de la filière pêche et aquaculture
- Axe n°4 : Recyclage et valorisation des déchets plastiques de la filière pêche et aquacole
- Axe n°5 : Initiatives locales et communication de la gestion globalisée des déchets plastiques des filières pêche et aquaculture

Ces axes sont déclinés en 14 objectifs et 20 actions.

En ciblant la prévention et l'amélioration de la gestion des déchets plastiques issus de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que la sensibilisation autour de ces enjeux, le plan d'action proposé dans l'étude est cohérent avec l'objectif II.4 du DSBM.

IV. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

D'après l'article R122-20 du code de l'environnement :

II. – Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend des informations prévues ci-dessous :

2° Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés

Cette synthèse de l'état initial de l'environnement est établie à partir des travaux et documents existants, notamment :

- L'état des lieux du DSBM 2021,
- L'état des lieux 2019 du SDAGE,
- L'évaluation préliminaire des risques d'inondation 2012,
- etc.

L'état initial de l'environnement permet de comprendre le fonctionnement global du territoire, de relever les atouts et les richesses

environnementales mais aussi les faiblesses et les menaces. Il met également en perspective les pressions propres au DSBM qu'il traite avec les autres politiques, plans/schémas/programmes ou projets portés par le territoire.

Ce sont ces éléments clés qui serviront de grille de lecture afin d'apprécier la manière dont les dispositions du DSBM ont un effet négatif, positif ou neutre sur les enjeux environnementaux du territoire.

1. GRANDES CARACTERISTIQUES TERRITORIALES

Sources : État des lieux du SDAGE 2019, État des lieux du DSBM 2021

AU REGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE...

D'ici la fin du siècle, le GIEC projette une augmentation des températures moyennes annuelles de 3,3 °C [2,6 à 3,7 °C] en Guyane, avec une élévation plus marquée en juin-juillet-août, de 3,5 °C [+ 2,7 à + 3,9 °C]. Le régime des précipitations risque de varier également, avec une augmentation de la pluviométrie de 4 % [+ 0 à + 11 %] aux mois de décembre-janvier-février et une diminution de 3 % [- 10 à + 2] en juin-juillet-août, pendant les mois qui sont déjà les plus secs (IPCC 2007).

1.1. UN TERRITOIRE VASTE ET INEGALEMENT PEUPLE

La Guyane, seul département français situé sur le continent américain, s'étend sur une superficie de 84 000 km², ce qui représente 16 % du territoire français. Ses limites est et ouest sont respectivement représentées par les fleuves Oyapock et Maroni qui constituent les frontières d'État avec le Brésil et le Suriname. La Guyane se compose de 22 communes et 4 intercommunalités. Au sens du code de l'environnement (article L321-2), **13 de ces communes sont des communes littorales**.

La Guyane se divise en deux zones géographiques distinctes : la zone boisée qui couvre 96 % du territoire et s'étend dans la partie continentale du département et la zone littorale sur la façade Atlantique. Les côtes de la

Guyane s'étendent sur pas moins de **350 kilomètres** entre les fleuves Oyapock à l'est et Maroni à l'ouest.

Limites administratives de Guyane



Réalisation DGTM Guyane / DMLF, avril 2023
Sources : © IGN - BD TOPO®2019, BD Carthage®2015

Carte 1 : Limites administratives de Guyane

L'essentiel du bassin présente un caractère rural prononcé et une densité de population faible (3,3 habitants au km²). Selon l'INSEE, la Guyane compte, en 2019, 283 540 habitants. Les habitants se concentrent principalement sur la frange côtière et le long des fleuves qui permettent le transport par navigation. **En 2019, 84 % des guyanais recensés résident sur les communes littorales.** Plus de 42 % de la population littorale de Guyane était concentrée sur les trois communes de Cayenne, Rémire-Montjoly et Matoury en 2015.

Le rythme de la croissance démographique est élevé : environ +2,54 % par an, soit beaucoup plus que la croissance démographique moyenne métropolitaine qui est de 0,6 % par an. Cette croissance n'est cependant pas répartie de manière égale sur le territoire. Ainsi, les plus fortes hausses de population se concentrent sur les communes de Ouanary (+10 %), Macouria (+6,5 %), mais également sur les communes de Maripasoula (+5,8 %) et Grand-Santi (+5,6 %). Si les tendances démographiques observées jusqu'ici se maintenaient, l'INSEE estime que la Guyane compterait 428 000 habitants en 2050, soit 144 460 de plus qu'en 2019 (scénario central).

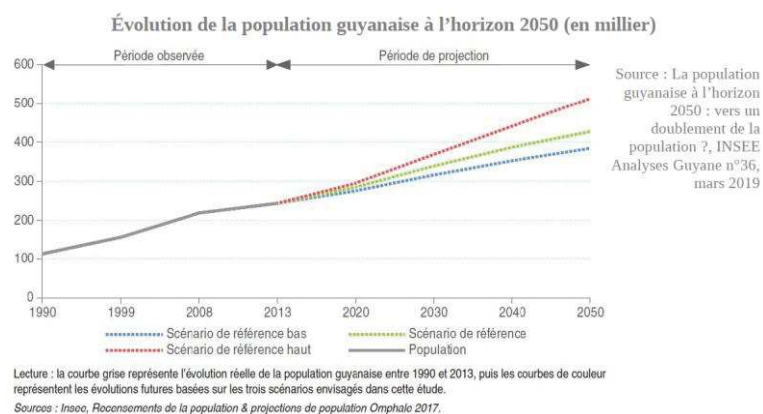
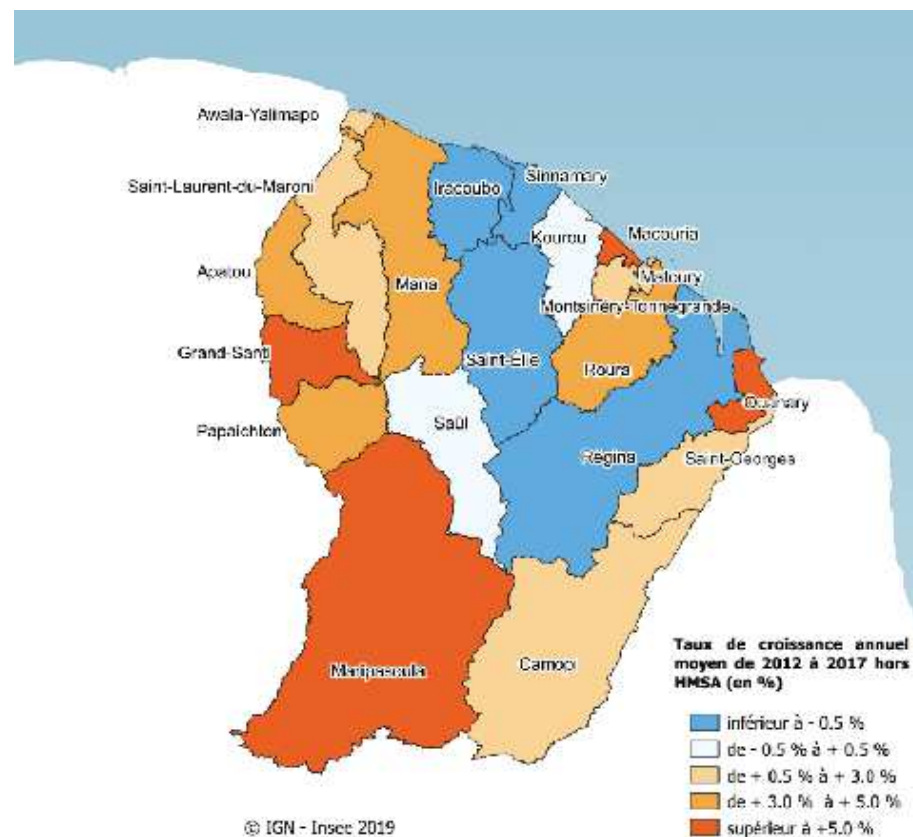


Figure 1 : Evolution de la population guyanaise à l'horizon 2050 (Source : INSEE, Analyses Guyane n°36, mars 2019)



Carte 2 : Évolution de population des communes en % sur les années 2012-2017 : (INSEE RGP)

1.2. UNE OCCUPATION DU SOL DOMINEE PAR LA FORET

Sources : État des lieux du DSBM 2021, Agreste, AUDeG, Consommation de l'espace et artificialisation du centre littoral, 2017, Evaluation environnementale du SDAGE 2022-2027

D'après l'Atlas régional de l'occupation des sols en France, la Guyane est essentiellement occupée par de espaces naturels et semi-naturels (forêt, zones humides et surfaces en eau) recouvrant la quasi-totalité du territoire en 2012 (95 % du territoire).

Sur la bande littorale de Guyane, l'ONF Guyane estime qu'en 2015, 73 % de la bande côtière guyanaise est couverte de forêts ou milieux semi-naturels, avec des plages, des mangroves et des marais. Les zones humides et surfaces en eau représentent, quant à elles, 126 397 ha, soit 17 % de la zone étudiée. **Les mangroves et vasières occupent une superficie d'environ 700 km².** Les marais sont essentiellement en arrière de mangroves et couvrent environ 1 500 km² sur le littoral guyanais. Ils sont localisés entre Cayenne et l'embouchure de l'Oyapock, entre Sinnamary et Saint-Laurent-du-Maroni et sur la commune de Macouria. Enfin, les plages occupent environ 128 ha du littoral guyanais. En s'éloignant des côtes, les plages et mangroves diminuent au profit de la forêt et de la végétation basse et des marais.

Sur la bande côtière, les espaces artificialisés et les espaces agricoles représentent, quant à eux, respectivement 5 % de sa superficie mais enregistrent une forte progression.

De 2005 à 2015, 80 % de la croissance des territoires artificialisés est liée au développement des zones urbanisées et principalement à l'habitat pluridisciplinaire et au bâti isolé. Le développement des mines, décharges

et chantiers contribue à hauteur de 12 % de l'artificialisation. Enfin, les 8 % restant sont consacrés au développement des zones industrielles ou commerciales et des réseaux de communication.

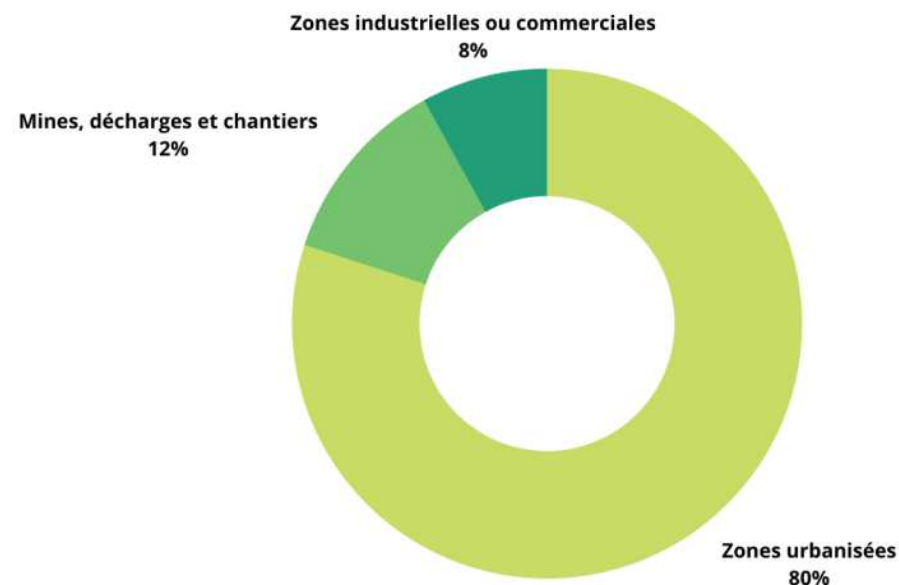
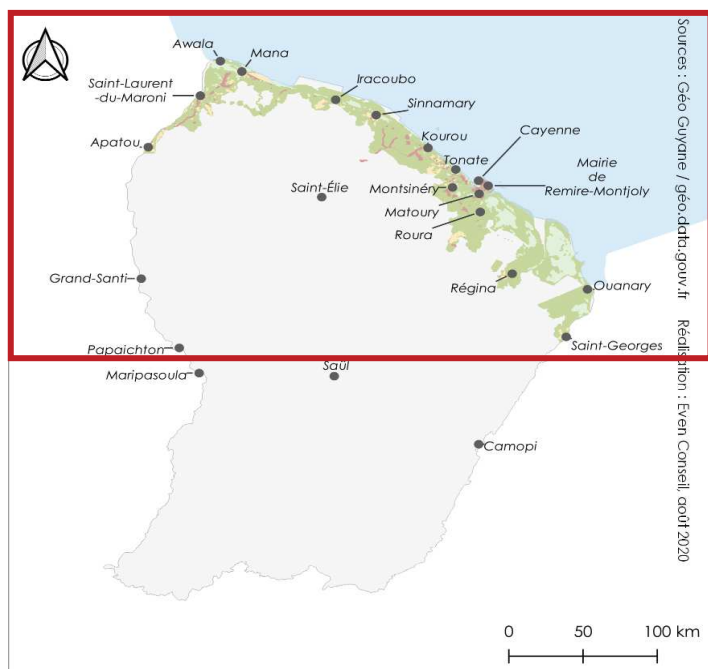


Figure 2 : Répartition de l'artificialisation des terres entre 2005 et 2015 – Source : ONF Guyane, 2015

Entre 2005 et 2015, l'étude de l'ONF estime à 46 % la croissance des territoires agricoles (soit 11 615 hectares supplémentaires) et à près de 22 % la croissance des territoires artificialisés sur la bande côtière (soit 6 842 hectares supplémentaires). Cette agriculture, localisée sur le littoral et sur les bords des fleuves principalement, est caractérisée, à la fois par une culture traditionnelle manuelle itinérante sur brûlis et une agriculture mécanisée (Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, 2018).

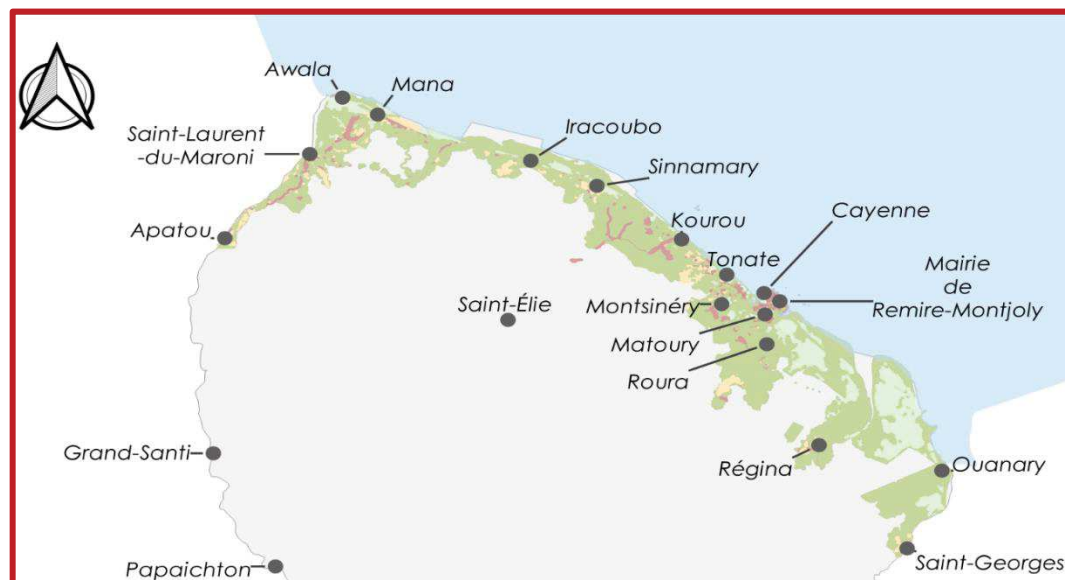
Malgré une forte contrainte d'aménagement de la bande côtière, cette artificialisation grandissante se fait bien souvent au détriment d'espaces naturels, principalement des forêts. Entre 2005 et 2015, l'étude de l'ONF estime que les forêts hautes (-700 ha/an) et celles de la plaine côtière ancienne (-670 ha/an) sont les plus utilisées.



Eléments de contexte
 Limites territoriales de la Guyane

Occupation du sol selon l'ONF (Nomenclature de niveau 1)
 Territoires artificialisés
 Territoires agricoles
 Forêts et milieux semi-naturels
 Zones humides
 Surfaces en eaux

even



Carte 3 : Occupation du sol selon l'ONF - Réalisation : EVEN Conseil

1.3. UN SOCLE TOPOGRAPHIQUE MARQUE

Source : État des lieux du DSBM 2021, BRGM.

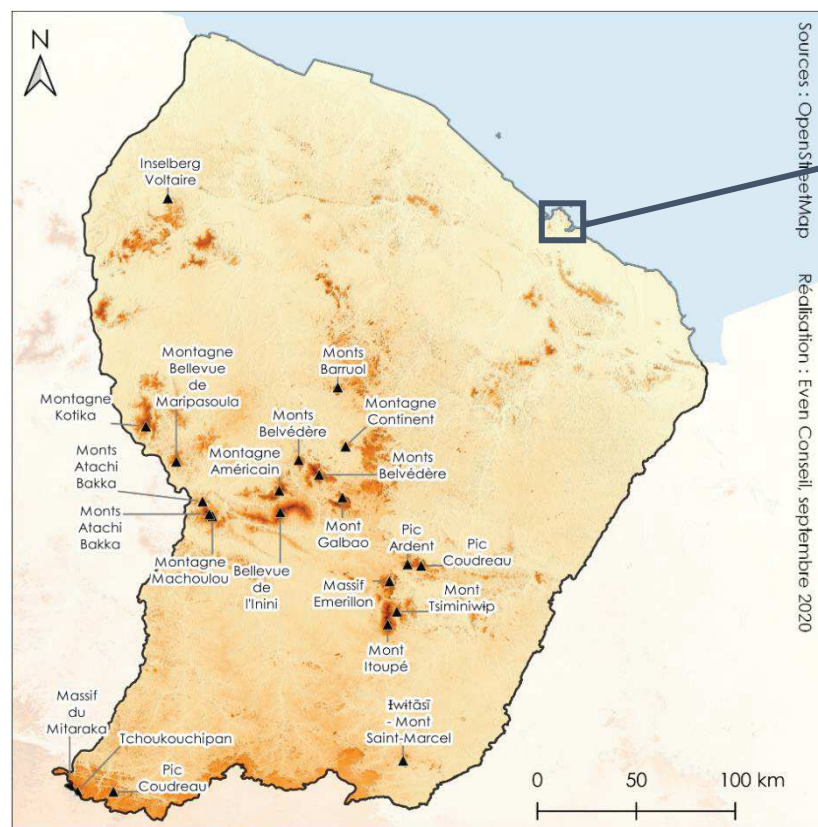
L'altitude moyenne de la Guyane est comprise entre 100 et 200 m et les secteurs dont les altitudes sont supérieures à 500 m sont considérés comme des montagnes dominant le relief collinaire. On compte quelques sommets comme la montagne de Bellevue (851 m) dans les montagnes Inini-Camopi, le Mont Itoupé (830 m), le Mont Saint Marcel (635 m), ou encore le Massik Dekou Dekou (525 m).

Le relief guyanais se sépare en deux zones :

- les basses terres qui concernent principalement les espaces côtiers, qui s'étendent sur une largeur de 5 à 40 km et dont les altitudes sont très souvent inférieures à 30 m,
- les hautes terres constituées du nord au sud de :
 - la chaîne septentrionale qui sépare les hautes des basses terres et culmine au maximum à 350 m,
 - le massif central guyanais (altitude maximum de 800 m),
 - la pénéplaine méridionale (altitude maximum de 150 m).

La Guyane représente donc un territoire à faible relief dont 96 % est recouvert par de la forêt.

La région de Guyane française constitue une partie du bouclier des Guyanes, vaste ensemble géologique datant du Précambien et qui s'étend de l'Ouest du Brésil à l'Est du Venezuela et de la Colombie.



Éléments de contexte

□ Limites communales

Monts

▲ Sommets

Altitude

0m

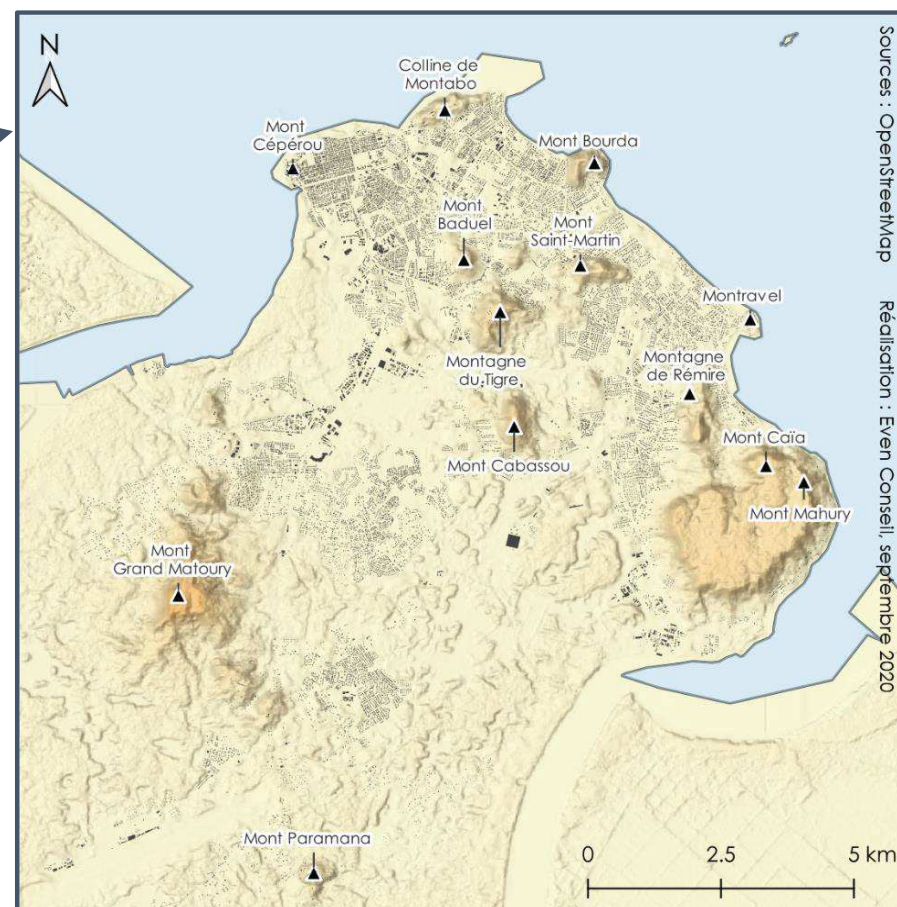
200m

400m

600m

+ de 760m

even



Carte 4 : Relief du territoire guyanais et de l'île de Cayenne – Réalisation : Even Conseil

1.4. UNE EVOLUTION DU CLIMAT SOUS L'EFFET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Source : *Le changement climatique en Guyane : conséquences potentielles et pistes de réflexions pour l'adaptation régionale, BRGM Guyane.*

La proximité de l'équateur et l'influence océanique confèrent à la Guyane un climat humide équatorial. Il se caractérise par des températures moyennes élevées estimées à environ 26,5 °C. En moyenne les précipitations annuelles oscillent entre 2 000 mm et 4 000 mm, variant toutefois selon la géographie. L'humidité et l'ensoleillement alternent dans l'année et marquent la saisonnalité de la Guyane. Ces cycles, entre saisons sèches et saisons humides, sont dus à la zone intertropicale de convergence.

La Guyane présente une **forte vulnérabilité** aux effets du changement climatique. Le BRGM a réalisé une étude en 2013 portant sur le changement climatique en Guyane. L'étude montre que la température moyenne annuelle y est passée de 26°C en 1955 à plus de 27°C en 2009, et que le niveau de la mer a augmenté de **3,5 mm** au large de la Guyane entre 1993 et 2012. Les données issues du modèle régional ARPEGE-CLIMAT permettent de projeter à une échelle plus fine les changements climatiques globaux attendus au cours des prochaines décennies avec des répercussions importantes pour la gestion de l'eau et pour les milieux aquatiques.

Les projections régionales à l'horizon 2040-2070 indiquent une tendance à **l'augmentation des températures maximales** et des **phénomènes extrêmes** (sécheresses, inondations), des **périodes de sécheresse** plus importantes, une **augmentation du niveau moyen de la mer** comprise entre 0.26 et 0.82 m en 2081-2100 par rapport à 1986-2005, des **épisodes**

de précipitations extrêmes plus intenses et fréquents, et une **vulnérabilité des zones humides** (BRGM, 2013).

L'augmentation des températures et la diminution des précipitations sont des paramètres de raréfaction de la ressource en eau.

Selon le BRGM, « si l'existence de périodes d'étiages plus marquées se confirmait, cette situation, couplée à une élévation du niveau marin, pourrait favoriser des remontées du front de salinité plus importantes qu'actuellement. Cela nécessiterait alors d'adapter le réseau de distribution d'eau potable et de prévoir des ressources alternatives ».

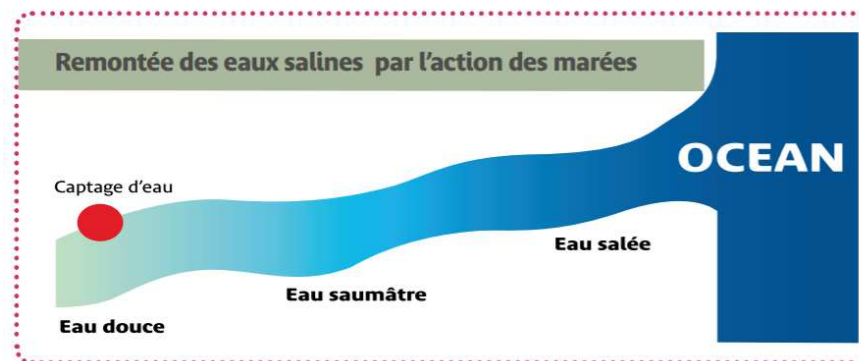


Figure 3 : remontée du biseau salé (Source : *Le changement climatique en Guyane : conséquences potentielles et pistes de réflexions pour l'adaptation régionale, BRGM Guyane*)

1.5. UN RESEAU HYDROGRAPHIQUE AUX SITUATIONS CONTRASTEES

Source : SAR Guyane, PGRI Guyane 2022-2027

Le district hydrographique de Guyane possède un réseau hydrographique très dense représentant un linéaire total de **110 000 km** réparti sur les bassins versants :

- Le bassin versant du Maroni ;
- Le bassin versant de l'Oyapock ;
- Les bassins versants de la Mana et de l'Approuague, les fleuves intérieurs ;
- Les bassins versants des fleuves côtiers (Sinnamary, Comté, Kourou, Orapu, Tonegrande, Korossibo).

Appartenant au plateau des Guyanes, le district de la Guyane ne constitue pas un bassin versant. En effet, les fleuves Oyapock et Maroni délimitant le territoire sont, en partie, alimentés par des bassins versants situés hors du territoire.

Concernant les cours d'eau, la Guyane est traversée par six fleuves majeurs se jetant dans l'Atlantique. En suivant la côte d'ouest en est, il est observé l'embouchure du Maroni (frontière avec le Suriname), la Mana, le Sinnamary, la Comté, l'Approuague et l'Oyapock (frontière avec le Brésil). Ces 6 fleuves présentent le même cycle de variation annuelle de débit, ils atteignent leurs hautes eaux en mai et subissent un étiage en octobre et une baisse moins marquée en mars. Du fait de la densité hydrographique et des apports climatiques, les débits sont relativement élevés, le Maroni peut atteindre les 2 000 m³/s en moyenne. L'embouchure de ces fleuves donne lieu à la présence de masses d'eau dites de transition. Il s'agit de masses d'eau aux propriétés saumâtres particulières supports d'écosystèmes spécifiques. Sur l'ensemble du territoire de la Guyane, 851

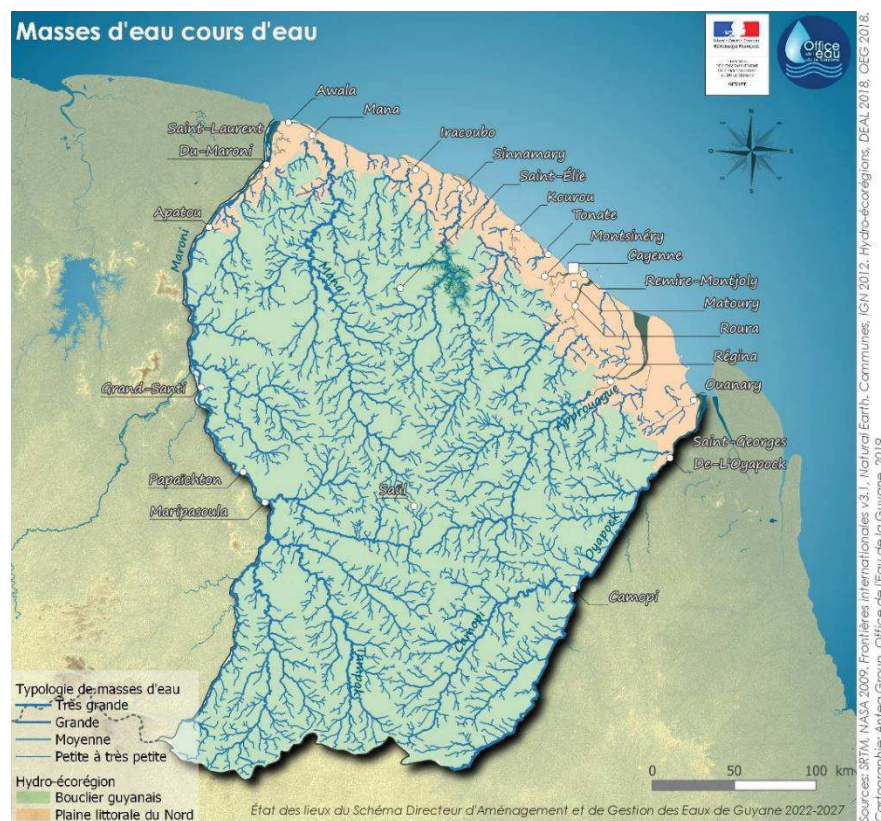
masses d'eau type **cours d'eau**, et **1** masse d'eau de type **plan d'eau** ont été définies dans le SDAGE. Le seul plan d'eau correspond au lac du barrage hydroélectrique de Petit Saut sur le fleuve du Sinnamary, un plan d'eau artificiel de 365 km².



Carte 5 : Relief et hydrographie du bassin de Guyane. Réalisation : Even Conseil.

La Guyane est découpée en 2 hydroécorégions qui présentent les caractéristiques suivantes :

- Le bouclier guyanais : roches imperméables très érodées, réseau hydrographique dense sous forêt équatoriale, pénéplaine d'où émergent des reliefs peu accusés ;
- La plaine littorale : sédiments récents, reliefs peu différenciés, zones humides, hétérogénéité spatiale. (CEB, 2019)



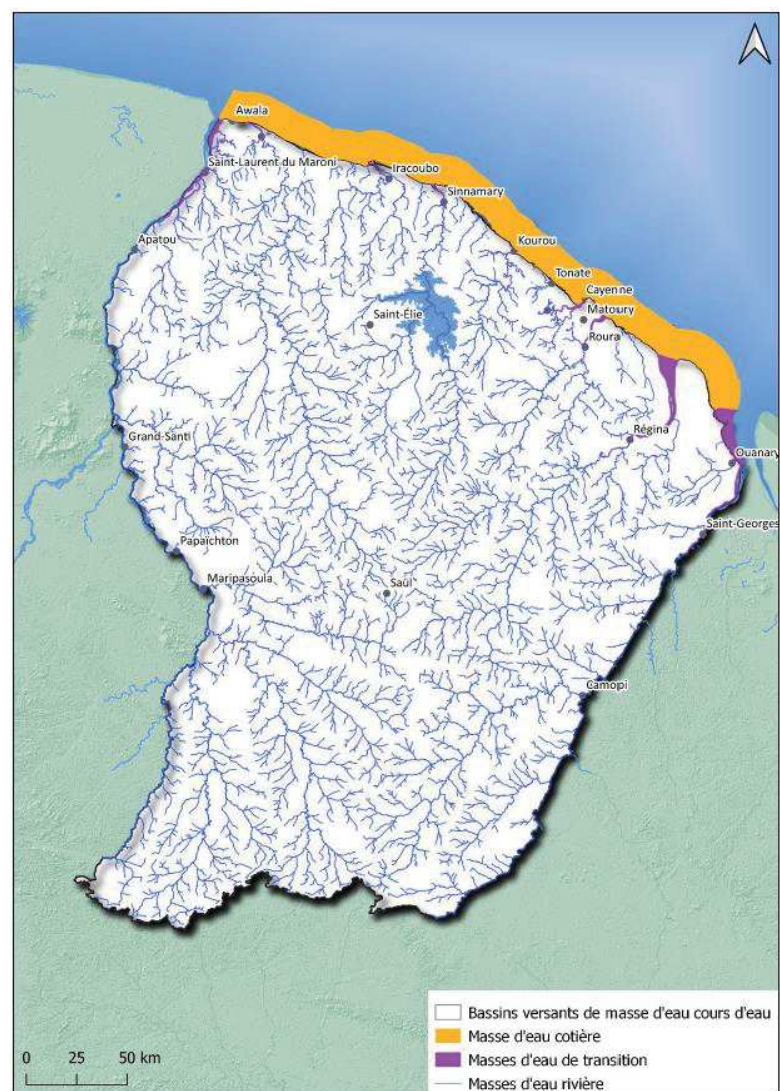
Carte 6 : Hydroécorégions et masses d'eau du bassin de Guyane – Source : DEAL, OEG)

Les **masses d'eau souterraines** ont été regroupées en deux masses d'eau dans le SDAGE : formations sédimentaires du littoral et formations du socle guyanais. Ces réservoirs d'eau souterraine sont, majoritairement, rechargés par les précipitations directes et la nappe est située à proximité de la surface du sol. Cela a pour conséquence de rendre ce type de masse d'eau assez vulnérable à tout type de polluant pouvant être répandu à la surface du sol.

Les masses d'eau littorales sont constituées des masses d'eau de transition et des masses d'eau côtières. Les **masses d'eau de transition** correspondent aux estuaires de fleuves de Guyane. Elles se distinguent des eaux des fleuves par leur salinité et leur soumission à l'influence des marées. Au total, ce sont 29 masses d'eau de transition qui sont recensées sur la côte guyanaise.

La population de Guyane étant essentiellement localisée sur les côtes et le long de fleuve, les masses d'eau de transition sont d'autant plus sensibles aux pressions anthropiques.

La masse d'eau côtière unique définie dans le SDAGE est délimitée par le domaine maritime au large des côtes. L'état des eaux côtières dépend en partie d'apports fluviaux que ce soit en termes de salinité, turbidité, et éventuellement de pollution.



Carte 7 : Les différentes masses d'eau identifiées dans le SDAGE – Source SDAGE Guyane 2022-2027

1.6. UN LITTORAL DYNAMIQUE ET INSTABLE

La Guyane présente une façade maritime orientée vers le Nord-est d'environ 380 km. L'originalité du littoral de Guyane repose dans la présence de bancs de vase très mobile de 1 600 km qui s'étend de l'embouchure de l'Amazone à celui de l'Orénoque. **Le littoral guyanais est le siège d'une dynamique très active, marquée par l'alternance successive de phases de sédimentation et d'érosion.** Les côtes de Guyane font partie des côtes les plus instables au monde. Elles sont soumises à des phénomènes d'érosion-sédimentation très importants, sous l'influence de la décharge sédimentaire de l'Amazone. Les bancs de vase subissent des processus de migration transversaux et longitudinaux en fonction de la houle, de la configuration de la côte, de la nature de la vase, des courants. Des secteurs dits « d'inter-bancs » subissent des phénomènes d'érosion, tandis que d'autres secteurs profitent d'une accrétion.

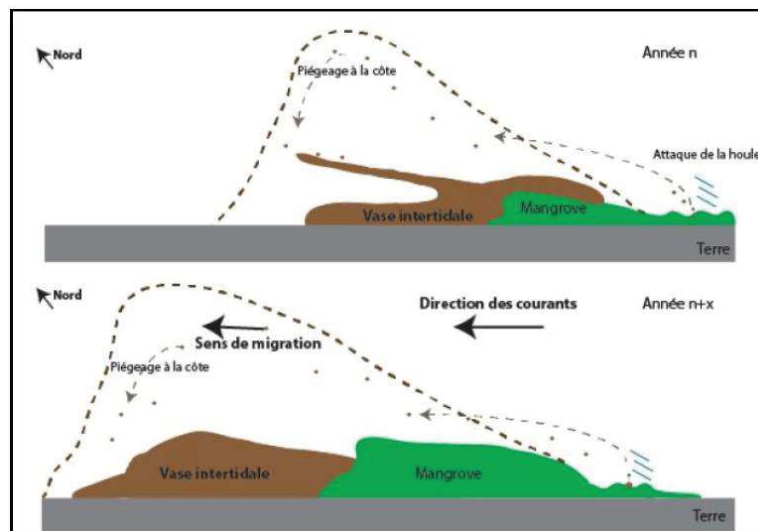


Figure 4 : Migration des bancs de vase – Source : Cerema 2018 Synthèse des connaissances des côtes de la Guyane (d'après Peron, 2014)

La frange littorale de Guyane est également le siège de zones humides.

Environ 80 % de la superficie de la bande littorale de Guyane est recouverte de mangroves, l'eau chaude de la zone tropicale confère un lieu propice à son développement. Ces écosystèmes sont dépendants des phénomènes d'érosion et d'envasement qui causent leur déplacement permanent et leurs délimitations changeantes au cours des années. En effet, la présence de bancs de sable d'origine amazonienne conditionne la progradation et l'érosion des mangroves situées sur le front de mer. L'impact anthropique sur sa superficie n'est également pas négligeable au niveau des grandes agglomérations.

Le littoral de Guyane se caractérise également par une importante diversité morphologique et se compose de :

- plages estuariennes, au niveau des embouchures, dont le sable provient des fleuves.
- cheniers, qui reposent sur des formations fines consolidées et se forment généralement sur des kilomètres de linéaire côtier en période d'inter-banc. Lorsque les conditions hydro-dynamiques se calment, les cheniers sont isolés de la mer par une progradation vaseuse.
- plages de poche, délimitées de part et d'autres par des promontoires rocheux.

La particularité des côtes du plateau des Guyanes repose également sur la présence de roches du socle précambrien qui ressortent uniquement aux niveaux de Cayenne, Kourou et Iracoubo sous la forme de « plateaux » et « d'îles et îlets » plus au large. Ces côtes rocheuses offrent à la Guyane quelques rares plages de galets.

1.7. CARACTERISTIQUES OCEANOGRAPHIQUES PHYSIQUES

La houle

La houle est l'oscillation régulière de la surface de la mer, indépendante du vent local et caractérisée par une hauteur des oscillations et leurs fréquences.

En Guyane, la houle est de plus forte amplitude entre octobre et juin et s'affaiblit pendant la saison sèche sous l'influence des alizés. Ces valeurs ont une étendue de 1 à 2,5 m. La période de cette houle, induite par les alizés, varie entre 7 à 10 s selon la saison. Sa hauteur augmente de 1,3 cm/an et presque 2 cm/an pour les plus hautes valeurs de houle.

Le vent

Une étude de l'IFREMER a permis de constater que les vents les plus fréquents étaient de nord-est à est-sud-est. Ces deux orientations sont suivies par 80 % des vents soufflants sur la côte guyanaise pendant l'étude. Concernant les vitesses de vent, il a été constaté la diminution des vitesses dans leur ensemble de 1995 à 2007. Une diminution qui reste toutefois moyenne et masque une grande disparité selon l'origine des vents.

Le courant

En Guyane, les courants sont déclinés à partir du courant Sud Équatorial partant des côtes africaines. Au large des côtes brésiliennes, il se divise et s'oriente d'une part vers le sud-ouest et devient le courant du Brésil et d'autre part vers le nord-ouest et devient le courant nord-Brazil. Ce courant, sous l'influence de divers paramètres de vent, et densité, devient

le courant des Guyanes en longeant le plateau guyanais. En continuant vers le nord, il deviendra le courant des Caraïbes.

Les courants marins présents sur la zone côtière de la Guyane dépendent des vents, de la force de Coriolis et des différences de densité (température et salinité). Ces paramètres entraînent une variation cyclique du courant distinguée en deux saisons : la saison sèche et la saison des pluies.

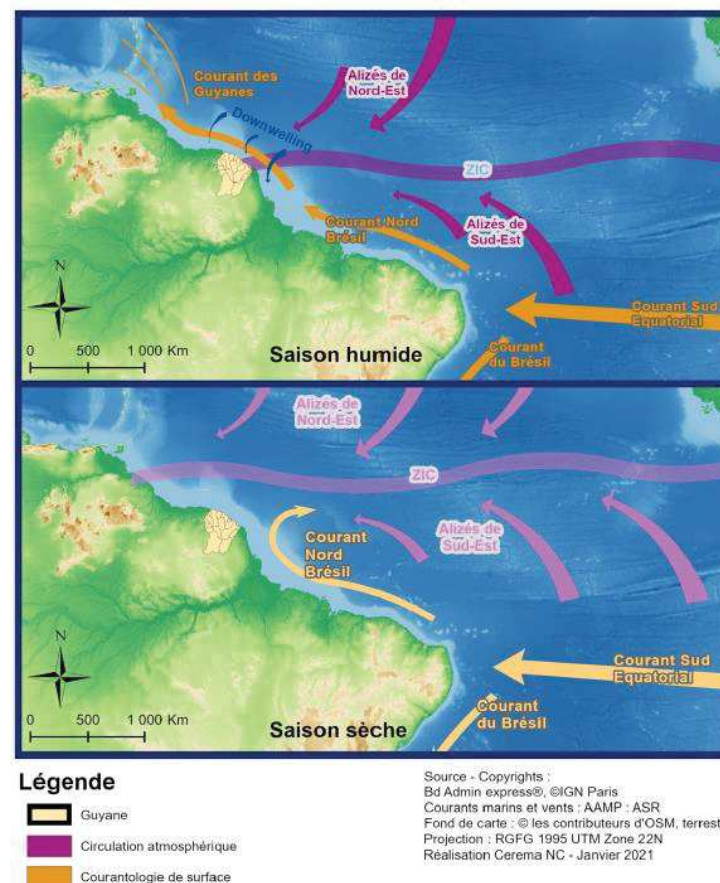
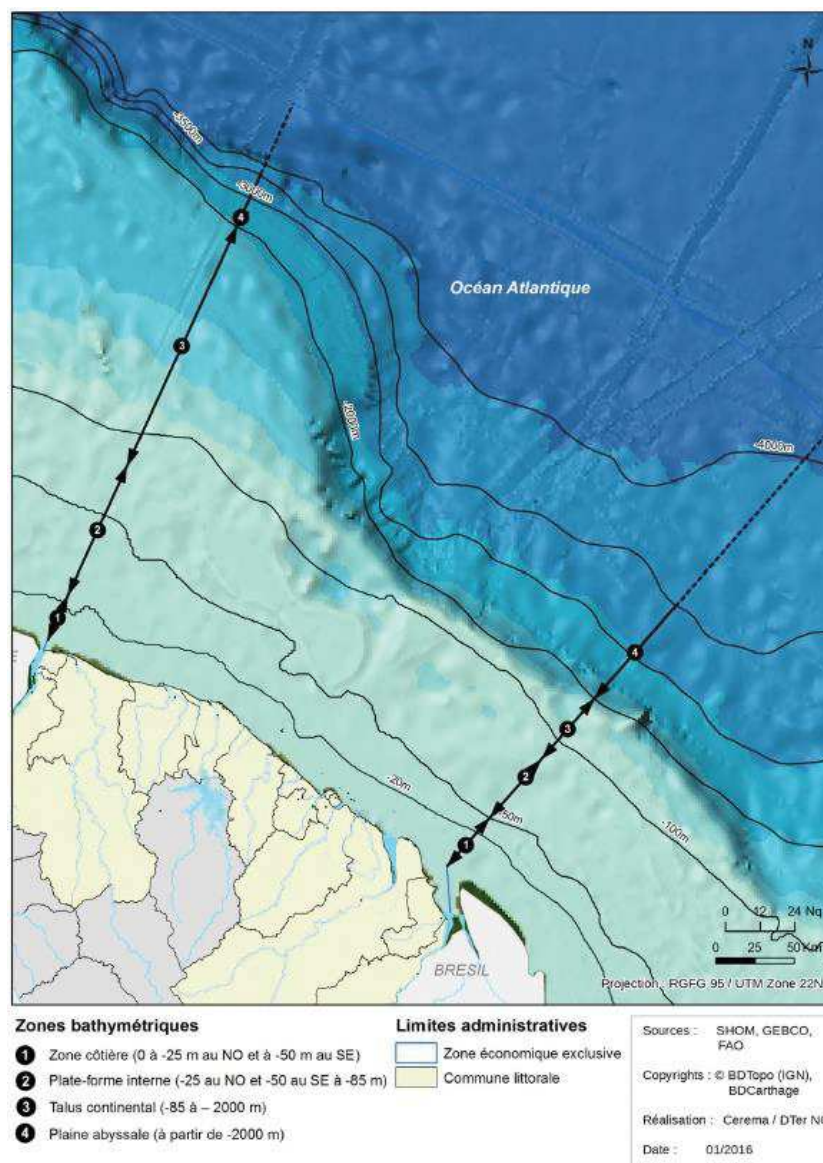


Figure 5 : Les courants marins de Guyane – Source : Etat des lieux du DSBM Guyane

La Bathymétrie

En Guyane, le plateau continental peut se diviser en trois principaux domaines morphologiques :

- La **zone côtière** (0 à -5 m au NO et à -50 m au SE), avec une largeur comprise entre 5 km au nord-ouest de Cayenne et 50 km au large de l'embouchure de l'Oyapock.
- La **plate-forme interne** (-25 m au NO et -50 m au SE à -85 m), avec une faible pente de l'ordre de 0,05 %, des rides bathymétriques entre 40 et 50 m de profondeur, des canyons vers 60 m de profondeur.
- Le **talus continental** (-85 à -2 000 m), zone de transition entre la plate-forme interne et le talus continental très prononcée avec une pente de 9,6 %, en particulier au large de Cayenne.
- La **plaine abyssale** (-2 000 à -3 500 m et au-delà), avec une pente très prononcée.



Carte 8 : Les zones bathymétriques de Guyane – Source : Etat des lieux du DSBM Guyane

La salinité

En Guyane, les eaux littorales ont une salinité extrêmement variable au cours de l'année. Cette variabilité est liée aux courants et aux apports d'eau douce essentiellement de l'Amazonie. Deux périodes sont distinguées :

- de janvier à juin, les eaux douces de la plume de l'Amazonie restent plaquées sur la côte nord-ouest. Il s'agit de la période où les eaux littorales guyanaises sont donc les moins salées.
- de juillet à décembre, la plume de l'Amazonie enveloppe le courant Nord-Brésilien et ne se plaque plus contre les côtes mais suit la rétroflexion au large.

Seule la salinité des 20 premiers mètres de profondeur est influencée par l'Amazonie.

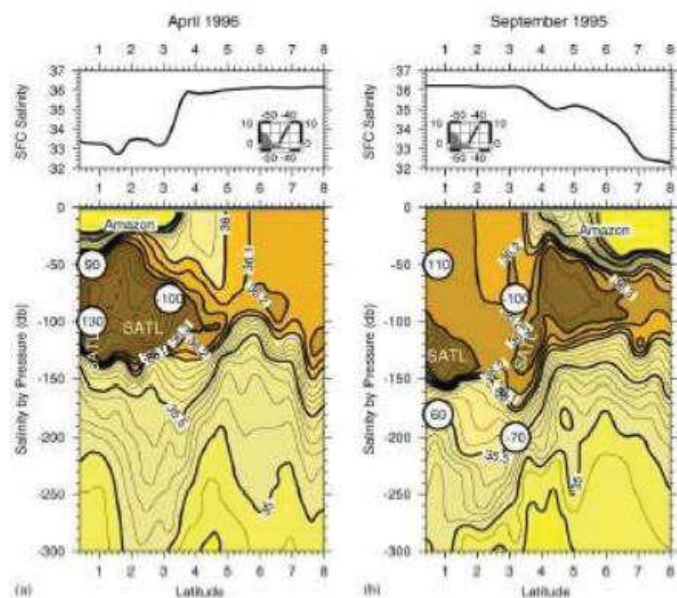


Figure 6 : Profils de salinité en fonction de la latitude – Source : Lampert, 2012 d'après extrait de Ffield, 2005

La Température de l'eau

Liée à la salinité, les gradients de températures suivent les mêmes gradients que ceux de la salinité. La masse d'eau dessalée de l'Amazonie est plus élevée en température que la masse d'eau océanique.

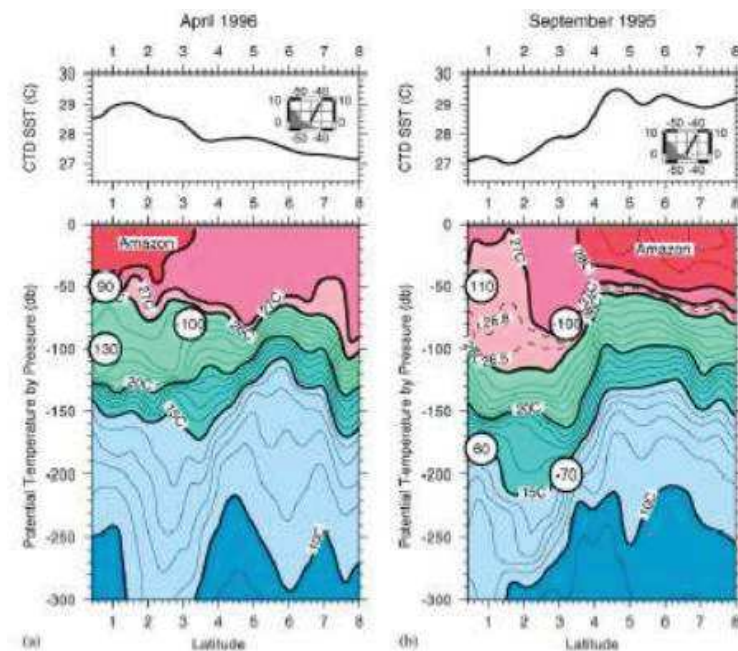







Figure 7 : Profils de température en fonction de la latitude – Source : Lampert, 2012 d'après extrait de Ffield, 2005

1.8. SYNTHESE DE LA THEMATIQUE : GRANDES CARACTERISTIQUES TERRITORIALES

 ATOUTS	FAIBLESSES 
<ul style="list-style-type: none"> • Une occupation du sol largement dominée par les espaces naturels puisqu'ils recouvrent plus de 80 % du littoral guyanais ; • Un taux d'artificialisation globalement assez faible en Guyane. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une population majoritairement répartie sur le littoral ; • Un taux d'artificialisation contrasté qui augmente fortement au fur et à mesure des années, notamment sur le littoral ; • Un littoral soumis à des phénomènes d'érosion-sédimentation très important.

 OPPORTUNITES	MENACES 
<ul style="list-style-type: none"> • L'ambition portée par l'objectif « zéro artificialisation nette » (ZAN) inscrit au plan biodiversité ; • Des objectifs de lutte contre le changement climatique : LTECV, PNACC 2, SNBC, le SAR et plus localement le PADD du SCoT de la CACL. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation des pressions localisées sur le littoral en lien avec son urbanisation ; • Une modification du littoral en lien avec la dynamique côtière ; • Une perturbation des équilibres océaniques en lien avec le dérèglement climatique.

ENJEUX 
<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer d'un aménagement économe en espace permettant d'enrayer l'artificialisation des sols. • Prendre en compte les évolutions climatiques dans l'aménagement des espaces littoraux.

2. ETAT DES MASSES D'EAU COTIERES ET DE TRANSITION

AU REGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE...

Avec les projections d'augmentation du niveau moyen de la mer, les saisons sèches plus marquées d'ici la fin du XXI^{ème} siècle, la vulnérabilité des captages d'eau aux phénomènes d'intrusions salines pourrait s'aggraver. En effet, en période d'étiage (basses eaux) la marée pénètre plus facilement les fleuves et l'intrusion saline peut se faire ressentir plus en amont.



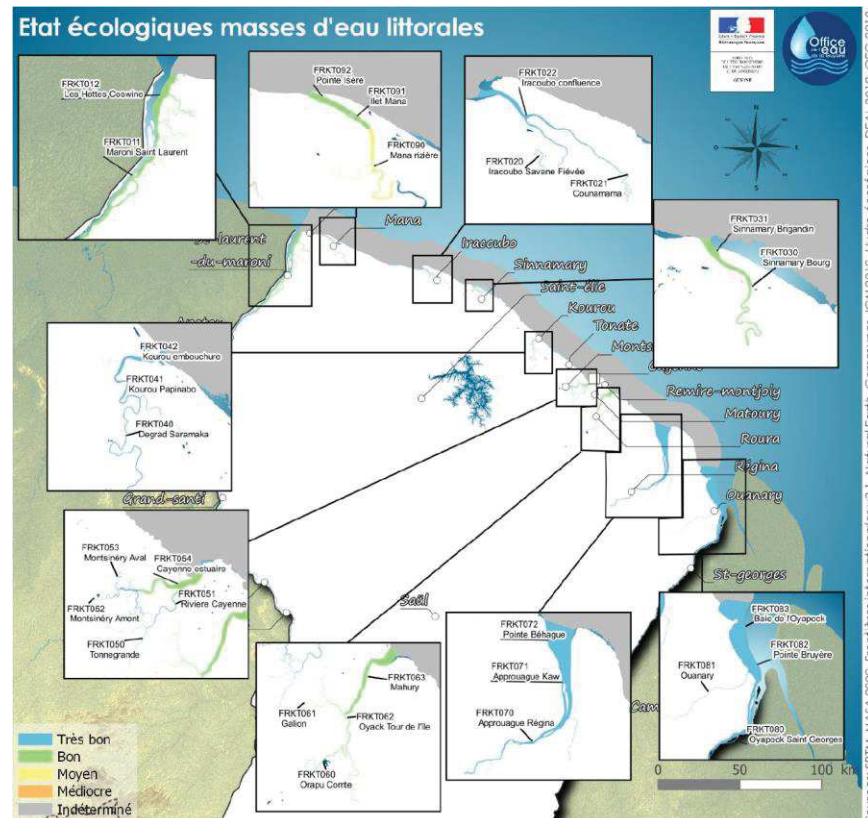
2.1. ÉTAT DES MASSES D'EAU

Etat qualitatif

L'état qualitatif des masses d'eau côtières et de transition se définit à partir de :

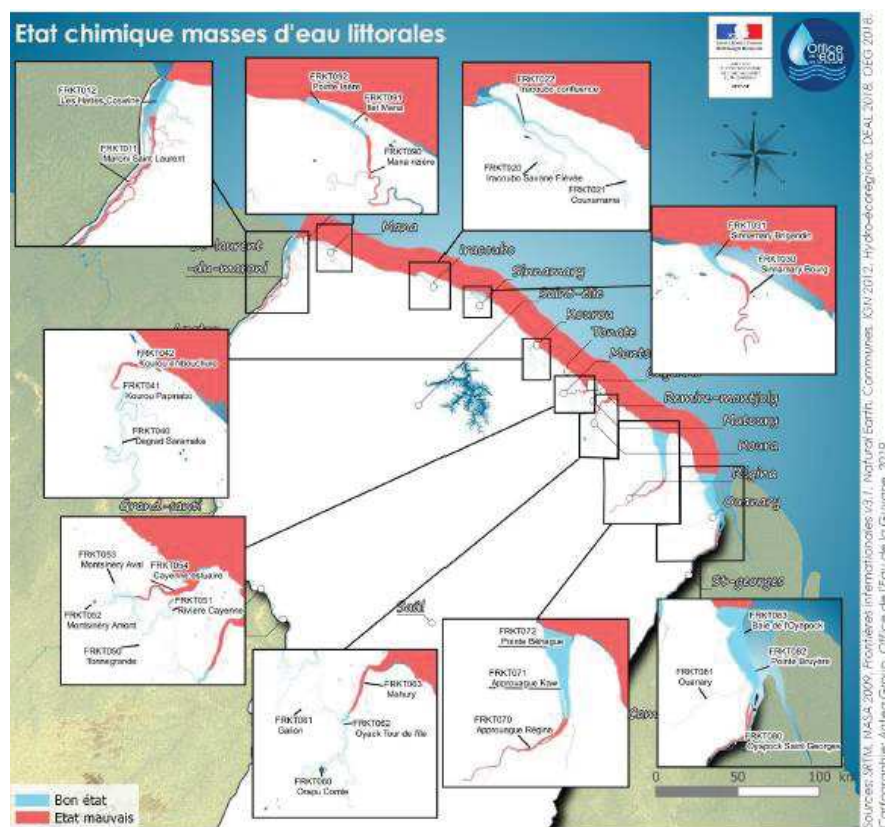
- **L'état écologique** qui correspond à la qualité biologique, physico-chimique (éléments généraux et polluants spécifiques de l'état écologique) et hydromorphologique des écosystèmes aquatiques ;
- **L'état chimique** qui est évalué par la mesure des concentrations de 41 substances prioritaires par la directive européenne 2008/105/CE du 16 décembre 2008. Ces substances appartiennent aux métaux, pesticides et polluants industriels.

Selon l'état des lieux du bassin de la Guyane de 2019, 57 % des masses d'eau littorales sont en très bon état écologique, 34 % en bon état écologique et 70 % sont en bon état chimique. Ainsi, 2/3 des masses d'eau littorales ont donc un bon état global.



Carte 9 : Etat écologique des masses d'eau littorales – Source : Etat des lieux du district guyanais, 2019

À noter que la qualité écologique de la masse d'eau côtière est indéterminée, du fait de la variabilité des résultats sur les différentes stations de suivi.



Carte 10 : Etat chimique des masses d'eau littorales – Source : Etat des lieux du district guyanais, 2019

Caractéristiques des masses d'eau côtières

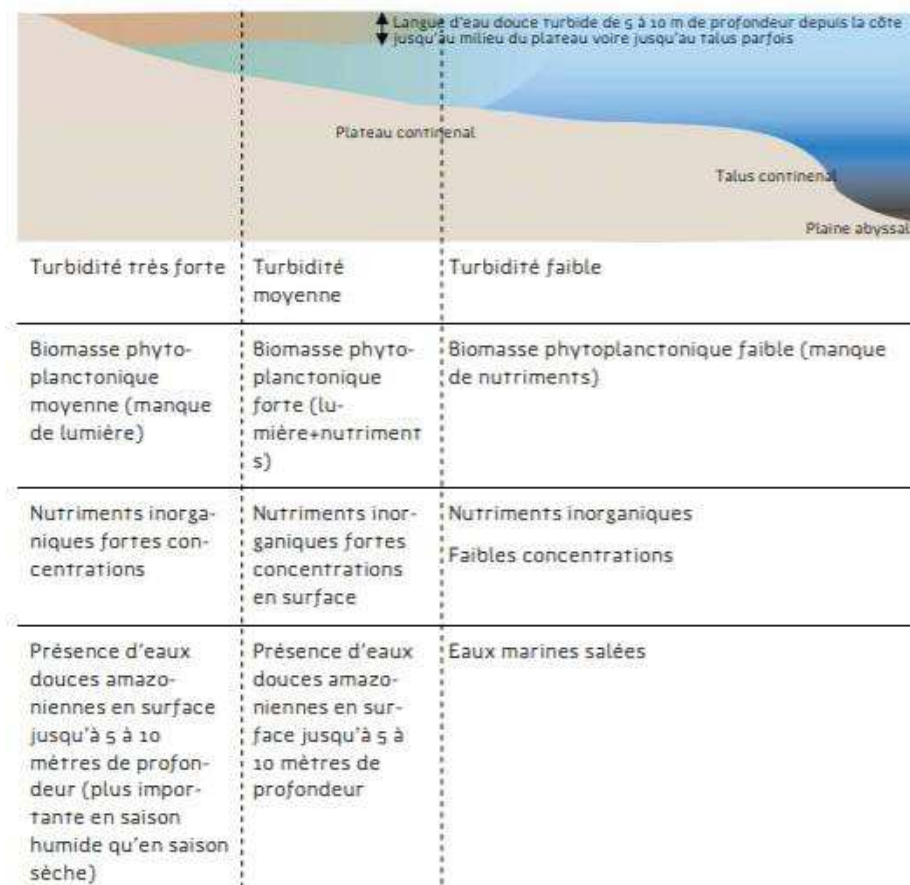


Figure 8 : Caractéristiques des masses d'eau côtières (Source : Analyse stratégique régionale Guyane)

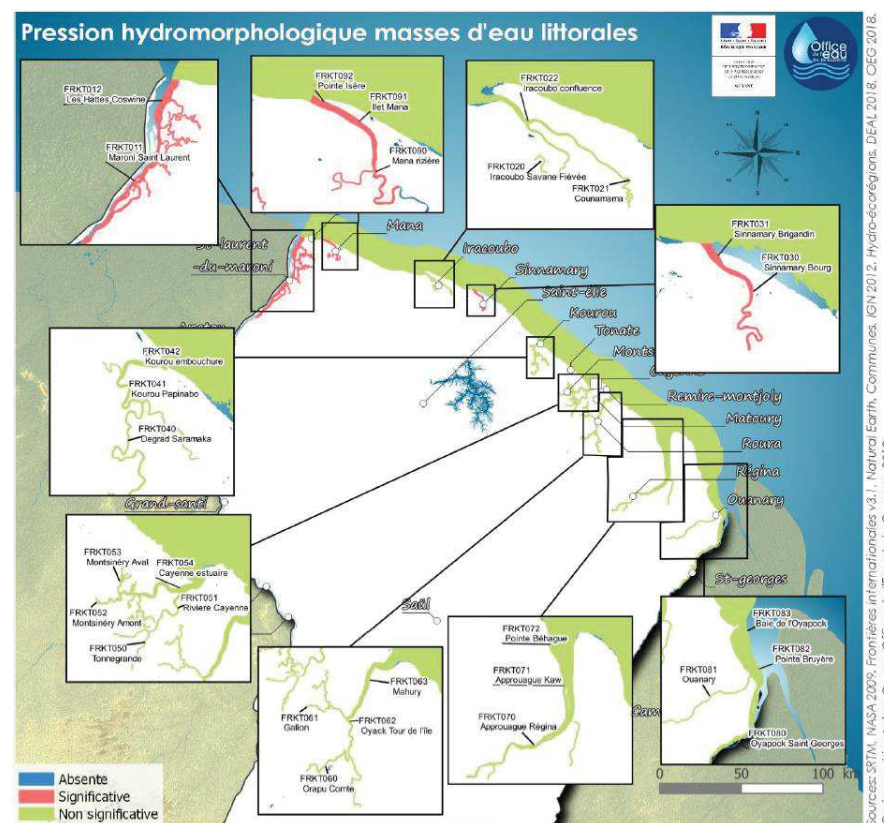
État hydromorphologique

La qualité hydromorphologique est identifiée à partir de la continuité, des conditions morphologiques et du régime hydrologique des rivières.

- La continuité est évaluée à partir de 4 paramètres : la continuité sédimentaire, la continuité biologique, la continuité latérale et l'indice de réfraction.
- L'hydromorphologie est évaluée à partir de 6 paramètres : le stockage, l'éclusee, la connexion aux masses d'eau souterraines, la quantité du débit, la dérivation et la dynamique du débit.
- La morphologie est évaluée à partir de 5 paramètres : la structure de la rive, la profondeur, la largeur, la structure et le substrat du lit.

2.2. MASSES D'EAU LITTORALES

7 masses d'eau littorales (23 %) ont une pression hydromorphologique qualifiée de significative, ces dernières sont toutes des masses d'eau de transition. Les causes sont, principalement, le barrage de Petit Saut qui modifie la dynamique hydrologique et sédimentaire, mais également l'activité d'orpillage ou encore le batillage.



Carte 11 : Pression hydromorphologique des masses d'eau littorales – Source : Etat des lieux SDAGE 2019

Tableau 1 : Récapitulatif des états des masses d'eau superficielles – Source : Etat des lieux SDAGE, 2019 – RNAOE = Risque de non atteinte des objectifs environnementaux

2.1 Eaux superficielles

Type de masses d'eau	Nbr total de masse d'eau	Très Bon et bon état écologique		Bon état chimique		Bon état global		Absence de RNAOE écologique		Absence de RNAOE chimique		Absence de RNAOE global	
		Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%
Cours d'eau	851	650	76%	697	82%	643	76%	641	76%	601	71%	596	70%
Eaux de transition	19	27	93%	9	31%	20	69%	7	24%	2	6,9%	2	6,9%
Eaux côtières	1	0	0%	1	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Plan d'eau	1	1	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%

Pressions s'exerçant sur les masses d'eaux littorales

Selon les pressions identifiées par masses d'eaux littorales dans le SDAGE, il a été possible de définir un risque de non atteinte des objectifs environnementaux (RNAOE) ; il se décline en risque écologique (pour les eaux de surface) ou un risque quantitatif (pour les eaux souterraines), et un risque chimique. En fonction des tendances d'évolution des pressions et de l'état actuel, il n'est pas toujours possible de trancher sur l'existence du RNAOE ; la masse d'eau est alors considérée en « doute ».

Le RNAOE a été ré-évalué à l'horizon 2027 dans le cadre de l'état des lieux du district de 2019. Six des 29 masses d'eau de transition sont en RNAOE, et 21 sont en « doute ». La masse d'eau côtière est en « doute ».

L'état écologique et l'état chimique des masses d'eau superficielles sont altérés par les pressions décrites dans le tableau suivant et reprises de l'état des lieux 2019.

MASSES D'EAU	LIBELLE MASSE D'EAU	NATURE	TYPLOGIE	DEGRE SALIN	RNAOE ECOLOGIQUE	RNAOE CHIMIQUE	RNAOE GLOBAL	ETAT ECOLOGIQUE	ETAT CHIMIQUE	ETAT GLOBAL	ETAT CHIMIQUE Hors ubiquiste	PRESSIONS SIGNIFICATIVES
FRKC001	Côtière	C			Doute	Doute	Doute	0	5	5	5	
FRKT011	Maroni Saint Laurent	T	T14	O	Doute	Risque	Risque	2	5	5	5	Domestique, Carrière, Diffus phytosanitaire, Navigation/pêche
FRKT012	Les Hattes Coswine	T	T14	M	Doute	Doute	Doute	2	2	2	2	Navigation/pêche
FRKT020	Iracoubo Savane Fiévée	T	T16	O	Pas de risque	Doute	Doute	1	2	2	2	
FRKT021	Counamama	T	T16	O	Pas de risque	Doute	Doute	1	2	2	2	
FRKT022	Iracoubo confluence	T	T16	M	Pas de risque	Doute	Doute	1	2	2	2	
FRKT030	Sinnamary Bourg	T	T16	O	Doute	Doute	Doute	2	5	5	5	Domestique
FRKT031	Sinnamary Brigandin	T	T16	O	Doute	Doute	Doute	2	2	2	2	
FRKT040	Degrad Saramaka	T	T15	O	Doute	Doute	Doute	1	2	2	2	Diffus phytosanitaire
FRKT041	Kourou Papinabo	T	T15	M	Pas de risque	Doute	Doute	1	2	2	2	
FRKT042	Kourou embouchure	T	T15	P	Doute	Doute	Doute	1	5	5	5	Domestique
FRKT050	Tonnegrande	T	T15	O	Doute	Doute	Doute	1	2	2	2	Domestique
FRKT051	Rivière Cayenne	T	T15	M	Pas de risque	Doute	Doute	1	2	2	2	
FRKT052	Montsinéry Amont	T	T15	O	Doute	Doute	Doute	1	2	2	2	Diffus phytosanitaire
FRKT053	Montsinéry Aval	T	T15	M	Doute	Doute	Doute	1	2	2	2	Domestique, Diffus phytosanitaire
FRKT054	Cayenne estuaire	T	T15	P	Doute	Doute	Doute	2	5	5	5	Domestique

MASSES D'EAU	LIBELLE MASSE D'EAU	NATURE	TYPLOGIE	DEGRE SALIN	RNAOE ECOLOGIQUE	RNAOE CHIMIQUE	RNAOE GLOBAL	ETAT ECOLOGIQUE	ETAT CHIMIQUE	ETAT GLOBAL	ETAT CHIMIQUE Hors ubiquiste	PRESSIONS SIGNIFICATIVES
FRKT060	Orapu Comte	T	T15	O	Doute	Doute	Doute	2	2	2	2	Diffus phytosanitaire, Navigation/pêche
FRKT061	Galion	T	T15	O	Risque	Doute	Risque	4	2	5	2	Navigation/pêche
FRKT062	Oyack Tour de l'île	T	T15	M	Doute	Doute	Doute	2	2	2	2	Navigation/pêche
FRKT063	Mahury	T	T15	P	Doute	Risque	Risque	2	5	5	5	Domestique, Carrière, Navigation/pêche
FRKT070	Approuague Régina	T	T16	O	Doute	Risque	Risque	1	5	5	2	Aurifère (légal et illégal)
FRKT071	Approuague Kaw	T	T16	M	Pas de risque	Pas de risque	Pas de risque	1	2	2	2	
FRKT072	Pointe Béhague	T	T16	P	Pas de risque	Pas de risque	Pas de risque	1	2	2	2	
FRKT080	Oyapock Saint Georges	T	T14	O	Doute	Risque	Risque	1	5	5	5	Domestique, Navigation/pêche
FRKT081	Ouanary	T	T14	O	Doute	Doute	Doute	1	2	2	2	Navigation/pêche
FRKT082	Pointe Bruyère	T	T14	M	Doute	Doute	Doute	1	2	2	2	Navigation/pêche
FRKT083	Baie de l'Oyapock	T	T14	P	Doute	Doute	Doute	1	2	2	2	Navigation/pêche
FRKT090	Mana rizière	T	T14	O	Risque	Risque	Risque	3	5	5	5	Domestique, Diffus phytosanitaire
FRKT091	Ilet Mana	T	T14	M	Doute	Doute	Doute	2	2	2	2	
FRKT092	Pointe Isère	T	T14	P	Doute	Doute	Doute	2	2	2	2	

De nombreuses pressions s'exercent sur les masses d'eaux côtières et de transition. Parmi celles-ci, sont recensés les pressions liées à :

2.3. LA NAVIGATION MARITIME

Les rejets d'hydrocarbures et l'altération morphologique dus aux dragages sont les deux impacts générés par la navigation maritime. La pression est significative sur les masses d'eau draguées mais les impacts sont faibles à modérés.

2.4. DECHARGES

L'impact des décharges sur les masses d'eaux de surface est considéré comme fort. Les masses d'eaux littorales, étant à l'exutoire, sont également impactées fortement.

2.5. L'AGRICULTURE

Sur le littoral, l'activité agricole exerce une pression significative sur les masses d'eau de part :

- Les rejets diffus de substances polluantes (produits phytosanitaires, azote, phosphore, matières organiques)
- La modification de l'occupation du sol (remplacement de la forêt pour développer des cultures).

2.6. LA POPULATION

La population de Guyane étant essentiellement localisée sur les côtes et le long de fleuve, les masses d'eau de transition sont d'autant plus sensibles aux pressions anthropiques. L'urbanisation du littoral, l'assainissement, le tourisme et la baignade sont les principales activités liées à la population qui impactent significativement les masses d'eau de transition et la masse d'eau côtière.

2.7. SYNTHÈSE DE LA THÉMATIQUE : ÉTAT DES MASSES D'EAU CÔTIÈRES ET DE TRANSITION

 ATOUTS	FAIBLESSES 
<ul style="list-style-type: none"> • Une majorité de masses d'eau littorales en bon état écologique et chimique ; • Une ressource en eau importante sur le district, grâce à son climat et son réseau hydrographique dense. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une pression importante due à l'activité aurifère sur la qualité des eaux ; • Des rejets de macro-polluants des stations d'épurations domestiques, de phytosanitaires et de déchets domestiques qui impactent les masses d'eau ; • Une pression significative sur les masses d'eau draguées ; • Une masse d'eau côtière en mauvais état chimique dû à la présence de Mercure et de Plomb.
 OPPORTUNITÉS	MENACES 
<ul style="list-style-type: none"> • Le SDAGE 2021-2027 qui s'articule autour des grands enjeux de la gestion intégrée de la ressource en eau ; • Le plan national « Ecophyto II » qui prévoit des objectifs de réduction des polluants de 50 % à l'horizon 2025. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'augmentation des besoins en AEP et des rejets de STEP en lien avec l'augmentation de la population ; • L'augmentation de l'érosion des sols en lien avec l'industrie extractive.

ENJEUX
<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les effets du changement climatique sur la qualité de l'eau (augmentation du niveau de la mer et de la température de l'eau) ; • Lutter contre les pollutions des rejets ponctuels et diffus ; • Lutter contre les pollutions liées à l'activité extractive ; • S'assurer d'une gestion équilibrée de la ressource eau permettant le bon fonctionnement des milieux aquatiques et la satisfaction de l'ensemble des usages (AEP, agriculture, industrie, loisirs, etc.).

3. ECOSYSTEMES MARINS ET COTIERS



AU REGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE...

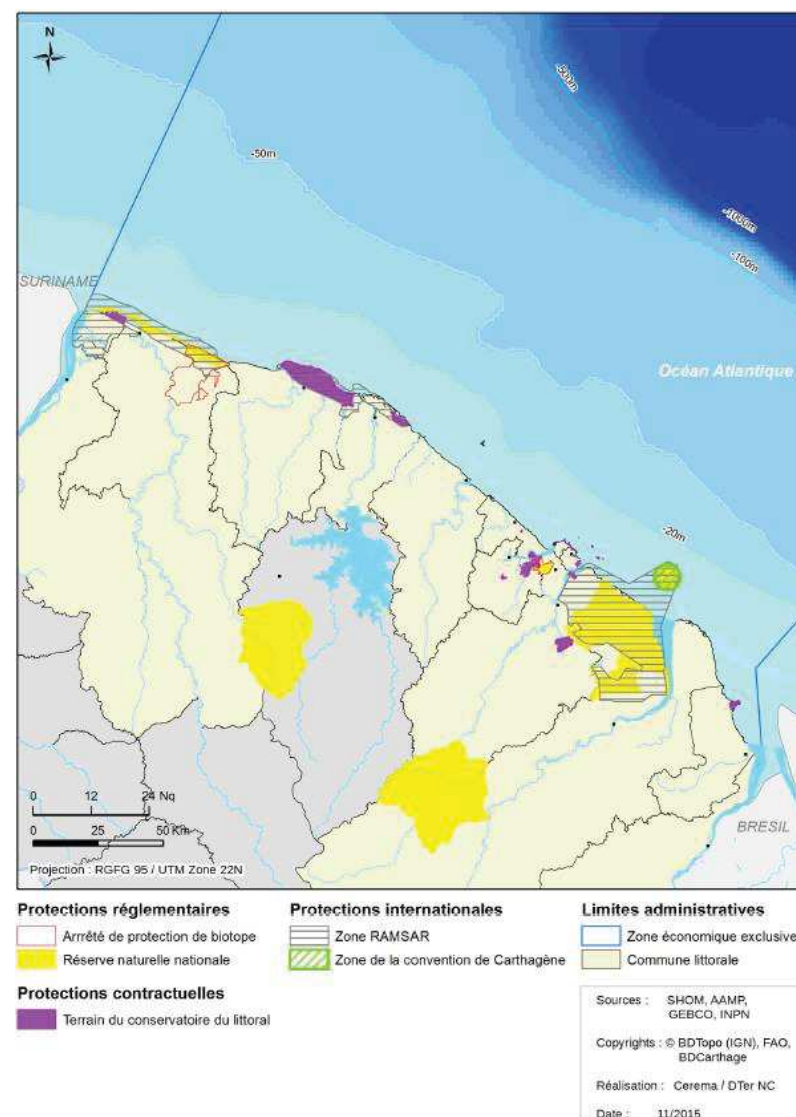
Le changement climatique va générer une modification des écosystèmes locaux et des aires de répartition des espèces. Par ailleurs, l'augmentation du niveau de la mer pourrait conduire à une réduction de la surface de la mangrove de 1 % par an environ (WWF 2007).

3.1. ETAT DE LA CONNAISSANCE DES HABITATS NATURELS ET DE LA BIODIVERSITE

Sources : Etat des lieux du SDAGE 2019 & données de l'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN).

Le bassin maritime de Guyane dispose d'Aires Marines Protégées (AMP) recouvrant 0,61 % de la superficie des eaux sous juridiction française. Ces AMP regroupent :

- 3 réserves naturelles nationales ayant une partie marine,
- 3 zones humides d'importance internationale (Ramsar),
- 3 zones spécialement protégées de la convention de Carthagène.



Carte 12 : Protection et gestion du milieu naturel sur le bassin maritime de Guyane –
 Source : Etat des lieux du DSBM Guyane

RESERVES NATURELLES AYANT UNE PARTIE MARITIME

NOM	SUPERFICIE (EN HA)	SPECIFICITES
AMANA	14 800	-Sites de ponte d'importance majeure pour les tortues marines, tortues luths et vertes -Mangroves et lagunes en perpétuelle évolution avec l'avancée des bancs de vase
ÎLE DU GRAND-CONNÉTABLE	7 852	-Importantes colonies d'oiseaux marins nicheurs (la sterne royale, la sterne de Cayenne, la sterne fuligineuse, la mouette atricile, la frégate superbe, le noddi brun). -Protection du mérou géant
KAW-ROURA	94 700	-Marais hébergeant l'une des dernières populations mondiales importantes de caïmans noirs et une avifaune très riche, dont la plus importante colonie connue de hérons agamis au niveau mondial. -Mangroves et vasières accueillent des ibis rouges et limicoles.

ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE (RAMSAR)

NOM	SUPERFICIE (EN HA)	SPECIFICITES
BASSE-MANA	59 000	Au nord-est de la Guyane, à la frontière avec le Suriname, le site se compose de biotopes diversifiés (cordons littoraux sableux, marécages d'eau douce ou d'eau saumâtre, argiles marines, vasières, mangroves côtières à palétuviers blancs et gris et forêts marécageuses). La faune y est riche et les vasières servent d'aires d'alimentation aux espèces d'oiseaux migrateurs d'Amérique du Nord. Le site est connu au niveau international pour ses plages qui sont un lieu de nidification d'importance mondiale pour les tortues luth.
ESTUAIRE DU FLEUVE SINNAMARY	28 400	Le site est un ensemble de laisses de vase, de sable, de mangroves, de marécages d'eau fraîche et de zones inondées à la saison humide. Il s'étend vers le delta du fleuve Sinnamary. C'est l'habitat préféré du Lamantin des Caraïbes (mammifère marin protégé, en danger d'extinction). Les oiseaux migrateurs fréquentent ce site en grand nombre mais le site sert aussi de zone d'alimentation et de reproduction pour les tortues. C'est aussi un habitat pour les caïmans nains et les caïmans à lunettes.
MARAIS DE KAW	137 000	Le site abrite plusieurs écosystèmes, des mangroves, des forêts marécageuses à palmiers "pinot", des prairies flottantes et des savanes marécageuses. De nombreuses espèces d'oiseaux s'y nourrissent, y migrent ou s'y reproduisent mais aussi de nombreux rapaces. l'une des dernières populations de caïmans noirs du continent, espèce menacée d'extinction, est estimée comme viable d'après des études génétiques. Au Nord, la zone inclue les îles du Petit et du Grand-Connétable où nidifient de nombreux oiseaux de mer. Seul site disponible pour accueillir ces espèces entre l'Orénoque et l'Amazone, l'île du Grand-Connétable est d'un intérêt écologique international considérable.

ZONE SPECIALEMENT PROTEGEE DE LA CONVENTION DE CARTHAGENE

En 2010, la réserve naturelle de l'Île du Grand Connétable a été inscrite sur la liste des aires spécialement protégées d'importance caribéenne, en tant que « site pilote ».

Les réserves de l'Amana et de Kaw-Roura ont elles aussi été inscrites sur la liste en 2019.

AUTRES CATEGORIES D'ESPACES PROTEGES EN GUYANE A PROXIMITE DU LITTORAL MAIS SANS PARTIE MARITIME

La diversité des milieux naturels sur le bassin s'accompagne d'une richesse écologique importante dont témoignent les différents périmètres de protection et d'inventaires du patrimoine naturel recensés. L'ensemble de ces dispositifs permet d'assurer une **gestion favorable à la préservation ou au développement de certains milieux** afin de maintenir les espèces d'intérêt, voire d'augmenter le nombre d'individus des populations locales.

SITES LITTORAUX ET ESTUARIENS DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL EN GUYANE

Depuis 1979, le Conservatoire du littoral intervient sur une vingtaine de sites littoraux et estuariens en Guyane, représentant une superficie de plus de 49 700 hectares.

Sur le littoral, la stratégie du Conservatoire s'est structurée historiquement autour des objectifs suivants :

- la préservation des petits archipels côtiers riches en vestiges historiques, notamment pénitentiaires, en particulier les Îles du Salut et les Îles de Rémire. Le Conservatoire contribue à la protection, à l'ouverture maîtrisée au public et à la mise en valeur du patrimoine de ces îles et à la consolidation de lieux de mémoire.
- la protection de grands espaces naturels littoraux, pour participer à la constitution, aux côtés des réserves naturelles et du parc naturel régional, d'un réseau d'espaces naturels protégés représentatif de cette partie du continent sud-américain.

ARRETES DE PROTECTION DE BIOTOPES

Créé en 1995, l'arrêté de protection de biotope « la forêt sur sables blancs de Mana » couvre une surface de 25 700 ha. Le Nord du site vient se superposer à la réserve naturelle de l'Amana. Les forêts sur sables blancs y rencontrent des écosystèmes côtiers : cordons sableux récents, marais saumâtres d'arrières-dunes et grandes forêts marécageuses à Palmier bâche composent ce paysage particulièrement sauvage.

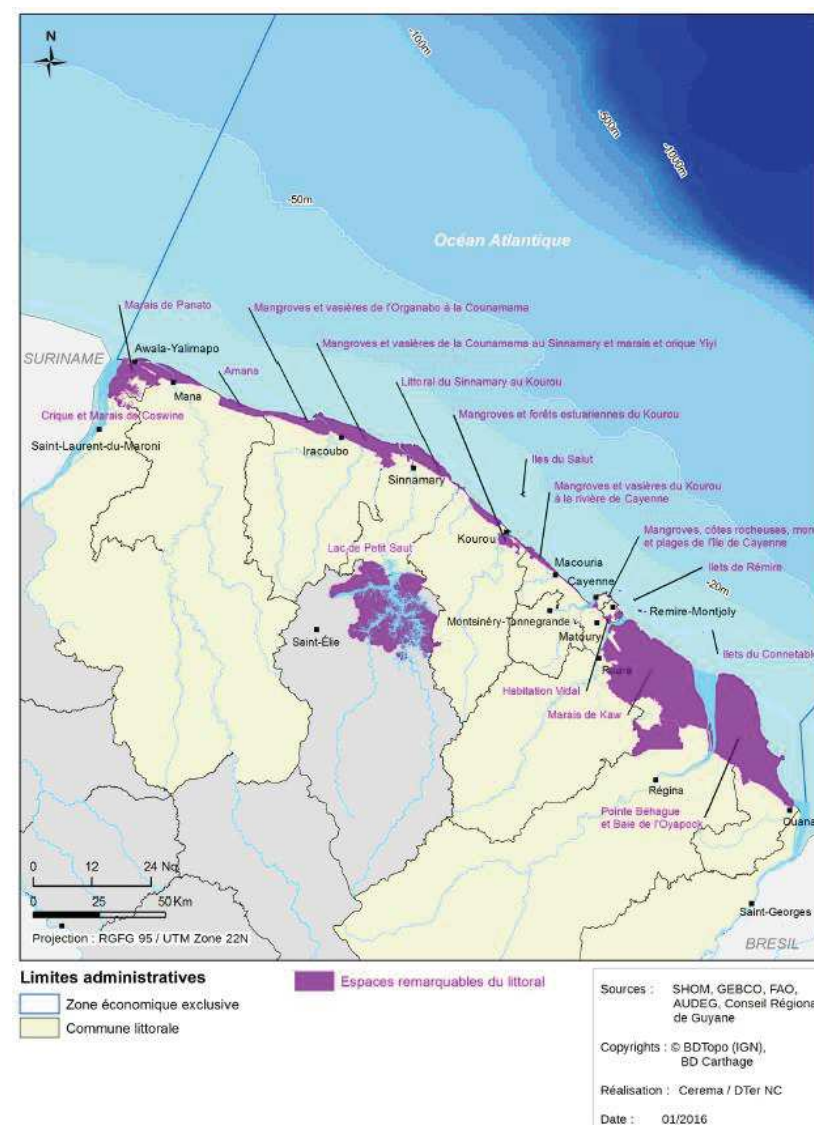
Créé en 2017, l'arrêté de protection de biotope « montagne de Kaw » couvre une surface de 17 110 ha de massif forestier entre la réserve naturelle nationale de Kaw-Roura et la réserve naturelle régionale de Trésor.

PARCS NATURELS REGIONAUX

Le parc naturel régional de Guyane (PNRG) créé en 2001 couvre trois pôles géographiques distincts sur les communes de Saint-Georges et Ouanary à l'est, de Roura dans le centre littoral et de Mana, Iracoubo et Sinnamary dans l'ouest guyanais. L'action du parc repose sur une Charte, rédigée et adoptée par les collectivités locales (communes, département, région), qui fixe ses objectifs et ses moyens d'actions. La charte du PNRG est en cours de révision depuis délibération du 23 mai 2013 du conseil régional (aujourd'hui collectivité territoriale de Guyane).

ESPACES REMARQUABLES DU LITTORAL

Les espaces naturels remarquables du littoral sont constitués par des milieux en bon état de conservation (forêts littorales, mangroves, plages, marais...) occupant une superficie totale d'environ 301 886 ha. Les espaces remarquables du littoral sont considérés par le SAR-SMVM comme des espaces à haute valeur patrimoniale qui doivent être protégés.



Carte 13 : Les espaces remarquables du littoral du bassin maritime de Guyane – Source : Etat des lieux du DSBM Guyane

ZONES NATURELLES D'INTERET ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

A ces espaces protégés s'ajoutent les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) Marine. Il s'agit de zonages d'inventaires du patrimoine naturel n'ayant pas de portée juridique directe. Elles ont un objectif scientifique et permettent d'attester de la valeur écologique d'un territoire. Deux types de ZNIEFF sont distingués :

- Les ZNIEFF de type I, qui sont caractérisées par la présence d'espèces ou d'habitats naturels remarquables (15 sites représentant 765 km²) ;
- Les ZNIEFF de type II, qui couvrent de grandes surfaces au fonctionnement écologique préservé (3 sites représentant 30 095 km²).

3.2. CARACTERISTIQUE DES HABITATS NATURELS ET DE LA BIODIVERSITE

PRINCIPAUX HABITATS ET ESPECES

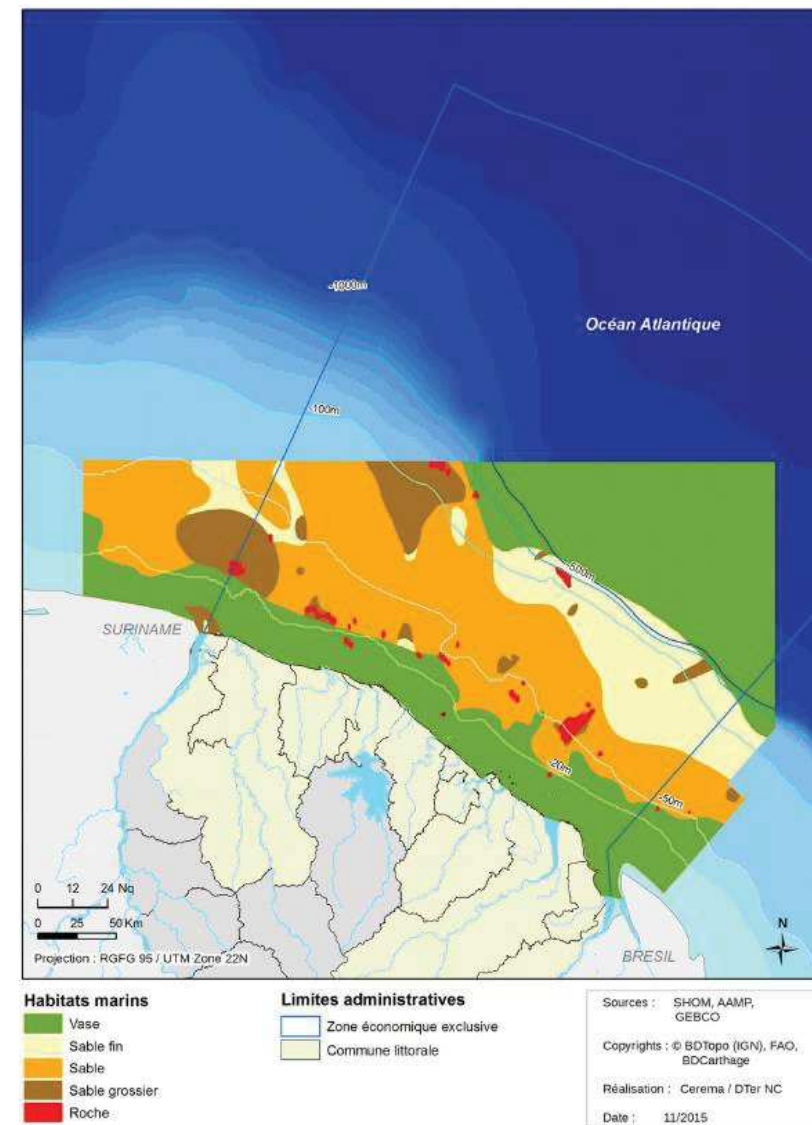
Toute la frange littorale est principalement occupée par des zones humides et représentée par trois écosystèmes largement dominés par les marais et mangroves (75 % de marais et marécages, 24 % de mangroves et de vasières et moins de 1 % sont des plages).

En mer, les habitats sont composés de substrats meubles (vase, sable fin, sable, sable grossier) largement majoritaires et d'une surface très réduite de substrats durs constitués par du socle rocheux (fonds rocheux et abords

des îles) et plus au large d'anciens récifs calcaires (récifs coquilliers ou récifs fossiles).



Carte 15 : Les habitats littoraux sur le bassin maritime de Guyane – Source : Etat des lieux du DSBM Guyane



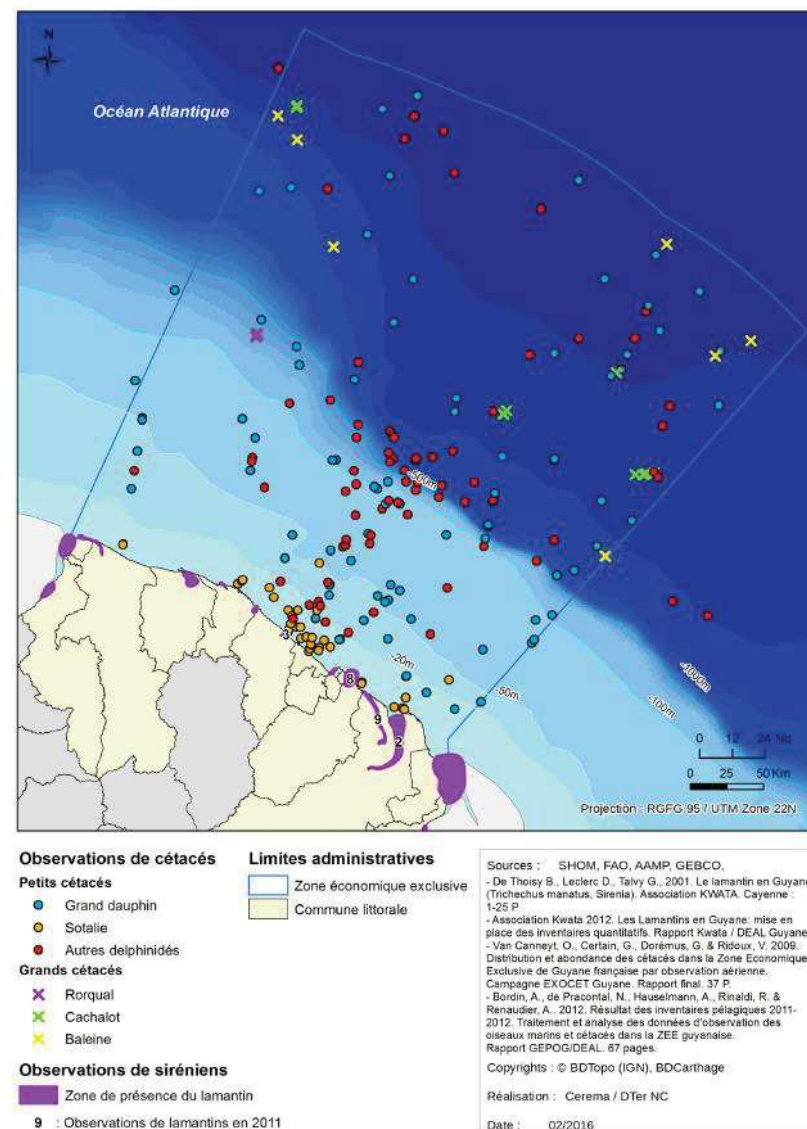
Carte 16 : Les habitats marins sur le bassin maritime de Guyane – Source : Etat des lieux du DSBM Guyane

MAMMIFERES MARINS

Différentes campagnes d'observation ont révélé une diversité de cétacés relativement élevée en Guyane, avec 17 espèces identifiées et 5 autres identifiées d'une manière incertaine ou probable. Parmi ces espèces, peuvent notamment être observées le grand dauphin, des petits delphinidés (Stenella et Delphinus), des baleines à bec, des rorquals et le cachalot. La Guyane compte également la présence d'une seule espèce de sirénien : le lamantin antillais. L'ensemble de ces espèces sont protégées au niveau national par l'arrêté ministériel du 1er juillet 2011 fixant la liste des mammifères marins protégés sur le territoire national et les modalités de leur protection. Deux de ces espèces sont également classées comme espèces en danger par l'UICN. Il s'agit du Rorqual commun et du Rorqual bleu. Le Cachalot est quant à lui classé comme espèce vulnérable.

TORTUES MARINES

Cinq espèces de tortues marines sont présentes en Guyane : la tortue luth (*Dermochelys coriacea*), la tortue verte (*Chelonia mydas*) et la tortue olivâtre (*Lepidochelys olivacea*) et de manière plus exceptionnelle la tortue imbriquée (*Eretmochelys imbricata*) et tortue caouanne (*Caretta caretta*). La Guyane représente un site de ponte pour les trois premières, et constitue aussi un site de nourrissage pour les tortues vertes. Ces espèces sont inscrites comme espèces menacées ou gravement menacées d'extinction sur la liste rouge de l'UICN.



Carte 17 : Les mammifères marins du bassin maritime de Guyane – Source : Etat des lieux du DSBM Guyane

POISSONS

363 espèces de poissons sont recensées sur le plateau continental guyanais. Ces espèces se répartissent en 3 zones :

- Les fonds de 0 à 30 m de la zone littorale, présentant des poissons chondrichthyens adaptées à un milieu dessalé et turbide avec des fonds très envasés (des machoirans (Ariidae), des acoupas (Sciaenidae), des loubines (Centropomidae) ...)
- Les fonds de 30 à 50 m, avec des espèces inféodées à un sédiment de nature vaseux-sableux, telles que les gorets (*Pomadasyldae*), les carangues (*Carangidae*), les grondins ou les rascasses (*Triglidae*).
- Les fonds supérieurs à 50 m, associant des espèces d'eaux claires vivant sur des sédiments sableux, des débris coquilliers et des zones à tendance rocheuse avec des récifs coralliens solides, tels que les vivaneaux (*Lutjanidae*), associés à une grande diversité de familles (*Priacanthidae*, *Sparidae*, *Sciaenidae*, *Mullidae*, *Synodontidae*...).

En Guyane, on trouve également une cinquantaine d'espèces inféodées aux fonds rocheux. Le mérou géant (*Epinephelus itajara*) est une espèce emblématique et vulnérable en Guyane.

OISEAUX MARINS

En plus des espèces fréquentant les mangroves et vasières, la Guyane compte 52 espèces d'oiseaux marins. Parmi ces espèces, la frégate, les sternes, les noddis, les mouettes et les goélands sont intégralement protégés en Guyane (Arrêté Ministériel du 15 mai 1986). Certaines

espèces ont été classées, par l'UICN, comme disparues pour le Phaéton à bec rouge et le Fou brun, comme en danger critique pour la Sterne fuligineuse et comme en danger pour la frégate superbe.

FAUNE BENTHIQUE

Les campagnes d'inventaires affirment que les facteurs bathymétrie, sédimentologie et salinité conditionnent la distribution des diverses populations. Il existe un gradient de richesse et d'abondance croissante côte large, essentiellement dépendante de l'évolution du substrat. Les fortes contraintes imposées aux peuplements près des côtes à cause des fortes quantités de vase meuble et fluide sont la probable cause de cette distribution.

3.3. LES ESPECES EXPLOITEES**LES CREVETTES**

Deux stocks de crevettes côtières sont exploités sur la côte guyanaise. Il s'agit des crevettes « brown » (*Penaeus subtilis*) se trouvant sur les fonds sableux dès 20 m jusqu'à 50 m de profondeur et les crevettes « pink » (*Penaeus brasiliensis*) localisées entre 60 m à 70 m en moyenne.

LES VIVANEAUX

Les trois espèces de vivaneau rouge exploitées en Guyane sont le vivaneau rouge (*Lutjanus pupureus*), espèce largement dominante dans les captures, le vivaneau ti-yeux (*Rhomboplithes aurorubens*) et le vivaneau rayé (*Lutjanus synagris*).

LES POISSONS BLANCS

Une quarantaine d'espèces sont régulièrement pêchées. Les espèces phares de cette pêcherie sont les acoupas (Sciaenidae) et les machoirans (Ariidae). De nombreuses autres espèces sont également pêchées : les loubines (Centropomidae), les requins (Carcharhinidae), les raies (Dasyatidae), les carangues (Carangidae), les mérours (Serranidae), les thazards (Scombridae), les palikas (Megalopidae), les mulets (Mugilidae), le jamegouté (Hypophtalmidae)...

DYNAMIQUE DES ESPECES INVASIVES

Les espèces exotiques envahissantes sont des espèces (ou sous-espèces) faunistiques ou floristiques introduites (volontairement ou non) hors de leur aire de répartition naturelle et dont les capacités adaptatives sont importantes : reproduction rapide et efficace, régime alimentaire diversifié, inhibition du développement chez d'autres espèces, etc. Ces espèces exotiques ont un pouvoir invasif majeur. Elles représentent une cause importante de banalisation des milieux et de compétition interspécifique (alimentation, niche écologique) au détriment d'espèces autochtones parfois rares. Les phénomènes d'invasion biologique sont considérés comme une des grandes causes de régression de la biodiversité. Outre les effets sur la richesse spécifique locale, les plantes invasives peuvent constituer un problème de santé publique (allergènes) et générer des pertes économiques.

En Guyane, un diagnostic de l'invasion biologique a été réalisé en 2010. Il a été complété en 2013 par un inventaire et une cartographie des espèces végétales exotiques sur la bande littorale. Ces études établissent une liste de 13 espèces exotiques envahissantes. Cette liste comprend 6 espèces

végétales qui sont l'acacia mangium, le niaouli (*Melaleuca quinquenervia*), le faux acacia (*Leucaena leucocephala*), *Brachiaria umbellata* (= *Panicum umbellatum*), l'herbe de Guinée ou fataque (*Urochloa maxima* = *Panicum maximum*), et le Kudzu (*Pueraria phaseoloides*).

Elle comprend également 4 animaux : la souris domestique (*Mus musculus*), le rat noir (*Rattus rattus*), le rat surmulot (*Rattus norvegicus*) et un mollusque (*Parmarion martensi*). Le chien (*Canis lupus*) et le chat (*Felis silvestris catus*) ont également un impact important sur la biodiversité.

Enfin, le champignon chytridiomycose (*Batrachochytrium dendrobatidis*) est également présent sur la montagne de Kaw et dans la réserve naturelle nationale des Nouragues. Il est l'une des causes du déclin de nombreuses espèces d'amphibiens dans le monde (UICN).

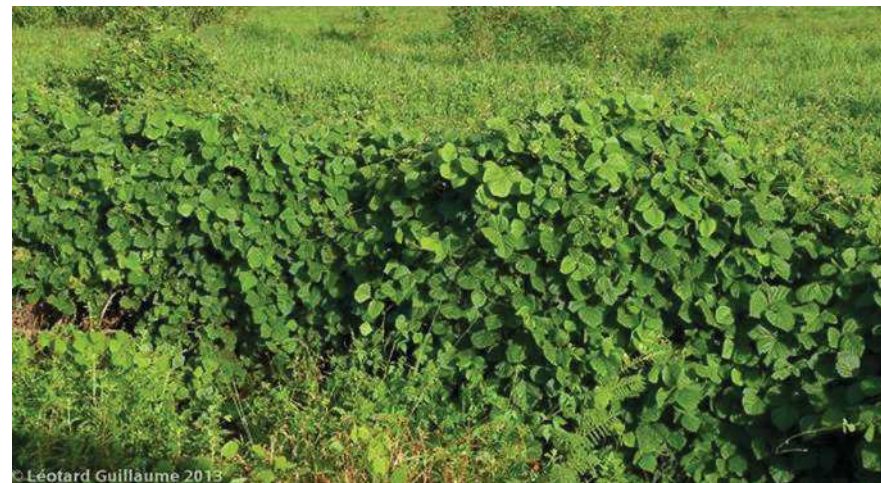


Photo 1 : Kudzu, *Pueraria phaseoloides*, Source : DEAL Guyane, G. Leotard, 2013

Ces espèces peuvent avoir des impacts divers sur les milieux aquatiques et leur biodiversité. Les espèces animales telles que chien, chat et rongeur peuvent notamment être à l'origine de prédation importante sur les populations animales en s'attaquant aux œufs d'oiseaux, de reptiles ou d'amphibiens. Les rongeurs pourraient mettre en péril la bonne nidification d'oiseaux marins, notamment sur les îlets de Guyane. Les espèces végétales peuvent également avoir des impacts, notamment sur la fermeture des milieux et sur les autres espèces végétales indigènes.

3.4. SYNTHESE DE LA THEMATIQUE : ECOSYSTEMES MARINS ET COTIERS



ATOUTS

- Une grande diversité de milieux abritant une biodiversité très riche ;
- Une préservation des milieux et des espèces marins et littoraux forte (AMP, sites du conservatoire du littoral) ;
- Un maillage important d'espaces naturels patrimoniaux gérés en lien avec les milieux aquatiques (ZNIEFF, ZICO).



FAIBLESSES

- Des pressions significatives sur le littoral ;
- L'artificialisation de sols et fragmentation des milieux.



OPPORTUNITES

- De nombreux plans, schémas et programmes participent à la préservation des continuités écologiques et limitent l'artificialisation des sols (notamment le SAR) ;
- Une stratégie d'intervention sur les rivages du conservatoire du littoral mis en place pour préserver, protéger et gérer le littoral.



MENACES

- Une biodiversité de plus en plus menacée par la pression urbaine (fragmentation, destruction d'habitats, pollutions, etc.), les modifications d'occupation du sol et la déforestation ;
- Une évolution des aires de répartition des espèces ;
- Des invasions biologiques.



ENJEUX

- Améliorer la connaissance sur les espèces patrimoniales et les milieux remarquables ;
- Préserver les écosystèmes marins et littoraux ;
- Maîtriser l'expansion d'espèces invasives ;
- Sensibiliser le grand public.

4. PAYSAGE ET PATRIMOINE DU LITTORAL

4.1. UNE MULTITUDE DE PAYSAGES LIES A L'EAU

AU REGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE...

Des températures plus fortes et une diminution des précipitations pendant la saison sèche pourraient entraîner des sécheresses plus longues et probablement plus sévères en Amazonie, provoquant un assèchement des forêts tropicales. Également, la hausse des épisodes climatique extrêmes, notamment les inondations et les feux de forêt, modifient les paysages naturels et urbains.



Sources : Atlas des paysages de Guyane

LES MONTS ET MARAIS DE L'EST GUYANAIS

Cette unité paysagère se distingue par l'amplitude et la simplicité de lecture des paysages de marais. Jouant sur l'horizontale sur laquelle se dessine la silhouette des crêtes montagneuses, les marais révèlent des écosystèmes uniques qui composent de nombreux paysages aux ambiances aussi diverses que contrastées. Cet attrait paysager fait aujourd'hui l'objet de plusieurs projets d'écotourisme et d'une valorisation au travers de la maison de la réserve.



Photo 2 : Réserve de Kaw - Source : Atlas des paysages de Guyane

LA MOSAÏQUE LITTORALE

Les paysages de la mosaïque littorale s'organisent en bandes parallèles au trait de côte.

LA MANGROVE

La mosaïque littorale se caractérise par son ourlet, parfois important de mangrove. Ce boisement quasi mono-spécifique forme un ensemble paysager dense et quasi impénétrable qui rend les perceptions visuelles de l'océan rares.



Photo 3 : Mangrove d'estuaire - S. GONZALES, herbier-guyane.ird.fr

LES PRIPRIS RETRO-LITTORAUX ET SAVANES HUMIDES

La présence de cordons dunaires boisés favorise l'emprisonnement de l'eau douce qui stagne alors sur des surfaces importantes. Ces dynamiques dessinent des paysages de marais où la végétation basse permet des ouvertures visuelles importantes.



Photo 4 : Pripri de Yiyi – CEN de la Guyane.

LES SAVANES

Implantées à l'arrière des pripris rétro-littoraux, les savanes sont de vastes étendus d'herbe rase, adaptés aux conditions sèches temporaires. Cet ensemble paysager diffère du précédent par son paysage aride.



Photo 5 : Savane des Pères à Kourou - Stier A., herbier-guyane.ird.fr

L'ESPACE URBANISE

Les bourgs se sont généralement développés le long des principaux fleuves du littoral, en arrière des bandes de mangroves et de savanes. Ceci s'explique notamment par la mobilité importante du trait de côte.

Si les structures urbaines reprenaient le plan orthogonal des villes coloniales, le tissu urbain du littoral tend à s'étendre, de manière diffuse. Ce phénomène est observable notamment autour de Cayenne et de Kourou.

LA PLAINE SPATIALE DE KOUROU

La plaine spatiale de Kourou s'appuie sur l'articulation de bandes paysagères caractéristiques de la mosaïque littorale. Sa structure actuelle très récente correspond directement à la mise en place du centre spatial guyanais qui compose un nouveau paysage pour répondre à tous les besoins de l'industrie aérospatiale.

L'ÎLE DE CAYENNE

Cette île constitue un site d'ancrage privilégié qui, par sa configuration géomorphologique, combine naturellement presque toutes les caractéristiques des paysages guyanais. En cela l'île de Cayenne est un véritable kaléidoscope des composantes paysagères guyanaises.

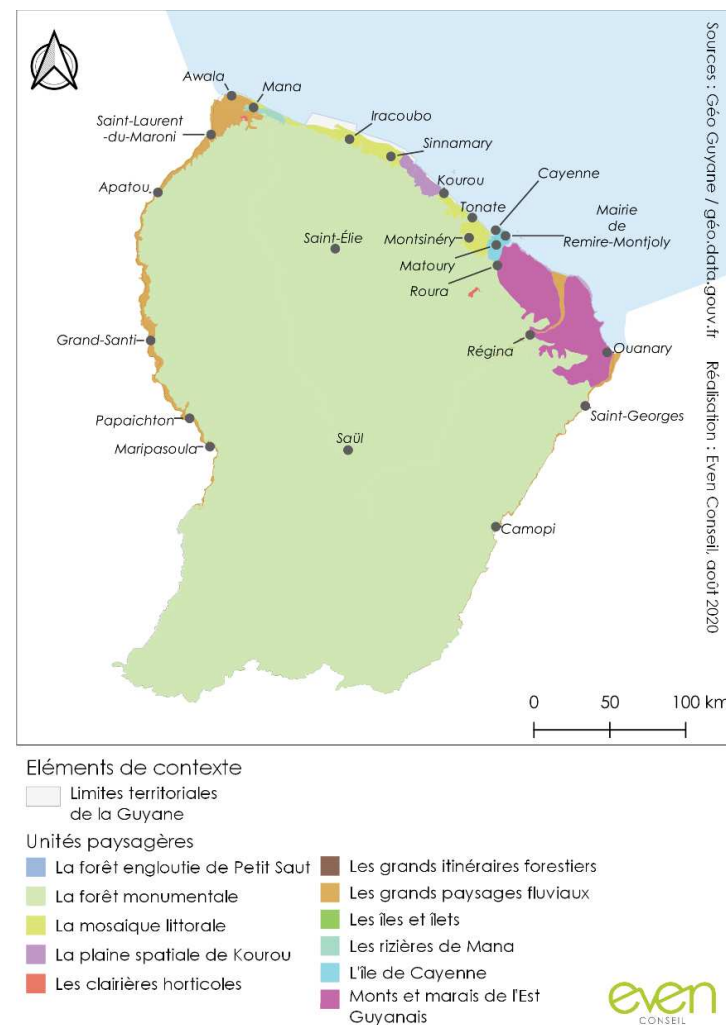
LES RIZIÈRES DE MANA

Les rizières de Mana implantées au nord du territoire forment un ensemble paysager homogène très ouvert. Cette impression est notamment renforcée par le relief plan et par le tracé géométrique des canaux d'irrigation. Soumis à une forte érosion due à l'évolution du trait de côte, ce paysage évolue fortement.

LES ÎLES ET ILETS

Les îles et îlets guyanais constituent des paysages à part entière qui font échos sur l'océan aux monts boisés qui ponctuent le littoral. Par leur échelle et leur diversité ils constituent autant de micro-paysages où peuvent encore se lire les traces émouvantes des formes d'isolements que l'histoire coloniale ou la période du bain leur ont laissées. Outre cette dimension culturelle forte, les îles constituent aujourd'hui un patrimoine naturel

souvent remarquable. Difficilement accessibles pour la plupart, elles renvoient à l'horizon leur silhouette d'île mystérieuse qui fait écho à l'imaginaire ou plus simplement renvoie aux légendes maritimes.



Carte 18 : Grands ensembles paysagers guyanais

4.2. UN PATRIMOINE NATUREL, ARCHITECTURAL ET BATI RICHE ET PROTEGE

LE PATRIMOINE BATI

Outre la présence d'un patrimoine naturel exceptionnel, la Guyane possède également de nombreux éléments de patrimoine bâti témoignant de son histoire passée.

La Guyane dénombre ainsi :

- **2 sites classés** : les Abattis Cottica (classé en 2011), sur le Maroni et le site Vidal-Mondelice (classé en 2016) ;
- **14 sites inscrits dont 10** se trouvent sur le **littoral** couvrant une surface de près de 3000 hectares ;
- **1 Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine AVAP** sur la commune de Cayenne ;
- **89 Monuments Historiques classés ou inscrits.**



Carte 19 : Les sites inscrits littoraux au titre du code de l'environnement sur le bassin maritime de Guyane – Source : Etat des lieux du DSBM Guyane

4.3. UN PATRIMOINE CULTUREL TEMOIN D'UNE OCCUPATION ANCIENNE DU LITTORAL

Le milieu maritime et littoral possède également une très riche histoire dont découle un patrimoine spécifique lié à toutes les activités en mer ou le long de la frange littorale. Le patrimoine culturel littoral se compose d'éléments nombreux et divers, des phares aux fortifications, des quais aux architectures balnéaires et des ex-voto aux épaves de navires.

En Guyane, le patrimoine culturel littoral et maritime se compose des vestiges du bagne et des roches gravées et polissoirs.

VESTIGES DU BAGNE

L'archipel des îles du Salut abrite des anciens édifices du bagne, et constitue l'une des premières protections du patrimoine en Guyane, avec son inscription dès 1979. De nombreux bâtiments sont protégés au titre des monuments historiques. Le conservatoire du littoral est prioritaire de la maison du directeur qui est devenu le musée du bagne.



Figure 9 : Maison du directeur du bagne des îles du Salut à Cayenne (©Pierre Bortolussi)

Sur les îlets Rémire, l'îlet la Mère dispose aussi de vestiges du bagne, tout comme la Montagne d'Argent où furent implantés les premiers bagnes de Guyane.

ROCHES GRAVEES ET POLISSOIRS

Certains sites du littoral sont le siège de vestiges amérindiens. On trouve des roches gravées précolombiennes dites des gravures rupestres sur l'île de Cayenne : gravures de la table du Mahury ainsi que des roches polissoirs sur ce dernier site et aux îles du Salut.

4.4. SYNTHESE DE LA THEMATIQUE : PAYSAGE ET PATRIMOINE DU LITTORAL



ATOUTS

- Un patrimoine naturel riche et bien conservé ;
- Une occupation du sol largement dominée par les espaces naturels boisés ;
- Un patrimoine culturel fort lié au littoral.



FAIBLESSES

- Une urbanisation sur les franges littorales qui pourrait accroître la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Une évolution des paysages due aux phénomènes d'érosion-sédimentation.



ENJEUX

- Préserver et valoriser le patrimoine bâti remarquable et vernaculaire ;
- Préserver et valoriser la diversité des entités paysagères et renforcer les aménités paysagères et patrimoniales.



OPPORTUNITES

- De nombreux plans, schémas et programmes participe à la préservation des paysages (notamment SAR) ;
- Une charte de PNR visant à préserver un équilibre entre le respect de l'environnement et le développement des activités humaines.



MENACES

- Une urbanisation sur les franges littorales en extension des grandes villes, et une progression du tourisme qui pourraient venir accroître la vulnérabilité des biens et personnes ;
- Les évolutions liées au changement climatique qui menacent les sites bâtis littoraux et fluviaux.

5. SOLS ET SOUS-SOLS

5.1. L'INDUSTRIE EXTRACTIVE

Source : Schéma départemental des carrières de la Guyane, CEB Guyane, Etat des lieux DSBM Guyane

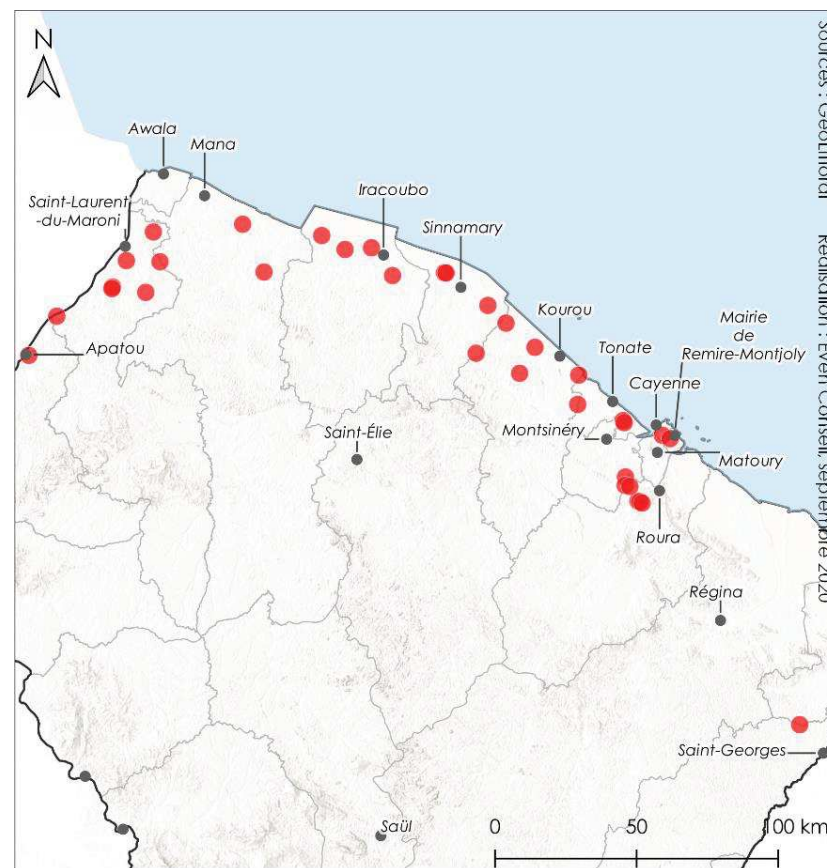
EXTRACTION DE GRANULAT

L'exploitation de carrières en Guyane se concentre sur les **gisements de roches, sables et latérite**. Au 1^{er} juin 2010, on dénombre **29 carrières autorisées en activité** sur l'ensemble du département, correspondant à **32 sites d'extraction** si l'on considère les carrières où sont exploités plusieurs types de matériaux. Sur ces 32 sites, **30 sont exploités en permanence** et **2 sont en activité occasionnelle ou en réserve**. On compte **15 carrières de latérite**, **9 de roche** et **12 de sable**.

L'adéquation des besoins et des capacités de production doit être mise en regard du potentiel géologique existant. En ce sens, le Schéma départemental des carrières a évalué ces éléments à l'horizon 2025 :

- Les besoins annuels en matériaux pour le BTP sont estimés à :
 - Plus de 580 000 tonnes de sable ;
 - Plus de 1 160 000 tonnes de granulats ;
 - Plus de 300 000 tonnes de latérites.
- Les ressources en matériaux annuelles disponibles à l'horizon sont estimées à :
 - 110 000 tonnes de sable ;
 - 1,4 millions de tonnes de granulats ;
 - 65 000 tonnes de latérites.

Ainsi en Guyane, la ressource en sable se raréfie de par la difficulté d'accès à de nouveaux gisements, les contraintes environnementales qui pèsent sur la ressource et la croissance des besoins.



Exploitations de ressources minérales
 ● Carrières

Carte 20 : Localisation des carrières en Guyane - Réalisation : EVEN Conseil

En zone littorale, le Schéma des carrières retient les informations suivantes:

- Pour les roches dures : une ressource géologique relativement importante, mais une situation géographique pas toujours favorable (gisements éloignés des centres de consommation ou situés à l'intérieur ou à proximité des zones urbaines de Cayenne et de Kourou).
- Pour les sables et graviers pour BTP :
 - les « sables blancs » de l'Ouest guyanais sont la formation la plus importante (plusieurs centaines de millions de tonnes), mais une situation souvent dans des zones très sensibles du point de vue environnemental.
 - les sables des cordons littoraux anciens constituent la seconde réserve, mais elle est difficile à estimer et localisée dans des marais pratiquement inaccessibles ou dans des zones protégées.
 - les sables et graviers estuariens, potentiel également important, ne peuvent être extraits que sous le couvert de dragage prescrit par la police de l'Eau.
 - les sables dérivant des grès et quartzites : gisements peu étendus.

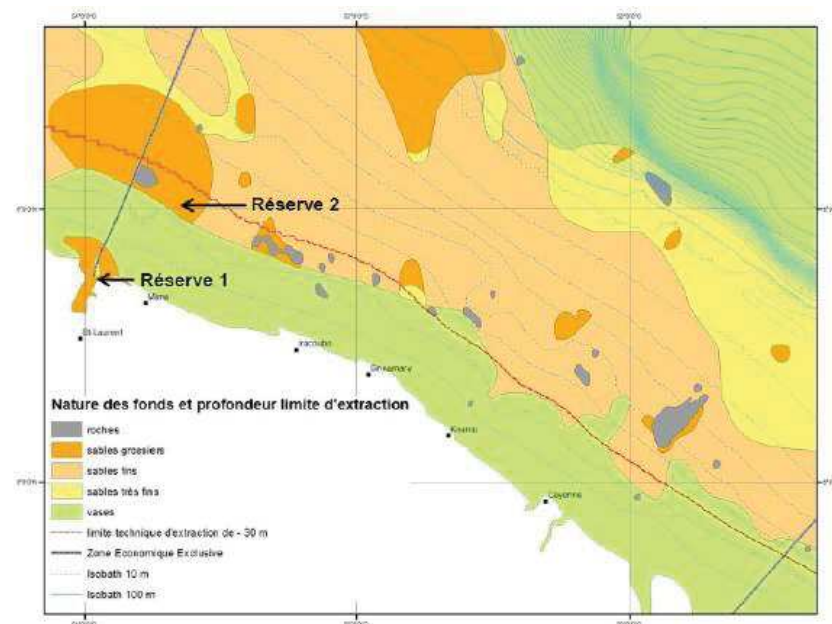
Etant donné les ressources potentielles très contraintes, il est important de préserver au maximum celles situées à proximité des zones de développement, dans des secteurs où les aménagements sont nombreux, notamment au Sud et à l'Ouest de Cayenne, et aux environs de Kourou.

- Pour les latérites : une ressource géologique impossible à évaluer dans son ensemble, compte tenu des variations d'épaisseur et de qualité de ce type de formations. Elles sont cependant conséquentes dans leur ensemble.

Il convient de souligner le caractère très contraint des ressources potentielles en matériaux de carrières, ce qui pose question dans un contexte de besoins importants liés à l'évolution démographique de la région.

Le recours à **l'utilisation des sables marins** pourrait donc être **envisagé à moyen ou à long terme** pour compléter la production des carrières terrestres sur le littoral.

Suite à une étude lancée par le BRGM, deux secteurs ont été identifiés au niveau de l'estuaire du Maroni où la ressource en sable pourrait être potentiellement exploitable.



Carte 21 : Réserves de sable potentiellement exploitables sur le plateau continental – Source : BRGM, 2013

PETROLE

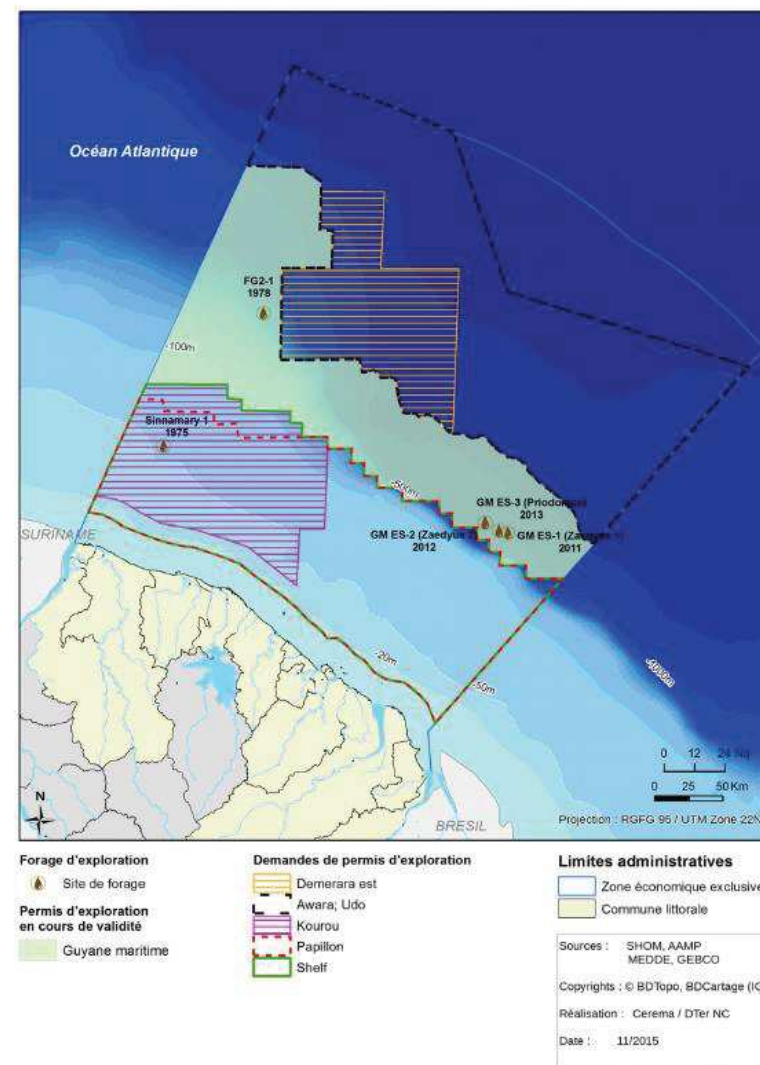
La prospection pétrolière en Guyane a débuté en 1965 par de la prospection sismique. Depuis les années 70, 15 prospections sismiques et 7 forages ont également été entrepris mais sans résultats convaincants pour les industriels ou ne montrant que des indices de pétrole. Le dernier forage, lancé par Total E&P Guyane Française (TEPGF), a été réalisé entre décembre 2018 et mars 2019. Cependant, les résultats du puits étant négatifs, TEPGF n'a pas poursuivi les travaux de recherche. Les volontés de prospections ont été stoppées par la promulgation de la loi "Hulot" LOI n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

5.2. ACTIVITE AURIFERE

Source : CEB Guyane, BRGM, Evaluation environnementale SDAGE 2022-2027

L'exploitation aurifère, qu'elle soit légale ou illégale, concerne majoritairement **l'orpaillage**, ou **l'extraction dite secondaire**, c'est-à-dire dans les alluvions, terrasses alluviales, cours d'eau, qui résultent de l'érosion des gisements primaires (l'extraction primaire concerne l'exploitation directement dans les roches). Le potentiel de la ressource aurifère est estimé à plus de 120 tonnes par le BRGM sur le territoire guyanais, principalement sur les axes Ouanary/Grand-Santi et Camopi/Maripasoula.

Le commerce de l'or induit de nombreux impacts sociaux et environnementaux notamment sur la qualité de l'eau (matières en suspension, mercure) et sur les conséquences que cela peut avoir sur les écosystèmes marins (bio accumulation).



Carte 22 : L'activité de l'industrie pétrolière sur le bassin maritime de Guyane – Source : Etat des lieux DSBM Guyane

5.3. SYNTHESE DE LA THEMATIQUE : SOLS ET SOUS-SOLS



ATOUTS

- Un potentiel de diversification de la ressource existant ;
- Une ressource naturelle en roches dures à priori très importante.



FAIBLESSES

- Une difficulté croissante d'accès aux gisements terrestres ;
- Une demande de matériaux très importante en lien avec le développement économique et démographique ;
- Une activité extractive pouvant rendre les sols plus sensibles à l'érosion et générer des pollutions.

ENJEUX

- Diversifier la ressource en matériaux ;
- Améliorer la connaissance des gisements potentiels exploitables en sables et granulats marins et de l'impact de leur exploitation comparativement aux potentialités de développement à terre
- Mener des études complémentaires sur les sites potentiellement exploitables identifiés



OPPORTUNITES

- L'élaboration du Plan régional de prévention et de gestion des déchets avec un volet sur l'économie circulaire (réutilisation des matériaux) ;
- L'économie des matériaux grâce à l'émergence d'une économie circulaire introduite par LTECV ;
- L'élaboration du Schéma Régional des Carrières (d'ici 2025).



MENACES

- Une tension sur les ressources liée à l'augmentation de la population induisant un besoin de construction ;
- Des impacts significatifs potentiels sur les écosystèmes marins et littoraux.

6. ACTIVITES LIEES A LA MER

6.1. LA PECHE

LA PECHE MARITIME PROFESSIONNELLE

La **pêche maritime** est un maillon essentiel de l'économie côtière. Elle participe à l'identité et au dynamisme économique et social du littoral guyanais. En effet, la Guyane possède une zone économique exclusive (ZEE) de qualité et la pêche qui génère **800 emplois directs** et **2 400 emplois indirects**.

La filière guyanaise regroupe :

- La pêche visant plutôt le poisson blanc côtier (acoupa, machoiran, croupia...) avec environ **110 navires de pêche côtière** (une dizaine d'embarcations importantes et le reste sont des petites embarcations ; pirogues, canot créole, tapouille). Le volume est d'environ **2 500-3 000 tonnes** ;
- La pêcherie crevette avec **13 navires crevettiers** pêchant dans des fonds entre 30 et 100 mètres à une distance de 20 à plus de 100 km des côtes. **Le volume pêché a considérablement diminué depuis la fin des années 90** (moins de 1 000 tonnes) ;
- La pêche du vivaneau par **45 ligneurs vénézuéliens** qui peuvent pêcher sur la ZEE en échange de la décharge de 75% de leur pêche sur le territoire guyanais. Le volume pêché est d'environ **1 600 tonnes**.

Les techniques les plus utilisées sont : le filet maillant dérivant (utilisé par 80% des navires), le filet fixe et le chalut de fond.

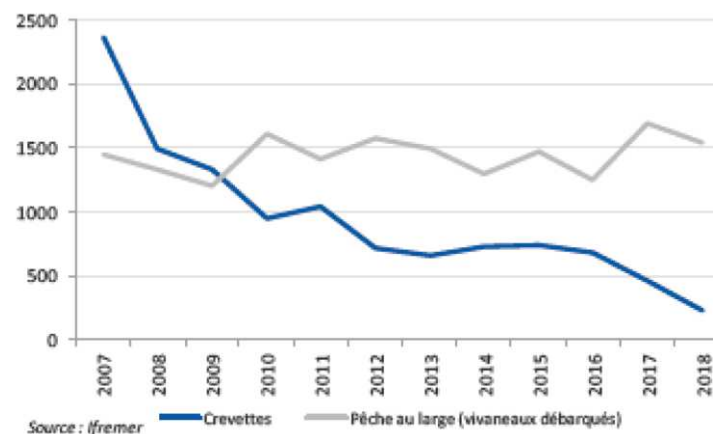


Figure 10 : Evolution des volumes de pêche annuel (en tonnes) – Source : IFREMER

La diminution des stocks de crevettes due au **changement climatique** et la **pêche illégale**, pratiquée par les navires surinamais, brésiliens et guyanais (l'IFREMER estime que 60% des navires de pêche sont illégaux) sont des **enjeux majeurs en Guyane**.

La pêche à pied en eau douce dans les mangroves est moins importante que son homologue maritime. Elle est peu surveillée et il n'y a pas de suivi de population.

LA PECHE DE LOISIR

Une pêche de loisir est pratiquée en Guyane mais est relativement peu développée. Différentes communautés pratiquent également de la pêche vivrière. Cette activité est très importante dans l'ouest guyanais notamment sur la commune d'Awala Yalimapo. Les espèces ciblées sont principalement l'acoupa rouge, le tarpon, le thazard, le mérou géant, la carpe rouge, la carangue, le requin ou le cobia.

Trois sites sont privilégiés en mer :

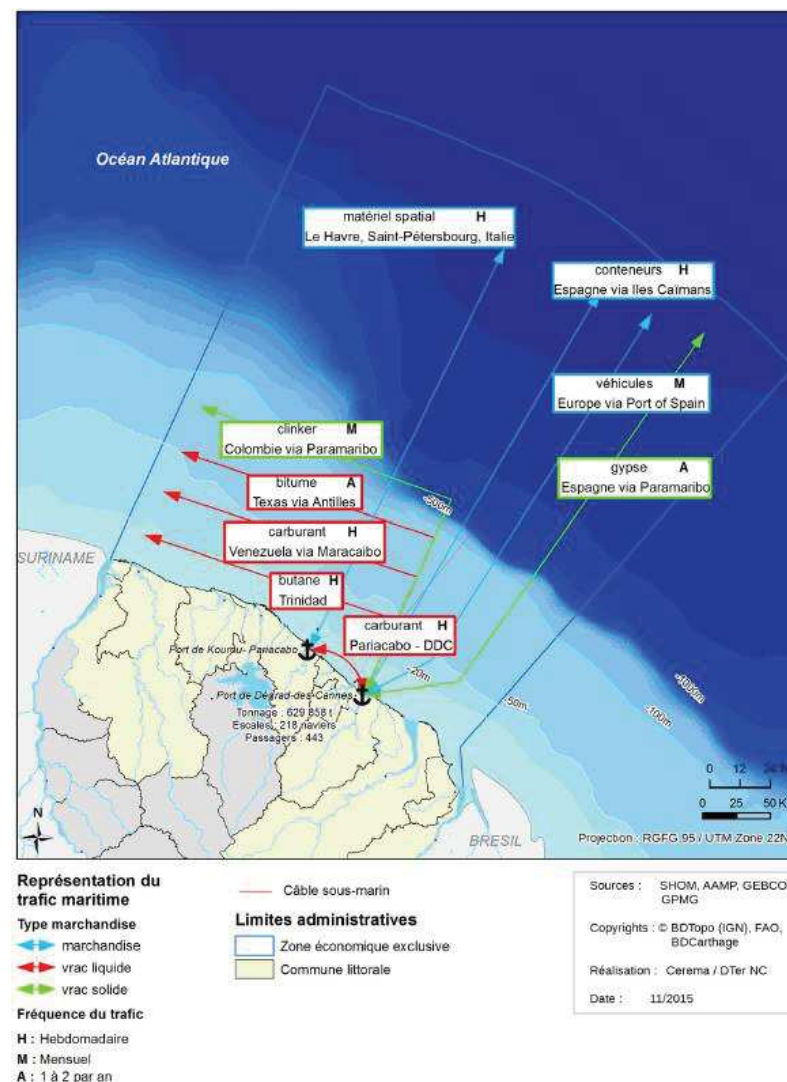
- les Îlets de Rémire (La Mère, Le Père et Les Mamelles, Le Malingre, L'Enfant Perdu),
- les Battures du Connétable où les prises sont les plus importantes,
- les Îles du Salut.

La fréquentation maximale de ces zones, soit en pleine saison estivale, représente une trentaine de bateaux aux Îles du Salut, une quinzaine aux îlets Rémire et un maximum de cinq bateaux aux battures du Connétable.

6.2. LES PORTS DE COMMERCE ET LES TRAFICS MARITIMES

LES PORTS

La Guyane dispose de trois ports de commerce : les ports de Degrad-des-Cannes et de Pariacabo (qui forment depuis 2013 le Grand Port Maritime de la Guyane) et le Port de l'Ouest de la Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais (CCOG). Les ports de Guyane nécessitent des dragages réguliers et très importants en raison de la dynamique des bancs de vase le long du littoral et de leur situation dans les estuaires des fleuves. Pour le port de Degrad des Cannes, les quantités de sédiments draguées pour 2011 sont évaluées à 3,54 millions de tonnes de matières sèches, et représentent 16 % du total des sédiments dragués en France. Actuellement, les dragages représentent un coût d'environ 10 M€ par an (6 M€ pour Degrad des Cannes et 4 € pour Pariacabo). Pour le port de l'Ouest, une étude d'avant-projet pour le dragage de trois zones critiques a été lancée par la CCOG.



Carte 23 : Représentation du trafic maritime et télécommunication sur le bassin maritime de Guyane – Source : Etat des lieux DSBM Guyane

LE PORT DE DEGRAD-DES-CANNES

Le port de Degrad-des-Cannes, situé à Rémire-Montjoly, est doté d'infrastructures portuaires d'accostage et de terre-pleins : quais à conteneurs, quai pétrolier, quai minéralier, cale de cabotage, zone de plaisance. En 2021, le port s'est également doté de deux grues portuaires.

Ces installations sont surtout utilisées pour la manutention de conteneurs et de trafic conventionnel (véhicules), pour la manutention des vrac solides et liquides et pour de la plaisance. Le port de Degrad-des-Cannes est le port de commerce principal de la Guyane où transite 95 % des produits importés pour la consommation locale. En 2016, le trafic total s'élevait à un peu plus de 800KT dont 60% en fret conteneurisé.

Dans le domaine de la croisière, le site portuaire de Degrad des Cannes accueille un à deux navires par an.

Le port fait l'objet de programme de réhabilitation des installations portuaires, de projets et de plan de relance. Plusieurs aménagements sont prévus : création d'un poste frontalier communautaire, extension du port, déplacement de la marina.

LE PORT DE PARIACABO

Le port de Pariacabo est situé à Kourou, le long du fleuve. Le port est doté d'un appontement RORO (pour navires rouliers), de 2 appontements de servitude et 2 cales inclinées. Ces installations sont utilisées par le Centre Spatial Guyanais et par Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles.

LE PORT DE L'OUEST

Le port de Saint-Laurent du Maroni est un port fluvial situé sur le fleuve Maroni. Il se compose d'un port piroguier, d'une cale accueillant le bac international La Gabrielle et d'un quai de commerce. Avec un tonnage de l'ordre de 25 000 T/an, à mettre en regard des 800 000 T/an du Grand Port Maritime, son activité est aujourd'hui extrêmement réduite, notamment du fait des contraintes physiques (chenal partiellement envasé, peu d'appontement opérationnel, charge au sol insuffisante). La gare fluviale accueille, quant à elle, près de 30 000 passagers par an.

Plusieurs aménagements sont engagés par la Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais (CCOG) et portent notamment sur la modernisation du quai et des ouvrages d'accostage et l'autonomisation de la gestion énergétique. La CCOG a pour objectif de disposer d'un gabarit officiel de chenal pour que les navires d'un tirant d'eau maximum de 5,50 m puissent accoster au terminal du port de Saint-Laurent du Maroni. Pour cela, une opération de dragage doit être réalisée.

LES DESSERTES MARITIMES

La desserte maritime est assurée par deux lignes régulières : la ligne transatlantique (Europe/Guyane/Nord du Brésil) et la ligne Guyanas qui permet notamment des liaisons avec les Antilles françaises et Port of Spain (Trinidad-et-Tobago) pour les marchandises transbordées. Les navires accèdent au port de Dégrad-des-Cannes après avoir été préalablement allégés afin de réduire leur tirant d'eau.

6.3. TOURISME COTIER, MARITIME, PLAISANCE ET LOISIRS NAUTIQUES

LE TOURISME COTIER

En Guyane, le tourisme est peu développé, représentant environ 4 % à 5 % du PIB). Sur le littoral, la capacité touristique est de 169 établissements : 34 hôtels ou résidences hôtelières, 87 meublés et chambres d'hôtes et 48 camps touristiques. En mer, la visite des îles autorisées représente un potentiel touristique très peu valorisé : seule, l'île Royale, aux îles du Salut offre une infrastructure d'accueil (hôtel et restaurant). Les îlets de Rémire sont également visités, plus précisément l'îlet La Mère seul ouvert au public, à environ 10 km de la côte, est relié par une navette à Cayenne. Mais le potentiel touristique le plus considérable en littoral réside dans l'éco-tourisme et la découverte des milieux naturels tropicaux (savanes inondées, zones estuariennes...).

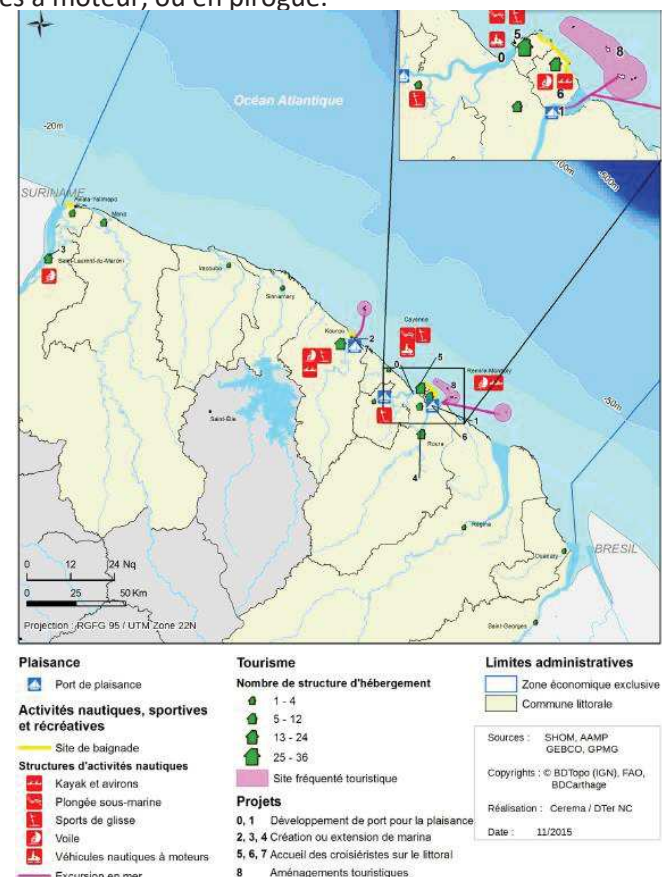
LA PLAISANCE

Trois ports sont adaptés pour recevoir des bateaux de plaisance : La marina à Dégrad-des-Cannes, le ponton des Balourous à Kourou et la zone de mouillage à Saint-Laurent-du-Maroni. En 2020, 2 908 navires de plaisance étaient enregistrés à la Direction Générale des Territoires et de la Mer de Guyane.

LES ACTIVITES NAUTIQUES, SPORTIVES ET RECREATIVES






Le littoral guyanais compte 16 structures nautiques. Plusieurs activités sont pratiquées par ces structures : la voile, les véhicules nautiques à moteurs, les sports de glisse, le kayak et canoë et de plongée sous-marine.

Des excursions en mer sont également organisées depuis Kourou vers les îles du Salut et depuis Dégrad des Cannes vers les îlets de Rémire et vers l'île du Grand Connétable. Ces excursions peuvent se faire en catamarans, en navires à moteur, ou en pirogue.



Carte 24 : Plaisance et tourisme sur le bassin maritime de Guyane – Source : Etat des lieux DSBM Guyane

6.4. SYNTHESE DE LA THEMATIQUE : ACTIVITES LIEES A LA MER

 ATOUTS	 FAIBLESSES	 ENJEUX
<ul style="list-style-type: none"> • Une diversité des activités liées à la mer ; • Un secteur de la pêche important pour l'économie guyanaise ; • Une ressource halieutique importante et variée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un accès aux ports contraint par un faible tirant d'eau ; • Des installations à moderniser ; • Un littoral offrant peu de possibilité de baignade ; • Un faible développement du tourisme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la connaissance et le suivi des ressources halieutiques et les interactions environnementales ; • Améliorer la connaissance sur les pratiques de loisirs ; • Développer les infrastructures, services et équipements en tenant compte des enjeux de préservation.
 OPPORTUNITES	 MENACES	
<ul style="list-style-type: none"> • Un Schéma d'Aménagement Régional qui fixe les perspectives de développements des activités de pêches, de loisirs et touristiques ; • Des programmes de réhabilitation et de modernisation des installations engagés ; • Le projet d'une plateforme offshore multi-usage (POMU) ; • Un plan pour le développement et la modernisation de la filière pêche, avec un volet sur la lutte contre la pêche illégale et l'économie informelle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les évolutions liées au changement climatique qui menacent les équilibres océaniques et les écosystèmes littoraux et marins ; • Une modification du littoral en lien avec la dynamique côtière ; 	

7. RISQUES LITTORAUX

7.1. RISQUES NATURELS

RISQUES D'INONDATION

Inondation par submersion marine

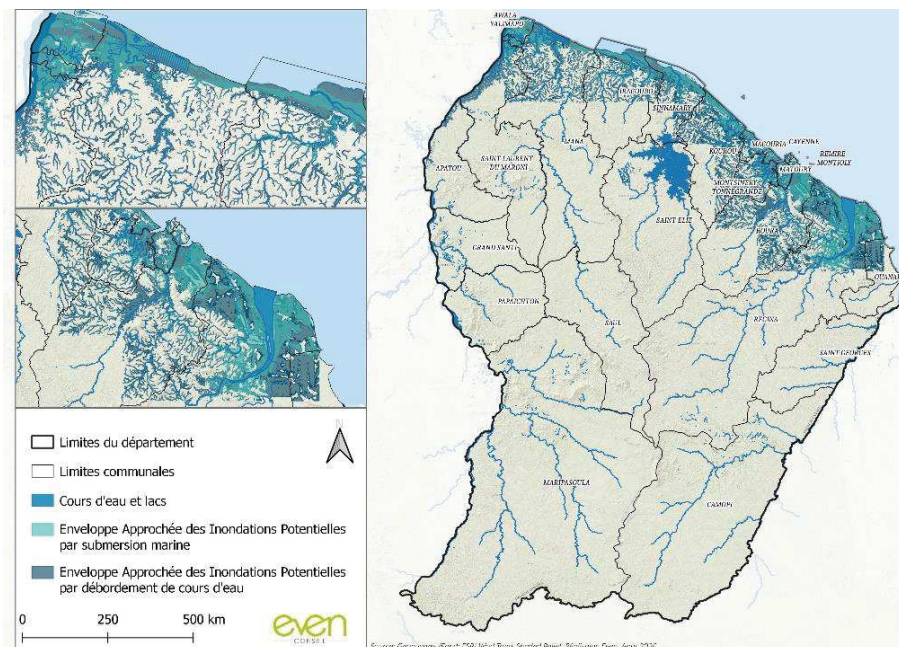
La **submersion marine** affecte logiquement le littoral guyanais lors de tempêtes ou de fortes marées. La mer peut aller jusqu'à franchir les obstacles de protection.

On peut caractériser trois types de submersion :

- Submersion marine par débordement, lorsque le niveau marin est supérieur à la cote de crête des ouvrages ou du terrain naturel,
- Submersion par franchissements de paquets de mer liés aux vagues, lorsqu'après déferlement de la houle, les paquets de mer dépassent la côte de crête des ouvrages ou du terrain naturel,
- Submersion par rupture du système de protection, ou « risque hydraulique » lorsque les terrains situés en arrière sont en dessous du niveau marin lors de la défaillance d'un ouvrage de protection.

Ces submersions et les impacts du déferlement produisent des dégradations des défenses côtières pouvant entraîner des ruptures locales ou généralisées. En janvier 2013, une tempête a généré une houle très puissante à l'origine de vagues déferlantes responsables de dégâts sur la commune de Rémire-Montjoly.

Au phénomène de submersion marine s'ajoute de surcroît la problématique de **recul du trait de côte**.



Carte 1 : Zones concernées par un risque d'inondation par débordement de cours d'eau et de submersion marine. Source : Evaluation préliminaire des risques d'inondation 2011

29 756 personnes sont concernées par l'EAIP cours d'eau, soit **14,45 % de la population guyanaise**. L'emprise des habitations de plain-pied est de **631 791 m²** et **2 établissements de santé** sont recensés.

17 271 personnes sont concernées par l'EAIP submersion marine, soit **8.39 % de la population guyanaise**. L'emprise des habitations de plain-pied est de **412 109 m²** et il n'y a pas d'établissement de santé recensé.



Photo 6 : Talus d'érosion dans les formations argileuses, Anse de Rémire en janvier 2013
(Source : rapport d'expertise de l'épisode d'érosion marine du 14 et 15 janvier 2013, BRGM)

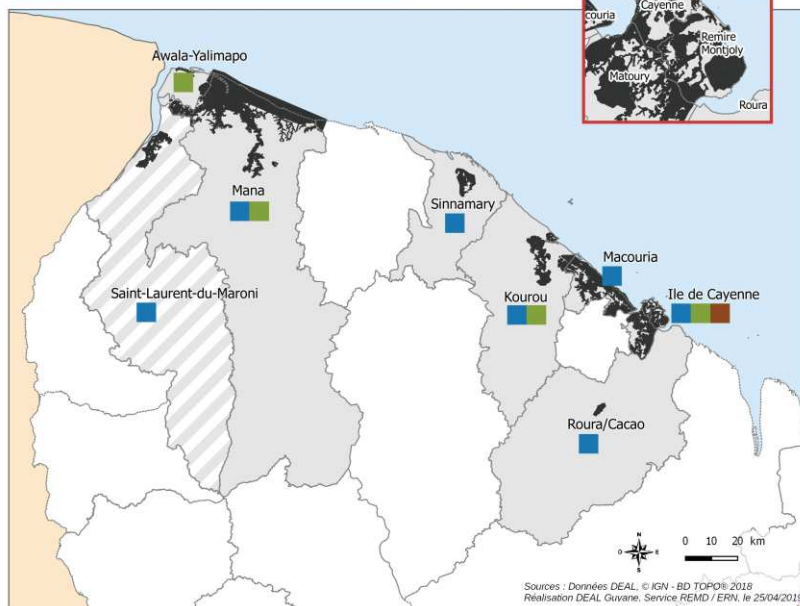
Dispositifs de prévention du risque d'inondation

Plusieurs dispositifs permettent la prévention du risque inondation sur le territoire guyanais :

- **Un Programme d'Actions de Prévention contre les Inondations (PAPI)** sur la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral ;
- Une **Atlas des Zones Inondables (AZI)** pour les communes de la bande littorale. Ce dernier classe les zones inondables en deux catégories, les zones d'aléa fréquent et les zones d'aléa exceptionnel ;
- Les **Plans de Prévention des Risques inondation (PPRI)** ou **Plans de Prévention des Risques naturels (PPRn)**, traitant notamment des inondations sont des actes réglementaires, valant servitude d'utilité publique. Les **Plans de Prévention des Risques Littoraux (PPRL)**, spécifiques aux risques de submersion et d'érosion marine combinés sur ces territoires concernent également des territoires guyanais (voir carte ci-contre) ;
- Le **Plan Particulier d'Intervention (PPI)** du barrage de Petit-Saut ;
- Un **Territoire à Risques Importants d'inondation (TRI)** sur l'île de Cayenne. Les TRI sont classifiés selon **3 niveaux** de probabilité d'inondation : **forte** (ou événement dit « fréquent », ayant un temps de retour de 10 à 30 ans) ; **moyenne** (événement ayant une période de retour comprise entre 100 à 300 ans) ; et **faible** (ou événement dit « extrême », avec une période de retour au moins millénale). Une fois ce diagnostic établi, une **Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI)** est établie pour chaque TRI, de manière à décliner localement le PGRI du bassin ;
- La mise en place de dispositifs de protections.

PPRN de Guyane

Plans de prévention des risques naturels, Avril 2019



Limites communales

PPRN

approuvé

prescrit

inondation

littoral

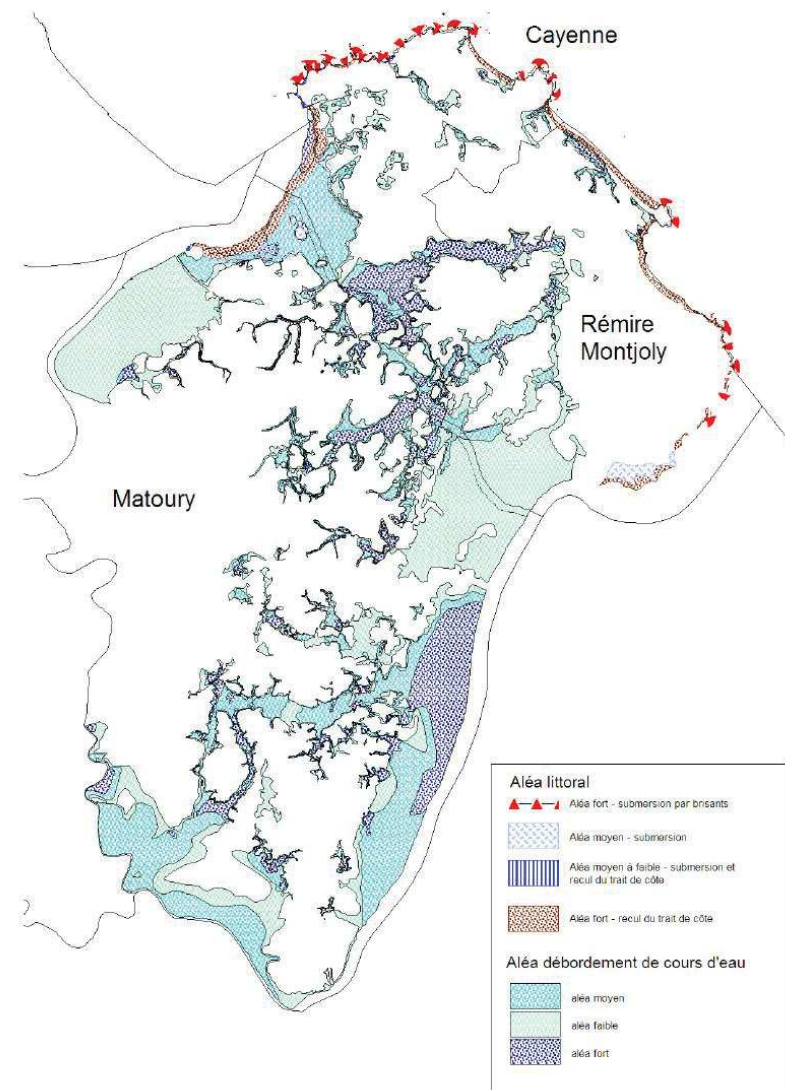
mouvements de terrain

emprises couvertes par les PPRN



Commune	Type	Approbation	Révision	Modification	Procédure en cours
Awala-Yalimapo	PPRL	2002-08-27			
Cayenne	PPRI	2001-07-25			Etudes préalables à la révision
Cayenne	PPRL	2001-07-25			Etudes préalables à la révision
Cayenne	PPRM	2001-11-15			Etudes préalables à la révision
Kourou	PPRI	2004-07-12			Etudes préalables à la révision
Kourou	PPRL	2002-10-23			Etudes préalables à la révision
Macouria	PPRI	2002-07-09		2013-04-22	Etudes préalables à la révision
Mana	PPRL	2015-04-09		2019-04-08	
Matoury	PPRI	2001-07-25			Etudes préalables à la révision
Matoury	PPRL	2001-07-25			Etudes préalables à la révision
Matoury	PPRM	2001-11-15			Etudes préalables à la révision
Rémire-Montjoly	PPRI	2001-07-25	2011-08-18	2015-12-22	Etudes préalables à la révision
Rémire-Montjoly	PPRL	2001-07-25			Etudes préalables à la révision
Rémire-Montjoly	PPRM	2001-11-15			Etudes préalables à la révision
Roura	PPRI	2002-09-05	2012-01-26		
Saint-Laurent-du-Maroni	PPRI				Elaboration prescrite le 15/05/2009
Sinnamary	PPRI				

Carte 2 : Etat d'avancement des PPRN de Guyane



Carte 3 : Territoire à risques inondation (TRI) de l'île de Cayenne

Erosion du trait de côte

Le trait de côte guyanais est un des plus dynamique du monde en raison des sédiments issus de l'Amazonie, qui migrent sous forme de banc de vase le long du plateau des Guyane, entraînant une alternance de phases d'érosion et d'accrétion.

L'érosion des plages est caractérisée par la perte de matériau vers la mer et donc un **recul du trait de côte**. En Guyane, pour les accumulations sédimentaires, ce processus peut être temporaire et cyclique et donc suivi par une période d'accumulation de matériau. Selon les périodes, en Guyane, la plage peut être protégée de l'érosion par un banc de vase.

L'érosion peut être accentuée par l'activité humaine et par l'aménagement du territoire.

Le CEREMA a produit un indicateur national de l'érosion côtière. Ce dernier permet de se rendre compte de l'évolution du trait de côte entre 1950 et 2006. On peut rapidement se rendre compte que la tendance n'est pas homogène sur le territoire guyanais et dépend de la forme du littoral :

- A l'extrême nord, entre Awala-Yalimapo et Organabo, le trait de côte a eu tendance à **reculer**, jusqu'à plus de **300 m par an**.
- Entre Organabo et l'embouchure du fleuve Sinnamary, le trait de côte a eu tendance à **avancer**, jusqu'à plus de **300 m/an**.

Les évolutions sont ensuite variables avec des passages de recul et d'autres d'avancée. À noter que les variations sont globalement non perceptibles au niveau de l'île de Cayenne.

Variation maximal du trait de côte sur la période 1950-2013, sur le bassin maritime de Guyane



Carte 25 : Evolution du trait de côte en Guyane entre 1950 et 2013 – Source : Etat des lieux DSBM Guyane

7.2. RISQUE DE MOUVEMENTS DE TERRAIN

Sources : BRGM, Géorisques, DREAL et DDT(M) concernées, DDRM concernés

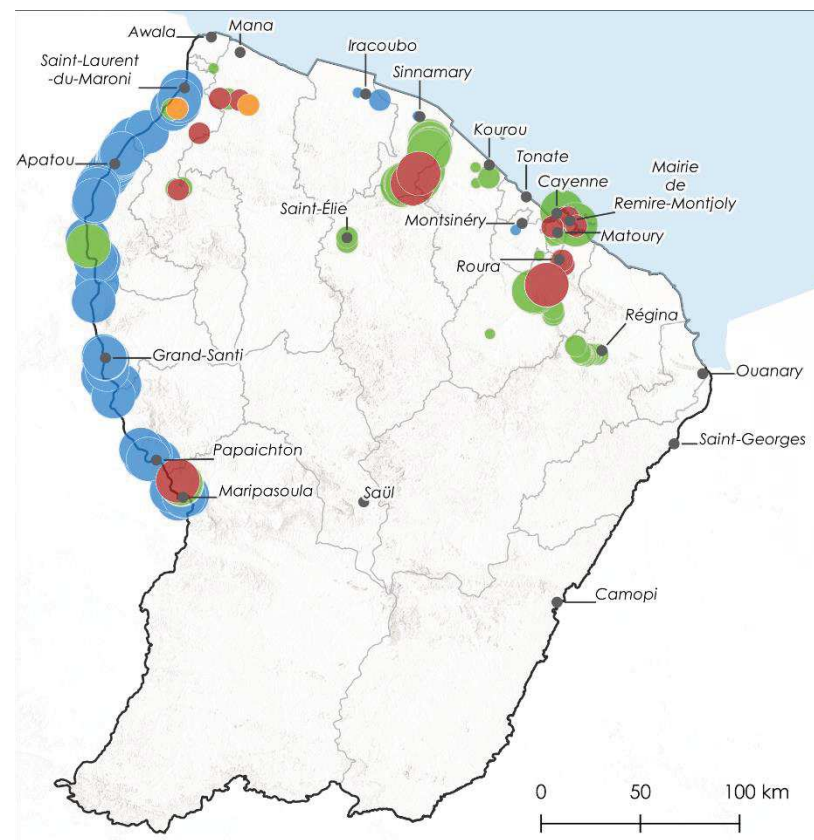
Le risque « mouvement de terrain » manifeste un **déplacement plus ou moins brutal de la surface du sol**. Ce terme regroupe une grande variété de phénomènes dont l'apparition est liée aux conditions géologiques et morphologiques d'une part, et à des déclencheurs tels que les précipitations, les séismes ou la réalisation de travaux de terrassement par exemple.

Les principales grandes classes de mouvement de terrain (ponctuel) sont :

- Les éboulements, chutes de pierres et de blocs
- Les coulées de boues
- Les érosions de berges de cours d'eau
- Les glissements de terrain et fluages



Photo 7 : Glissements de terrain sur la colline de Baduel en 2009 à Cayenne (Source : rapport d'expertise de l'épisode d'érosion marine du 14 et 15 janvier 2013, BRGM)



Éléments de contexte

□ Limites communales

Mouvements de terrain

■ Chute de blocs / Eboulement

■ Coulée

■ Erosion de berges

■ Glissement

Intensité de l'aléa

○ Fort

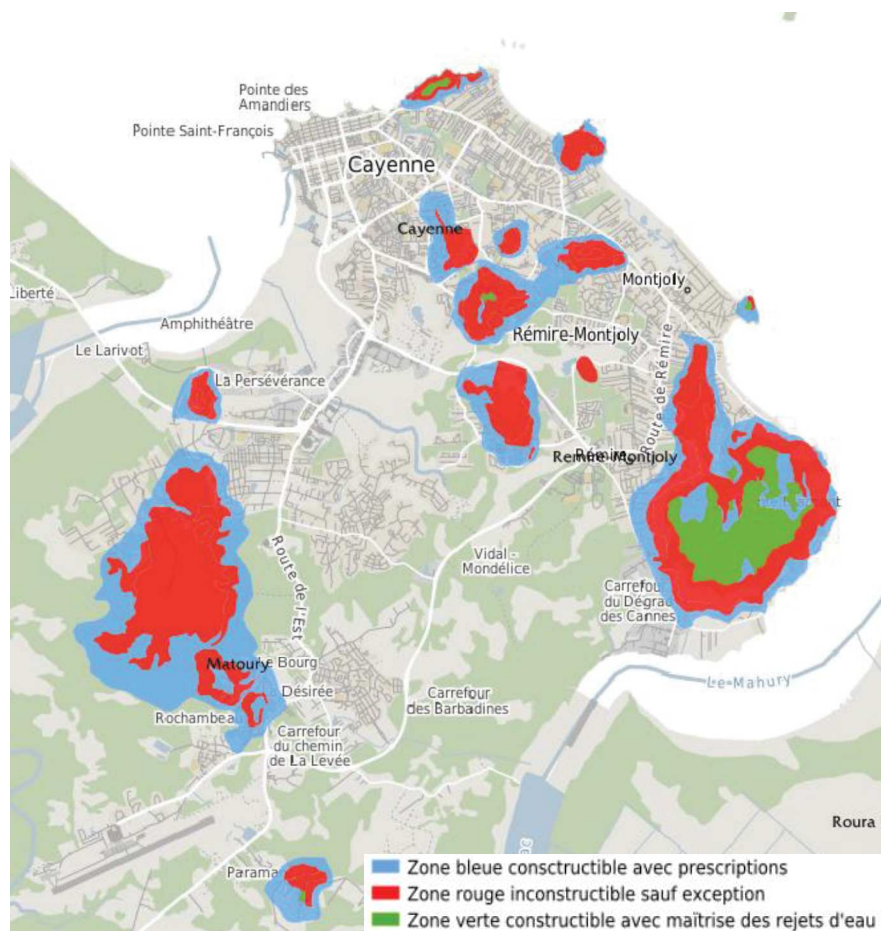
○ Moyen

○ Faible

even
CONSEIL

Carte 4 : Localisation des mouvements de terrain ponctuels. Réalisation : Even Conseil

Un **Plan de Prévention des Risques Mouvement de Terrain (PPRMT)** concerne l'île de Cayenne et fixe des zones inconstructibles ou constructibles avec prescription ou avec maîtrise des rejets d'eau.



Carte 5 : PPRMT de Cayenne – Source : Géoguyane

7.3. RISQUES TECHNOLOGIQUES

Sources : DDRM Guyane, Géo Guyane, PGRI Guyane 2016-2021,

Les risques technologiques sont le résultat de l'activité humaine sur les territoires : exploitation minière, nucléaire, ouvrages hydrauliques et transport de matières dangereuses génèrent un risque à partir du moment où un accident peut avoir des impacts sur les biens et les personnes, mais aussi la faune et la flore et les ressources naturelles. On identifie alors 5 types de risques technologiques :

- Le risque industriel
- Le risque minier
- Le risque nucléaire
- Le risque de transport des matières dangereuses
- Le risque de rupture d'ouvrages hydrauliques.

LE RISQUE INDUSTRIEL

Sur le territoire guyanais, le risque industriel est lié aux **sites SEVESO** et plus particulièrement à quatre types de produits utilisés :

- Les hydrocarbures ;
- Les gaz de pétrole liquéfié ;
- Les explosifs ;
- Les produits utilisés par le centre spatial dans le cadre de la fabrication des lanceurs Ariane (ergol).

Ces risques se concentrent sur **le littoral** et plus particulièrement sur **la commune de Kourou** qui accueille le centre spatial et des entreprises en lien avec ce dernier. Sur le littoral guyanais, **104 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** sont recensées dont **4 classées**

Seveso seuil bas (risque important) et **18 classées Seveso seuil haut** (risque majeur).

Ces activités SEVESO Seuil Haut sont, pour la plupart, encadrées par des **Plans de Prévention des Risques Technologiques** (PPRT – Risque industriel) qui permettent de limiter le risque en écartant les populations des zones exposées, ou en gérant les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé, à des fins de protection des personnes et de l'environnement.

4 Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) sont approuvés en Guyane :

- Le PPRT du Centre Spatial Guyanais sur les communes de Kourou et Sinnamary ;
- Le PPRT de l'établissement Guyanexplo ;
- Le PPRT de l'établissement SARA sur la commune de Rémire-Montjoly ;
- Le PPRT de l'établissement SARA sur la commune de Kourou.

TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport, par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation et déversant des matières dangereuses. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement.

En Guyane, les transports de matières dangereuses peuvent se faire via **les routes** (RN1, RN2 et quelques départementales), **le fleuve** (Maroni et

Oyapock) ou **les canalisations d'hydrocarbures** de Kourou, Matoury et Rémire-Montjoly. Les **communes du littoral** et les **communes situées à proximité des fleuves Maroni et Oyapock** sont concernées par le risque de transport de matières dangereuses. **Les ports** sont également des lieux de réception de marchandise dangereuse, notamment les ports de Dégrad des Cannes, Kourou et Saint Laurent du Maroni. Ces transports sont à mettre en relation avec les entreprises classées SEVESO.

LE RISQUE DE RUPTURE D'OUVRAGES HYDRAULIQUES

Dans l'hypothèse d'une rupture brutale d'un ouvrage, une puissante onde de crue dévastatrice se propagerait rapidement vers l'aval. **Les barrages** sont ainsi soumis à un règlement et une gestion stricte, ils font, par ailleurs, l'objet d'un **Plan Particulier d'Intervention** (PPI) qui se déclenche à la suite de l'incident pour organiser la gestion de crise.

Deux barrages sont présents sur le territoire guyanais : le principal est le **barrage de Petit-Saut** sur la commune de Sinnamary, d'une hauteur de 45 m et pouvant stocker plus de 15 millions de m³. Il est soumis à un Plan Particulier d'Intervention, en vue de la protection des populations, des biens et de l'environnement. Le principal risque pris en compte est lié aux **crues**. La propagation de l'onde en cas de rupture (étendue, temps) est étudiée dans ce PPI. Ainsi, la ville de Sinnamary, située à environ 40 km du barrage, serait atteinte en environ 5 h par l'onde de choc.

Le **barrage de Rorota**, sur la commune de Rémire-Montjoly, est de plus petite dimension et n'est pas soumis à cette réglementation.

7.4. SYNTHESES DE LA THEMATIQUE : RISQUES LITTORAUX



ATOUTS

- De nombreux dispositifs de gestion des risques ;
- Une connaissance poussée du risque inondation du territoire.



FAIBLESSES

- Des risques naturels majeurs et une urbanisation plus importante sur les communes littorales ;
- Un littoral exposé fortement au phénomène d'érosion ;
- Des risques technologiques concentrés sur 2 communes du littoral.



OPPORTUNITES

- Des outils mises en place pour la prévention des risques (PPRL, PPRI) ;
- La définition d'un TRI sur l'île de Cayenne ;
- L'instauration d'une Opération d'intérêt national (OIN) ;
- Le PGRI 2022-2027 (Plan de Gestion du risque inondation) ;
- L'Observatoire de la Dynamique Côtière de Guyane.



MENACES

- Un littoral soumis à une augmentation des phénomènes de submersion marine et d'érosion côtière, menaçant des zones à forts enjeux humains et économiques ;
- Une augmentation prévisible de la population et de l'urbanisation dans les secteurs les plus exposés.

- Concilier aménagement de l'espace et prise en compte des risques en respectant les espaces de liberté des cours d'eau et les zones d'expansion des crues et en tenant compte des phénomènes d'érosion du trait de côte ;
- Développer des capacités de résilience des territoires les plus exposés face aux phénomènes d'inondation ;
- Réduire le phénomène de ruissellement des eaux pluviales ;
- Prévenir les épisodes de submersion marine.

ENJEUX

8. SANTE ENVIRONNEMENT

AU REGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ...

Avec les projections d'augmentation du niveau moyen de la mer et de saisons sèches plus marquées d'ici la fin du XXI^{ème} siècle, la vulnérabilité des captages d'eau aux phénomènes d'intrusions salines pourrait s'aggraver. En effet, en période d'étiage (basses eaux) la marée pénètre plus facilement les fleuves et l'intrusion saline peut se faire ressentir plus en amont.



8.1. QUALITE DES EAUX DE BAINNADE

Le bassin de Guyane compte **20 points de suivi de baignade** dont 12 sont localisés en mer et 8 en eau douce. Le suivi du contrôle sanitaire de 2018 montre que seulement **4 sites** présentent une **qualité suffisamment bonne** pour la baignade : Crique Canceler (qualité excellente), la plage Louis Caristan (bonne qualité), la plage des Hattes et la plage du Rorota (qualité suffisante).

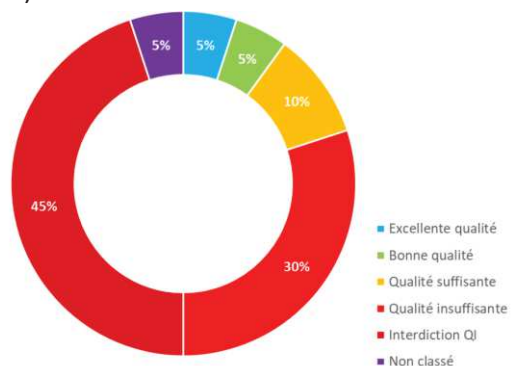
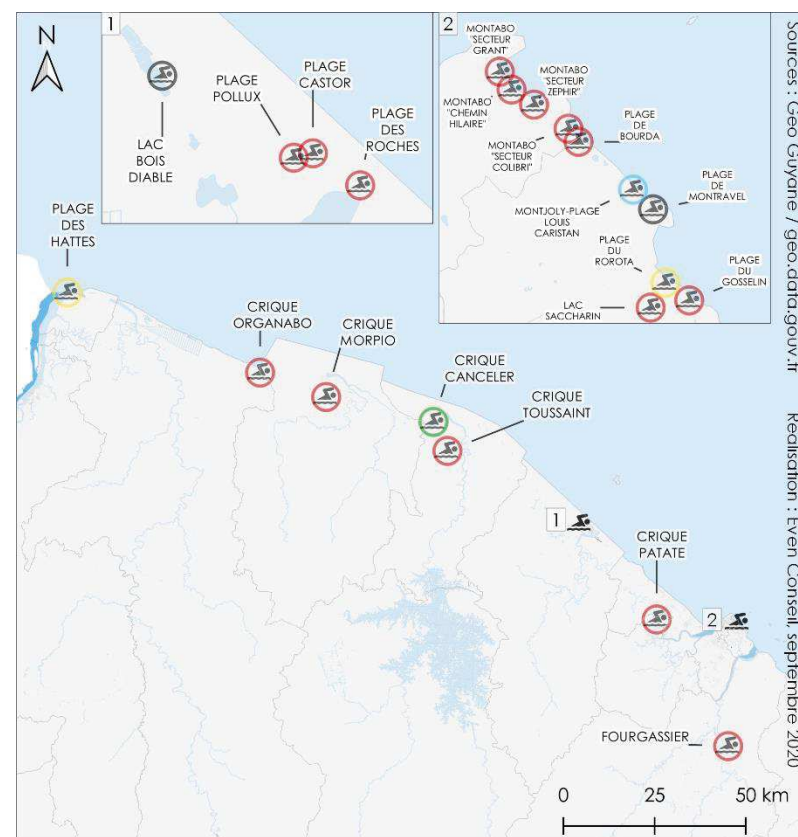


Figure 11 : Qualité des sites de baignade en Guyane en 2018 (Source : ARS, Etat des lieux du SDAGE, 2019)



Eléments de contexte

□ Limites communales

Qualité des eaux de baignade par site

- Qualité excellente
- Bonne qualité
- Qualité suffisante
- Qualité insuffisante
- Non classé
- Zoom

even
CONSEIL

Carte 6 : Localisation des zones de baignade en fonction des résultats de suivi qualité
Source : Etat des lieux du SDAGE, 2019.

Depuis plusieurs années, un phénomène d'échouage de sargasses est constaté sur l'arc antillais et dans une moindre mesure en Guyane, avec des algues en provenance d'une zone d'accumulation identifiée au large de la Guyane et du Brésil.

L'accumulation massive de ces algues sur les plages peut être à l'origine de risques sanitaires pour l'homme et les animaux domestiques (par la production de sulfure d'hydrogène lors de la dégradation des algues). Les mesures réalisées récemment en Guyane n'ont cependant mis en évidence aucune émanation toxique. Ces algues ne présentent aucun danger par contact direct dans l'eau mais se baigner dans des étendues d'algues en mer peut amener à un risque de noyade (lié à la compacité de ces algues).

8.2. LES MALADIES VECTORIELLES

Le paludisme et la dengue constituent en Guyane les deux maladies vectorielles les plus répandues. La répartition géographique de ces maladies, ainsi que celle de leurs vecteurs est très diversifiée. Le paludisme sévit surtout le long des fleuves frontaliers Maroni et Oyapock considérés comme des secteurs d'endémie palustre à transmission permanente. Selon le Conseil général de la Guyane, on recense entre 3000 et 5000 cas de paludisme par an. La dengue se manifeste généralement par des phénomènes épidémiques (1992, 1996, 2005, 2006). La répartition est plutôt littorale et urbaine avec de nombreux cas dans l'île de Cayenne. La prévalence croissante de cette maladie est directement liée à des manifestations d'insalubrité publique favorisant le développement des gîtes larvaires : modes d'urbanisation rapide et spontanée, situation préoccupante de l'élimination des déchets et de la gestion des eaux usées.

De plus, les inondations peuvent indirectement favoriser la transmission des maladies à transmission vectorielle, comme le paludisme et la dengue, en favorisant la multiplication des gîtes larvaires.




Photo 8 : Epidémie de dengue (source : outremer 360)

8.3. SYNTHESE DE LA THEMATIQUE SANTE ENVIRONNEMENT

 ATOUTS	 FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> Des points de suivi de baignade répartis sur le littoral. 	<ul style="list-style-type: none"> Une qualité des eaux de baignade globalement insuffisante ; Un phénomène d'échouage de sargasses depuis plusieurs années ; Une insalubrité publique favorisant le développement des gîtes larvaires ; Un manque de connaissances sur la contamination des poissons aux métaux lourds, plastiques et autres polluants.
 OPPORTUNITES	 MENACES
<ul style="list-style-type: none"> La mise en place d'actions de prévention et de sécurité ; Le lancement d'une stratégie métaux lourds par l'ARS 	<ul style="list-style-type: none"> Une augmentation de la population exposée aux maladies vectorielles.

- Le plan régional de lutte contre le paludisme.

 ENJEUX
<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité des eaux de baignade ;

9. ENERGIE CLIMAT

AU REGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ...



Le changement climatique pourrait affecter la part de l'électricité actuellement produite par le barrage de Petit Saut (hydroélectricité). Le barrage de Petit Saut apparaît comme un élément primordial du système électrique du littoral : il est capable de produire jusqu'à 60% de l'énergie électrique consommée en Guyane. Par ailleurs, des modélisations écosystémiques utilisant les projections climatiques montrent un déclin potentiel de la productivité de la forêt tropicale, c'est-à-dire la quantité de carbone piégé, liée à la baisse des précipitations. Ce déclin pourrait avoir des impacts majeurs sur le cycle mondial du carbone (Cox et al. 2004).

9.1. RESSOURCES ENERGETIQUES

D'après le SRCAE Guyane de 2012, la répartition de la production électrique en 2011 est issue pour 43% de l'hydraulique via le barrage de Petit Saut, de 0,2% par le solaire photovoltaïque au sol et en toiture et de 0,7% par la biomasse. La dépendance aux hydrocarbures est donc clairement visible dans la production d'électricité au travers du taux de couverture de 43% par les centrales thermiques. La maîtrise des consommations est une préoccupation majeure pour le territoire Guyanais, la croissance démographique et l'augmentation du taux d'équipements des ménages entraînent d'ores et déjà une croissance importante de la consommation énergétique (+ 42% pour l'électricité et +52 % pour le gazole entre 2000 et 2009).

La Guyane dispose d'un gisement en énergie renouvelable intéressant de par sa variété et sa quantité exploitable, un atout pour le développement énergétique. De plus, l'objectif de rendre la Guyane autonome sur le plan énergétique (engagement du CIOM) à horizon 2030 souligne l'importance d'envisager de nouveaux gisements, voire d'encourager de nouvelles technologies dans ce secteur.

HYDROELECTRICITE

L'hydroélectricité constitue aujourd'hui le **premier moyen de production d'énergie renouvelable en Guyane** : environ **50%** de la production électrique du réseau est assurée par le **barrage de Petit-Saut** qui possède une puissance de **113,6 MW**. Le reste de la production électrique provient de la centrale au fil de l'eau de Saut Mama Valentin (4,5 MW), la centrale biomasse de Kourou (2 MW), et des installations photovoltaïques et thermiques de Dégrad-des-Cannes, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni.

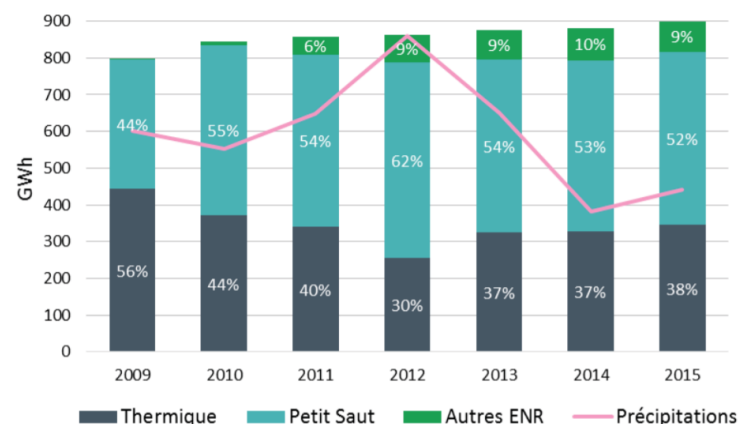
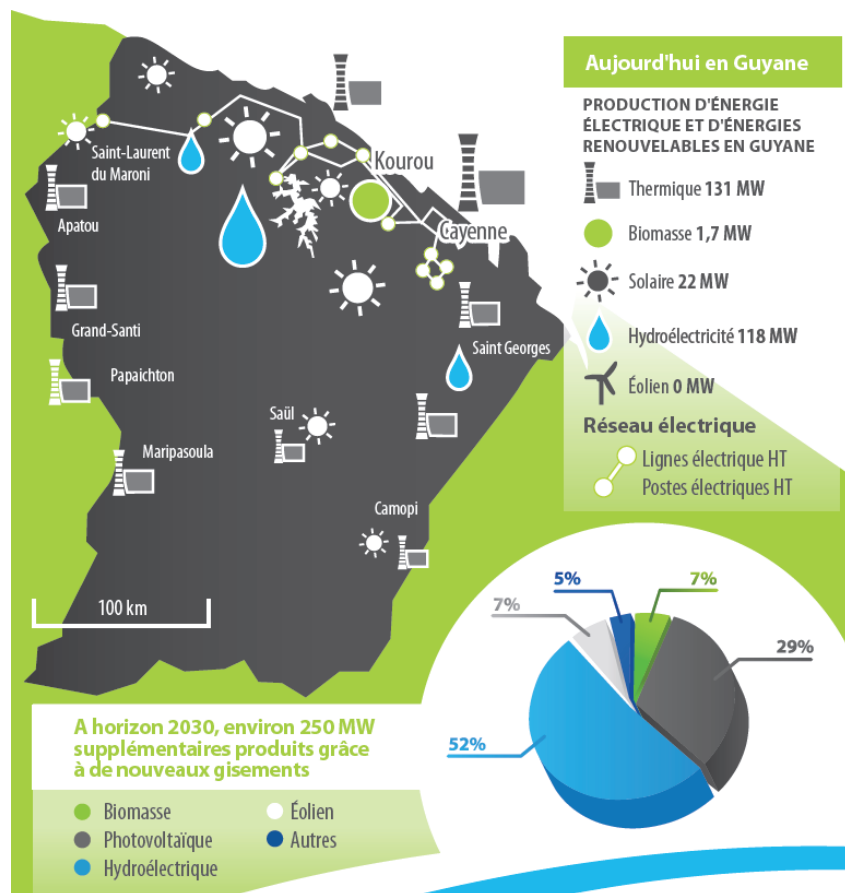


Figure 12 : Evolution 2009-2015 du mix électrique guyanais. Source : Bilan énergétique régional 2015, Observatoire de l'énergie de Guyane

Du fait de son climat humide et de la présence de grands fleuves, le bassin de Guyane constitue un **territoire favorable au développement de l'hydroélectricité**. La puissance installée est d'environ **119 MW** et la production moyenne de **538 GWh/an** pour 2018 selon EDF, ce qui est environ équivalent à la production hydroélectrique de la région Bretagne



Graphique 1 : Production électrique en Guyane. Source : SRCAE Guyane 2012.

Les installations hydroélectriques peuvent avoir des **impacts physiques** sur les cours d'eau (perturbation de la continuité sédimentaire et du régime hydrologique), mais également sur la **continuité écologique** en perturbant les espèces aquatiques et leurs habitats. Par exemple, le barrage de Petit Saut a recouvert d'eau plus de 300 km² de forêt et a ainsi modifié le système en place : les écosystèmes forestier et fluvial sont devenus un système lacustre. Malgré le suivi de l'impact du barrage sur l'environnement et les opérations de sauvetage de la faune, l'impact sur le milieu naturel est important.

De plus, les évolutions nationales et européennes en matière d'énergie (outil important pour la transition énergétique, baisse continue du prix de gros qui pourrait modifier les équilibres économiques, mise en concurrence annoncée des concessions hydroélectriques) sont de nature à modifier progressivement le contexte et questionner les enjeux de l'hydroélectricité ainsi que les modèles économiques et sociétaux tout en tenant compte des enjeux environnementaux.

SOLAIRE THERMIQUE ET PHOTOVOLTAÏQUE



L'énergie solaire thermique et photovoltaïque bénéficie de conditions favorables et se développent prioritairement dans les régions qui possèdent un fort ensoleillement. Le gisement solaire moyen annuel de la Guyane s'élève à 1222 kWh/m²/an. Les installations situées sur le littoral auront tendance à produire d'avantage que les chiffres indiqués (environ 10% de plus).



ENERGIES MARINES


Les énergies marines peuvent mobiliser la force de la houle, des marées, des vagues, des courants ou encore la différence de température entre la surface et le fond marin (système SWAC Sea Water Air Conditioning). Selon la DEAL Guyane, « *Les côtes guyanaises sont caractérisées par de faibles profondeurs et un envasement naturel très fort limitant d'autant l'usage de l'énergie marine* ».

En Guyane, le potentiel en énergie marine est peu connu et reste donc à étudier, c'est d'ailleurs un des objectifs du SRCAE. Cependant, les côtes guyanaises sont caractérisées par de faibles profondeurs et un envasement naturel très fort limitant d'autant l'usage de l'énergie marine. En ce sens, les perspectives d'exploitation, les contraintes associées et les impacts engendrés sur l'environnement sont à préciser. L'étude ADEME 2020 Vers l'autonomie énergétique en zone non interconnectée en Guyane décrit des hypothèses de développement pour les filières éolienne offshore et hydrolienne marine dans le cadre d'un scénario optimiste, à une échéance de 2030, mais ne prend pas en compte la faisabilité des projets.

9.2. SYNTHESE

 ATOUTS	 FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Un gisement en énergie renouvelable intéressant. 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de connaissances et de maîtrise des technologies des EnR (installation et maintenance) pour l'ensemble des gisements potentiels et particulièrement sur les énergies marines. • Les contraintes liées au dimensionnement du réseau électrique.




 OPPORTUNITES	 MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration de documents prenant en compte le changement climatique et la production d'énergie renouvelable comme le SAR ou le PADD du SCoT de la CACL ; • L'émergence de nouveaux types d'énergies renouvelables comme les hydroliennes ; • La révision de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). 	<ul style="list-style-type: none"> • La croissance démographique va entraîner une augmentation de la consommation énergétique ; • Les impacts environnementaux des projets ENR sur le littoral et sur le milieu marin.

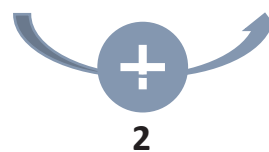
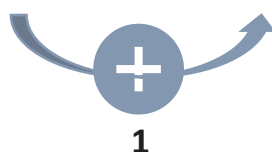
 ENJEUX
<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes marins et littoraux dans le développement des énergies renouvelables ; • Favoriser la résilience du territoire face au changement climatique.

10. PERSPECTIVES D'EVOLUTION ET HIERARCHISATION DES ENJEUX

L'analyse de l'état initial de l'environnement permet d'établir les enjeux environnementaux du territoire et l'état actuel de chaque thématique. La hiérarchisation de ces enjeux est une étape importante de la démarche d'évaluation environnementale stratégique.

Tableau 2 : Clé de lecture de hiérarchisation des enjeux

ÉTAT ACTUEL	NIVEAU ENJEU		LEVIER D'ACTION
	TRANSVERSALITE	SPATIALISATION	
 Médiocre : 3	Forte : 3	Global (Bassin maritime voire au-delà) : 3	+++ Levier d'action fort : 3
 Moyen : 2	Assez Forte : 2	Littoral : 2	++ Levier d'action moyen : 2
 Bon : 1	Faible : 1	Localisé : 1	+ Levier d'action faible : 1





1 – L'état actuel au regard de la transversalité de l'enjeu et de sa spatialisation permet d'identifier le niveau d'enjeu.

2- Ensuite, le niveau d'enjeu est mis en perspective avec le levier d'action du DSBM qui traduit la force dont dispose le DSBM pour répondre à l'enjeu.

3 – L'addition des notes attribuées à l'état actuel, au niveau d'enjeu et levier d'action, tenant compte des coefficients de pondération, définit le niveau de priorité de l'enjeu. Ainsi, lorsque la note finale sera inférieure à 10 le niveau de priorité de l'enjeu sera faible et il sera fort lorsque celle-ci sera supérieure ou égale à 17.

NIVEAU DE PRIORITE	
0 à 10	Faible
10 à 17	Moyen
17 et +	Fort

10.1. GRANDES CARACTERISTIQUES TERRITORIALES





COEFFICIENT DE PONDERATION	ETAT ACTUEL	TRANSVERSALITE DE L'ENJEU	SPATIALISATION DE L'ENJEU	NIVEAU DE LEVIER D'ACTION	NIVEAU DE PRIORITE
	3	1	1	2	
S'assurer d'un aménagement économe en espace permettant d'enrayer l'artificialisation des sols		FORTE	GLOBAL	++	FORT
Prendre en compte les évolutions climatiques dans l'aménagement des espaces littoraux		ASSEZ FORTE	LITTORAL	+++	FORT

PERSPECTIVES D'EVOLUTION



L'augmentation de la population entrainera une progression de l'artificialisation des sols sur des secteurs littoraux déjà sensibles. En revanche, le déploiement des documents d'urbanisme devrait permettre de mieux encadrer l'aménagement du territoire. Si le dérèglement climatique est déjà perceptible, les outils régionaux, nationaux et locaux (LTECV, PNACC 2, SNBC, SAR et PADD du SCoT) devraient contribuer à tendre vers un territoire plus résilient.

10.2. ETAT DES MASSES D'EAU COTIERES ET DE TRANSITION





COEFFICIENT DE PONDERATION	ETAT ACTUEL	TRANSVERSALITE DE L'ENJEU	SPATIALISATION DE L'ENJEU	NIVEAU DE LEVIER D'ACTION	NIVEAU DE PRIORITE
	3	1	1	2	
Prendre en compte les effets du changement climatique sur la qualité de l'eau (augmentation du niveau de la mer et de la température de l'eau)		ASSEZ FORTE	GLOBAL	++	MOYEN
Lutter contre les pollutions des rejets ponctuels et diffus		ASSEZ FORTE	GLOBAL	++	MOYEN
Lutter contre les pollutions liées à l'activité extractive		ASSEZ FORTE	GLOBAL	+	MOYEN
S'assurer d'une gestion équilibrée de la ressource eau permettant le bon fonctionnement des milieux aquatiques et la satisfaction de l'ensemble des usages (AEP, agriculture, industrie, loisirs, etc.).		ASSEZ FORTE	GLOBAL	+	MOYEN



PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Le changement climatique va notamment entraîner une augmentation des températures des océans, une élévation du niveau de la mer.

10.3. ECOSYSTEMES MARINS ET COTIERS



COEFFICIENT DE PONDERATION	ETAT ACTUEL	TRANSVERSALITE DE L'ENJEU	SPATIALISATION DE L'ENJEU	NIVEAU DE LEVIER D'ACTION	NIVEAU DE PRIORITE
	3	1	1	2	
Améliorer la connaissance sur les espèces patrimoniales et les milieux remarquables		FAIBLE	GLOBAL	+++	FORT
Préserver les écosystèmes marins et littoraux		FORTE	GLOBAL	+++	FORT
Maîtriser l'expansion d'espèces invasives		ASSEZ FORTE	GLOBAL	+	MOYEN
Sensibiliser le grand public aux écosystèmes marins et côtiers		FAIBLE	GLOBAL	+++	MOYEN



PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Des milieux naturels et notamment des zones humides littorales pourront être menacés par la montée du niveau de la mer. L'augmentation des températures pourra également avoir des impacts sur les espèces. L'augmentation de la population et de l'urbanisation pourra également empiéter sur des milieux naturels, malgré les documents d'urbanisme.

10.4. PAYSAGE ET PATRIMOINE DU LITTORAL




COEFFICIENT DE PONDERATION	ETAT ACTUEL	TRANSVERSALITE DE L'ENJEU	SPATIALISATION DE L'ENJEU	NIVEAU DE LEVIER D'ACTION	NIVEAU DE PRIORITE
	3	1	1	2	
Préserver et valoriser le patrimoine bâti remarquable et vernaculaire		FAIBLE	LOCALISE	+	FAIBLE
Préserver et valoriser la diversité des entités paysagères et renforcer les aménités paysagères et patrimoniales		FAIBLE	GLOBAL	+	FAIBLE



PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Malgré l'élaboration de documents de planification, l'augmentation de la population conduira à l'augmentation de l'artificialisation des sols sur des secteurs déjà sous tension, notamment sur les secteurs littoraux de Cayenne et Kourou.

10.5. SOLS ET SOUS-SOLS




COEFFICIENT DE PONDERATION	ETAT ACTUEL	TRANSVERSALITE DE L'ENJEU	SPATIALISATION DE L'ENJEU	NIVEAU DE LEVIER D'ACTION	NIVEAU DE PRIORITE
	3	1	1	2	
Diversifier la ressource en matériaux		FAIBLE	GLOBAL	++	FORT
Améliorer la connaissance des gisements potentiels exploitables en sables et granulats marins et de l'impact de leur exploitation comparativement aux potentialités de développement à terre		FAIBLE	GLOBAL	+++	MOYEN
Mener des études complémentaires sur les sites potentiellement exploitables identifiés		FAIBLE	LOCALISE	+++	MOYEN



PERSPECTIVES D'EVOLUTION

L'augmentation de la population conduira à l'augmentation de l'artificialisation des sols et donc l'augmentation de l'imperméabilisation des sols sur des secteurs déjà sous tension, notamment sur les secteurs littoraux de Cayenne et Kourou. De plus, avec une demande en matériaux croissante, les activités extractives pourraient augmenter, mettant les sols à nu et augmentant le risque d'érosion.

10.6. ACTIVITES LIEES A LA MER



COEFFICIENT DE PONDERATION	ETAT ACTUEL	TRANSVERSALITE DE L'ENJEU	SPATIALISATION DE L'ENJEU	NIVEAU DE LEVIER D'ACTION	NIVEAU DE PRIORITE
	3	1	1	2	
Améliorer la connaissance et le suivi des ressources halieutiques et les interactions environnementales		FAIBLE	GLOBAL	+++	FORT
Améliorer la connaissance sur les pratiques de loisirs		FAIBLE	GLOBAL	+++	MOYEN
Développer les infrastructures, services et équipements en tenant compte des enjeux de préservation		FAIBLE	GLOBAL	+++	FORT





PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Les écosystèmes marins et littoraux pourront être menacés par la modification des équilibres océaniques (hausse de la température moyenne, élévation du niveau moyen de la mer...). L'augmentation des températures pourra notamment avoir des impacts sur les espèces. Le développement des activités portuaires, de pêches, touristiques et de loisirs pourra également empiéter sur des milieux naturels, malgré les documents qui les encadrent.

10.7. RISQUES LITTORAUX

COEFFICIENT DE PONDERATION	ETAT ACTUEL	TRANSVERSALITE DE L'ENJEU	SPATIALISATION DE L'ENJEU	NIVEAU DE LEVIER D'ACTION	NIVEAU DE PRIORITE
	3	1	1	2	
Concilier aménagement de l'espace et prise en compte des risques en respectant les espaces de liberté des cours d'eau et les zones d'expansion des crues et en tenant compte des phénomènes d'érosion du trait de côte		ASSEZ FORTE	GLOBAL	+	MOYEN
Développer des capacités de résilience des territoires les plus exposés face aux phénomènes d'inondation		FAIBLE	GLOBAL	++	FORT

Réduire le phénomène de ruissellement des eaux pluviales	 i.	ASSEZ FORTE	GLOBAL	+	MOYEN
Prévenir les épisodes de submersion marine	 ii.	FORTE	LITTORAL	+++	FORT



PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Face à l'augmentation de la fréquence des événements de précipitations extrêmes, de la population, mais également du niveau de la mer, le territoire devrait connaître une augmentation du risque inondation dans de nombreuses zones urbaines.

Avec le changement climatique, le recul du trait de côte est un phénomène auquel les citoyens et les pouvoirs publics se confrontent de plus en plus.



10.8. SANTÉ ENVIRONNEMENT



	ETAT ACTUEL	TRANSVERSALITE DE L'ENJEU	SPATIALISATION DE L'ENJEU	NIVEAU DE LEVIER D'ACTION	NIVEAU DE PRIORITE
COEFFICIENT DE PONDERATION	3	1	1	2	
Réduire la prévalence des maladies vectorielles		FAIBLE	GLOBAL	+	MOYEN
Améliorer la qualité des eaux de baignade		ASSEZ FORTE	GLOBAL	+++	FORT



PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Les maladies vectorielles peuvent être affectées par le changement climatique, notamment en modifiant l'aire de répartition des vecteurs. Selon une étude parue dans la revue Geospatial health (Khormi & Kumar, 2014), le réchauffement climatique pourrait rendre certaines régions tropicales moins favorables à Ae. aegypti, notamment la Guyane.

10.9. ENERGIE CLIMAT

	ETAT ACTUEL	TRANSVERSALITE DE L'ENJEU	SPATIALISATION DE L'ENJEU	NIVEAU DE LEVIER D'ACTION	NIVEAU DE PRIORITE
COEFFICIENT DE PONDERATION	3	1	1	2	
Prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes marins et littoraux dans le développement des énergies renouvelables		ASSEZ FORTE	GLOBAL	+++	FORT
Favoriser la résilience du territoire face au changement climatique		ASSEZ FORTE	GLOBAL	+++	FORT



PERSPECTIVES D'EVOLUTION

L'augmentation de la population va entraîner une consommation énergétique plus importante sur le territoire. Cependant, les outils régionaux, nationaux et locaux (LTECV, PNACC 2, SNBC, SAR, et SCoT) devraient contribuer à réduire les consommations énergétiques par habitant et augmenter la part des énergies renouvelable.

11. ANALYSE DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE SANS LA MISE EN ŒUVRE DU DSBM

L'évolution de l'environnement sur le territoire dans les années à venir va dépendre des dynamiques en cours, à la fois impulsées et mises en œuvre, qui influenceront les différentes thématiques. Ces dynamiques, d'ordre naturel ou anthropique, sont interdépendantes. Du fait de la hausse des températures liée au changement climatique, les espèces mobiles migrent pour trouver de meilleures conditions de vie de plus en plus d'espèces exotiques s'implantent dans des secteurs où elles étaient jusqu'alors inconnues.

Accentués par le changement climatique, les risques naturels sont amenés à s'amplifier dans les années à venir (augmentation de la fréquence et de l'amplitude des événements climatiques extrêmes). Une importante partie de la population de la Guyane est soumise à au moins un risque naturel, qu'il soit lié à l'action de la mer, aux mouvements de terrains ou encore aux inondations. Les modifications climatiques futures vont certainement aggraver l'exposition des populations et des infrastructures aux aléas naturels, en particulier sur le littoral.

En effet, cette amplification va directement impacter l'occupation du sol et certains écosystèmes particulièrement vulnérables comme les milieux naturels du littoral (érosion côtière et submersion marine) et les forêts (feux de forêt). Cette particularité constitue une fragilité et induit de fortes contraintes pour l'aménagement de la zone côtière. Parmi les enjeux environnementaux majeurs, on peut citer la protection des espèces animales qui ont un statut d'espèces menacées ou vulnérables, en particulier en protégeant les plages de ponte des tortues marines. De même le littoral est composé d'une mosaïque de milieux naturels, dont certains rares à l'échelle de la Guyane, sont donc porteurs d'enjeux forts, tel que les savanes et les forêts sur sables blancs.

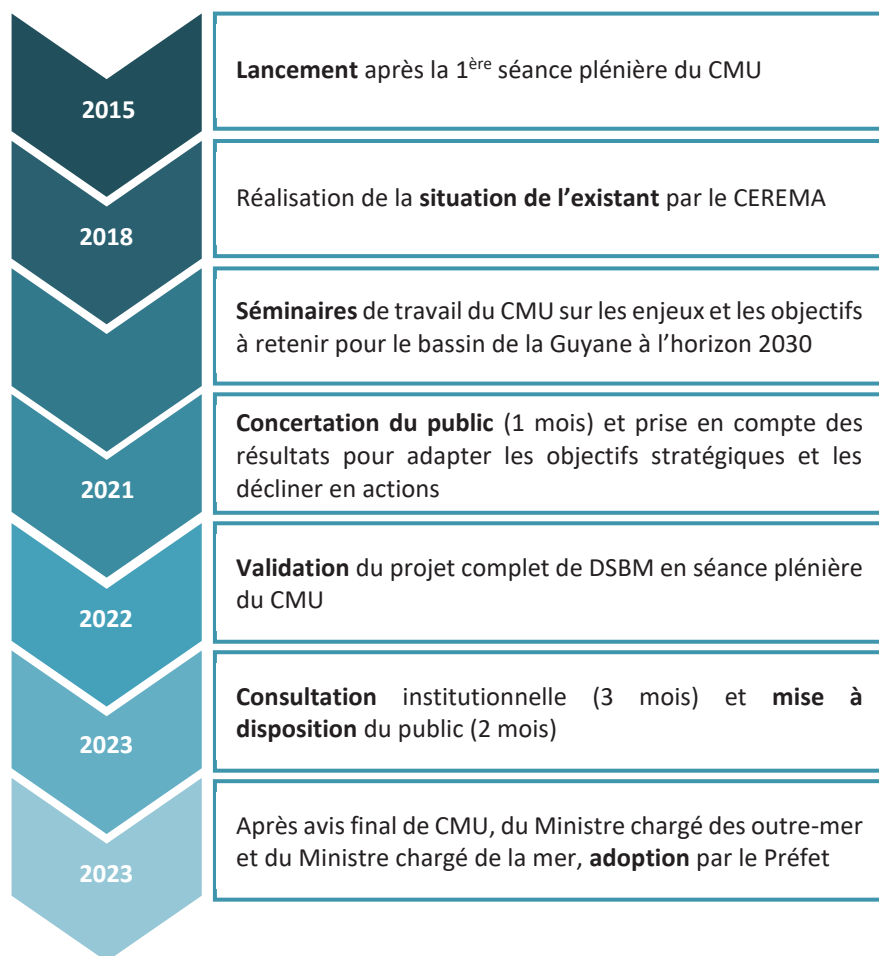
L'augmentation de la population pourrait avoir de multiples conséquences sur l'environnement. Elle est liée à la consommation d'espace pour la construction de nouveaux logements et d'équipements annexes, d'équipements touristiques... Cela aurait pour conséquence la dégradation ou la disparition de nombreux habitats naturels, créant des ruptures dans les réseaux écologiques susceptibles de fragiliser les espèces associées.

La réduction des consommations énergétiques du territoire et le développement des énergies renouvelables initiés et futurs aura des effets positifs sur le bilan énergétique du territoire en particulier en réduisant les émissions de GES, liées à la production d'énergie et en limitant le recours à des sources énergétiques polluantes.

L'amélioration des connaissances sur les différents patrimoines est un préalable indispensable pour pouvoir, d'une part, les prendre en compte dans l'aménagement du territoire, et d'autre part, pour les intégrer dans des programmes de réhabilitation/restauration et de préservation.

V. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ET JUSTIFICATION DES CHOIX

1. LE PROCESSUS D'ELABORATION DU DSBM



2. ORGANISATION DE LA CONCERTATION DU PUBLIC

La concertation préalable s'est déroulée en Guyane du 2 au 28 novembre 2021. Elle a été menée sous forme d'un questionnaire ouvert à tous, usagers de la mer ou non, de réunions publiques dans plusieurs communes du littoral, et d'un stand tenu pendant la fête de la science, au campus de Troubiran à Cayenne. Le dossier de concertation a été mis à disposition sur le site internet des services de l'État, et des versions papiers étaient tenues disponibles dans les locaux des services de l'État à Cayenne et Saint-Laurent du Maroni, ainsi que dans les mairies. Outre les informations disponibles sur Internet, et relayées sur les réseaux sociaux, la diffusion d'un spot à la radio, la télévision et au cinéma a permis de communiquer auprès d'un large public.

2.1. REUNIONS DE CONCERTATION

Cinq réunions publiques se sont tenues sur les communes d'Awala-Yalimapo, Iracoubo, Kourou, Rémire-Montjoly et Saint-Georges de l'Oyapock. Les questions relatives à la filière pêche et à la pêche illégale étrangère sont revenues de manière récurrente dans les réunions. De même, est ressortie la problématique de l'érosion côtière, notamment dans les communes directement touchées, avec une notion d'urgence concernant le territoire de l'Ouest. Les autres préoccupations qui ressortent sont ensuite : la qualité des eaux, l'économie nautique, le transport maritime et le tourisme.

Des propositions parfois précises ont été formulées. Nous pouvons notamment retenir :

PROPOSITIONS	PRISE EN COMPTE	JUSTIFICATION
« Développement d'activités sur les plages d'Awala »	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Action 82 « Créer et aménager des sites de baignade dans l'ouest » La création d'une base nautique à Awala-Yalimpo et la réalisation d'aménagements légers à la plage des Hattes se fera dans le cadre de la mise en œuvre du SAR qui doit être compatible avec le DSBM
« Coopération éventuelle entre l'armée et les ressources aériennes de la réserve de l'Amana – création d'un observatoire de la pêche illégale - être plus ambitieux dans les objectifs du DSBM pour éradiquer la pêche illégale »	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Action 12 « Évaluer l'impact de la pêche illégale étrangère sur les stocks halieutiques » Action 13 « Mettre en place un observatoire de la pêche en Guyane » <p>A titre informatif, cette coopération a été mise en place récemment. Suite à la remarque relative à la pêche illégale, l'objectif associé dans le DSBM a été reformulé.</p>
« Souhait des pêcheurs d'aller plus au large : problème de licence et flotte non adaptée »	Oui	<p>Action 54 « Assurer le renouvellement de la flotte de pêche »</p> <p>A titre informatif, la licence est liée au navire, donc avec le renouvellement de la flotte, les licences seront revues.</p>
« Volonté de développer un port de pêche (Iracoubo)- potentiel pour développer un éco-tourisme »	Oui (partielle)	<p>Action 67 « Assurer la mise en œuvre des mesures du plan pêche concernant les infrastructures » dont certaines concernent des aménagements pour développer le port d'Iracoubo.</p> <p>Il sera possible d'ajouter une action spécifique à l'éco-tourisme, en cours de cycle si la CCDS ou Iracoubo le propose. A noter que des travaux sont déjà en cours pour l'aménagement des sites de baignades de la CCDS.</p>
« Création d'un pôle nautique et accueillir les bateaux des Antilles en hivernage (pendant période des tornades), via la création d'un port à sec »	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Action 72 « Mettre en place un port à terre sécurisé » Action 80 « Développer les clubs nautiques » Sous-Action 80-a « Développer un pôle nautique à Kourou »
« Établir des échanges entre les pays voisins »	Oui	Objectif VI.2 « Renforcer la coopération maritime avec les États voisins »
« Faire une base à Kourou pour recevoir les croisiéristes, ce qui permettrait le développement du tourisme »	Oui	Action 79 « Développer l'accueil de croisiéristes sur le territoire »
« Grosse inquiétude concernant l'érosion. Réflexion à avoir sur l'impact de l'érosion sur le domaine public car les maisons s'écroulent »	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Action 30 « Pérenniser l'observatoire de la dynamique côtière » Action 31 « Élaborer et mettre en œuvre des stratégies de gestion du littoral »

2.2. BILAN DES QUESTIONNAIRES

Le questionnaire visait à recueillir les préoccupations du public concernant la mer et le littoral, les avis concernant le projet de DSBM et l'avenir souhaité pour notre façade maritime. Il était accessible en version numérique et en version papier.

244 questionnaires ont été complétés durant la période de consultation. Parmi les répondants, 14 ont indiqué être des professionnels de la mer, en majorité de professions liées à l'environnement (gestionnaires d'espaces maritimes, association, scientifiques).

Concernant les commentaires libres, certains mentionnent simplement une thématique, quand d'autres font des propositions précises.

Les préoccupations exprimées (152 réponses exprimées) concernant le milieu marin et le littoral sont diverses et peuvent être classées selon différentes catégories :

- Préoccupations d'ordre environnemental :
 - préservation de la biodiversité et des espèces
 - préservation de la qualité de l'eau
 - propreté/lutte contre la pollution (notamment par les déchets plastiques)
 - inquiétude concernant les projets d'exploitation pétrolière offshore et les risques associés
 - d'impact sur l'environnement marin
 - lutte contre l'orpaillage illégal et ses conséquences sur la pollution fluviale
- Préoccupations d'ordre socio-économique :
 - préservation des ressources halieutiques/ lutte contre la pêche illégale

- aménagements et accès au littoral (parkings, balisages notamment)
- lutte contre l'érosion côtière/la montée des eaux marines
- la sécurité (des personnes, des biens matériels et pour la pratique d'activités nautiques)
- Préoccupations plus générales : développement des activités dans le respect de l'environnement (principalement tourisme et pêche).

Une illustration par mots-clés des préoccupations qui ressortent le plus des réponses apportées au questionnaire permet d'identifier visuellement les sujets les plus évoqués (plus le mot est cité, plus il apparaît en gros caractères) :



Nuages de mots (CEREMA)

Sur 80 réponses exprimées, 60 personnes partagent le diagnostic et les enjeux présentés (réponse : Oui à la question posée) et 20 ne les partagent pas (réponse : Non). Parmi les répondants, 25 participants ont accompagné leur réponse d'un commentaire littéral :

- Parmi ceux qui ont répondu Oui (13 commentaires) : Deux commentaires concernent la préservation de la biodiversité, un met en avant la qualité de l'eau et la problématique des déchets, un commentaire évoque des indicateurs sans objectifs chiffrés, deux commentaires sont relatifs à la pêche (organisation de la filière et impact environnemental). Un commentaire, enfin, regrette la mauvaise prise en compte de l'enjeu lié à l'insécurité.
- Parmi ceux qui ont répondu Non (12 commentaires) :
 - Sur la forme : deux commentaires évoquent un document trop technique.
 - Sur le fond : des insuffisances sont pointées : manque de prise en compte de l'écologie (2 commentaires), de l'accessibilité et de la sécurité du littoral (1 commentaire), manque d'ambition pour la plaisance (2 commentaires) et la question des déchets (1 commentaire). Deux commentaires pointent des incohérences entre la réalité et ce qui est écrit, mais semblent davantage faire référence à la partie « vision 2030 ».

Sur 77 réponses exprimées, 49 participants déclarent partager la vision pour le bassin à l'horizon 2030, 28 ne la partagent pas. Parmi les commentaires littéraux (39 exprimés) :

- Partage de la vision (16 commentaires) : Deux commentaires pointent un manque d'ambition, deux commentaires évoquent la sécurisation des littoraux, un le développement de la filière pêche et de ses infrastructures portuaires, un commentaire évoque la question des eaux usées,

un commentaire demande de s'appuyer sur les gouvernances existantes. La question des moyens alloués est également posée (1 commentaire).

- Non partage de la vision (21 commentaires) : La question du contrôle des zones de pêche est évoquée à plusieurs reprises (3 commentaires), tout comme le développement du grand port maritime (2 commentaires). La prise en compte insuffisante des fleuves et de leur aménagement, ainsi que le développement touristique ou les rejets d'eaux usées (1 commentaire), l'éducation et la formation sont jugées insuffisantes. Le manque d'ambition, une vision trop générale voire utopique sont plus généralement exprimés. Sur le plan méthodologique enfin, un commentaire suggère d'opter pour une approche territorialisée plutôt qu'une approche sectorielle.

Des actions importantes ont été mentionnées :

- pour aller vers une mer plus propre, plus productive et des écosystèmes en bonne santé (48 commentaires), les actions pour réduire et lutter contre les déchets sont le plus fréquemment citées. Viennent ensuite les actions de lutte contre la pêche illégale, la gestion des eaux usées, l'éducation et le contrôle des différents usages.
- concernant le développement des activités maritimes et littorales (46 commentaires), les actions concernant la pêche sont les plus importantes, puis celles relatives à la formation, le développement de la plaisance, et la lutte contre la pêche illégale. Des commentaires soulignent l'importance de mener les actions localement pour ce qui est de la formation et du portage des projets.

On peut souligner également que ressort la demande de renforcer les contrôles, dans tous les domaines (activités illégales, sécurité, comportements dangereux, aspects sanitaires, carburants détaxés...). La

nécessité de l'entretien des infrastructures et ouvrages est aussi cité plusieurs fois.

D'autres observations ou suggestions ont été exprimées (14 commentaires). Un commentaire souligne la complexité du questionnaire, qui fait référence à un document non adapté pour le grand public. Un autre exprime le besoin de concrétisation des actions. Plusieurs commentaires (4) encouragent à communiquer davantage vers le public. Sur des sujets peu abordés précédemment, on peut noter les propositions ou sujets suivantes : création d'une cale de mise à l'eau à Cayenne, formation des piroguiers, santé-environnement, entretien des installations.

Groupe de travail du DSBM

Après diverses réunions bilatérales, l'élaboration du projet de document stratégique de bassin maritime s'est achevée par un groupe de travail dédié au sein du CMU. Cette démarche a fait suite à la demande du CMU (séance de septembre 2022) de poursuivre la concertation avant la phase de consultations. Ce groupe de travail s'est réuni en deux ateliers au cours du mois de mars 2023. Le premier atelier était dédié à l'état des lieux et aux enjeux du territoire. Le deuxième atelier était dédié à la priorisation des objectifs et à la carte des vocations.

3. JUSTIFICATION DES CHOIX

Par essence, le DSBM doit concilier le développement des activités maritimes avec la protection de l'environnement marin, et les objectifs ont été construits en ce sens. Ainsi, les projets identifiés dans le DSBM sont nécessaires pour le développement socio-économique de la Guyane.

La définition des objectifs stratégiques est basée sur des séminaires de travail collaboratifs au sein du CMU. Ce processus a favorisé la construction d'un document consensuel. Sur certains sujets émergents

(énergie marines renouvelables, granulats marins), les échanges ont conduit à adopter des objectifs relevant de l'acquisition de connaissance plutôt que de s'orienter vers des objectifs immédiatement opérationnels. Le projet de POMU, qui a soulevé certaines réserves, est conservé dans le document en tant qu'il représente une solution à approfondir pour répondre aux enjeux de desserte du territoire ; il s'agit, sur la durée du DSBM, de poursuivre les études pour mieux cadrer ce projet de long terme.

Ce premier volet du DSBM a été proposé en concertation publique. Les réunions publiques et les réponses au questionnaire ont permis d'ajuster la formulation des objectifs et de préciser le cadre des actions à mettre en place pour l'atteinte des objectifs. (cf. résultats de la concertation)

Le volet stratégique a ensuite été spatialisé dans une carte des vocations, et le plan d'actions a été détaillé.

L'analyse de l'état des lieux et des objectifs définis précédemment a conduit à soumettre deux scénarios de carte des vocations aux membres du CMU. Les échanges ont abouti à l'adoption d'une troisième version de carte des vocations, avec notamment des choix concernant les positionnements nouveaux à faire :

La définition de nouvelles aires protégées sera du ressort de la territorialisation de la stratégie pour les aires protégées (concertation à venir). Toutefois, le DSBM identifie des zones remarquables et à forts enjeux de conservation qui mériteraient de bénéficier d'un statut de protection. La délimitation des zones de vocations a été simplifiée et le texte descriptif a été travaillé (les niveaux de protections ne sont pas qualifiés) pour éviter tout raccourci entre une zone à vocation de protection – la délimitation et le niveau de protection restant à débattre – et un zonage réglementaire opposable.

La zone propice pour la localisation du projet de POMU, du fait de sa situation dans la zone de pêche crevette, a été retenue le plus à l'est.

La localisation précise de la plateforme reste à préciser par les études préalables, en fonction des contraintes techniques, environnementales, et des activités présentes.

Concernant le développement des énergies marines renouvelables, sur la base d'une étude de l'ADEME qui s'intéresse à trois zones, il a été proposé de se concentrer sur les deux zones plus proches des espaces de consommation à terre, pour finalement ne retenir qu'une zone, commune avec le projet de POMU.

Concernant le plan d'actions, des échanges bilatéraux notamment ont permis de compléter et de détailler les propositions faites lors des séminaires de travail ou issues de la concertation préalable. Pour plus de clarté, et au vu des informations disponibles :

Certaines actions ont été décomposées en sous-actions, par exemple pour un même type d'action concernant plusieurs sites.

D'autres actions ont à l'inverse été regroupées, par exemple les actions concernant les activités de pêche professionnelle, faisant l'objet de fiches déjà détaillées dans le plan pour le développement et la modernisation de la filière « pêche » en Guyane. Certaines actions restent dissociées, dans une logique de répartition par rapport aux objectifs stratégiques, ou pour leur donner plus de poids (par exemple l'action relative au renouvellement de la flotte).

Des actions ont été repositionnées par rapport aux objectifs stratégiques, par exemple concernant les aménagements de plage.

L'action relative aux récifs artificiels a été supprimée, compte tenu du manque de visibilité sur la finalité de cette action et de ses impacts environnementaux.

VI. MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET DE DSBM A ETE RETENU NOTAMMENT AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. OBJECTIFS EN MATIERE DE GESTION DE L'EAU ET DE LA MER EN LIEN AVEC LA SANTE PUBLIQUE

CADRE DES OBJECTIFS INTERNATIONAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Protocole sur l'eau et la santé de 1996 : L'objectif principal du protocole est de protéger la santé et le bien-être de l'Homme par une meilleure gestion de l'eau, y compris la protection des écosystèmes aquatiques, et par la prévention, le contrôle et la réduction des maladies liées à l'eau. Ce protocole est le premier accord international de ce type adopté spécifiquement pour assurer un approvisionnement suffisant en eau potable salubre et un assainissement adéquat pour tous, et protéger efficacement l'eau utilisée comme source d'eau potable. • Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 : Son champ d'application est vaste et couvre l'ensemble de l'espace marin et de ses utilisations, y compris la navigation et le survol, l'exploration et l'exploitation des ressources, la conservation des ressources biologiques, la protection et la préservation du milieu marin et la recherche scientifique marine.
CADRE DES OBJECTIFS EUROPEENS	<ul style="list-style-type: none"> • Politique maritime intégrée (PMI) de l'Union européenne de 2007 : Elle constitue une approche globale de toutes les politiques de l'Union européenne relatives à la mer. Elle repose sur l'idée qu'en coordonnant son vaste éventail d'activités interconnectées relatives aux océans, aux mers et aux côtes, l'Union peut davantage tirer profit de son espace maritime tout en diminuant l'impact sur l'environnement. • Directive 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre « stratégie pour le milieu marin ») • Directive 2017/845 de la Commission du 17 mai 2017 modifiant la directive 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les listes indicatives d'éléments à prendre en compte lors de la préparation des stratégies pour le milieu marin • Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau • Directive 79/869/CEE du Conseil, du 9 octobre 1979, relative aux méthodes de mesure et à la fréquence des échantillonnages et de l'analyse des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les États membres • Directive (UE) 2015/1787 de la Commission du 6 octobre 2015 modifiant les annexes II et III de la directive 98/83/CE du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine • Directive 75/440/CEE du Conseil, du 16 juin 1975, concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les États membres • Directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade

CADRE DES OBJECTIFS NATIONAUX

- **Directive 91/271/CEE** du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires
- **Stratégie nationale pour la mer et le littoral de 2017**
- **La loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964** relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.
- **La loi n° 95-101 du 2 février 1995** relative au renforcement de la protection de l'environnement, qui institue l'obligation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement, fixe la durée des délégations de service public et interdit la pratique des droits d'entrée par le délégataire. Elle introduit aussi la responsabilité des personnes morales.
- **La loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006** sur l'eau et les milieux aquatiques. Cette loi institue le droit d'accès à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables pour tous.
- **Décret n° 2008-990 du 18 septembre 2008** relatif à la gestion de la qualité des eaux de baignade et des piscines
- **Décret n° 2011-1239 du 4 octobre 2011** relatif à la gestion de la qualité des eaux de baignade
- **Arrêté du 22 septembre 2008** relatif à la fréquence d'échantillonnage et aux modalités d'évaluation de la qualité et de classement des eaux de baignade
- **Arrêté du 23 septembre 2008** relatif aux règles de traitement des échantillons et aux méthodes de référence pour les analyses d'eau dans le cadre de la surveillance de la qualité des eaux de baignade
- **Arrêté du 4 octobre 2011** modifiant l'arrêté du 22 septembre 2008 relatif à la fréquence d'échantillonnage et aux modalités d'évaluation de la qualité et de classement des eaux de baignade

En accord avec le cadre international, européen et national, le DSBM établit une stratégie visant à concilier et pérenniser les usages de l'eau de son périmètre d'application dans une logique de préservation de la ressource. Le DSBM fixe notamment un panel d'actions qui contribueront à mettre en place la prévention et la meilleure gestion des déchets ainsi que la limitation de l'émission de pollutions dans les eaux estuariennes, littorales et marines (objectifs III.3 et III.4 en particulier). Elles permettront d'améliorer la qualité de ces eaux et de mieux répondre aux exigences liées à la santé publique.

2. OBJECTIFS EN MATIERE DE GESTION DE LA BIODIVERSITE

CADRE DES OBJECTIFS INTERNATIONAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Convention sur la diversité biologique (Sommet de Rio, 1992) • Objectif biodiversité et initiative Countdown 2010 (sommet de Johannesburg, 2010) • Convention relative aux zones humides d'importance internationale (convention de Ramsar, 1971) • Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 : Son champ d'application est vaste et couvre l'ensemble de l'espace marin et de ses utilisations, y compris la navigation et le survol, l'exploration et l'exploitation des ressources, la conservation des ressources biologiques, la protection et la préservation du milieu marin et la recherche scientifique marine.
CADRE DES OBJECTIFS EUROPEENS	<ul style="list-style-type: none"> • Politique maritime intégrée (PMI) de l'Union européenne de 2007 : Elle constitue une approche globale de toutes les politiques de l'Union européenne relatives à la mer. Elle repose sur l'idée qu'en coordonnant son vaste éventail d'activités interconnectées relatives aux océans, aux mers et aux côtes, l'Union peut davantage tirer profit de son espace maritime tout en diminuant l'impact sur l'environnement. • Les directives européennes dites « Habitats » et « Oiseaux », respectivement Directive n°92/43/CE du 21 mai 1992 et Directive n°79/409/CE du 2 avril 1979 (Natura 2000, Guyane non concernée) • Directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages • Règlement 1359/2008 du Conseil du 28 novembre 2008 établissant, pour 2009 et 2010, les possibilités de pêche ouvertes aux navires de la Communauté pour certains stocks de poissons d'eau profonde • Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes • Stratégie de l'Union Européenne en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030
CADRE DES OBJECTIFS NATIONAUX	<ul style="list-style-type: none"> • La préservation de la biodiversité et la lutte contre son érosion, issues des Lois Grenelle de l'Environnement, • La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages • Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB) • Stratégie Nationale pour les Aires Protégées (SNAP)

Le DSBM fait de la préservation des écosystèmes et de leur mise en valeur une priorité, en alignement avec les textes de loi et stratégies à plus grande échelle. La réduction de l'impact des activités et l'aménagement sur la biodiversité est visée (axe II en particulier). De plus, le DSBM cible l'acquisition et la diffusion de connaissances sur le patrimoine naturel, notamment afin de sensibiliser et mobiliser le grand public, les professionnels, des élus et des états voisins pour sa protection (objectif IV.1 et axe VI en particulier).

3. OBJECTIFS EN MATIERE DE TRANSITION ENERGETIQUE ET PRISE EN COMPTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

CADRE DES OBJECTIFS INTERNATIONAUX	<p>Le Protocole de Kyoto, traduit dans les lois Grenelle de l'environnement, en faveur d'une réduction des besoins énergétiques d'ici 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire de 20% les émissions de gaz à effet-de-serre ; • Améliorer de 20% l'efficacité énergétique, en généralisant les bâtiments à énergie positive et en réduisant la consommation énergétique des bâtiments existants ; • Porter la part d'énergie renouvelable à 23% de la consommation d'énergie finale ; • Atteindre le Facteur 4 à l'horizon 2050, soit une réduction par 4 des émissions de gaz à effet-de-serre entre 1990 et 2050. <p>Les Accords de Paris sur le Climat signés le 12 décembre 2015 et entrés en vigueur le 4 novembre 2016 visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contenir le réchauffement climatique bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et si possible de viser à poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C ; • Désinvestir des énergies fossiles ; • Atteindre la neutralité carbone : diminuer les émissions de GES pour que, dans la deuxième partie du siècle, elles soient compensées par les puits de carbone.
CADRE DES OBJECTIFS EUROPEENS	<p>Le Paquet Énergie Climat, adopté le 24 octobre 2014 fixe différents objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire les émissions de gaz à effet-de-serre de 40 % en 2030, par rapport à 1990, en posant un cadre contraignant au niveau européen et une répartition de l'effort entre États membres ; • Augmenter à 27 % la part des énergies renouvelables consommée dans l'UE en contraignant au niveau européen, et laissant la répartition entre États membres ; • Viser un objectif indicatif de nouvelles économies d'énergie de +27 % sur le plan européen.
CADRE DES OBJECTIFS NATIONAUX	<p>La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTEPCV), adoptée le 17 août 2015, porte de nouveaux objectifs communs plus ambitieux à long terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire de 40 % les émissions de gaz à effet-de-serre en 2030 par rapport à 1990 ; • Baisser de 30 % la consommation d'énergies fossiles en 2030 par rapport à 2012 ; • Diminuer la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à 2012 ; • Diviser par deux les déchets mis en décharge à l'horizon 2025 ; • Porter la part des énergies renouvelables à 32 % de la consommation finale d'énergie en 2030 et à 40 % de la production d'électricité ; • Diversifier la production d'électricité et baisser à 50 % la part du nucléaire à l'horizon 2025.

La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, qui s'articule autour des cinq thématiques sur lesquelles la Convention citoyenne pour le climat (CCC) a débattu et présenté ses propositions en juin 2020 : consommer, produire et travailler, se déplacer, se loger et se nourrir. Elle renforce aussi les sanctions en cas d'atteintes à l'environnement.

Le DSBM intègre l'enjeu du changement climatique au fil de ses objectifs et actions. En particulier, l'ambition « zéro artificialisation nette » sera poursuivie (action 20) et contribuera à la protection des milieux, essentiels au stockage du carbone et jouant un rôle de tampons face aux risques naturels. De plus, la poursuite de l'objectif III.1 du DSBM, qui vise l'observation de la dynamique côtière et l'adaptation des activités et des aménagements en conséquence, permettra d'anticiper les changements et mieux gérer les territoires les plus exposés aux risques naturels d'inondation et de submersion. L'évolution du territoire côtier et en particulier des ports devra se faire dans une logique de transition énergétique (objectif V.5.3) en visant la réduction des consommations énergétiques et des émissions de CO₂. En ce sens, l'exploration du potentiel de développement des énergies marines renouvelables pourra constituer une avancée (objectif V.7.1). Les objectifs du DSBM s'inscrivent ainsi pleinement dans les cadres nationaux, européens et internationaux visant l'atténuation et l'adaptation face au changement climatique.

VII. ANALYSE DES EFFETS DU DSBM SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

1. IDENTIFICATION ET ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES PAR DISPOSITION DU DSBM

L'évaluation environnementale du DSBM nécessite d'une part l'élaboration d'un référentiel d'enjeux environnementaux établis à l'échelle du bassin, et d'autre part une analyse fine de l'ensemble des objectifs au regard de ces enjeux.

Chaque objectif fait ainsi l'objet d'une analyse détaillée présentant ses effets prévisionnels sur chaque enjeu environnemental. Le tableau de synthèse ci-dessous, détaillé par disposition, permet de visualiser l'impact global de l'ensemble des objectifs du DSBM sur les enjeux environnementaux du bassin, ainsi que la cohérence interne des orientations du DSBM entre elles.

Le tableau ci-dessous récapitule les critères d'identification et de caractérisation des incidences des objectifs sur l'environnement et précise les valeurs de ceux-ci :

Tableau 3 : Critères d'identification et de caractérisation des incidences du DSBM sur l'environnement

CRITERES	DEFINITIONS	VALEURS	
Nature	Détermine l'existence ou non de l'incidence et la qualifie (positive ou négative) ou la quantifie lorsque cela est possible et que cela semble pertinent. (Neutre en blanc)	POSITIVE	NEGATIVE
Caractère	Détermine la relation de causalité entre le schéma et l'enjeu environnemental analysé (directe ou indirecte)	POSITIVE DIRECTE	NEGATIVE DIRECTE
		POSITIVE INDIRECTE	NEGATIVE INDIRECTE
Etendue géographique	Indique sur quel périmètre l'incidence peut se faire sentir	Littoral : LIT ou site Localisé (LOC)	
		Bassin maritime : BM	
		Au-delà du bassin maritime : EXT	
Durée	Indique sur quelle échelle de temps l'incidence va se faire sentir	Temporaire : TEMP	
		Permanente : PERM	
Temps de réponse	Précise dans quels délais l'incidence peut survenir	Court terme : CT moins de 5 ans	
		Moyen terme : MT 5 à 10 ans	
		Long terme : LT : + de 10 ans	
Point de vigilance	Effet potentiellement négatif en fonction des conditions de mise en œuvre de la disposition considérée	Point de vigilance : V	

1.1. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF I.1 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ HUMAINE

	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
AXE I – ENDIGUER LA PECHE ILLICITE ETRANGERE												
I.1 Renforcer l'efficacité des contrôles de pêche illicite												
Action 1 - Optimiser l'emploi des moyens, par un renforcement de la coordination des moyens et du ciblage	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT										

1.2. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF I.2 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ HUMAINE

	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
I.2 Améliorer les capacités post-déroutement												
Action 2 - Renforcer les capacités post-déroutement	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	V						V			

**OBJECTIF**

Les 2 objectifs visent à contrôler et réglementer les activités.

**TYPE D'INTERVENTION**

- Amélioration du ciblage des contrôles permettant d'optimiser l'emploi des moyens (imagerie satellite, usage des drones de surveillance) ;
- Renforcement des capacités de mise au sec des navires déroutés (moyens de lavage, capacité de stockage à terre) ;

**PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES**

Ces actions agissent directement sur l'atteinte de l'objectif de contrôler et réglementer les activités. Un meilleur contrôle et une meilleure réglementation des activités aura directement des incidences positives sur les écosystèmes marins et littoraux et la biodiversité.

**PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES****POINT(S) DE VIGILANCE**

Si destruction des bateaux déroutés veiller à la gestion des déchets : économie circulaire en lien avec le PRPGD (action 2)

Veiller à l'Impact paysager de ces bateaux mis au sec (action 2)

Veiller à la consommation d'espace si besoin de stocker ces bateaux mis au sec (action 2)

**CONCLUSION**

Les principaux effets attendus sont favorables particulièrement sur les écosystèmes marins et littoraux.

**MESURES ERC**

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Si destruction des bateaux déroutés veiller à la gestion des déchets : économie circulaire en lien avec le PRPGD	Ce point a été intégré dans la l'action 26
Veiller à la consommation d'espace si besoin de stocker ces bateaux mis au sec	L'action 25 permet de veiller à une sobriété foncière

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
1	3	0	0	2

1.3. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF II.1 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
AXE II – LA PROTECTION DES MILIEUX, DES RESSOURCES, DES EQUILIBRES BIOLOGIQUES ET ECOLOGIQUES AINSI QUE LA PRESERVATION DES SITES, DES PAYSAGES ET DU PATRIMOINE												
II.1 Préserver la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes marins et littoraux												
II.1.1 AMELIORER LES CONNAISSANCES SUR LES MILIEUX ET LES ESPECES DANS UNE OPTIQUE DE GESTION ECOSYSTEMIQUE DES USAGES												
Action 3 - Mener des études d'acquisition de connaissances sur les milieux et les espèces	EXT/PERM/CT	EXT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	BM/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT		LIT/PERM/LT		BM/PERM/LT		BM/PERM/LT
- Sous-Action 3 -a : Amélioration des connaissances sur les mammifères marins du large	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT		BM/PERM/MT								BM/PERM/LT
- Sous-Action 3 -b : Étude des raies et requins	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT		BM/PERM/MT								BM/PERM/LT
- Sous-Action 3 -c : Étude des estuaires	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT		BM/PERM/MT	BM/PERM/MT							BM/PERM/LT
Action 4 - Finaliser la définition réglementaire des zones humides	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	LIT/PERM/MT	BM/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT		LIT/PERM/MT				BM/PERM/MT
II.1.2 DEFINIR DE NOUVELLES AIRES PROTEGEES, EN LIEN AVEC LES TRAVAUX DE TERRITORIALISATION DE LA STRATEGIE DES AIRES PROTEGEES												
Action 5 - Animer une concertation sur la définition de nouvelles aires protégées	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT				BM/PERM/LT		BM/PERM/MT
II.1.3 MAINTENIR OU RETABLIR LES POPULATIONS D'ESPECES PROTEGEES OU A ENJEUX DANS UN BON ETAT DE CONSERVATION, EN PARTICULIER LES MAMMIFERES MARINS ET TORTUES MARINES												
Action 6 - Contribuer à la mise en œuvre des PNA	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT										BM/PERM/LT
Action 7 - Encadrer les activités des guides de pêche de loisirs et de plaisance	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT		BM/PERM/MT		BM/PERM/MT			BM/PERM/MT	BM/PERM/MT		BM/PERM/LT
Action 8 - Agir collectivement contre les filets fantômes	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT		BM/PERM/MT					BM/PERM/MT v			BM/PERM/MT



OBJECTIF

Les actions de cet objectif visent à préserver la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes marins et littoraux en améliorant les connaissances, en limitant les dégradations sur les milieux et le dérangement des espèces protégées ou à enjeux.



TYPE D'INTERVENTION

- Etudes :
 - Acquisition de connaissances sur les espèces côtières et hauturières ;
 - Acquisition de connaissances sur le fonctionnement du système hydrosédimentaire des habitats sous-marins, des zones humides et des estuaires en lien avec les habitats de mangrove et le recrutement des poissons et crevettes ;
 - Amélioration des connaissances sur les espèces commerciales et le suivi des ressources halieutiques ;
 - Approfondissement des connaissances sur les courants et le fonctionnement des différents habitats sous-marins ;
 - Acquisition de connaissances sur l'interface terre-mer ;
 - Acquisition de connaissances sur les interactions du milieu avec les activités ou perturbations d'origine humaine ;
 - Bilan sur les espèces exotiques envahissantes ;
 - Evaluation des services rendus et la valeur économique des écosystèmes littoraux ;
 - Améliorer la connaissance, la compréhension et la préservation du continuum écologique de l'estuaire de l'Amazone à la Guyane.
- Planification et aménagement :
 - Application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser ;
 - Mise en place de gestionnaires ;
 - Soutien technique et financier.
- Réglementation :
 - Poursuite de la mise en œuvre des Plans Nationaux d'Action (PNA).



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Ces actions participant à l'amélioration des connaissances agissent directement sur l'atteinte de l'objectif de préserver la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes marins et littoraux. En effet, les études à mener devront améliorer la connaissance et la préservation du fonctionnement des différents habitats sous-marins, des espèces côtières et hauturières (requins, invertébrés, faune benthique, mammifères...), ainsi que le fonctionnement des zones humides littorales (marais, forêts marécageuses). Les études de l'action 3 devront également participer au rayonnement de la connaissance des milieux et espèces au-delà du territoire (espèces migratrices, brassage génétique...). Ces études permettront également de mieux comprendre le rôle des écosystèmes littoraux dans la gestion des risques naturels et de mieux anticiper l'évolution du trait de côte. Le bilan sur les espèces exotiques envahissantes participera à la compréhension des impacts que peuvent avoir ces

espèces sur la biodiversité mais aussi la banalisation des paysages. Plus globalement, l'action 3 contribuera à la compréhension du rôle majeur que représente les estuaires et les zones humides dans les enjeux du changement climatique.

L'action 4, consistant à la définition des zones humides adaptée au contexte local, assurera une meilleure préservation de ces écosystèmes et aura un impact sur la consommation d'espace dans les zones ayant une pression foncière forte.

La définition de la stratégie nationale pour les aires protégées 2030, avec pour ambition de protéger 30 % du territoire national et des espaces maritimes sous juridiction ou souveraineté française, dont un tiers sous protection forte (soit 10 %) aura un impact fort sur les enjeux de biodiversité. Cette nouvelle stratégie sera accompagnée de trois plans d'actions nationaux triennaux qui seront déclinés et alimentés par des travaux dans les territoires.

En Guyane, le Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) a identifié des zones marines côtières remarquables et à forts enjeux de conservation :

- Battures du Connétable
- Eaux côtières de Cayenne et Îlets de Rémire
- Battures de Malmanoury et roches du centre littoral
- Estuaire de l'Approuague
- Baie de l'Oyapock
- Fausse Montagne d'Argent
- Ile du Diable

La mise en œuvre des PNA, contribuant à réduire l'érosion de la biodiversité, aura un impact sur la résilience du territoire face aux défis du changement climatique.

La diffusion des bonnes pratiques à respecter pour limiter l'impact des activités sur la biodiversité aura un impact positif sur le paysage, sur l'amélioration de la gestion des déchets, sur la santé humaine en lien avec une eau de baignade de meilleure qualité.

L'action de lutte contre les filets fantômes aura un impact fort sur la biodiversité mais également sur la gestion de ces déchets. Par ailleurs, l'évaluation des services rendus par les écosystèmes littoraux permettra une meilleure prise en compte de leur rôle dans le stockage du carbone, la gestion des risques naturels en préservant les milieux humides, contribuant à la résilience du territoire face dérèglement climatique.

- (1.1.1) Meilleure connaissance des espèces exotiques envahissantes aura également un impact positif sur la santé humaine notamment vis-à-vis de la qualité des eaux de baignade.
- (1.1.2) Impact directement positif sur l'occupation des sols en limitant l'artificialisation du littoral. Impact positif sur les écosystèmes marins et littoraux grâce à la préservation de nouveaux espaces protégés. Identification des espèces exotiques envahissantes
- (1.1.3) Impact positif au-delà du bassin maritime grâce au renforcement de la coopération à l'échelle régionale concernant les espèces côtières. Toutes les actions limitant le dérangement des espèces auront un impact positif sur la réduction des pollutions lumineuse et nuisances sonores par exemple. Par ailleurs, elles auront une incidence positive indirecte sur la santé humaine (réduction des pollutions et nuisances) mais aussi sur les consommations énergétiques (réduction des pollutions lumineuses).

A court, moyen et long terme, la mise en place d'actions aura un impact très positif, de façon directe ou indirecte, sur les différentes thématiques environnementales. La réalisation d'études permettra également une meilleure connaissance quant au changement climatique.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

/



POINT(S) DE VIGILANCE

/



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables ou neutres sur l'ensemble des domaines de l'environnement.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
23	30	0	0	1



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Action 3 : Concernant les espèces envahissantes, au-delà du bilan, proposer de coordonner la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.	Cette action a été complétée « En fonction des résultats, de mesures de lutte contre ces espèces devront être prises »
Action 4 : Les zones humides ont en effet une importance déterminante pour la régulation et la qualité des eaux, l'atténuation des risques naturels, le maintien d'une biodiversité rare et spécifique. Elles jouent un rôle fondamental de régulation et recouvrent des enjeux de biodiversité majeur. Au-delà de la définition réglementaire des zones humides, il faudrait évoquer la préservation des zones humides. Faire le lien avec la disposition du SDAGE : Disposition 2.2.4 Préserver et valoriser les marais et zones humides littorales : (...) la destruction ou la dégradation de ces espaces n'est justifiée qu'en cas de motif d'intérêt général, s'il n'existe pas d'alternative réaliste, et si le projet ne porte pas atteinte à l'état de conservation des espèces protégées éventuellement présentes. Les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la restauration ou à défaut la conservation d'un espace naturel équivalent sur le plan fonctionnel, sur le plan de la qualité de la biodiversité, situé sur le même bassin versant et à hauteur de 200% à 500% de la surface impactée en fonction de la richesse patrimoniale initiale.	Ce point a été complété conformément à la proposition.
Action 8 : Intégrer un lien avec l'action Action 25 – « Structurer la filière pour la collecte, traitement et valorisation des équipements de pêche usagés, déchets et huiles issus des navires » afin de pouvoir traiter ces déchets de filets fantôme (économie circulaire).	Cette proposition a été intégrée dans les mesures ERC du DSBM.

1.4. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF II.2 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

II.2 Préserver les ressources halieutiques, pour permettre un développement durable des pêcheries, respectueux des équilibres biologiques												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
II.2.1 AMELIORER LES CONNAISSANCES SUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES, ET LES INTERACTIONS ENTRE LES ACTIVITES DE PECHE ET L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE												
Action 9 - Mener des études pour améliorer la connaissance des espèces commerciales et le suivi des ressources halieutiques	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT								BM/PERM/LT		EXT/PERM/LT
Action 10 - Remettre en place le suivi des débarquements dans l'ouest	EXT/PERM/CT	EXT/PERM/CT								BM/PERM/LT		EXT/PERM/LT
Action 11 - Améliorer le remplissage des fiches et journaux de pêches	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT										
Action 12 - Évaluer l'impact de la pêche illégale étrangère sur les stocks halieutiques	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT								BM/PERM/LT		EXT/PERM/LT
Action 13 - Mettre en place un observatoire de la pêche en Guyane	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT										EXT/PERM/L
Action 14 - Prendre en compte et mettre en œuvre les actions qui seront définies par la concertation concernant le mérou géant (projet LIFE BIODIV'OM)	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT								BM/PERM/LT		EXT/PERM/LT
II.2.2 METTRE EN PLACE DES MESURES POUR MAINTENIR OU RETABLIR LA BONNE SANTE DES STOCKS HALIEUTIQUES												
Action 15 - Identifier et cartographier les zones de fonctionnalités halieutiques pour protéger les zones à enjeux	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT								BM/PERM/LT		EXT/PERM/LT
Action 16 - Adopter des mesures pour améliorer l'évaluation et la gestion du stock de vivaneau rouge	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT								BM/PERM/LT		EXT/PERM/LT
Action 17 – Mettre en place des mesures de réduction des prises accessoires	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT								BM/PERM/MT		EXT/PERM/LT
Action 7 - Encadrer les activités des guides de pêche de loisirs et de plaisance	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT		BM/PERM/MT		BM/PERM/MT			BM/PERM/MT	BM/PERM/MT		BM/PERM/LT



OBJECTIF

Ces actions visent à préserver les ressources halieutiques, pour permettre un développement durable des pêcheries, respectueux des équilibres biologiques.



TYPE D'INTERVENTION

- Etudes :
 - Renforcement des données acquises ;
 - Acquisition de données sur les espèces commerciales ;
 - Améliorer l'évaluation et la gestion du stock de vivaneau rouge ;
 - Evaluation des impacts environnementaux et socio-économique de la pêche illégale ;
 - Faire le lien avec le travail réalisé par le GEPOG (étude mérou géant, raies et requins) ;
 - Opportunité de créer des récifs artificiels en soutien à la biodiversité et à la ressource halieutique.
- Sensibilisation et accompagnement :
 - Remplissage des fiches de pêches par les pêcheurs ;
 - Suivi des débarquements de la pêche ;
 - Mise en place des observateurs embarqués ;
- Planification :
 - Définition des zones de fonctionnalités halieutiques ;
 - Définition des zones de conservation halieutiques ;
 - Application de mesures de réduction des prises accessoires ;



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Les études visant à améliorer la connaissance des espèces commerciales et le suivi des ressources halieutiques devraient permettre de mieux préserver les espèces en évitant la surproduction de pêche permettant aussi de faire face aux enjeux d'autonomie alimentaire et des enjeux du changement climatique. Le DSBM prévoit notamment l'évaluation de l'impact de la pêche illégale étrangère (action 12), la mise en place d'observateurs embarqués (action 13) et le suivi des débarquements (action 10).

L'action 14 contribuera à la préservation d'espèces emblématiques comme le Mérou géant avec le projet LIFE BIODIV'OM.

La réduction des prises accessoires (action 17) aura des impacts positifs forts sur la préservation des écosystèmes marins. A moyen terme, la mise en place de ces actions aura des impacts positifs directs ou indirects au-delà du bassin maritime de Guyane.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

/



POINT(S) DE VIGILANCE

/



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables ou neutres sur l'ensemble des domaines de l'environnement

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
18	22	0	0	0



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
<p>« Action 16 - Étudier l'opportunité de créer des récifs artificiels en soutien à la biodiversité et à la ressource halieutique » : L'introduction de matériel dans le milieu marin entraîne de grands risques de contamination et de pollution. Même des matériaux dit « inertes » peuvent diminuer la qualité de l'eau et introduire des effets toxiques sur l'environnement adjacent. Les impacts sur le long terme de la corrosion, du lessivage et de la dégradation chimique doivent être pris en compte. De plus, l'industrie du béton est énormément consommatrice en ressources et émet de nombreux gaz à effet de serre.</p>	<p>Cette action : « Étudier l'opportunité de créer des récifs artificiels en soutien à la biodiversité et à la ressource halieutique » a été supprimée.</p>

1.5. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF II.3 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

II.3 Réduire les pressions exercées sur l'environnement par les activités et aménagements anthropiques												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
II.3.1 LIMITER L'ARTIFICIALISATION DU LITTORAL ET LA DEGRADATION DES ECOSYSTEMES LIEE AUX ACTIVITES ET USAGES MARITIMES												
Action 18 : Mobiliser des moyens financiers et des structures gestionnaires pour doter les sites protégés des moyens nécessaires à leur gestion	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT		LIT/PERM/MT					LIT/PERM/MT			BM/PERM/LT
Action 19 : Mettre en œuvre des mesures éviter-réduire-compenser (ERC)	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/LT
Action 20 : Décliner les objectifs de zéro artificialisation nette (ZAN) dans les documents de planification locaux	LIT/PERM/LT	LIT/PERM/LT	LIT/PERM/LT		LIT/PERM/LT	LIT/PERM/LT		LIT/PERM/LT				BM/PERM/LT
II.3.3 REDUIRE LES APPORTS DE CONTAMINANTS BACTERIOLOGIQUES, CHIMIQUES ET ATMOSPHERIQUES												
Action 21 - Améliorer les pratiques de carénage	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	V	LOC/PERM/MT		LOC/PERM/MT			LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT		BM/PERM/LT



OBJECTIF

Les 2 objectifs visent à réduire les pressions exercées sur l'environnement par les activités et aménagement anthropiques.



TYPE D'INTERVENTION

- Planification et aménagement :
 - Mise en place de gestionnaires ;
 - Soutien technique et financier ;
 - Mise en œuvre des mesures ERC.
- Sensibilisation :
 - Amélioration des pratiques de carénage.
- Création d'infrastructures



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

L'action 18, visant la mobilisation de gestionnaires d'espaces naturels, va assurer une meilleure préservation des habitats et des espèces comme les tortues marines (absence de patrouille augmente la perte de nids). Également cette surveillance va contribuer à limiter la pollution, les nuisances et les déchets dans les espaces naturels.

L'action 19 visant à appliquer la séquence ERC aura nécessairement des impacts sur l'ensemble des compartiments environnementaux.

L'amélioration du carénage prévue dans l'action 21 aura à la fois un impact sur la réduction des polluants dans l'environnement mais aussi pour l'homme notamment sur sa santé. Il permettra également de mieux gérer les déchets. Plus globalement, la réduction des contaminants bactériologiques, chimiques et atmosphériques aura un impact positif sur la qualité des eaux de baignade et sur la qualité de l'air.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

/



POINT(S) DE VIGILANCE

Un point de vigilance concernant la consommation d'espace nécessaire pour l'installation des aires de carénage qui devront s'inscrire dans une sobriété foncière.



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables ou neutres sur l'ensemble des domaines de l'environnement.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
10	21	0	0	1



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
<p>Objectif 1.3.1 : Les enjeux d'artificialisation sont éminemment importants en lien avec la loi climat et résilience avec l'objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050 (surtout eu égard au rythme démographique actuelle en Guyane). Néanmoins, il faut clairement être plus ambitieux sur ce point car la consommation d'espace/l'artificialisation se concentre sur le littoral. En lien avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'orientation du SDAGE : Orientation 2.2 Préserver la bande littorale et les zones estuariennes pour éviter l'exposition aux risques et protéger les milieux sensibles. ▪ Également en lien avec la Disposition 3 du PGRI : Orienter l'urbanisation en dehors des zones inondables et respecter les principes de prévention dans l'aménagement. ▪ LE SMVM et le SAR pour trouver de la cohérence entre ces différents documents qui doivent converger vers une sobriété foncière 	<p>Ajout d'une nouvelle action suite à l'EES : « Action 20 - Décliner les objectifs de zéro artificialisation nette (ZAN) dans les documents de planification locaux »</p>
<p>Ajout d'une action pour rendre cet objectif plus opérationnel : Action 18 -Mobiliser des moyens financiers et des structures gestionnaires pour doter les sites protégés des moyens nécessaires à leur gestion</p>	<p>L'action 18 a été ajoutée</p>
<p>Action 19 : Cette action devrait préciser de manière plus forte qu'avant tout il faut privilégier l'évitement, bien indiquer « EVITER » avant d'évoquer les mesures d'accompagnement et de compensation. Cela semble une évidence mais il est préférable de l'indiquer.</p>	<p>L'action 19 a été précisée : « De façon générale, il s'agit de limiter au maximum le dérangement des espèces (dégradation des habitats, bruit sous-marin, pollution lumineuse...), c'est-à-dire avant tout de privilégier l'évitement, ... »</p>

1.6. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF II.4 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

II.4 Réduire les apports et la présence de déchets dans les eaux marines												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
II.4.1 AMELIORER LA GESTION DES DECHETS A TERRE ET LIMITER LES REJETS DANS LE MILIEU NATUREL, DONT L'EXUTOIRE FINAL EST LE MILIEU MARIN												
Action 22 - Inciter à réduire les apports de déchets d'origine terrestre et poursuivre les actions de sensibilisation sur les territoires littoraux	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		BM/PERM/CT		BM/PERM/CT			BM/PERM/CT	BM/PERM/MT		BM/PERM/LT
Action 23 - Équiper les réseaux d'eau pluviale de dispositifs d'interception des déchets	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		BM/PERM/CT		BM/PERM/CT			BM/PERM/CT	BM/PERM/MT		BM/PERM/LT
II.4.2 CREER UNE FILIERE GUYANAISE POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS ISSUS DES ACTIVITES, USAGES ET AMENAGEMENTS MARITIMES, NOTAMMENT DE LA PECHE												
Action 24 - Créer une filière pour valoriser les filets issus des saisies des contrôles de pêche illégale	BM/PERM/LT	BM/PERM/LT V	V			V			BM/PERM/CT	BM/PERM/MT		BM/PERM/LT
Action 25 - Structurer la filière pour la collecte, traitement et valorisation des équipements de pêche usagés, déchets et huiles issus des navires		LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT		V			BM/PERM/CT V	BM/PERM/LT	LOC/PERM/MT	
Action 26 - Suivre les actions prévues par les documents de planification traitant des déchets (SDAGE, PRPGD) intéressant le milieu marin	BM/PERM/LT			BM/PERM/LT				BM/PERM/LT	BM/PERM/LT	BM/PERM/LT	BM/PERM/LT	BM/PERM/LT



OBJECTIF

Les 2 objectifs visent à réduire les apports et la présence de déchets dans les eaux marines.



TYPE D'INTERVENTION

- Mise en place de containers et poubelles dans les lieux stratégiques (mise à l'eau, plages, criques) ;
- Mise en place de dispositifs d'interception des macro-déchets sur les réseaux de collecte des eaux pluviales ;
- Sensibilisation et accompagnement :
 - Soutien aux ramassages de déchets sur les plages menés par les associations ;
 - Soutien aux actions prévues par le PRPGD et le SDAGE.
- Création et structuration de filières de traitement des déchets issus de la pêche illégale (filets des saisies des contrôles) et issus des équipements de pêche usagés et des navires (déchets, huiles et déchets de poissons).



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Les 2 objectifs agissent directement sur l'atteinte de l'objectif de réduire les apports et la présence de déchets dans les eaux marines et aura un impact positif sur la biodiversité et les écosystèmes marins. En effet, les déchets ont un fort impact sur la biodiversité marine, et la plupart des espèces marines sont aujourd'hui impactées (86 % des tortues marines les ingèrent en les confondant avec le zooplancton).

Les microplastiques constituent par ailleurs des supports pour de nombreuses espèces (virus, bactéries...) permettant leur propagation sur de longues distances (impact positif sur la santé humaine). Ils concentrent également à leur surface un nombre important de polluants. Ingérés par la faune marine qui peut les confondre avec le zooplancton, ils ont donc un impact certain sur la chaîne alimentaire



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

La mise en place d'une filière pour la collecte, le traitement et la valorisation des équipements de pêche usagés, déchets et huiles issus des navires (action 25) aura un impact négatif direct sur l'occupation du sol et en particulier localisé sur le littoral. En effet, la création et la structuration de filières de traitements des déchets nécessitera la construction d'équipements entraînant l'artificialisation et la consommation d'espaces.



POINT(S) DE VIGILANCE

Plusieurs points de vigilance sont émis dans la réalisation de ces actions. Si la création d'une filière pour valoriser les filets issus des saisies des contrôles de pêche illégale (action 24) doit permettre de réduire les déchets et encourager l'économie circulaire, il est important à veiller à l'impact de nouvelle installation sur l'environnement (paysage, biodiversité, occupation de l'espace).

Plusieurs points de vigilance également, sur la production des déchets durant la phase de chantier, l'implantation des installations dans le paysage. Certains types de valorisation entraîneront un besoin en énergie comme l'hydrolysat de poisson).



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables pour les différents domaines de l'environnement, ou dépendent de la mise en œuvre des objectifs. Une incidence négative directe sur l'occupation du sol est à noter lors de la construction des équipements des filières de traitements des déchets.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
7	21	1	3	5



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Action 22 et 23 : Dans le cadre de l'objectif d'améliorer la gestion des déchets à terre et limiter les rejets dans le milieu naturel, il faut à rappeler que la priorité c'est l'évitement : « éviter de produire un déchet ». Également la question de l'économie circulaire et de la réutilisation en faisant le lien avec l'action 25 et 26.	Cette proposition a été ajoutée dans les mesures ERC de l'action.
Action 26 : Ajouter le lien avec le PGRI, en plus de ceux avec le SDAGE et PRPG.	Un lien avec le PGRI a été ajouté dans l'action 26 : « Le PGRI (plan de gestion des risques d'inondation, approuvé le 25 mai 2022) prévoit des mesures pour réduire et gérer les déchets générés par les inondations, au sein de sa disposition 8. »

1.7. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF II.5 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

II.5 Préserver et mettre en valeur les sites, les paysages et le patrimoine												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
II.5.1 INTEGRER LE DEVELOPPEMENT DE SENTIERS ET DE STRUCTURES D'ACCUEIL DANS UNE DEMARCHE DE PROTECTION DES ESPACES ET D'ADAPTATION A L'EVOLUTION DU TRAIT DE COTE												
Action 27 - Aménager et valoriser le sentier du littoral	LOC/PERM/MT	V	LOC/PERM/CT	V		LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT	V	LOC/TEMP/LT	LOC/PERM/CT	
Action 28 - Aménager les sites pour un accueil des activités de loisirs nautiques et touristiques respectueux des espaces naturels et patrimoniaux	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT V	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT V	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT
- Sous-Action 28 -a : Aménagement des îlets de Rémire	LOC/PERM/MT				V	LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT		V		LOC/PERM/CT	
- Sous-Action 28-b : Aménagement et réduction des nuisances sur les îles du Salut	LOC/PERM/MT	V	V	LOC/PERM/MT	V	LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT		V	LOC/TEMP/LT	LOC/PERM/CT	
- Sous-Action 28 -c : Valoriser le site de la Montagne d'Argent	LOC/PERM/MT	V	LOC/PERM/CT	V	V	LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT	V	LOC/TEMP/LT	LOC/PERM/CT	
Action 29 - Aménager les plages de Kourou et de l'île de Cayenne	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		BM/PERM/CT	V		LOC/PERM/MT		BM/PERM/CT V	BM/PERM/CT		
- Sous-Action 29 -a : Aménager la plage de la Cocoteraie	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		BM/PERM/CT	V		LOC/PERM/MT		BM/PERM/CT V	BM/PERM/CT		
- Sous-Action 29 -b : Aménager les plages de Rémire-Montjoly	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		BM/PERM/CT	V		LOC/PERM/MT		BM/PERM/CT V	BM/PERM/CT		
Action 52 - Soutenir et valoriser les programmes d'aires marines éducatives	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT										
Action 82 - Créer et aménager des sites de baignade dans l'ouest	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	V	BM/PERM/CT			LOC/PERM/MT		BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		



OBJECTIF

La disposition de cet objectif vise à préserver et mettre en valeur les sites, les paysages et le patrimoine.



TYPE D'INTERVENTION

- Création du sentier du littoral ;
- Soutien et valorisation aux programmes d'aires marines éducatives ;
- Valorisation des sites remarquables ;
- Création de sites de baignades dans l'ouest (recensement des sites et criques à caractère remarquable et les usages actuels en matière de baignade, définition d'aménagements à réaliser et des modalités d'entretien, de gestion et d'exploitation). Les aménagements devront s'adapter à la dynamique côtière ;
- Aménagement des îlets de Rémire (remettre en état le carbet, définition d'un partenariat entre les associations et le conservatoire du littoral pour assurer l'entretien et la valorisation du site).
- Aménagement et réduction des nuisances sonores sur les îles du Salut (ponton flottant, nuisances sonores);
- Valoriser le site de la Montagne d'Argent à Ouanary.



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

La disposition agit directement sur l'atteinte de l'objectif de préserver et mettre en valeur les sites, les paysages et le patrimoine notamment le site de la Montagne d'Argent, îlets de Rémire, les îles du Salut, etc. A court terme, la mise en place d'actions aura un impact positif directs sur le patrimoine historique de la Guyane.

Sur le long terme, les actions participeront à l'amélioration du cadre de vie et du bien-être de la population agissant ainsi indirectement sur la santé humaine.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

La mise en place d'actions aura également des incidences négatives indirectes sur les écosystèmes marins et littoraux, sur l'occupation du sol, sur les déchets ainsi que sur les sols et sous-sols. En effet, la création de sentier de randonnée et le développement de nouvelles infrastructures entraîneront la consommation d'espaces sur le littoral mais également une augmentation des besoins en matériaux et la production potentielle de déchets (en lien avec la fréquentation des sites). Néanmoins, l'action 22 du DSBM précise que pour chaque aménagement de site naturel, la question des déchets doit être abordée par la mise en place des équipements spécifiques, types container ou poubelles, prévus aux endroits stratégiques : mise à l'eau, plages, criques. L'ouverture de ces espaces pourrait avoir un impact concernant le dérangement de certaines espèces notamment pendant les périodes de nidification.

Les aménagements prévus au niveau des îles du Salut devraient permettre de réduire les risques.

Sur le long terme, un impact négatif indirect est également à noter. Il concerne l'exposition des randonneurs de façon temporaire lors de submersions marines notamment.



POINT(S) DE VIGILANCE

Plusieurs points de vigilance sont émis dans la réalisation de cette disposition. Il s'agit de veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis de la pollution et des nuisances sonores, la gestion des déchets. Concernant la composante paysage, le point de vigilance porte sur l'intégration de l'impact paysager lors de l'aménagement des différents sites.



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables pour les différents domaines de l'environnement. Cependant, des incidences négatives sont également à noter de façon directe sur l'occupation du sol et les sols et sous-sols mais également de façon indirecte sur les écosystèmes littoraux et les déchets.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
9	38	0	15	22



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Ces projets doivent également permettre une canalisation des flux ainsi qu'une régulation des usages liés aux activités de pleine nature en vue d'assurer la préservation de ces espaces, et la valorisation des vestiges historiques.	Cette proposition a été intégrée dans les mesures ERC, à savoir : « La création du sentier du littoral doit également permettre une canalisation des flux ainsi qu'une régulation des usages liés aux activités de pleine nature en vue d'assurer la préservation de ces espaces, et la valorisation des vestiges historiques. ». Le cadre d'action a été également complété « La valorisation du littoral peut contribuer à sa préservation à travers l'éducation et la sensibilisation du public aux enjeux environnementaux de ce milieu sensible, et par la régulation de la fréquentation des sites. »
Indiquer la mise en place de chantiers vert ou équivalent lorsqu'il s'agit d'intervention en lien avec les écosystèmes marins ou littoraux.	Cette proposition a été intégrée dans les mesures ERC, à savoir : « Mettre en place des chantiers verts ou équivalent lorsqu'il s'agit d'intervention en lien avec les écosystèmes marins ou littoraux. »
Eviter la production de déchets sauvages	
Veiller à prémunir les nouvelles infrastructures des risques naturels	

1.8. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF III.1 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

AXE III – LA PREVENTION DES RISQUES ET LA GESTION DU TRAIT DE COTE												
III.1 Mettre en place une gestion intégrée du littoral et de l'interface terre-mer au regard des aléas littoraux												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
III.1.1 PERENNISER L'OBSERVATION DE LA DYNAMIQUE COTIERE ET EN DIFFUSER LARGEMENT LES RESULTATS												
Action 30 - Pérenniser l'observatoire de la dynamique côtière	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT		LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT			LIT/PERM/MT		LIT/PERM/LT
- Sous-Action 30 -a : Produire de la donnée	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT		LIT/PERM/MT			LIT/PERM/MT		LIT/PERM/MT		LIT/PERM/LT
- Sous-Action 30 -b : Diffuser les données	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT		LIT/PERM/MT			LIT/PERM/MT		LIT/PERM/MT		LIT/PERM/LT
III.1.2 ADAPTER LES AMENAGEMENTS ET LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES ECONOMIQUES A LA DYNAMIQUE COTIERE ET AUX CHANGEMENTS GLOBAUX												
Action 31 - Élaborer et mettre en œuvre des stratégies de gestion du littoral	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT
- Sous-Action 31 -a : Mettre en œuvre la stratégie de gestion du littoral de Kourou définie en 2019	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT
- Sous-Action 31 -b : Élaborer une stratégie de gestion du littoral à Awala-Yalimapo sur la base des recommandations du BRGM	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT
- Sous-Action 31 -c : Élaborer une stratégie de gestion du littoral à Rémire-Montjoly					LOC/PERM/MT							LOC/PERM/MT
Action 32 - Assurer un suivi des solutions de gestion mises en place face à la dynamique côtière	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT		LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT				LIT/PERM/LT



OBJECTIF

Les 2 objectifs visent à mettre en place une gestion intégrée du littoral et de l'interface terre-mer au regard des aléas littoraux.



TYPE D'INTERVENTION

- Amélioration des connaissances :
 - Pérennisation de l'observatoire de la dynamique côtière ;
 - Poursuivre l'acquisition de données ;
 - Déploiement d'un suivi morphologique en amont, pendant et après la mise en place de chaque solution de gestion retenue face aux mouvements du trait de côte.
- Information et communication :
 - Partage et diffusion des données
- Planification et aménagement :
 - Mise en œuvre de la stratégie de gestion du littoral de Kourou définie en 2019 ;
 - Elaboration d'une stratégie de gestion du littoral à Awala-Yalimapo (protection des habitations contre le risque de submersion marine à court terme, relocalisation des populations à moyen terme) ;
 - Elaboration d'une stratégie de gestion du littoral à Rémire-Montjoly (caractérisation des enjeux, des aléas côtiers et définition de différents scénarios de gestion) ;



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

L'objectif III.1.1 visant à pérenniser l'observation de la dynamique côtière et en diffuser largement les résultats aura des incidences positives sur la mise en place une gestion intégrée du littoral et de l'interface terre-mer au regard des aléas littoraux. A moyen et long terme, le suivi des dynamiques aura un impact très positif, de façon directe ou indirecte, sur les risques naturels, les sols et sous-sols, le paysage, le patrimoine mais aussi la biodiversité. De plus, la mise en œuvre d'une stratégie de recul, de moyens pour freiner l'érosion permettront l'adaptation au changement climatique.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

La mise en place d'actions aura également un impact négatif direct sur l'occupation du sol. En effet, le recul des populations entrainera la construction de nouvelles habitations, l'artificialisation et la consommation d'espaces, une augmentation des besoins en matériaux (ressource sous-tension) et des besoins énergétiques. Si les habitations exposées aux risques sont détruites, la production de déchets augmentera potentiellement. Ainsi, plusieurs impacts indirects en découleront notamment sur les écosystèmes littoraux et sur l'augmentation de production de déchets sur le littoral.

Les stratégies de gestion du littoral (actions 31-a et 31-b) auront des incidences sur de nombreux compartiments à court terme mais aussi à long terme car il s'agit de relocalisation totale ou partielle de population.

S'agissant de la stratégie du littoral à Rémire-Montjoly (action 31-c), il n'est pas évoqué le déplacement des populations mais une meilleure connaissance des enjeux, une analyse multicritère ainsi que la définition de plusieurs scénarios.

L'action 32 permettra de réduire ces incidences grâce à l'intégration d'un suivi morphologique au projet dès son élaboration.



POINT(S) DE VIGILANCE

(Action 31) bonne prise en compte de l'intégration des nouvelles habitations dans le paysage



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables pour les différents domaines de l'environnement. Cependant, des incidences négatives sont également à noter de façon directe sur l'occupation du sol et les sols et sous-sols mais également de façon indirecte sur les écosystèmes littoraux et les déchets

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
17	22	12	17	1



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Action 32 : Intégrer la notion de solutions fondées sur la nature. L'action 32 permet d'intégrer un suivi morphologique dès son élaboration, elle devrait aussi intégrer le suivi de l'impact sur les écosystèmes marins et littoraux (pas de destruction de zones humides, pas de rejets de polluants, etc.).	L'objectif III.1.2 a été complété en ajoutant « Mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature, notamment si des moyens doivent être mis pour freiner l'érosion du trait de côte sur les linéaires à enjeux. »

1.9. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF III.2 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

III.2 Renforcer la sécurité maritime												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
III.2.1 FACILITER L'INTERVENTION DES SECOURS SUR LE LITTORAL												
Action 33 - Aménager une rampe de mise à l'eau pour l'intervention sur l'île de Cayenne	V		LOC/PERM/CT	V	BM/PERM/CT V	V		EXT/PERM/CT	V	LOC/PERM/CT		
Action 34 - Mettre en place une station SNSM sur l'île de Cayenne					BM/PERM/CT					LOC/PERM/CT	LOC/PERM/MT	BM/PERM/LT
Action 35 - Mettre en place des plans de balisage des plages pour organiser les usages littoraux										LOC/PERM/CT		BM/PERM/LT
III.2.2 RENFORCER LA SECURITE DES NAVIGANTS ET USAGERS DE LA MER												
Action 36 - Mener une campagne d'information					BM/PERM/CT				V	BM/PERM/CT		BM/PERM/LT
Action 37 - Mener une expertise sur la sécurité de la navigation					BM/PERM/CT					BM/PERM/CT		
Action 38 - Mettre en œuvre le programme national d'hydrographie	BM/PERM/CT V			V	BM/PERM/CT				V			BM/PERM/CT



OBJECTIF

Les 2 objectifs visent à renforcer la sécurité maritime.



TYPE D'INTERVENTION

- Mise en place d'aménagement (rampe de mise à l'eau) en prenant en compte les contraintes d'érosion, d'envasement et de pontes de tortues ;
- Mise en place d'une station de la société nationale de sauvetage en mer (SNSM) sur l'île de Cayenne ;
- Information et communication :
 - Mise en place d'un balisage pour sectoriser ces différents usages permettrait de sécuriser la pratique des activités ;
 - Information sur la nécessité de détenir un permis adapté à sa pratique et sur les modalités d'immatriculation de son embarcation ;
 - Information sur le service 196 via une campagne d'affichage sur les lieux stratégiques (commerces nautiques, points de mise à l'eau) ;
 - Organisation de journées sur la sécurité en mer.
- Mise en œuvre d'une expertise sur la sécurité de la navigation



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Ces actions agissent directement sur l'atteinte de l'objectif de renforcer la sécurité maritime. A court terme, la mise en place d'actions aura un impact très positif, de façon directe, sur les risques naturels et la santé humaine (balisage, accès baignade aux handicapés, amélioration des secours). Indirectement, elles permettront une plus grande résilience face à l'amplification des aléas climatiques.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

La mise en place d'actions aura également un impact négatif indirect sur l'occupation du sol (impact localisé). En effet, l'aménagement de rampe de mise à l'eau entraînera l'artificialisation et la consommation d'espaces et des besoins en matériaux (dans une moindre mesure). Néanmoins, cette action précise que les contraintes d'érosion, envasement et de pontes de tortues devront être pris en compte.



POINT(S) DE VIGILANCE

Plusieurs points de vigilance sont émis dans la réalisation de ces objectifs. Il s'agit de veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis des écosystèmes, de la pollution et des nuisances sonores.

Veiller à ne pas générer de déchets via les outils de communication mobilisés comme les campagnes d'affichages.



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables particulièrement sur la composante des risques et la santé humaine. Cependant, des incidences négatives sont à noter mais de façon indirecte sur l'occupation du sol et les sols et sous-sols.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
7	8	2	1	9



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Intégré dans l'action 36 : Les informations devront inclure la sensibilisation aux enjeux environnementaux (connaissance, préservation des ressources et du milieu marin, réduction des déchets). Comme précisé dans l'action 46.	L'action a été complétée par une sensibilisation « aux comportements respectueux des différents usages et de l'environnement marin ».
Veiller à ne pas générer de déchets via les outils de communication mobilisés comme les campagnes d'affichages.	Ce point a été ajouté dans les mesures ERC.
Veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis de la pollution et des nuisances	
Veiller à prémunir les nouvelles infrastructures des risques naturels	

1.10. ANALYSE DES EFFETS DE L’OBJECTIF III.3 SUR L’ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

III.3 Améliorer la qualité des eaux de baignades												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
III.3.1 REDUIRE LES TRANSFERTS DIRECTS DE POLLUANTS BACTERIOLOGIQUES ET CHIMIQUE VERS LES ZONES DE Baignade												
Action 39 - Renforcer l’information des citoyens pour améliorer la qualité des eaux de baignades	EXT/PERM/CT			EXT/PERM/CT		EXT/PERM/CT			EXT/PERM/CT v	EXT/PERM/CT		
III.3.2 AMELIORER L’EVALUATION DE LA QUALITE DES EAUX DE Baignade ET DES SOURCES DE POLLUTION CF. SDAGE, OBJECTIFS 4.5.1 ET 4.5.2												
Action 40 - Mettre en œuvre les actions du SDAGE / eaux de baignade	LIT/PERM/CT			LIT/PERM/CT					LIT/PERM/CT	LIT/PERM/CT		LIT/PERM/LT



OBJECTIF

Les 2 objectifs de cet objectif visent à améliorer la qualité des eaux de baignades.



TYPE D'INTERVENTION

- Réglementation :
 - Respect des règles de rejets sur les bassins versants amont des plages.
- Information et communication :
 - Amélioration l'information sur la qualité des eaux de baignades et les causes de dégradation ;
 - Amélioration de la diffusion de l'information.
- Réalisation de profils de vulnérabilité sur les sites de baignade littoraux ;
- Amélioration de l'évaluation de la qualité des eaux ;
- Réalisation de profils de baignade.



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Ces actions agissent directement sur l'atteinte de l'objectif d'améliorer la qualité des eaux de baignades. A court terme, la mise en place d'actions aura directement un impact très positif sur les écosystèmes marins et littoraux, la pollution et les nuisances, les déchets et la santé humaine. Des incidences positives indirectes se feront également sentir à court terme sur le paysage. Les profils de vulnérabilité sur les sites de baignade littoraux prévus dans le SDAGE (1.5.4) auront un impact positif sur la résilience face au dérèglement climatique.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

/



POINT(S) DE VIGILANCE

Veiller à ne pas générer de déchets via les outils de communication mobilisés comme les campagnes d'affichages



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables particulièrement sur la composante de la pollution et des nuisances puisque l'objectif est d'améliorer la qualité des eaux de baignades

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
5	5	0	0	1



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Action 39 : "Veiller à ne pas générer de déchets via les outils de communication mobilisés comme les campagnes d'affichages. "	L'action a été complétée

1.11. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF III.4 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

III.4 Se préparer face aux risques de pollution maritime												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
III.4.1 ÉTUDIER LES IMPACTS POTENTIELS LIES AUX POLLUTIONS MARITIMES ET ANTICIPER L'ORGANISATION EN CAS DE CRISE												
Action 41 - Prévoir les méthodes d'intervention sur la faune marine	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT		BM/PERM/MT		BM/PERM/MT						
Action 42 - Étudier la réponse de l'environnement microbien et bactérien à la dispersion du pétrole	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT		BM/PERM/MT		BM/PERM/MT						



OBJECTIF

L'objectif vise à se préparer face aux risques de pollution maritime.



TYPE D'INTERVENTION

- Amélioration de la connaissance sur les méthodes d'intervention (démazoutage des oiseaux...);
- Évaluation de la réponse de l'environnement microbien et bactérien à la dispersion du pétrole.



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Ces actions agissent directement sur l'atteinte de l'objectif de se préparer face aux risques de pollution maritimes. A moyen terme, la mise en place d'actions aura un impact très positif, de façon directe, sur les écosystèmes marins et littoraux, la biodiversité, la pollution et les nuisances. Des incidences positives indirectes se feront également sentir sur le paysage en améliorant la capacité d'agir sur les pollutions.



PRINCIPALES INCIDENCES NÉGATIVES

/



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables particulièrement sur la composante des écosystèmes marins et littoraux mais aussi sur la pollution et les nuisances.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
6	2	0	0	0



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
/	

1.12. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF IV.1 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

AXE IV – LA CONNAISSANCE, LA RECHERCHE ET L'INNOVATION AINSI QUE L'EDUCATION ET LA FORMATION AUX METIERS DE LA MER												
IV.1 Renforcer les moyens pour l'acquisition et le partage des connaissances												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
IV.1.1 RENFORCER LES MOYENS POUR L'ACQUISITION DES CONNAISSANCES DANS LE MILIEU MARIN ET ESTUARIEN												
Action 43 - Optimiser les moyens d'analyse en local	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT									BM/PERM/MT	BM/PERM/LT
Action 44- Instrumentaliser l'estuaire du Maroni	LOC/PERM/CT V	LOC/PERM/CT	BM/PERM/CT		BM/PERM/MT V	V		BM/PERM/CT	V			
Action 13 - Mettre en place un observatoire de la pêche en Guyane	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT										EXT/PERM/L
IV.1.2 PARTAGER LES CONNAISSANCES EN LES VULGARISANT POUR EN AMELIORER LA COMPREHENSION ET L'APPROPRIATION PAR TOUS LES ACTEURS												
Action 45 - Poursuivre le développement de la plateforme OBSenMER GUYANE	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT			BM/PERM/CT							BM/PERM/LT
Action 46 - Mener des actions de communication	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT							V			



OBJECTIF

Les 2 objectifs de cet objectif visent à renforcer les moyens pour l'acquisition et le partage des connaissances.



TYPE D'INTERVENTION

- Mutualisation des équipements afin d'analyser la qualité de l'eau et des sédiments en Guyane ;
- Publication et communication autour du milieu marin (exposition permanente, vulgarisation des actions menées et des résultats, émission thématique sur Guyane 1^{er} ...) ;
- Poursuivre le développement de la plateforme OBSenMER GUYANE.



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Ces actions agissent directement sur l'atteinte de l'objectif de renforcer les moyens pour l'acquisition et le partage des connaissances. La mise en place d'actions aura un impact très positif, de façon directe, sur la connaissance de la richesse en matière de biodiversité (plateforme OBSenMER), les risques et le changement climatique. Les actions de communication autour du milieu marin et de ses enjeux auront un impact positif direct sur la biodiversité et la préservation des écosystèmes marins et littoraux (action 46). Cette action sera rendue opérationnelle grâce à la mise en place d'une structure de coordination et d'échanges entre tous les acteurs (action 86) qui sera motrice dans le partage d'informations, de connaissance et d'expériences. Par ailleurs, l'action 43 visant à optimiser les moyens d'analyse en local permet d'éviter l'émission de GES et la consommation énergétique engendrée par le transport des échantillons en métropole.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

/



POINT(S) DE VIGILANCE

Les travaux associés à l'instrumentalisation de l'estuaire du Maroni et au programme national d'hydrographie pourront impacter les milieux (Action 42)

Veiller à ne pas générer de déchets via les outils de communication mobilisés (action 44).



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables particulièrement sur la composante écosystèmes marins et littoraux, les risques et le changement climatique.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
7	7	0	4	5



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Veiller à ne pas générer de déchets via les outils de communication mobilisés comme les campagnes d'affichages.	L'action a été complétée
Veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis de la pollution et des nuisances (Action 44)	
Veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis des écosystèmes (Actions 38,44)	

1.13. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF IV.2 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

IV.2 Développer l'attractivité et la qualification des emplois de l'économie bleue												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
IV.2.1 METTRE EN PLACE ET PERENNISER LES FILIERES DE FORMATION INITIALE ET CONTINUE AUX METIERS DE LA MER												
Action 47 - Créer un établissement de formation professionnelle maritime	EXT/PERM/LT	EXT/PERM/LT	BM/PERM/CT			BM/PERM/CT		BM/PERM/CT		BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	
Action 48 - Développer les offres de formations initiales et continue, à court et long terme	EXT/PERM/LT	EXT/PERM/LT								EXT/PERM/MT		
IV.2.2 PROPOSER UN SYSTEME DE REGULARISATION ADAPTE ET ENCADRE POUR LES MARINS-PECHEURS, ET DE FORMATION AUX SAVOIRS DE BASE (MAITRISE DU FRANÇAIS)												
Action 49 - Accompagner la régularisation des marins pêcheurs												
IV.2.3 AMELIORER L'ATTRACTIVITE DE LA FILIERE EN S'ORIENTANT VERS UNE REDUCTION DE LA PENIBILITE DE TRAVAIL DU MARIN-PECHEUR												
Action 50 - Améliorer les conditions de travail à bord des navires de pêche										BM/PERM/CT	BM/PERM/MT	
IV.2.4 DEVELOPPER DES PARTENARIATS ENTRE ACTEURS POUR FORMER LES JEUNES ET DONNER LE GOUT DE LA MER												
Action 51 - Développer des partenariats entre les clubs nautiques et les acteurs de l'éducation et de la formation	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT		LIT/PERM/MT		LIT/PERM/MT			LIT/PERM/MT			LIT/PERM/LT
Action 80 - Développer les clubs nautiques	EXT/PERM/MT V	EXT/PERM/MT V	LOC/PERM/MT	V		V			V	EXT/PERM/MT		
Action 52 - Soutenir et valoriser les programmes d'aires marines éducatives	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT		LIT/PERM/MT		LIT/PERM/MT			LIT/PERM/MT			LIT/PERM/LT
Action 53 - Valoriser la formation aux métiers de la mer et l'insertion professionnelle	EXT/PERM/MT											



OBJECTIF

Les 4 objectifs visent à développer l'attractivité et la qualification des emplois de l'économie bleue.



TYPE D'INTERVENTION

- Développement des offres de formations initiale et continue à court et long terme, incluant la formation à la sureté et la sensibilisation aux enjeux environnementaux ;
- Soutien et valorisation aux programmes d'aires marines éducatives ;
- Formation à la création d'activités économiques dans une démarche d'insertion professionnelle ;
- Développement de partenariats entre les acteurs nautiques et les acteurs de l'éducation et de la formation.
- Amélioration des conditions de travail à bord des navires de pêche (règles d'hygiène et de sécurité, outils tels que des treuils...)
-



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Ces actions agissent directement sur l'atteinte de l'objectif de développer l'attractivité et la qualification des emplois de l'économie bleue. La mise en place d'actions aura des incidences positives indirectes sur :

- Les écosystèmes marins et littoraux, en améliorant le savoir-faire dans l'utilisation du matériel (action 50) et le savoir sur la connaissance sur la ressource halieutique ;
- Une meilleure prise en compte des enjeux de biodiversité grâce à une sensibilisation aux enjeux environnementaux (actions 48, 51 et 52) ;
- la santé humaine, les risques au travail sont moindres lorsque le personnel est plus qualifié (action 50) ;
- Développement des écoles de voile : impact positif sur la santé avec la pratique d'un sport de plein air (action 80).

Meilleure utilisation du matériel de pêche, meilleure connaissance de la ressource halieutique ... du coup impact moindre sur les espèces (la surpêche, prise accidentelle notamment).

L'amélioration du matériel pourrait avoir des impacts positifs sur la consommation énergétique des navires.

Au-delà des enjeux de biodiversité et de préservation des écosystèmes marins et littoraux, les actions d'éducation à l'environnement auront des impacts positifs sur la gestion des déchets, la limitation de polluants dans l'environnement contribuant aux enjeux de résilience face au dérèglement climatique.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

Cette action pourrait augmenter les consommations énergétiques du territoire à travers le transport des jeunes à Cayenne afin de suivre les formations. Néanmoins cela pourrait diminuer les consommations énergétiques si cette formation se substitue à des formations en métropole. Si construction de locaux incidences négatives sur la consommation d'espace.



POINT(S) DE VIGILANCE

Concernant l'installation ou la modernisation des clubs nautiques, les contraintes d'érosion, envasement et de pontes de tortues devront être prises en compte (action 80). Également la gestion des déchets dans le cadre de la modernisation en lien avec les objectifs d'économie circulaire du PRPGD.



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables particulièrement sur les écosystèmes marins et littoraux, la biodiversité et la santé humaine à travers des actions d'éducation à l'environnement. Quelques points de vigilance sur l'implantation des clubs nautiques (pollutions, dérangement des espèces, gestion des déchets pendant la phase travaux).

En termes de santé humaine, les risques au travail sont moindres lorsque le personnel est plus qualifié.

Le développement des écoles de voile aura un impact positif sur la santé avec la pratique d'un sport de plein air.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
4	20	0	5	5



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Concernant l'installation ou la modernisation des clubs nautiques, les contraintes d'érosion, envasement et de pontes de tortues devront être prises en compte.	Cette action a été complétée en faisant le lien avec l'action 80.
Prendre en compte la gestion des déchets dans le cadre de la modernisation en lien avec les objectifs d'économie circulaire du PRPGD	La question de l'économie circulaire et de la réutilisation des déchets est traitée en lien avec les actions 25 et 26.
Pas de compléments sur le transport car très indirect vis-à-vis du DSBM (en lien avec l'augmentation des consommations énergétiques du territoire).	

1.14. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF V.1 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

AXE V – LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES ACTIVITES ECONOMIQUES, MARITIMES ET LITTORALES ET LA VALORISATION DES RESSOURCES NATURELLES MINERALES, BIOLOGIQUES ET ENERGETIQUES												
V.1 Soutenir une pêche maritime professionnelle durable et compétitive												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
V.1.1 METTRE EN ŒUVRE LE PLAN POUR LA MODERNISATION ET LE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE PECHE EN GUYANE												
Action 54 - Assurer le renouvellement de la flotte de pêche	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		BM/PERM/CT					BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		
Action 55 - Assurer la mise en œuvre des mesures économiques du plan pêche	BM/PERM/CT			BM/PERM/CT					BM/PERM/CT		BM/PERM/CT	
V.1.2 DIVERSIFIER LES ACTIVITES DE PECHE												
Action 56 - Expérimentation pour une pêche hauturière à la ligne	BM/PERM/MT	+BM/PERM/CT									V	
Action 57 - Développer l'aquaculture	BM/PERM/CT		BM/PERM/CT	V					V	V	BM/PERM/CT	
Action 58 – Structurer une filière durable de vessies natatoires	BM/PERM/MT								BM/PERM/MT			
V.1.3 CONSOLIDER LES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION ET DE TRANSFORMATION												
Action 59 - Mener une étude de marché sur les poissons blancs pour consolider et développer les circuits de commercialisation	V			EXT/PERM/CT							EXT/PERM/CT	EXT/PERM/LT
Action 60 - Valoriser les produits de la pêche de Guyane									V			



OBJECTIF

Les 3 objectifs visent à soutenir une pêche maritime professionnelle durable et compétitive.



TYPE D'INTERVENTION

- Mise en œuvre des mesures économiques du plan « pêche » ;
- Développement de l'aquaculture ;
- Expérimentation de la pêche hauturière de ligne ;
- Création d'une filière durable de vessies natatoire ;
- Etude de marché sur les poissons blancs ;
- Valorisation des produits de la pêche de Guyane (actions de communication, reconnaissance des produits par des labels).



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Ces actions agissent directement sur l'atteinte de l'objectif de soutenir une pêche maritime professionnelle durable et compétitive. La mise en place de ces actions aura des incidences positives indirectes sur :

- Les écosystèmes marins et littoraux, en mettant en place une gestion plus durable des activités de pêche notamment à travers un meilleur suivi ;
- La consommation énergétique en limitant la dépendance alimentaire, en améliorant le rendement des usines de transformation et en réduisant les produits importés de France métropolitaine (action 57) ;
- Les déchets, en structurant une filière durable de vessies natatoire en améliorant le suivi de cette filière. (action 58).



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

Le développement potentiel de pêche de grands pélagiques aura des incidences sur la ressource halieutique ; des mesures ERC sont proposées afin de s'assurer du bilan écologique et scientifique pendant 2 ans avant de le développer (Action 56).

Le renouvellement de la flotte de pêche engendrera une augmentation des déchets de façon temporaire et nécessitera une gestion de ces déchets. Indirectement, le développement de la pêche entraînera des incidences négatives sur les écosystèmes marins, pollutions et nuisances. La résolution du problème de logistique aérienne des pêches vers la Métropole et les Antilles induira directement des incidences négatives une augmentation des pollutions et des besoins énergétiques à court terme, et à long terme, sur le changement climatique. Par ailleurs, le développement de l'aquaculture pourra avoir des incidences négatives sur la consommation d'espace si création/ développement de bassins.



POINT(S) DE VIGILANCE

Le développement de la filière de grand pélagiques augmentera les jours de pêche et l'énergie nécessaire pour l'activité (action 56)

Le développement de l'aquaculture peut avoir des effets négatifs sur l'environnement : pollution des eaux avec les rejets de déchets, de produits chimiques et de médicaments dans le milieu naturel. De plus, des maladies se propagent hors des bassins de culture et peuvent affecter les espèces sauvages (action 57).

Le développement de circuit de commercialisation ne devra pas entrainer de surpêche (action 59)
Veiller à ne pas générer de déchets via les outils de communication mobilisés (action 60)



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont plutôt défavorables particulièrement en termes de pollutions et nuisances, de déchets, d'énergie et de changement climatique. Cependant, la mise en place d'une gestion durable de la pêche aura une incidence positive sur les écosystèmes marins et littoraux.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
0	10	2	7	6



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Limitier les incidences sur la ressource halieutique à travers le développement de pêche des grands pélagiques	L'action a été complétée en faisant référence à la mesure 19 du plan pêche. Également (ce n'est pas cité dans l'action), l'objectif «II.2.1 Améliorer les connaissances sur les ressources halieutiques, et les interactions entre les activités de pêche et l'environnement et la biodiversité » permettra de limiter les incidences notamment via l'action 12.
L'expérimentation pour une pêche hauturière à la ligne devra limiter l'augmentation des jours de pêche et l'énergie nécessaire pour l'activité (action 56)	Pas de mesure ERC intégré mais limitation des incidences grâce aux actions de cet axe V.1 « Soutenir une pêche maritime professionnelle durable et compétitive ».
Le développement de l'aquaculture devra éviter, réduire les potentiels impacts négatifs de cette activité sur l'environnement (pollution des eaux avec les rejets de déchets, maladies pouvant affecter les espèces sauvages...) (action 57).	Action 57 : Préférer la filière extensive ou semi-intensive à toutes autres filières / Assurer que la zone d'influence ne sera pas affectée par les travaux d'aménagement de la ferme/ Assurer le traitement des rejets / Assurer le suivi des paramètres chimiques de qualité des eaux /Interdire l'introduction des espèces exotiques
Le développement de circuit de commercialisation ne devra pas entrainer de surpêche (action 59)	
Veiller à ne pas générer de déchets via les outils de communication mobilisés (action 60)	

1.15. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF V.2 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

V.2 Mieux connaître et gérer les pratiques de pêche non professionnelle												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
V.2.1 AMELIORER LES CONNAISSANCES SUR LES PRATIQUES DE PECHE DE LOISIRS ET VIVIERE												
Action 61 - Mener une étude relative à la pêche non professionnelle	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT										BM/PERM/LT
Action 62 – Mener l'étude « Mérou, tarpon et carpe : écologie et développement d'une pêche sportive durable en Guyane »	BM/PERM/CT V	BM/PERM/CT V									BM/PERM/CT	BM/PERM/LT
V.2.2 AMELIORER LA GESTION DE LA PECHE NON PROFESSIONNELLE												
Action 63 - Créer un comité régional de la pêche de loisirs en mer	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		BM/PERM/CT					BM/PERM/CT			BM/PERM/LT
V.2.3 METTRE EN ADEQUATION LES PRATIQUES DE PECHE EXISTANTES ET LA REGLEMENTATION												
Action 64 - Faire sortir les pêcheurs de l'Ouest de l'informe	BM/PERM/CT											
Action 65 - Mener une expérimentation pour réviser l'arrêté préfectoral relatif aux filets dans la zone de balancement des marées	BM/PERM/MT V	BM/PERM/MT V										
Action 66- Définir les limites de salure des eaux	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT										



OBJECTIF

Les 3 objectifs visent à mieux connaître et gérer les pratiques de pêche non professionnelle.



TYPE D'INTERVENTION

- Rédaction d'un état des lieux sur la pêche non professionnelle (populations d'utilisateurs, pratiques, captures réalisées) ;
- Amélioration des connaissances de l'écologie (déplacements, migrations) du Mérou géant, de la Carpe rouge et le Tarpon de l'Atlantique (espèces emblématiques du milieu marins guyanais mais menacées sur la Liste rouge mondiale de l'UICN) ;
- Mise en place d'une étude multidisciplinaire et approfondie sur les pratiques de pêches et la gestion durable des stocks ;
- Création d'un comité régional de la pêche de loisirs en mer ayant pour objectifs la promotion, la défense de la pêche maritime de loisirs, l'information et la sensibilisation des pratiquants (environnement marin, pratiques écoresponsables)



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Ces actions agissent directement sur l'atteinte de l'objectif de mieux connaître et gérer les pratiques de pêche non professionnelle. Une meilleure connaissance et gestion des pratiques de pêches non professionnelle aura directement des incidences positives sur les écosystèmes marins et littoraux et indirectement entrainera une meilleure résilience face au dérèglement climatique.

Indirectement, la sensibilisation des pratiquants à l'environnement marin, à son respect promu par le comité régional de la pêche de loisirs en mer aura des impacts positifs sur la gestion des déchets et le rejet de polluants dans l'environnement (action 63).



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

Malgré son encadrement, la pêche sportive aura des impacts sur les consommations énergétiques et gaz à effet de serre (GES) nécessaires pour ce type d'activité. Il conviendra de connaître et réduire la consommation de carburant par kilogramme de poissons pêchés.



POINT(S) DE VIGILANCE

L'encadrement de la pêche sportive ne devra pas entrainer une surpêche (action 62).



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables particulièrement sur les écosystèmes marins et littoraux à travers une meilleure connaissance des pratiques de pêche.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
3	13	0	1	4



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Action 62 : Ajouter : « Connaître la consommation de carburant en moyenne par kg de poisson pêché et encourager sa réduction. »	Cette proposition semble difficile à mettre en place. Néanmoins, des données peuvent être récupérées pour les pratiques encadrées par des professionnels, mais pas pour le plaisancier privé. L'action 61 pourra apporter des informations sur les pratiques.

1.16. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF V.3 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

V.3 Mettre en place et gérer des équipements portuaires qui répondent aux besoins des professionnels de la pêche												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
V.3.1 MODERNISER LES INFRASTRUCTURES ACTUELLES (PORTS DE PECHE ET POINTS DE DEBARQUEMENT ET DE VENTE) ET METTRE EN PLACE DE NOUVEAUX EQUIPEMENTS												
Action 67 - Assurer la mise en œuvre des mesures du plan pêche concernant les infrastructures	V	V	LIT/PERM/CT	V		LIT/PERM/CT		LIT/PERM/CT	LIT/PERM/CT V		LIT/PERM/CT	

OBJECTIF

Cette action a pour objectif de mettre en place et gérer des équipements portuaires qui répondent aux besoins des professionnels de la pêche.

TYPE D'INTERVENTION

- Modernisation des infrastructures actuelles ;
- Mise en place de nouveaux équipements prenant compte les objectifs de gestion des déchets (prévoir la collecte et le traitement).

PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Cette action permettra d'améliorer la gestion des déchets.

PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

La modernisation des infrastructures actuelles et la mise en place de nouveaux équipements auront des impacts négatifs directs sur la consommation d'espaces, les paysages et l'utilisation de la ressource sol et sous-sol mais aussi les consommations énergétiques des dispositifs de froid. Néanmoins, cette action a été complétée par la bonne prise en compte des objectifs de gestion des déchets, en prévoyant les installations nécessaires à la collecte et au traitement des déchets issus des activités. Également, le DSBM propose de veiller à la mise en place de dispositifs de froid moins gourmands en énergie et la prise en compte d'une filière pour les équipements défectueux.

POINT(S) DE VIGILANCE

Plusieurs points de vigilance sont émis dans la réalisation de ces objectifs. Il s'agit de veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis des écosystèmes, de la pollution et des nuisances sonores.

CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont défavorables particulièrement sur la composante occupation du sol, paysage et sols et sous-sols.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
0	1	4	0	4

MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Veiller à proposer des dispositifs de froid moins gourmand en énergie et prévoir une filière pour les équipements défectueux.	Ces points ont été intégrés dans le descriptif de l'action.
Limitier l'impact des travaux vis-à-vis des écosystèmes, de la pollution, de l'occupation du sol et des nuisances sonores.	L'objectif « II.3 Réduire les pressions exercées sur l'environnement par les activités et aménagements anthropiques » proposé dans le DSBM devrait permettre de mieux prendre en compte les impacts. Plus spécifiquement à travers l'action 19 « mise en œuvre des mesures ERC »
Veiller à prémunir les nouvelles infrastructures des risques naturels	

1.17. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF V.4 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

V.4 Renforcer le tissu économique autour de la pêche, de la plaisance et des activités portuaires												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
V.4.1 STRUCTURER LES ACTIVITES DE CHANTIER NAVAL ET D'ENTRETIEN-REPARATION DES NAVIRES												
Action 68 - Soutenir les initiatives locales pour le développement de chantiers navals	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	LIT/PERM/CT	BM/PERM/MT	V	V			V	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	
Action 81 - Développer des infrastructures pour l'accueil de la plaisance	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	V BM/PERM/CT	V	V		BM/PERM/CT	V	LOC/PERM/MT	BM/PERM/CT	
V.4.2 DEVELOPPER LES ACTIVITES DU SECTEUR HALIO-ALIMENTAIRE : VALORISATION ET TRANSFORMATION DES PRODUITS ET COPRODUITS DE LA PECHE												
Action 69 - Développer la transformation des produits de la pêche	V								V		LIT/PERM/CT	
V.4.3 STRUCTURER LES ACTIVITES DE FABRICATION ET REPARATION DE PIROGUES												
Action 70 - Valoriser et accompagner le métier de fabricant de pirogues				BM/PERM/CT			BM/PERM/CT		BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		
V.4.4 PROMOUVOIR L'EMERGENCE ET FAVORISER LE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS ISSUS DES ACTIVITES, USAGES ET AMENAGEMENTS MARITIMES												
Action 71 - Dédier du foncier pour le développement de la filière déchets des activités maritimes	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	LIT/PERM/CT	BM/PERM/MT V	V	V		LIT/PERM/CT	BM/PERM/CT V		LIT/PERM/CT	LIT/PERM/CT
V.4.5 SECURISER LES INSTALLATIONS POUR LE STOCKAGE DES EMBARCATIONS ET DU MATERIEL												
Action 72 - Mettre en place un port à terre sécurisé	V		LIT/PERM/CT	V	V	V		LIT/PERM/CT	BM/PERM/CT V		LIT/PERM/CT	



OBJECTIF

Ces 5 objectifs doivent permettre de renforcer le tissu économique autour de la pêche, de la plaisance et des activités portuaires.



TYPE D'INTERVENTION

- Soutien aux initiatives locales pour le développement de chantiers navals (amélioration de l'état des navires, transmission des compétences de construction navale...);
- Optimisation des infrastructures et amélioration de la productivité des lignes-équipements de process de traitement/conditionnement et valorisation des produits de la mer et co-produit issus de la transformation ;
- Valorisation et accompagnement du métier de fabricant de pirogues (renforcement des agents publics pour le jaugeage et l'homologation des pirogues, ouverture de chantier de réparation de pirogues...);
- Création d'une filière guyanaise pour le traitement des déchets issus des activités maritimes notamment la pêche (économie circulaire, valorisation en énergie) ;
- Mise en place d'un port à terre sécurisé.



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

L'amélioration des infrastructures de chantier aura un impact positif sur les conditions de travail mais aussi sur les pollutions et nuisances en limitant les rejets vers les milieux naturels (action 68). La valorisation de produits de la mer permettra de limiter certains déchets (action 69). De plus, la création d'une filière pour le traitement des déchets issus des activités maritimes aura une incidence positives directes sur la thématique des déchets (action 71).

Accompagner le métier de fabricant de pirogue permettra à travers la sensibilisation aux impacts environnementaux à une meilleure gestion des déchets et une réduction des polluants dans l'environnement (action 70).

Également, des incidences positives sont attendus sur les consommations énergétiques à travers l'action 71 visant à la création d'un pôle d'activité autour de l'économie circulaire avec notamment Métal Recyclage Guyane, une production de panneaux solaires, (...) Un site de valorisation des sargasses (pour la production de bio-gaz, par exemple) est également envisagé (action 71).

La relocalisation de la construction des navires évite leur importation (réduction des consommations énergétiques) (action 68).



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

La construction d'infrastructures pour les activités de chantier naval et pour la filière de traitement des déchets auront des impacts négatifs directs sur la consommation d'espaces, les sols et sous-sols et les paysages. Des incidences négatives seront également induites sur l'énergie puisque le développement des activités du secteur halio-alimentaire engendrera des besoins énergétiques. Indirectement, la mise en place de ces objectifs entraînera une potentielle production de déchets. L'augmentation de la production aura également pour conséquence une pression plus forte sur la ressource (action 69).



POINT(S) DE VIGILANCE

Plusieurs points de vigilance sont émis dans la réalisation de ces objectifs. Il s'agit de veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis des écosystèmes, de la pollution et des nuisances sonores.

La construction d'infrastructures pour les activités de chantier naval et pour la filière de traitement des déchets auront des impacts négatifs directs sur la consommation d'espaces, les sols et sous-sols et les paysages.

Veiller à mettre en place des filières de gestion des déchets et mise en place de chantier évitant tout rejets dans le milieu. (action 68)

V.4.2 : La nécessité d'avoir une production régulière pourrait potentiellement avoir un impact sur la ressource halieutique (action 69). La transformation des produits de la pêche pourrait entraîner une augmentation des déchets (emballages).



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables. La mise en place de chantiers navals à la place des chantiers informels (action 68) aura des incidences positives concernant les nuisances et pollutions en permettant d'avoir de véritables filières de gestion des déchets, des plateformes permettant de recueillir les polluants, etc. Indirectement cela aura des incidences positives sur les écosystèmes marins et la biodiversité.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST

POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
2	15	4	9	14



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Veiller à mettre en place des filières de gestion des déchets et mise en place de chantier évitant tout rejets dans le milieu. (Action 68)	La fiche action 68 comprend la mesure ERC suivante : « Veiller à mettre en place des filières de gestion des déchets et mise en place de chantier évitant tout rejets dans le milieu. »
Intégrer la dimension gestion durable de la pêche	L'action 69 comprend une mesure ERC intégrant le terme : « dans le respect d'une gestion durable de la pêche ».
Proposer de sensibiliser comme dans l'action 46 : Les formations devront inclure la formation à la sûreté et la sensibilisation aux enjeux environnementaux (connaissance, préservation des ressources et du milieu marin, réduction des déchets (action 70)	Ce point a été ajouté dans les mesures ERC.
Intégrer des mesures ERC pour chaque projet d'aménagement	Limité par la prise en compte de l'action 19 du DSBM : mesures ERC « Définis pour chaque projet »
Veiller à prémunir les nouvelles infrastructures des risques naturels	

1.18. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF V.5 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

V.5 Assurer un développement durable et compétitif des ports de commerce												
	Ecosystèmes marins et littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
V.5.1 COORDONNER LES PROJETS STRATEGIQUES DES PORTS ET ACCOMPAGNER LEUR MISE EN ŒUVRE												
V.5.2 ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DE PROJETS VISANT A AMELIORER LA DESSERTE MARITIME DU TERRITOIRE												
Action 75 - Poursuivre les études sur le projet de POMU	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	V	BM/PERM/MT	V	V	V	LOC/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT V	BM/PERM/MT
FOCUS SPECIFIQUE – ci-dessous												
Action 73 - Développer la desserte maritime par Saint-Laurent du Maroni	LIT/PERM/CT	LIT/PERM/CT		BM/PERM/CT V	V			LIT/PERM/CT			LIT/PERM/CT	
Action 74 - Aménager un port sec au pont de l'Oyapock		LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT		V	V			V			
V.5.3 ADAPTER LES EQUIPEMENTS PORTUAIRES DANS UN LOGIQUE DE TRANSITION ENERGETIQUE ET NUMERIQUE												
Action 76 - Adapter les infrastructures et équipements portuaires dans une logique de transition énergétique et numérique	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	V				BM/PERM/MT		BM/PERM/CT	BM/PERM/LT
V.5.4 Développer et relocaliser la partie port de commerce du port de l'Ouest pour accompagner le développement démographique												
Action 77 - Développer les infrastructures du port de l'Ouest	V	V	BM/PERM/CT	V	BM/PERM/MT V	V		BM/PERM/CT	BM/PERM/MT		BM/PERM/MT	
Action 78 - Envisager la relocalisation du port de l'Ouest	V	V	BM/PERM/CT	V	BM/PERM/MT V	V		BM/PERM/CT	BM/PERM/MT V		BM/PERM/MT	
V.5.5 COORDONNER LE DEVELOPPEMENT DE L'ACCUEIL CROISIERE AVEC LES ACTIVITES TOURISTIQUES ET COMMERCIALES POUR RENDRE LES ESCALES ATTRACTIVES												
Sous-Action 28-b : Aménagement et réduction des nuisances sur les îles du Salut	LOC/PERM/MT	V	V	LOC/PERM/MT	V	LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT		V	LOC/TEMP/LT	LOC/PERM/CT	
Action 79 - Développer l'accueil de croisiéristes sur le territoire	V	V	BM/PERM/CT	V	V	V		BM/PERM/CT	V			



OBJECTIF

Ces 5 objectifs ont pour objectif d'assurer un développement durable et compétitif des ports de commerce mais aussi des croisiéristes.



TYPE D'INTERVENTION

- Développement de la desserte maritime par Saint-Laurent du Maroni (dragage, développement du port, poste d'inspection frontalier, diversification des activités) ;
- Poursuite des études sur le projet d'une Plateforme Offshore Multi-Usage (POMU) ;
- Adaptation des infrastructures et équipements portuaires dans une logique de transition énergétique et numérique (éclairage LED, alimentation électrique durable, tri des déchets, développement des énergies décarbonées...) ;
- Développement des infrastructures du port de l'Ouest (port « éco » avec des outillages cohérents, meilleure organisation, anticiper les besoins sur 20-30 ans...) ;
- Préparation de la relocalisation du port de l'Ouest (communication, coordination des projets, concertation avec les différents acteurs, aide à la décision, accompagnement dans les travaux de recherche foncière, financement des actions de recherche et développement pour la connaissance des états initiaux et de leur évolution) ;
- Accompagnement du développement des activités de croisière (développement d'infrastructures, organisation des flux touristiques, envisagement de l'accueil de navires à Saint-Laurent du Maroni).



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

L'adaptation des équipements portuaires dans une logique de transition énergétique et numérique aura des incidences positives directes ou indirectes sur différentes composantes de l'environnement : les écosystèmes marins et Littoraux, l'occupation du sol, les pollutions et nuisances, les déchets. A long terme, l'adaptation des équipements permettra plus globalement de participer à l'adaptation au changement climatique.

La desserte maritime de saint laurent du Maroni évitera 30% de camions sur la route effectuant 4h de route, réduction des consommations énergétique et GES (Action 73).



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

La construction d'infrastructures (port de l'Ouest, activités touristiques) aura des impacts négatifs directs sur la consommation d'espaces, les sols et sous-sols et les paysages.

Dragage du Maroni aura des impacts sur le sol (action 73)

Des incidences négatives seront également induites sur l'énergie à travers le développement des activités qui engendrera des besoins énergétiques.



POINT(S) DE VIGILANCE

Plusieurs points de vigilance sont émis dans la réalisation de ces objectifs. Il s'agit de veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis des écosystèmes, de la pollution et des nuisances sonores et des paysages. Par exemple, impact du dragage sur le Maroni et la modification des écosystèmes estuariens (action 73).



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont défavorables particulièrement sur la composante occupation du sol, sols et sous-sols, déchets et l'énergie.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
3	9	12	12	27



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Incidences négative en lien avec des aménagements : consommation d'espaces, les sols et sous-sols, déchets et les paysages	Limité par la prise en compte de l'action 19 du DSBM « mise en œuvre des mesures ERC »
Veiller à prémunir les nouvelles infrastructures des risques naturels	

FOCUS SUR LA POMU

Le DSBM (Action 75) prévoit la poursuite des études sur le projet de POMU. **A ce stade, le DSBM encourage uniquement les études visant à étudier en profondeur les impacts d'un tel projet.** La POMU, incluse dans le projet stratégique du Grand port maritime de Guyane (GPMG), constitue un nœud modal international ; sa mise en œuvre est à l'étude, dans le respect des contraintes environnementales, économiques et sociales. Ces usages seraient (liste non exhaustive) :

- le trafic maritime international et transatlantique
- le cabotage à l'échelle locale (en alternative au trafic routier) et à l'échelle du plateau des Guyanes
- l'aquaculture
- le développement d'EMR et/ou leur raccordement
- la sécurité en mer (à l'échelle locale et en lien avec les structures offshore pétrolières brésiliennes)
- la valorisation des sargasses
- la R&D en milieu marin.

Sans localiser précisément l'emplacement du projet, le DSBM doit dégager une zone propice au sein de laquelle il devrait être recherché, en réalisant les nécessaires études complémentaires sur les conditions techniques, l'impact sur l'environnement marin et sur les autres activités.

Les principaux déterminants sont la profondeur, la distance au centre d'activités industrielles de Cayenne-Kourou, la concurrence pour l'espace avec la pêche industrielle et l'évitement des impacts sur l'environnement marin, en particulier la concentration côtière de mammifères marins (avec le Dauphin de Guyane) et l'accès aux plages de ponte des tortues marines et l'ensemble remarquable Kaw-Grand Connétable.

Une zone se dégage vers 20 à 30 Nautiques au large de Cayenne autour de la ligne bathymétrique de 50 m de fond. Elle pourrait être étendue ou déplacée vers l'Ouest pour élargir la recherche de solutions les moins impactantes possibles pour la faune avec des conséquences à étudier plus finement sur la pêche crevette.

Plus généralement, le projet devra s'inscrire en cohérence avec les objectifs « II.1 Préserver la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes marins et littoraux » et « II.3 Réduire les pressions exercées sur l'environnement par les activités et aménagements anthropiques ». Les actions associées ont pour but de mener des études pour améliorer la connaissance des milieux et des espèces côtières et hauturières afin notamment de renforcer les états initiaux des études d'impact de projets et aménagements tels que la POMU.

Dans tous les cas, l'évitement doit être priorisé afin de viser l'absence de perte nette de biodiversité, voire un gain de biodiversité. Les mesures d'ERC doivent être mises en œuvre à proximité du projet et avant les atteintes à l'environnement, elles doivent être effectives pendant toute la durée des travaux.

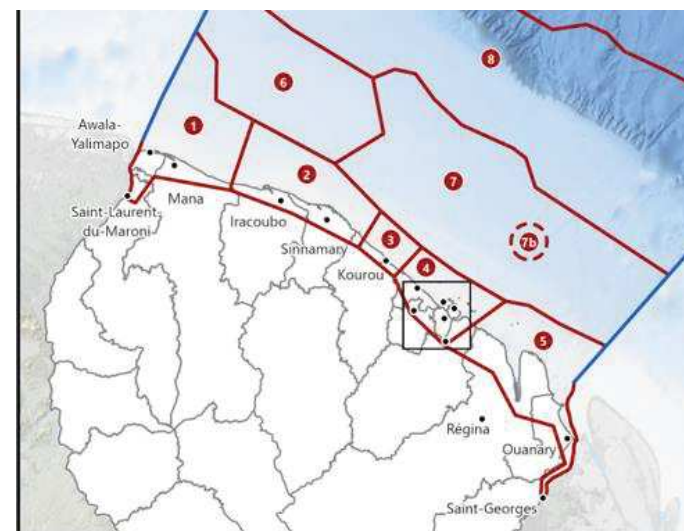
Des mesures ERC pourront également être mobilisées selon les impacts :

- Éviter les secteurs à fort enjeux ;
- Éviter les travaux pendant les périodes à forts enjeux ;
- Mettre en place un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) ou d'un Comité de suivi avec une gouvernance équilibrée : associations pour la protection de la nature et de l'environnement, scientifiques et

représentants d'industriels pour accompagner la mise en œuvre des mesures ERC et les campagnes de suivi. Les résultats des travaux conduits par le GIS seront portés à connaissance du public ;

- Suivi des études sur le long terme.

Si le projet présente des risques d'impacts sur une ou plusieurs espèces protégées, il devra faire l'objet d'une demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées, pleinement justifiée et présentant des mesures de réduction et de compensation claires et proportionnées, de nature à garantir le bon état de conservation des espèces concernées.



0 25 50 Nq
0 50 100 Km
Réalisation : Cerema Normandie Centre - Date : 0

- | | |
|---|--|
| 1 Zone côtière Ouest et estuaire du Maroni | 6 Plateau continental Ouest proche |
| 2 Zone côtière du Centre-Ouest | 7 Plateau continental Est proche |
| 3 Kourou et îles du Salut | 7b Zone propice pour l'installation d'une plateforme offshore multi-usages et d'essais éoliens et hydroliens |
| 4 Zone côtière du Centre-Est | 8 Rebord et tombant du plateau continental |
| 5 Zone côtière Est et estuaire de l'Oyapock | |

1.19. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF V.6 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

V.6 Aménager et gérer le littoral pour accompagner le développement des activités de plaisance et de loisirs de manière harmonieuse et sécurisée												
	Ecosystèmes marins et Littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
V.6.1 COORDONNER LES ACTIVITES SUR LE DOMAINE PUBLIC MARITIME (INCLUS LA BANDE DES 300 M) POUR PERMETTRE LA COEXISTENCE DES USAGES												
Action 33 - Mettre en place des plans de balisage des plages pour organiser les usages littoraux	BM/PERM/CT									LOC/PERM/CT		
V.6.2 AMENAGER DES SITES POUR L'ACCUEIL DES ACTIVITES NAUTIQUES, ET METTRE LES MOYENS POUR Y ASSURER L'ORDRE PUBLIC ET GARANTIR LEUR PERENNITE												
Action 28 : Aménager les sites pour un accueil des activités de loisirs nautiques et touristiques respectueux des espaces naturels et patrimoniaux	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT V	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT V	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/MT
Action 29 - Aménager les plages de Kourou et de l'île de Cayenne	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		BM/PERM/CT	V		LOC/PERM/MT		BM/PERM/CT V	BM/PERM/CT		
Action 80 - Développer les clubs nautiques	EXT/PERM/MT V	EXT/PERM/MT V		V	V	V			V	EXT/PERM/MT		
- Sous-Action 80-a : Développer un pôle nautique à Kourou	LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT	V LOC/PERM/CT	V	V		LOC/PERM/CT	LOC/PERM/CT	LOC/PERM/MT	LOC/PERM/CT	
- Sous-Action 80-b : Créer un club de voile à Cayenne	BM/PERM/CT	LOC/PERM/CT	V	V	V	LOC/PERM/MT				LOC/PERM/MT		
- Sous-Action 80-c : Conforter les clubs existants	BM/PERM/CT	LOC/PERM/CT	V	V	V	LOC/PERM/MT				LOC/PERM/MT		
Action 81 - Développer des infrastructures pour l'accueil de la plaisance	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	V BM/PERM/CT	V	V		BM/PERM/CT	V	LOC/PERM/MT	BM/PERM/CT	
- Sous-Action 81 -a : Développer le port de plaisance de Saint-Laurent du Maroni	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	V BM/PERM/CT	V	V		BM/PERM/CT	V	LOC/PERM/MT	BM/PERM/CT	
- Sous-Action 81 -b : Conforter l'offre de plaisance à Kourou	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	V BM/PERM/CT	V	V		BM/PERM/CT	BM/PERM/CT V		BM/PERM/CT	
- Sous-Action 81 -c : Créer un site de plaisance sur le Mahury			BM/PERM/CT	V	V	V		BM/PERM/CT	BM/PERM/CT V	LOC/PERM/MT	BM/PERM/CT	
V.6.3 CREER ET AMENAGER DES SITES DE BAINADES												
Action 29 - Aménager les plages de Kourou et de l'île de Cayenne	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT		BM/PERM/CT	V		LOC/PERM/MT		BM/PERM/CT V	BM/PERM/CT		

V.6 Aménager et gérer le littoral pour accompagner le développement des activités de plaisance et de loisirs de manière harmonieuse et sécurisée

	Ecosystèmes marins et Littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
Action 82 - Créer et aménager des sites de baignade dans l'ouest	BM/PERM/CT	BM/PERM/CT	V	BM/PERM/CT	V		LOC/PERM/MT		BM/PERM/CT V	BM/PERM/CT		
V.6.4 RENOVER LES CANAUX POUR Y PERMETTRE LA NAVIGATION ET RETABLIR LES CONNEXIONS ENTRE FLEUVES												
Action 83 - Entretenir les canaux sur le littoral	V			V	BM/PERM/LT	BM/PERM/LT						



OBJECTIF

Ces 4 objectifs portent sur l'aménagement et la gestion du littoral pour accompagner le développement des activités de plaisance et de loisirs de manière harmonieuse et sécurisée.



TYPE D'INTERVENTION

- Développement d'un pôle nautique à Kourou ;
- Création d'un club de voile à Cayenne ;
- Développement du port de plaisance de Saint-Laurent du Maroni (renforcement de la zone de carénage et de chantier naval, restauration...) dans une logique de transition écologique ;
- Confortement de l'offre de plaisance à Kourou (réalisation d'équipements nécessaires au fonctionnement d'un port de plaisance, port de pêche et reconstruction du marché aux poissons) ;
- Création d'un site de plaisance sur la Mahury (appontements et bouées de mouillage et conservation l'usage actuel de la cale de mise à l'eau pour les activités nautiques) ;
- Création de sites de baignades dans l'ouest (recensement des sites et criques à caractère remarquable et les usages actuels en matière de baignade, définition d'aménagements à réaliser et des modalités d'entretien, de gestion et d'exploitation). Les aménagements devront s'adapter à la dynamique côtière ;
- Aménagement des plages de Kourou et de l'île de Cayenne (entretien régulier, plan de balisage)
- Entretien des canaux sur le littoral (curage)



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Ces actions agissent directement sur l'atteinte de l'objectif d'aménager et gérer le littoral pour accompagner le développement des activités de plaisance et de loisirs de manière harmonieuse et sécurisée. Une meilleure organisation et gestion du littoral aura directement des incidences positives sur les pollutions et nuisances, les risques naturels, le patrimoine et les paysages. Les clubs de voiles permettront de donner accès à des équipements sportifs (santé humaine) mais aussi le développement d'activités annexe comme la sensibilisation à l'environnement. L'aménagement de sites de baignades s'accompagne de surveillance et de contrôles de qualité des eaux, actions positives pour la santé humaine. Également, cet encadrement permettra de mieux gérer les déchets et la valorisation des épaves en tant que monuments remarquables (action 82).



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

L'aménagement de différents sites (activités nautiques, baignades) aura des impacts négatifs directs sur la consommation d'espaces. Des incidences négatives seront également induites sur l'énergie puisque le développement des activités engendrera des besoins énergétiques. Malgré l'encadrement des activités, la mise en place de ces objectifs entraînera une augmentation de la fréquentation générant des incidences négatives sur les écosystèmes marins et Littoraux et la production de déchets.



POINT(S) DE VIGILANCE

Plusieurs points de vigilance sont émis dans la réalisation de ces objectifs. Il s'agit de veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis des écosystèmes, de la pollution et des nuisances sonores et des paysages.

Veiller à une bonne gestion des déchets en phase de travaux.

Veiller à l'implantation des équipements (enjeux paysager).



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables pour la composante des pollutions et nuisances, le paysage et le patrimoine. A contrario, ils seront défavorables particulièrement sur la composante occupation du sol, sols et sous-sols et des déchets.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
6	37	4	32	42



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Action 81-a évoque le développement du Port dans une logique de transition écologique : Faire des propositions plus concrètes	Ces actions ont été complétées en faisant mention de la nécessité d'inscrire le projet dans une logique de transition écologique. Le DSBM prévoit un objectif spécifique (II.3.1) visant à limiter l'artificialisation du littoral et la dégradation des écosystèmes liée aux activités et usages maritimes. Cet objectif décline plusieurs actions dont une action 19 « Mettre en œuvre des mesures éviter-réduire-compenser (ERC) ».
Action 81-b : de très nombreux équipement. Besoin de mettre en place des mesures ERC/ Cette action manque de précision	
Réduction des impacts en autorisant les travaux de dragage uniquement à marée descendante afin de favoriser la diffusion du panache de sédiments. (Action 82)	
Veiller à prémunir les nouvelles infrastructures des risques naturels	

1.20. ANALYSE DES EFFETS DE L’OBJECTIF V.7 SUR L’ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

V.7 Approfondir les connaissances sur les potentialités et les conditions d’utilisation des ressources marines non vivantes pour anticiper leur développement												
	Ecosystèmes marins et Littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
V.7.1 ÉTUDIER L’OPPORTUNITÉ DE DEVELOPPER UNE FILIERE D’ÉNERGIE MARINE RENOUVELABLE EN TENANT COMPTE DES IMPACTS SUR L’ENVIRONNEMENT ET COMPARATIVEMENT AUX POTENTIALITES DE DEVELOPPEMENT A TERRE												
Action 84 - Étudier l’opportunité du développement des énergies marines renouvelables (EMR) en Guyane	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT		BM/PERM/MT		BM/PERM/MT					BM/PERM/MT	BM/PERM/LT
V.7.2 APPROFONDIR LA CONNAISSANCE DES GISEMENTS POTENTIELS EXPLOITABLES EN SABLES ET GRANULATS MARINS ET DE L’IMPACT DE LEUR EXPLOITATION												
Action 85 - Étudier l’opportunité d’exploitation des granulats marins	BM/PERM/MT		V	V	V	V		BM/PERM/MT	V			



OBJECTIF

Ces 2 objectifs ont pour objectif d'approfondir les connaissances sur les potentialités et les conditions d'utilisation des ressources marines non vivantes pour anticiper leur développement.



TYPE D'INTERVENTION

- Approfondissement des études de gisement et d'opportunité du développement des énergies marines renouvelables ;
- Maintien d'une veille technologique sur ces sujets ;
- Facilitation du développement de projets à titre expérimental prenant en compte les enjeux environnementaux et nécessitant un suivi visant à améliorer la connaissance des impacts sur les milieux et les espèces ;
- Mise en place d'une étude sur l'opportunité d'exploitation des granulats marins.



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Les 2 objectifs agissent directement sur l'atteinte de l'objectif d'approfondir les connaissances sur les potentialités et les conditions d'utilisation des ressources marines non vivantes pour anticiper leur développement. Une meilleure connaissance du développement des EnR marines aura des incidences positives l'énergie et sur le long terme sur le changement climatique. Quant à l'étude des gisements potentiels en sables et granulats marins, elle permettra à la Guyane de disposer d'une ressource supplémentaire (ressource sous-tension) et limiter l'importation.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

Le développement des énergies marines renouvelables (action 84) ainsi que l'exploitation des granulats marins ne sont pas sans conséquences pour l'environnement (action 85). A ce stade le DSBM prévoit uniquement des études afin de statuer sur l'opportunité d'exploitation.



POINT(S) DE VIGILANCE

En fonction des conditions, l'activité extractive à l'aval du Maroni pourrait entraîner des modifications du régime hydro sédimentaires pouvant entraîner des phénomènes d'incision et impacter le déplacement des matériaux (et impacter l'évolution du trait de côté).



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables particulièrement sur la composante énergie et changement climatique. A ce stade le DSBM n'encourage que les études qui devraient permettre une connaissance plus précise des impacts dans le cadre du développement des EMR et extraction du granulat marins.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
0	3	0	5	5



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Intégrer dans actions 84 et 85 : Ces études devront permettre d'évaluer plus précisément les impacts sur l'environnement ainsi que leurs effets cumulés.	Les fiches actions comprennent les mesures ERC suivantes : « les études d'opportunité devront permettre d'évaluer plus précisément les impacts sur l'environnement ainsi que leurs effets cumulés », « conditionner le développement de projets à titre expérimental aux résultats des études environnementales ».
Action 84 : Les résultats des études doivent permettre de s'assurer d'impacts limités avant de permettre le développement de projets à titre expérimental.	

1.21. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF VI.1 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

AXE VI – GOUVERNANCE ET COOPERATION												
VI.1 Optimiser les actions et fluidifier les relations entre acteurs du monde maritime												
	Ecosystèmes marins et Littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
VI.1.1 DEFINIR UNE STRUCTURE JOUANT UN ROLE DE GUICHET UNIQUE												
VI.1.2 CLARIFIER LES ROLES ET DEVELOPPER LA CONNAISSANCE MUTUELLE ENTRE LES ACTEURS, POUR FACILITER LE TRAITEMENT DES PROCEDURES ET L'ADAPTER AU CONTEXTE LOCAL												
Action 86 - Mettre en place une structure de coordination et d'échanges entre tous les acteurs	BM/PERM/MT	BM/PERM/MT										



OBJECTIF

Cette action vise à mettre en place une structure de coordination et d'échanges entre tous les acteurs.



TYPE D'INTERVENTION

- Développement d'une zone de concertation et de partage d'expériences pour les acteurs de l'économie bleue (suivi et rapportage des actions mises en œuvre, accompagnement des acteurs : soutien financier, soutien au montage administratif, coordination de l'alimentation de bases de données ...)



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Une meilleure coordination entre les différents acteurs semble indispensable.

PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES



POINT(S) DE VIGILANCE



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables particulièrement sur les écosystèmes marins et Littoraux.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
0	2	0	0	0



MESURES ERC

PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
Intégrer le volet prise en compte de l'environnement, des écosystèmes marins et biodiversité, programme de recherches,	<p>Déjà intégré dans l'action 46 : En termes de communication, plusieurs axes se dégagent :</p> <ul style="list-style-type: none"> créer une exposition permanente sur le milieu marin (biodiversité, métiers, etc.) pour sensibiliser le public, scolaire essentiellement ; communiquer et vulgariser les actions menées et les résultats, pour une compréhension, une implication et une culture du développement en Guyane de tous ; mettre en place une émission thématique (sur Guyane 1^{re}) pour partager les informations, y compris avec des interventions des pays voisins ; transmettre des documents à jour, document de données chiffrées, connaissance de la ressource. Cela doit permettre une meilleure prise en compte des aspects environnementaux dans les aménagements et les projets en mer ; améliorer le partage d'informations, permettre aux acteurs de l'économie bleue de présenter le bilan de leurs actions. Un espace dédié à la mer pourrait être créé pour offrir un lieu de partage et de communication.

1.22. ANALYSE DES EFFETS DE L'OBJECTIF VI.2 SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

VI.2 Renforcer la coopération maritime avec les États voisins												
	Ecosystèmes marins et Littoraux	Biodiversité et trame verte et bleue	Occupation du sol	Pollutions et nuisances	Risques naturels	Paysage	Patrimoine	Sols et Sous-sols	Déchets	Santé humaine	Energie	Changement climatique
VI.2.1 TRAVAILLER AVEC LES PARTENAIRES SURINAMAIS ET BRESILIEN POUR PARTAGER LES CONNAISSANCES ET COMPETENCES												
Action 87 - Développer la coopération avec les États voisins sur les sujets économiques	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT		EXT/PERM/MT				EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT			
Action 88 - Développer la coopération avec les États voisins sur les sujets environnementaux	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT		EXT/PERM/MT				EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT			
voir aussi Action 3 - Mener des études d'acquisition de connaissances sur les milieux et les espèces	EXT/PERM/CT	EXT/PERM/MT	LIT/PERM/MT	BM/PERM/MT	LIT/PERM/MT	LIT/PERM/MT		LIT/PERM/LT		BM/PERM/LT		BM/PERM/LT
voir aussi Action 9 - Mener des études pour améliorer la connaissance des espèces commerciales et le suivi des ressources halieutiques	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT								BM/PERM/LT		EXT/PERM/LT
voir aussi Action 14 - stock vivaneau rouge	EXT/PERM/MT	EXT/PERM/MT								BM/PERM/LT		EXT/PERM/LT
VI.2.2 DEVELOPPER LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET DES ECHANGES COMMERCIAUX												
Action 89 - Associer le Suriname aux échanges sur le développement du port de l'Ouest									EXT/PERM/MT			



OBJECTIF

Ces 2 objectifs visent à renforcer la coopération maritime avec les États voisins.



TYPE D'INTERVENTION

- Discussion, en instances de coopération, de la gestion des déchets, du prélèvement de sédiments et des questions fluvio-maritimes, l'aquaculture, les activités pétrolières et le trafic maritime ;
- Développement de la coopération avec les Etats voisins sur les sujets environnementaux (préservation de la biodiversité, arrêt de la surexploitation des ressources marines, lutte contre les pollutions, atténuation du changement climatique...).



PRINCIPALES INCIDENCES POSITIVES

Le partage de connaissances et de compétences avec les Etats voisins aura des incidences positives directes sur la gestion des déchets, les écosystèmes marins et Littoraux (action 88). Les actions visant la gestion et la protection des espaces et des espèces doivent être davantage partagées, pour porter les enjeux liés à la préservation de la biodiversité, l'arrêt de la surexploitation des ressources marines, la lutte contre les pollutions et l'atténuation du changement climatique, dans la continuité des engagements de Brest pour l'Océan pris à l'occasion du One Ocean Summit qui s'est tenu du 9 au 11 février 2022. En effet, le rejet des déchets dans les fleuves frontaliers est une pratique courante au Brésil et au Suriname. Des accords doivent être trouvés pour mettre un terme à cette pratique (action 87).

L'envoi des bouteilles PET issues de la consommation guyanaise au Suriname (présence d'une usine de recyclage de PET) serait économique, social et environnemental pour les deux pays.

Également, le prélèvement de sédiments dans les fleuves frontaliers (Maroni) sont courants pour la construction, le dragage ou la valorisation. Une instance franco-surinamaïse pour la bonne gestion des sédiments aiderait à assurer cette pratique sans fragiliser les berges, déjà en érosion.



PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES

/



POINT(S) DE VIGILANCE

/



CONCLUSION

Les principaux effets attendus sont favorables particulièrement sur des écosystèmes marins et Littoraux et sur les déchets.

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST				
POSITIF DIRECT	POSITIF INDIRECT	NEGATIF DIRECT	NEGATIF INDIRECT	POINT DE VIGILANCE
13	15	0	0	0



MESURES ERC

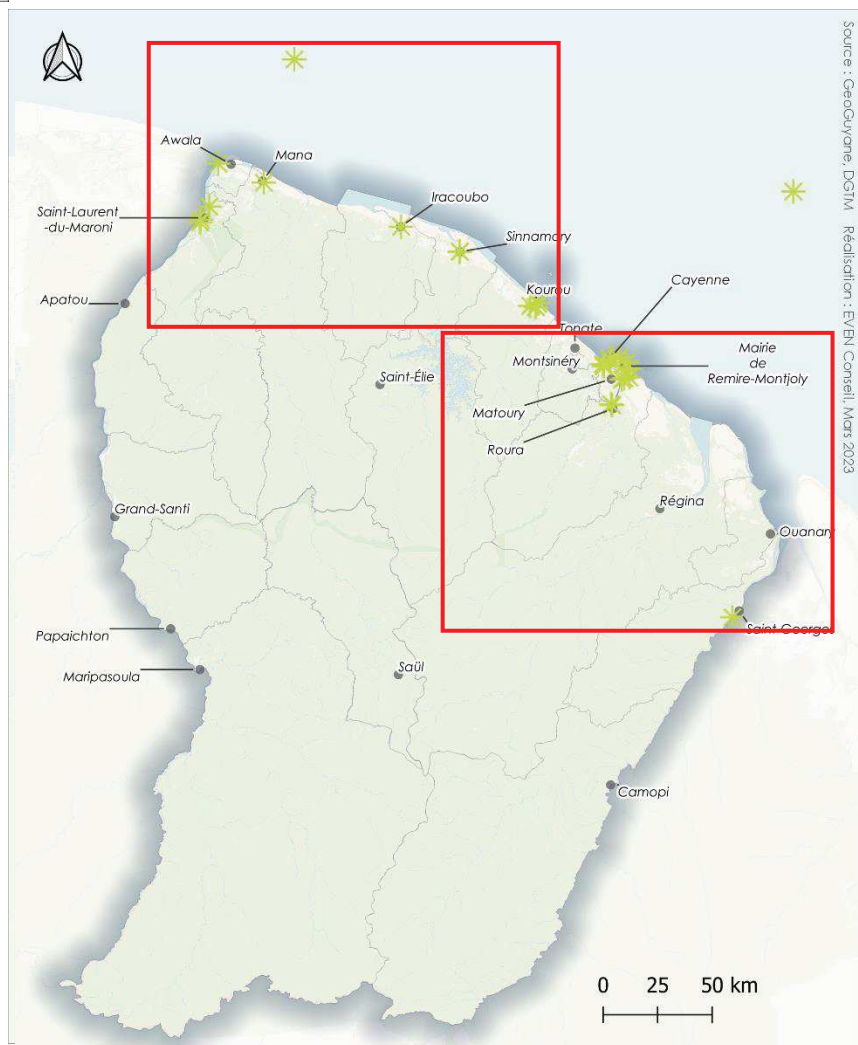
PROPOSITIONS	COMPLEMENTS/JUSTIFICATION
/	

2. ANALYSE DES ZONES LES PLUS SUSCEPTIBLE D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NOTABLE

De manière générale, une majorité des cadres d'actions contribue à améliorer l'état de l'environnement, ce qui constitue un bilan environnemental positif proposé par ce DSMB. Toutefois, le document vise également au développement économique du bassin, signifiant que des cadres d'actions sont susceptibles d'engendrer des effets négatifs sur l'environnement.

Une analyse détaillée de ces cadres d'actions est présentée sur la carte et dans les focus ci-après. En outre, des pistes de mesures sont proposées, de façon à éviter ou limiter les effets des cadres d'action sur l'environnement. Pour rappel, ces mesures constituent davantage des pistes de réflexion, devant être précisées lors des démarches de définition-conception des projets.

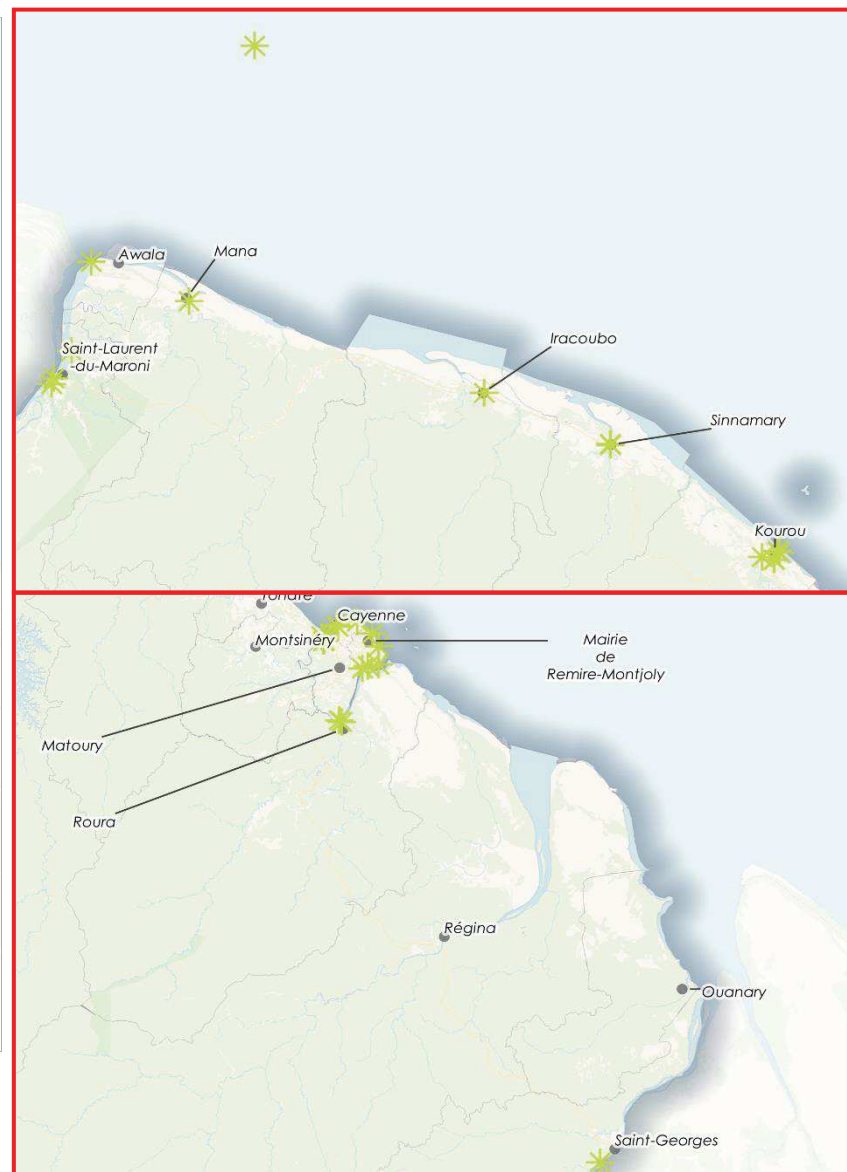
La définition des incidences et les mesures ERC se mettront en place à l'échelle des projets découlant des cadres d'actions. En effet, le format du document stratégique ne permet pas l'évaluation quantitative d'incidences résiduelles suite aux étapes d'évitement et de réduction, donc à la définition de mesures adaptées.



Éléments de contexte

 Limites communales
  Localisation des zones de projet





Carte 7 : Localisation des zones les plus susceptibles d'être touchées de manière notable Source : DGTM

2.1. RESERVE POTENTIELLE DE GRANULATS MARINS 1 ET 2

RESERVE POTENTIELLE DE GRANULATS MARINS 1 ET 2

ACTIONS DU DSBM

ACTION 85 DU DSBM : Etudier l'opportunité d'exploitation des granulats marins

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

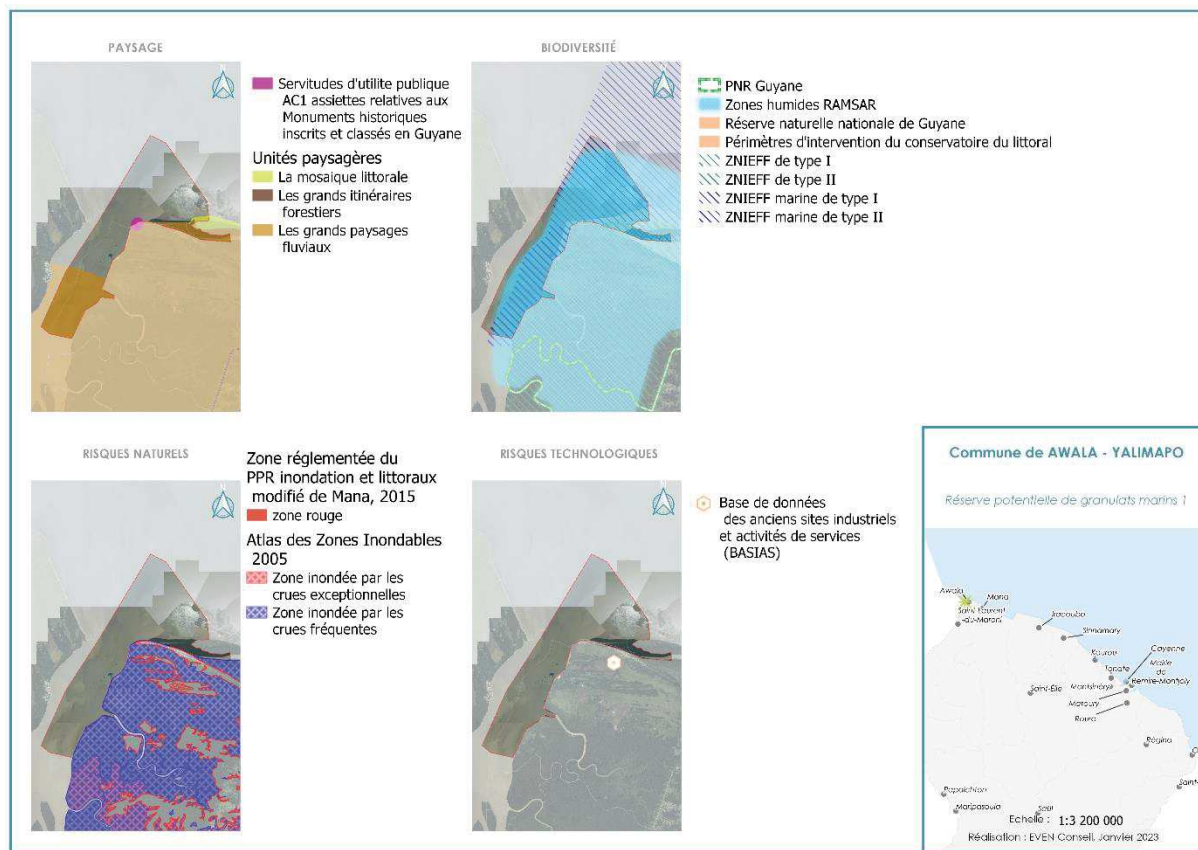
Face à la demande croissante en matériaux, le DSBM envisage d'étudier l'opportunité d'exploitation de granulats marins.

Une synthèse des connaissances sur les granulats marins exploitables a été réalisée par le BRGM en 2013. Deux zones potentiellement exploitables ont été identifiées :

- une zone au droit de l'embouchure du Maroni, à faible profondeur (jusqu'à une dizaine de mètres),
- une zone plus au large de l'estuaire du Maroni (entre 20 m et 50 m de profondeur).

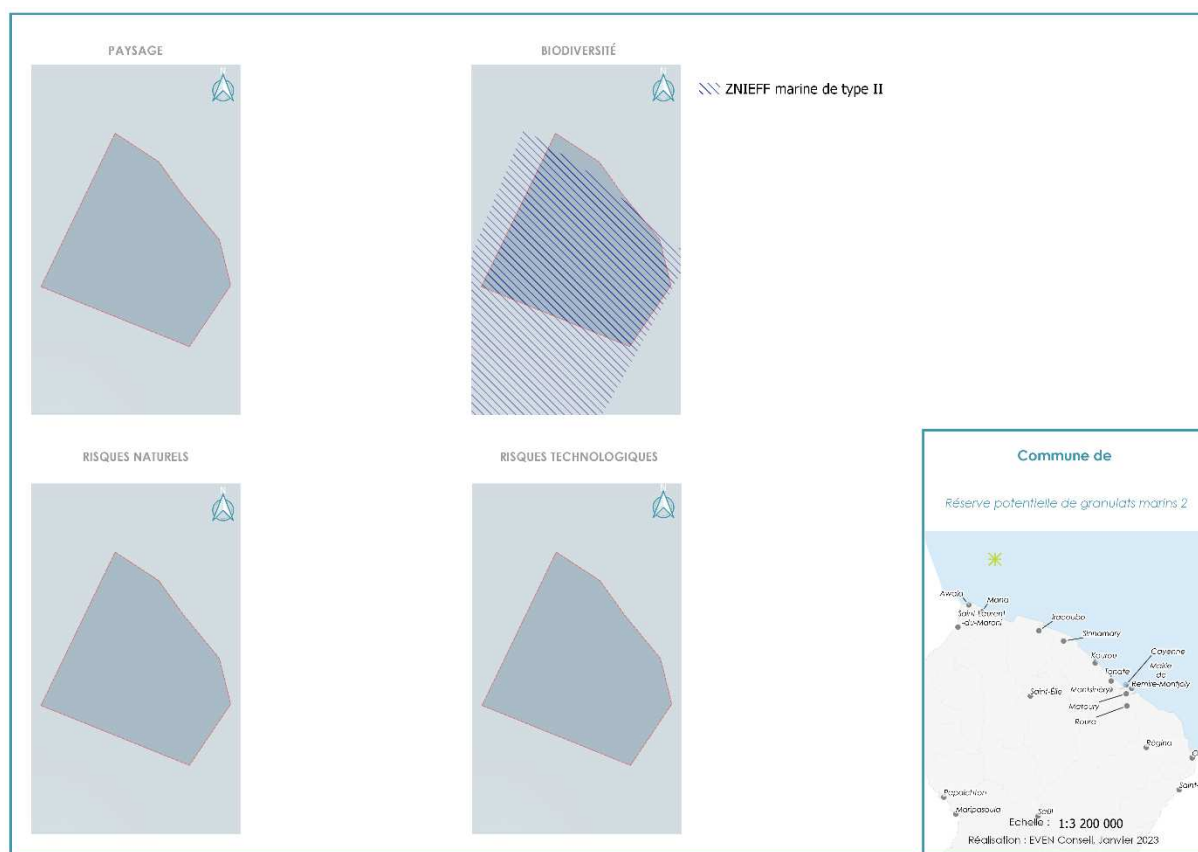
Les enjeux économiques, environnementaux et diplomatiques de ces zones nécessitent une attention particulière. Il faut prévoir (et réaliser) les études nécessaires pour statuer sur l'opportunité ainsi que la procédure d'exploitation de ces poches.

Ce volet maritime doit figurer dans les futurs plans régionaux de gestion des carrières



LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE 1

- Zone de projet située en mer et dans l'estuaire du fleuve Maroni
- Secteur compris dans l'unité paysagère « Les grands paysages fluviaux » : Paysages linéaires dynamiques cadrés par la forêt, organisé autour d'une large voie d'eau vectrice de déplacements et support d'habitat
- Zone située dans le périmètre de Servitude d'Utilité publique du Monument Historique « Gite des Hattes et Ecloserie »
- Zone comprise dans la ZNIEFF marine de type I « Estuaire du Maroni », la ZNIEFF marine de type I « Rivière de Mana », la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière », la ZNIEFF de type II « Mangroves et vasières du Maroni à l'Iracoubo »
- Une partie de la zone de projet est située dans la Réserve Naturelle Nationale de l'Amana
- Secteur de projet concernée par le site RAMSAR : « Basse Mana »
- Zone concernée par un risque lié au transport de matières dangereuses par voie fluviale



LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE 2

- Zone de projet située en mer
- Zone comprise dans la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »



CIRCONSCRIPTION GPM A SAINT-LAURENT-DU-MARONI

ACTIONS DU DSBM

ACTION 73 DU DSBM : Développer la desserte maritime par Saint-Laurent du Maroni,
 ACTION 77 DU DSBM : Développer les infrastructures du port de l'Ouest,
 ACTION 78 DU DSBM : Préparer la relocalisation du port de l'Ouest

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

La desserte maritime par le port de l'Ouest est négligeable malgré un potentiel économique très important. De plus, la démographie de l'Ouest de la Guyane est un indicateur favorable pour engager le développement du port de l'Ouest. Actuellement, un seul navire par mois dessert Saint-Laurent du Maroni, alors que 30 % du fret de Dégrad des cannes est à destination de l'Ouest, à 4 h de camion. Pour la décennie qui arrive, L'enjeu est de concentrer les efforts pour intégrer l'activité portuaire dans la ville, faire un port « éco » avec des outillages cohérents, mieux organisés, pour répondre au besoin sur 20 à 30 ans.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de droits d'usages collectifs (ZDUC)
- Zone de projet composée d'espaces naturels, en bordure du fleuve Maroni
- Secteur compris dans l'unité paysagère « Les grands paysages fluviaux » : Paysages linéaires dynamiques cadrés par la forêt, organisé autour d'une large voie d'eau vectrice de déplacements et support d'habitat
- Secteur de projet située dans une ZNIEFF de type I « Crique et marais de Coswine »
- Secteur de projet situé sur sa partie nord dans le périmètre du PNR de Guyane
- Secteur de projet situé sur sa partie nord dans le site RAMSAR « Basse Mana »
- Zone de projet située, en partie, en zone R1 (inconstructible) et en zone R2 (inconstructible avec possibilité de SAG) du PPRN inondation de Saint-Laurent-du-Maroni
- Zone de projet située, sur sa partie, en zone rouge du PPRN inondation et littoraux de Mana
- Zone concernée par un risque lié au transport de matières dangereuses (réseau fluvial)

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

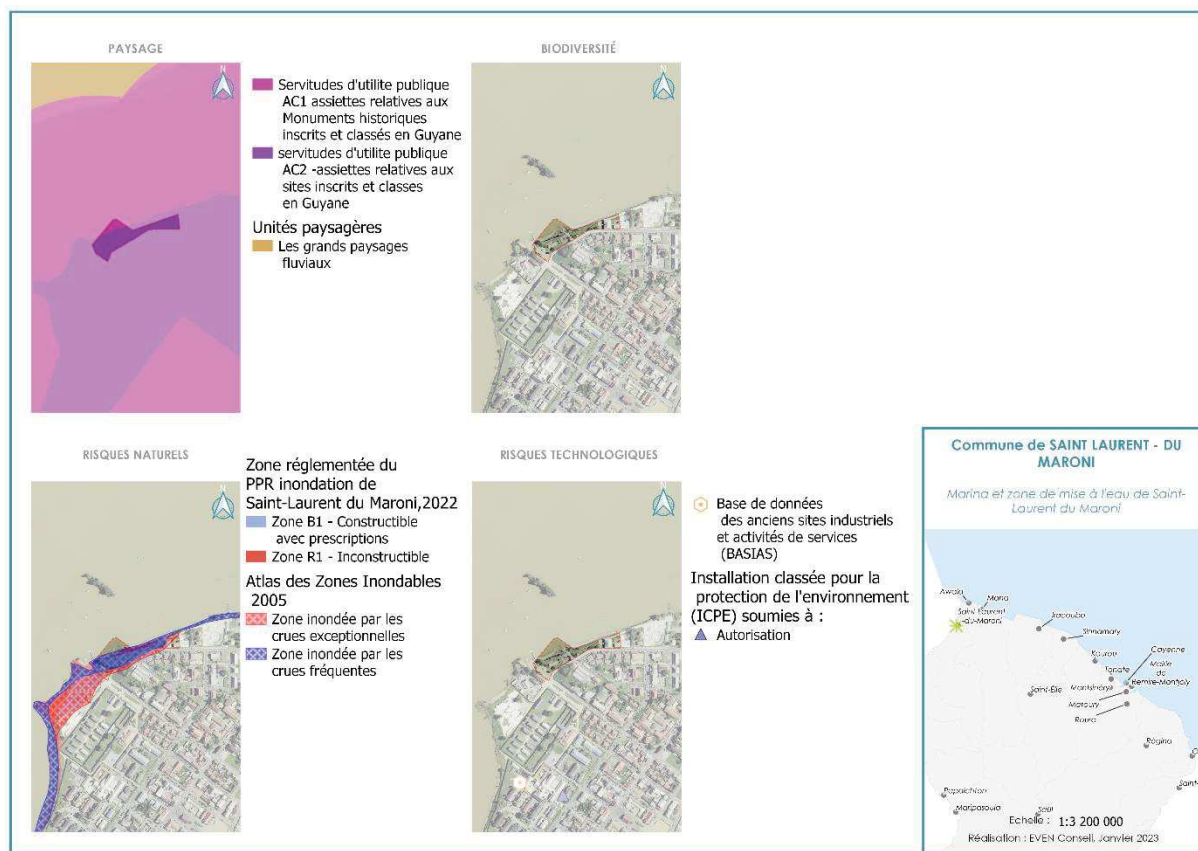
INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NEGATIVES :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Risque de dégradation du lit du fleuve en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages
- Émissions de gaz à effet de serre liée à l'augmentation du trafic
- Pollution sonore potentielle

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau fort.

2.3. MARINA ET ZONE DE MISE A L'EAU DE SAINT-LAURENT DU MARONI



MARINA ET ZONE DE MISE A L'EAU DE SAINT-LAURENT DU MARONI

ACTIONS DU DSBM

SOUS-ACTION 81-a DU DSBM : Développer le port de plaisance de Saint-Laurent du Maroni,

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

La ville de Saint-Laurent du Maroni possède actuellement un mouillage de 20 bouées extrêmement bien positionné, à proximité de l'office de tourisme, qui accueille également le club de voile. Le site est au cœur de la ville, permettant ainsi une facilité d'accessibilité aux offres, aux commerces et aux services de la ville. Le site est également d'accès plus facile que Cayenne en venant des Caraïbes. Il présente un atout touristique considérable. Ces infrastructures étaient prévues dans le Schéma d'aménagement régional (2016).

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée d'un espace déjà anthropisé (esplanade, aire de pique-nique, école de voile)
- Zone située en partie sur le fleuve Maroni

- Secteur compris dans l'unité paysagère « Les grands paysages fluviaux » : Paysages linéaires dynamiques cadrés par la forêt, organisé autour d'une large voie d'eau vectrice de déplacements et support d'habitat
- Zone située dans les périmètres de Servitudes d'Utilité publique de 12 Monuments Historiques
- Secteur de projet situé dans le périmètre de Servitudes d'Utilité publique du site inscrit « Quartier officiel »
- Zone de projet située, en partie, en zone R1 (inconstructible) et en zone B1 (constructible avec prescriptions) du PPRN inondation de Saint-Laurent-du-Maroni
- Zone concernée par un risque lié au transport de matières dangereuses (réseau fluvial)

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NEGATIVES :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Risque de dégradation du lit du fleuve en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible.

2.4. PORT DE L'OUEST



PORT DE L'OUEST

ACTIONS DU DSBM

ACTION 77 DU DSBM : Développer les infrastructures du port de l'Ouest

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

La démographie de l'Ouest de la Guyane est un indicateur favorable pour engager le développement du port de l'Ouest. L'avantage concurrentiel du port repose sur sa souplesse de fonctionnement du fait de la situation de port fluvial intérieur. Il n'est pas aujourd'hui question de déplacer l'activité du port. Avec le nouveau bac international, des investissements importants viennent d'être consentis par les aides publiques. Une réserve foncière d'environ 5 ha doit être sanctuarisée et « préemptable » par l'autorité portuaire.

Plusieurs projets de développement sont actuellement bloqués par des problématiques diverses ; le problème du foncier revient très souvent.

Il est nécessaire de rationaliser les réglementations de zonage et d'accompagner les aménageurs dans les démarches administratives d'acquisition de foncier.

Pour la décennie qui arrive, il convient de concentrer les efforts pour intégrer l'activité portuaire dans la ville, faire un port « éco » avec des outillages cohérents, mieux organisés, pour répondre au besoin sur 20 à 30 ans. L'idée est de partir des zones en friche pour construire des infrastructures souples et des aménagements adaptés : rond-points, déviation, zone piétonne, embellissement naturel, lutte contre les pollutions diverses, valorisation de bâtiments anciens...

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée d'un espace déjà anthropisé (zone du port)
- Zone située en partie sur le fleuve Maroni
- Secteur compris dans l'unité paysagère « Les grands paysages fluviaux » : Paysages linéaires dynamiques cadrés par la forêt, organisé autour d'une large voie d'eau vectrice de déplacements et support d'habitat
- Zone de projet située, en partie, en zone R1 (inconstructible) et en zone B1 (constructible avec prescriptions) du PPRN inondation de Saint-Laurent-du-Maroni
- Zone concernée par un risque lié au transport de matières dangereuses (réseau fluvial)

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES : /

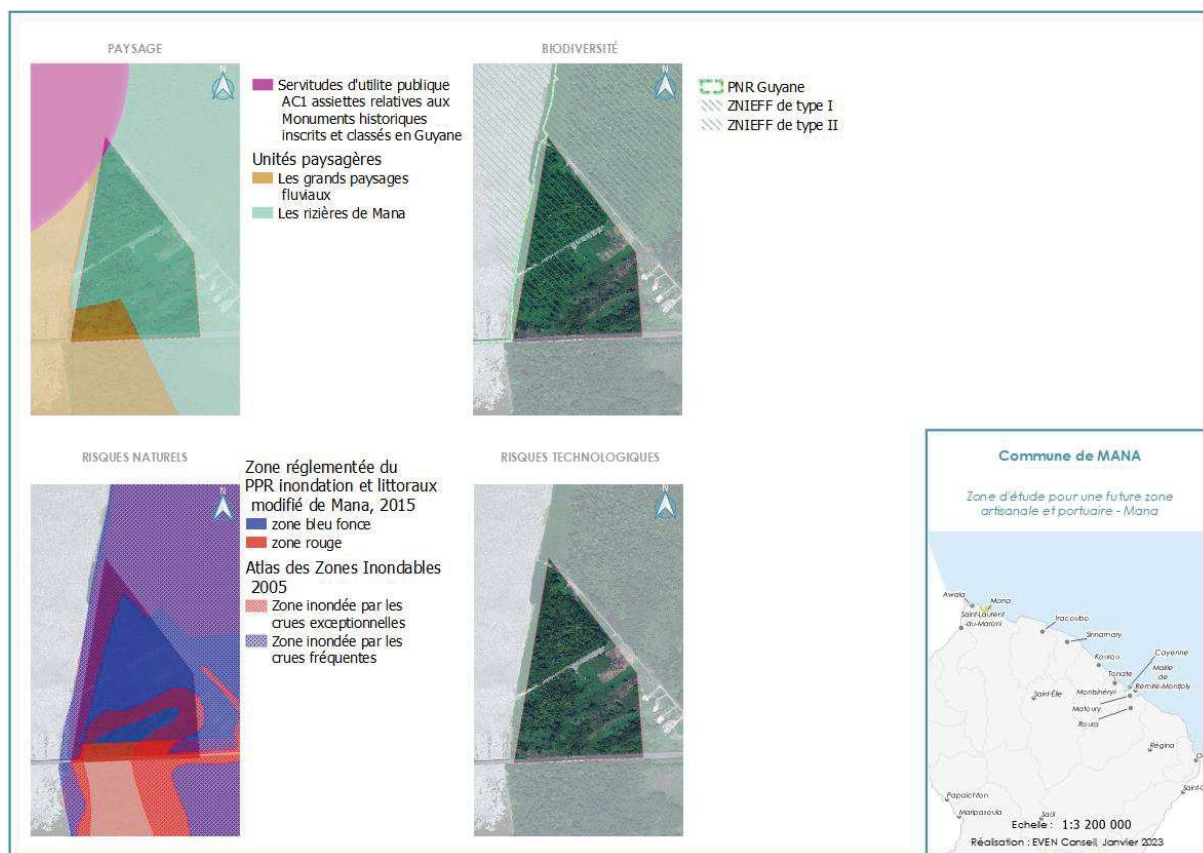
INCIDENCES NEGATIVES :

Le port de l'ouest est d'ores-et-déjà aménagé. Toutefois, des travaux sur la zone pourraient induire des incidences négatives potentielles :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Risque de dégradation du lit du fleuve en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau modéré.

2.5. ZONE D'ETUDE POUR UNE FUTURE ZONE ARTISANALE ET PORTUAIRE A MANA



ZONE D'ETUDE POUR UNE FUTURE ZONE ARTISANALE ET PORTUAIRE A MANA

ACTIONS DU DSBM

ACTION 67 DU DSBM : Assurer la mise en œuvre des mesures du plan pêche concernant les infrastructures

Mesures plan pêche : M70B et MB70C

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

Le territoire de la communauté de communes de l'Ouest guyanais dispose d'un important potentiel dans le domaine de la pêche artisanale et de la pisciculture.

La croissance démographique forte dans cette partie de la Guyane nécessite par ailleurs de travailler au développement des moyens permettant une alimentation de qualité à la population, si possible via des circuits courts, et à la création de débouchés professionnels pour une population jeune.

Les estuaires des fleuves du Maroni et la Mana sont riches en ressources halieutiques et fréquentés par des pêcheurs traditionnels ou de loisirs, c'est-à-dire qui ne pêchent que pour le bénéfice de leur communauté ou de leur famille, à l'exclusion de tout échange commercial. Des débarquements de pêche illégale ont toutefois lieu (évalués à 221 tonnes/an par l'Ifremer, en 2012).

En l'absence de professionnels de la pêche dans le secteur, aucune infrastructure n'existe permettant le développement de la pêche professionnelle. L'aménagement d'un point de débarquement à Mana est à prévoir dans ce contexte. Il est d'ailleurs mentionné dans l'arrêté préfectoral de 2010 fixant la liste des points de débarquement des produits de la pêche en Guyane.

L'action consiste à :

1. Réaliser une étude opérationnelle permettant l'équipement d'un point de débarquement (nombre et de type de navires concernés, localisation la plus adaptée des équipements compte tenu de l'évolution du linéaire de mangrove de manière que leur utilisation et leur entretien soient le plus aisé possible...).

Les équipements du point de débarquement envisagés sont les suivants : cale pour la mise à l'eau/mise à la terre des navires, pontons flottants, passerelle d'accès aux pontons, système de pesée. Afin de permettre le développement d'une filière « pêche » dans le secteur, d'autres équipements devront être prévus : cuves pour le gasoil et l'essence, bâtiments (hall de réception et de tri des produits de la pêche, station épuration, gardiennage, pêcheurs), espace technique pour l'entretien des navires et voies de circulation.

2. Lancer les marchés et faire réaliser les travaux

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone composée de milieux naturels en bordure de la rivière de Mana
- Zone concernée par les unités paysagères « Les rizières de Mana » : Paysage de plaine littorale ouverte rationalisée par la riziculture et marqué par la charnière urbaine du bourg de Mana ainsi que par « Les grands paysages fluviaux » : Paysages linéaires dynamiques cadrés par la forêt, organisé autour d'une large voie d'eau vectrice de déplacements et support d'habitat.
- Zone de projet comprise dans le périmètre du PNR de Guyane
- Zone comprise dans la ZNIEFF de type I « Lagune de Caïman mouri » et la ZNIEFF de type II « Mangroves et vasières du Maroni à l'Iracoubo »
- Secteur de projet située en zone bleue foncé ainsi qu'une partie en zone rouge du PPRN inondation et littoraux de Mana
- Zone concernée par un risque lié au transport de matières dangereuses (réseau fluvial, réseau routier) et d'incendie le long de la RD8

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NEGATIVES :

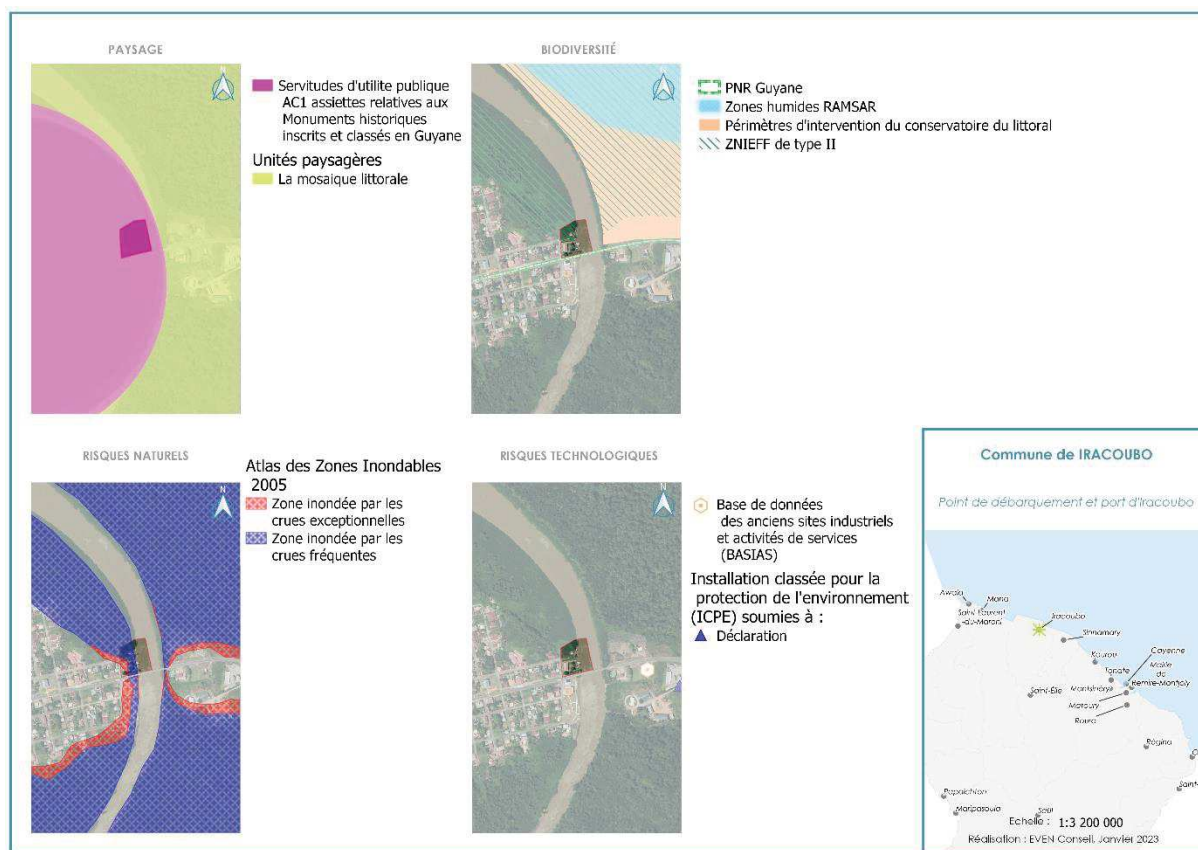
- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Artificialisation des paysages
- Risque de dégradation du lit du fleuve en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage

Toutefois, le Plan Local d'Urbanisme de Mana classe la zone de projet en zone UXp. Le projet devra ainsi respecter le règlement associé à la zone UXp : conservation des arbres existants, plantations de linéaires d'arbres d'essence locale, maintien d'une distance entre les constructions et les voies

de circulation, respect de la transparence hydraulique, limiter l'imperméabilisation des sols, maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales, raccord de la zone au réseau d'alimentation en eau potable, insertion paysagère des constructions... De plus les secteurs soumis au PPRi doivent se reporter au règlement de la zone, annexe du PLU.

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau modéré.

2.6. POINT DE DEBARQUEMENT ET PORT D'IRACOUBO



POINT DE DEBARQUEMENT ET PORT D'IRACOUBO

ACTIONS DU DSBM

ACTION 67 DU DSBM : Assurer la mise en œuvre des mesures du plan pêche concernant les infrastructures

Mesures plan pêche : M54, de M58 à M63 et M67B

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

Iracoubo accueille aujourd'hui une flottille permanente de navires mais également un nombre conséquent de navires amenés à débarquer régulièrement leur pêche dans cette commune compte tenu des conditions climatiques et du calendrier des activités spatiales (lancements de fusée). La zone de débarquement n'est plus en état de recevoir l'ensemble de ces navires dans des conditions de sécurité et de salubrité satisfaisantes.

En tant que point de débarquement, les communes de Kourou, Sinnamary et Iracoubo doivent disposer d'un point de pesée agréé.

L'installation du dispositif de pesée devra être adaptée aux usages actuels et les aménagements devront être évolutifs afin de permettre une modification des équipements sans entraîner un bouleversement de l'organisation spatiale des points de débarquement.

Le projet se déroulera selon les étapes suivantes :

1- Une étude préalable devra être réalisée pour définir l'emplacement optimal du point de pesée et sa configuration pour un bon fonctionnement du dispositif pour les besoins actuels ainsi que son évolution éventuelle pour les besoins futurs. Cette étude pourra être intégrée aux études de faisabilité d'aménagement des ports de chaque commune. La question de la capacité électrique devra également être envisagée pour les besoins actuels et futurs des sites.

2 – Installation des points de pesées

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée d'un espace déjà anthropisé (voie de circulation, bâti) ainsi que de milieux naturels
- Zone située en partie sur le fleuve d'Iracoubo
- Secteur compris dans l'unité paysagère « La mosaïque littorale » : Mosaïque de composantes paysagères (mangroves, dunes boisées, marais, savanes, agriculture et habitat diffus ou en agglomération)
- Zone située dans les périmètres de Servitudes d'Utilité publique des Monuments Historiques « Eglise d'Iracoubo » et « Presbytère d'Iracoubo »
- Secteur de projet situé dans le PNR de Guyane
- Zone comprise dans la ZNIEFF de type II « Mangroves et vasières du Maroni à l'Iracoubo »

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NEGATIVES :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Risque de dégradation du lit du fleuve en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau modéré.

économiques en faveur de l'emploi, de la promotion de son patrimoine culturel, naturel, nautique et gastronomique.

La commune de Sinnamary a mené une analyse stratégique ayant conduit en 2021 à l'établissement d'un schéma directeur d'aménagement portuaire. Le projet de Sinnamary est de s'inscrire dans une véritable démarche de développement durable. Les objectifs participent à l'aménagement en faveur des activités maritimes pour favoriser les usages durables, améliorer les services portuaires et rendre la zone d'activités plus attractive. Parmi les aménagements prévus : point propre (collecte des déchets), aire de carénage, cale de mise à l'eau, avitaillement...

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet située en grande partie sur le fleuve Sinnamary
- Secteur compris dans l'unité paysagère « La mosaïque littorale » : Mosaïque de composantes paysagères (mangroves, dunes boisées, marais, savanes, agriculture et habitat diffus ou en agglomération)
- Zone de projet comprise dans le périmètre du PNR de Guyane
- Zone située à proximité immédiate de la ZNIEFF de type II « Bassin versant et plaine côtière de la crique Yiyi »
- Zone de projet concernée par une zone rouge et en partie par une zone bleue du PPRN inondation de Sinnamary
- Commune concernée par le risque de rupture de barrage du Petit Saut, soumis à la réglementation des Plans Particuliers d'Intervention.

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

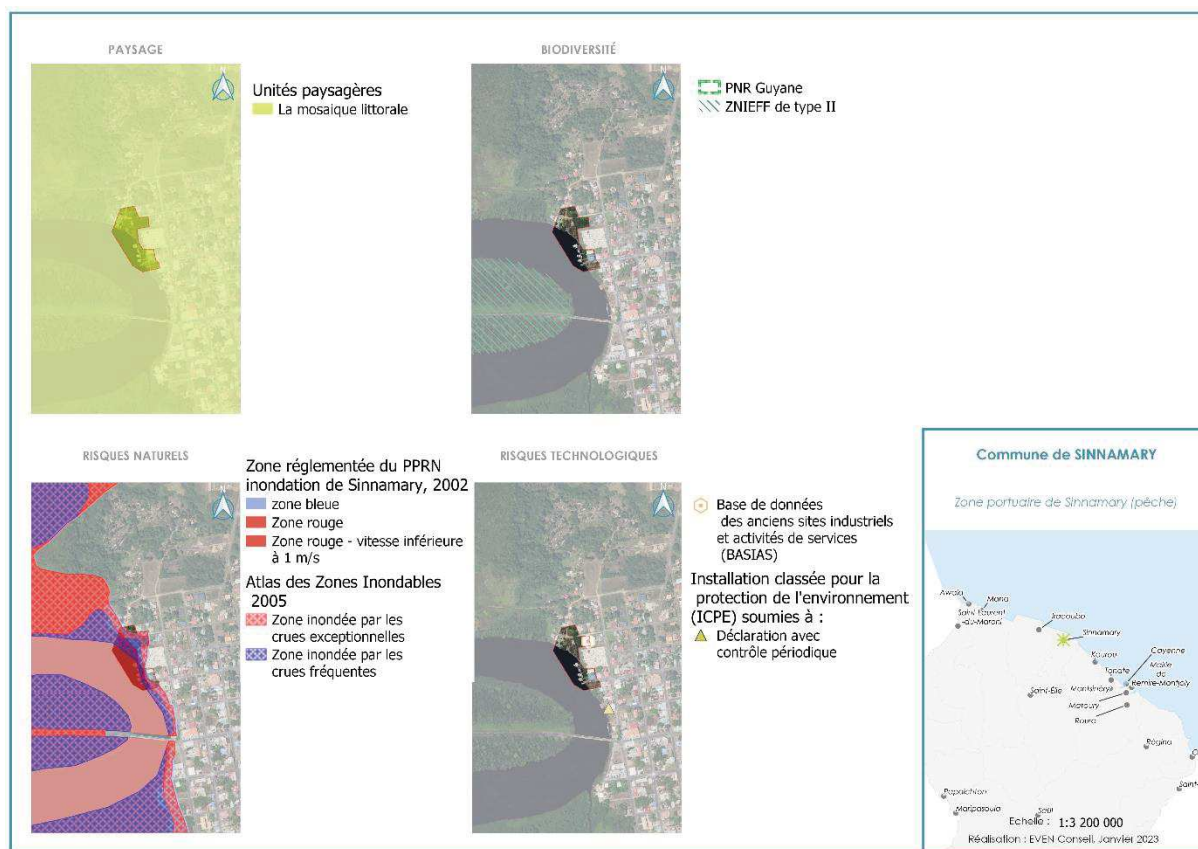
INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NEGATIVES :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Risque de dégradation du lit du fleuve en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau modéré.

2.8. ZONE PORTUAIRE DE SINNAMARY (PECHE)



ZONE PORTUAIRE DE SINNAMARY (PECHE)

ACTIONS DU DSBM

ACTION 19 DU DSBM - Améliorer les pratiques de carénage

ACTION 67 du DSBM Assurer la mise en œuvre des mesures du plan pêche concernant les infrastructures

Mesures plan pêche : de M54 à M57

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

En tant que 2ème installation de débarquement de Guyane (pour les volumes débarqués), et face à la demande des marins pêcheurs de voir améliorer leurs conditions de travail, la ville de Sinnamary a identifié et caractérisé un secteur pour l'extension et l'aménagement de l'actuel port de pêche. Dans cette optique, la commune de Sinnamary, l'établissement public foncier d'aménagement de Guyane (EPFAG) et la Communauté de communes des Savanes ont conclu un partenariat pour la traduction opérationnelle du projet d'aménagement du port de pêche sur le territoire des Savanes par le biais d'une convention de groupement de commande d'études signée le 23 janvier 2019.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée d'espaces artificialisés et de mangroves
- Zone située en partie sur le fleuve Sinnamary

- Secteur compris dans l'unité paysagère « La mosaïque littorale » : Mosaïque de composantes paysagères (mangroves, dunes boisées, marais, savanes, agriculture et habitat diffus ou en agglomération)
- Zone située à proximité immédiate de la ZNIEFF marine de type I « Rivière de Cayenne » et de la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Zone de projet concernée par une zone rouge et en partie par une zone bleue du PPRN inondation de Sinnamary
- Commune concernée par le risque de rupture de barrage du Petit Saut, soumis à la réglementation des Plans Particuliers d'Intervention.

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES :

INCIDENCES NEGATIVES :

La zone portuaire de Sinnamary est d'ores-et-déjà aménagée. Toutefois, des travaux sur la zone pourraient induire des incidences négatives potentielles :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements
- Risque de dégradation du lit du fleuve en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau modéré.

- Secteur compris dans l'unité paysagère « La plaine spatiale de Kourou » : Paysage de mosaïque littorale marquée par les infrastructures des activités spatiales
- Zone située à proximité de la ZNIEFF marine de type I « Côte rocheuse de Kourou » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Secteur concerné par des risques faible à moyen identifiés dans le PPRN inondation de Kourou
- Secteur concerné par une zone rouge et une zone bleue du PPRN littoraux de Kourou

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NEGATIVES :

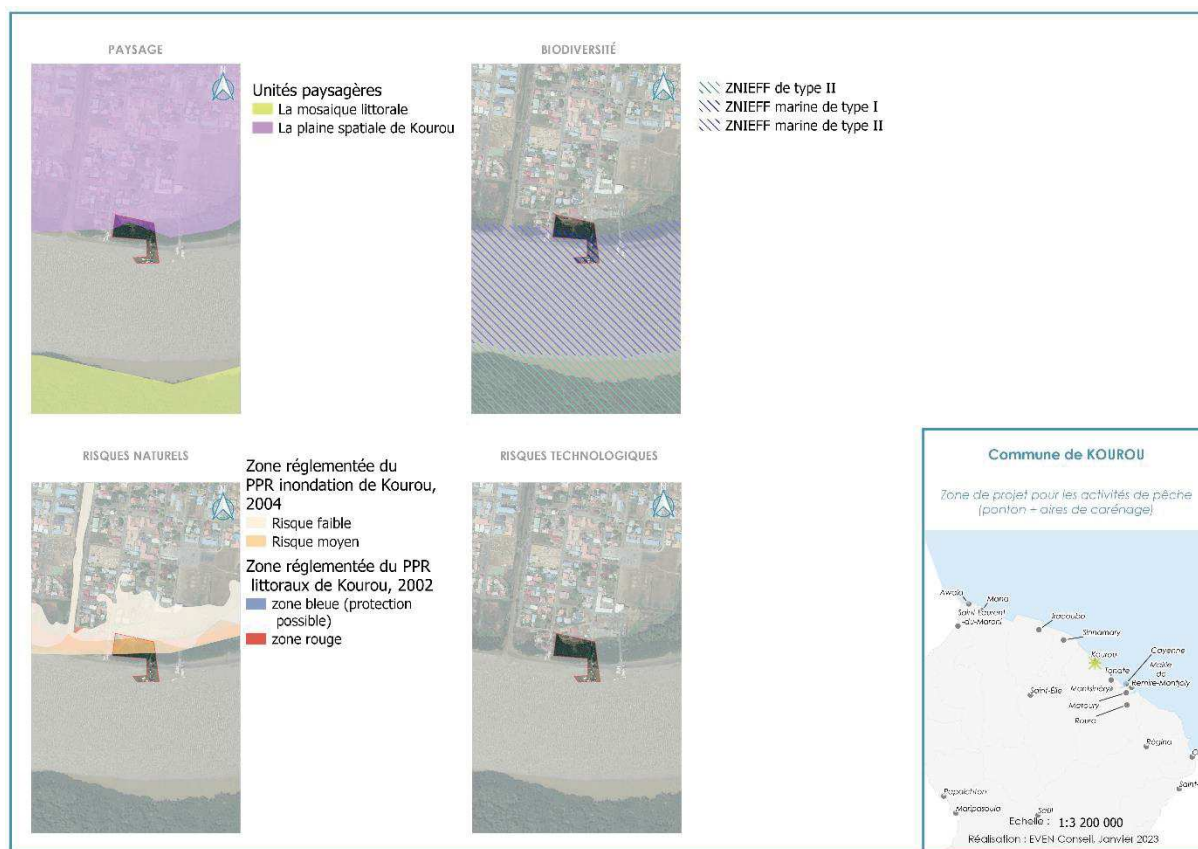
- Risque de dégradation voire de destruction des habitats littoraux (sur-fréquentation, pollutions)
- Risque de dérangement d'espèces potentiellement remarquables et protégées (tortues)
- Artificialisation des paysages

Toutefois la plage étant déjà aménagée, **les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible.**

MESURES ERC PRISES PAR LE DSBM

- Action 20 du DSBM : pour chaque aménagement de site naturel, la question des déchets doit être abordée par la mise en place des équipements spécifiques, types container ou poubelles, prévus aux endroits stratégiques : mise à l'eau, plages, criques.
- Mettre en place des chantiers verts ou équivalent lorsqu'il s'agit d'intervention en lien avec les écosystèmes marins ou littoraux

2.10. ZONE DE PROJET POUR LES ACTIVITES DE PECHE A KOUROU



ZONE DE PROJET POUR LES ACTIVITES DE PECHE A KOUROU

ACTIONS DU DSBM

ACTION 67 du DSBM : Assurer la mise en œuvre des mesures du plan pêche concernant les infrastructures

Mesures plan pêche de M64-65-66-à à M64-65-66-E

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

Le ponton du point de débarquement à Kourou est vétuste et mal dimensionné. La réhabilitation et l'extension de ce ponton sont classées en priorité 1 dans la mesure où il s'agit du seul débarcadère approprié pour la pêche professionnelle à Kourou, qui par ailleurs permet l'approvisionnement direct du marché aux poissons.

L'objectif de la démarche est d'améliorer les infrastructures de Kourou destinées à la filière « pêche » et de conforter les activités existantes. Sont ainsi prévus des travaux de réhabilitation et d'extension du ponton du point de débarquement de Kourou en relation avec l'implantation des autres équipements prévus (point de pesée, avitaillement en carburant, distribution de glace).

La réhabilitation ou reconstruction des pontons permettront aux activités de pêche de se dérouler dans des conditions satisfaisantes.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée de milieux naturels et se trouvant en partie sur le Fleuve Kourou

- Secteur compris dans l'unité paysagère « La plaine spatiale de Kourou » : Paysage de mosaïque littorale marquée par les infrastructures des activités spatiales
- Zone comprise dans la ZNIEFF marine de type I « Fleuve Kourou » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Zone de projet concernée par une zone rouge du PPRN littoraux de Kourou
- Zone de projet concernée par une zone de risque faible et moyen du PPRN inondation de Kourou

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

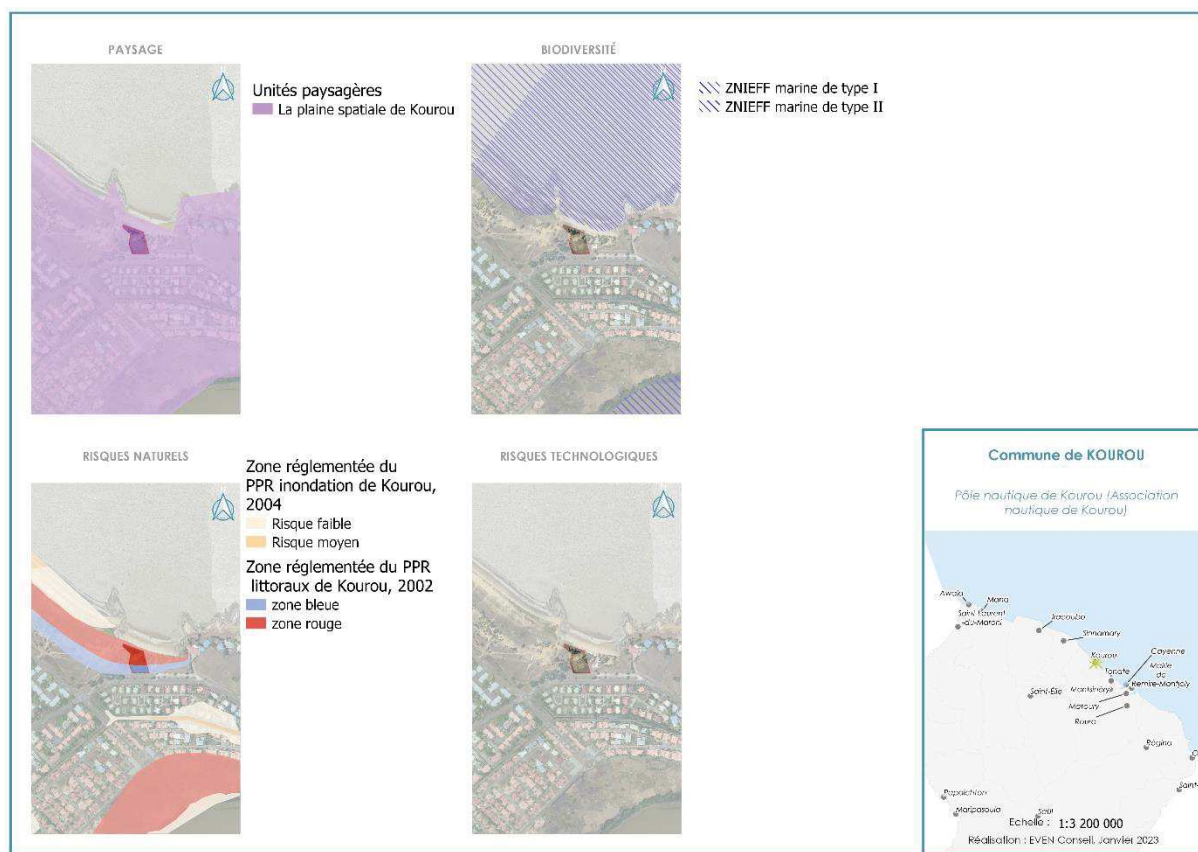
INCIDENCES POSITIVES :

INCIDENCES NEGATIVES :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Risque de dégradation du littoral et fonds marins en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible à modéré.

2.11. POLE NAUTIQUE DE KOUROU



POLE NAUTIQUE DE KOUROU (ASSOCIATION NAUTIQUE DE KOUROU)

ACTIONS DU DSBM

SOUS-ACTION 80-a du DSBM : Développer un pôle nautique à Kourou

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

La Guyane, longtemps tournée vers l'intérieur, commence à s'ouvrir sur la mer et à développer le nautisme, dans une logique sportive locale et touristique. Pratiquées par un petit nombre, les activités comme le Funboard, le kite-surf, la voile et le kayak se développent principalement sur le littoral de l'agglomération de Cayenne, de Kourou et d'Awala Yalimapo.

La construction d'un pôle nautique sur le site de l'association nautique de Kourou (plage Pim Poum) permettrait de satisfaire la demande en augmentation constante d'année en année. Le projet poursuit plusieurs objectifs : valoriser le littoral et développer l'accès à l'océan, sécuriser la mise à l'eau et la pratique des activités, offrir un lieu d'apprentissage et de partage ouvert à tous et respectueux de l'environnement.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée de bâti et de milieux naturels
- Zone située sur le littoral
- Secteur compris dans l'unité paysagère « La plaine spatiale de Kourou » : Paysage de mosaïque littorale marquée par les infrastructures des activités spatiales
- Zone de projet située en zone bleue ou en zone rouge du PPRN littoraux de Kourou

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

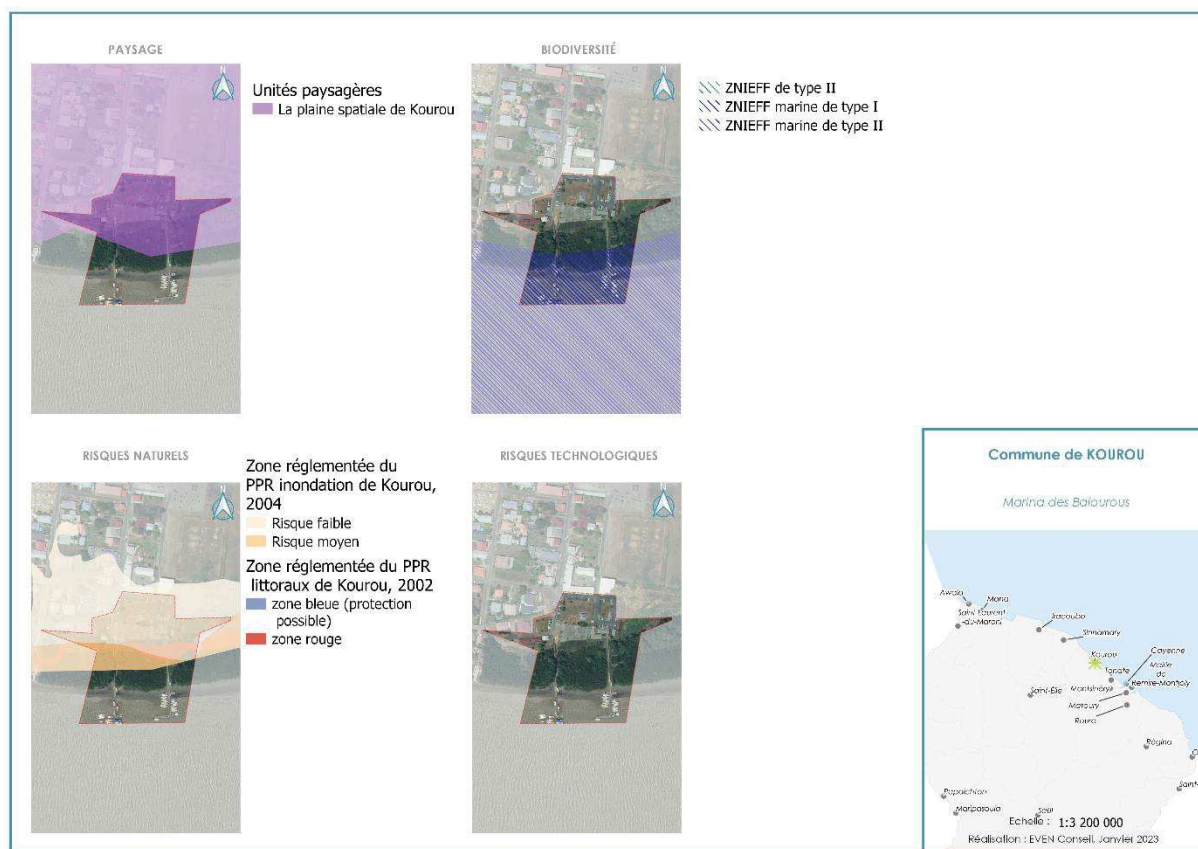
INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NEGATIVES :

- Risque de dégradation voire de destruction des habitats littoraux (sur-fréquentation, pollutions)
- Risque de dérangement d'espèces potentiellement remarquables et protégées
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible à modéré.

2.12. MARINA DES BALOUROUS



MARINA DES BALOUROUS

ACTIONS DU DSBM

ACTION 72 DU DSBM- Mettre en place un port à terre sécurisé,
 SOUS-ACTION 81-b DU DSBM : Conforter l'offre de plaisance à Kourou, infrastructure prévue dans le Schéma d'aménagement régional (2016)

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

La collectivité souhaite valoriser ses ressources littorales. Le projet à l'étude de pôle bleu se situe sur la zone des Balourous, et associe des activités de plaisance et de pêche commerciale.

Il s'agira de réaliser les équipements nécessaires au fonctionnement d'un port de plaisance : carburant, bornes de distribution électrique, d'eau, bornes de pompage, équipements de vidange... Le projet intègre la réalisation d'une aire de carénage, et des aménagements et services connexes : restauration, commerces, outils et locaux pour la formation et la qualification professionnelle et la sécurité maritime....

Le projet global comprend également la réalisation des équipements nécessaires au fonctionnement d'un port de pêche et la reconstruction du marché aux poissons.

Il s'inscrit en lien avec la transformation urbaine du quartier des Balourous.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée de milieux naturels (mangroves), se trouvant en partie sur le Fleuve Kourou
- Secteur compris dans l'unité paysagère « La plaine spatiale de Kourou » : Paysage de mosaïque littorale marquée par les infrastructures des activités spatiales
- Zone comprise dans la ZNIEFF marine de type I « Fleuve Kourou » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Zone de projet concernée par une zone rouge du PPRN littoraux de Kourou
- Zone de projet concernée par une zone de risque faible et moyen du PPRN inondation de Kourou

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

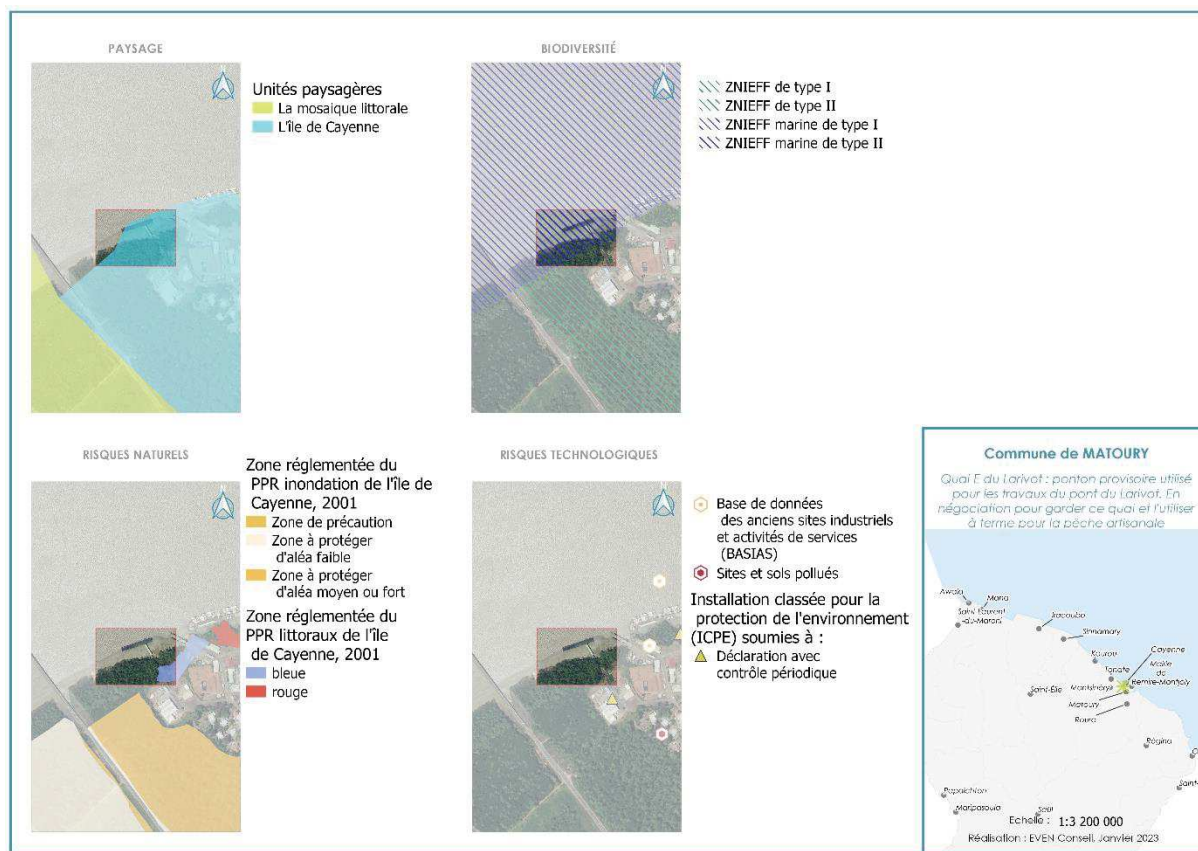
INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NÉGATIVES :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Risque de dégradation du lit du fleuve en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau modéré à fort.

2.13. QUAI E DU LARIVOT : UTILISER, A TERME, LE PONTON PROVISOIRE POUR LA PECHE ARTISANALE



QUAI E DU LARIVOT : UTILISER, A TERME, LE PONTON PROVISOIRE POUR LA PECHE ARTISANALE

ACTIONS DU DSBM

ACTION 67 DU DSBM : Assurer la mise en œuvre des mesures du plan pêche concernant les infrastructures

Mesures plan pêche de M41A à M47

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

Le pont du Larivot fait l'objet de travaux consistant à le doubler. Les travaux comprennent la construction du nouveau pont de 1300 m de long et la construction des remblais d'accès.

Dans le cadre de ce chantier, un dispositif d'accueil pour l'embarquement des passagers au Quai E - Port du Larivot a été mis en place de façon provisoire.

L'idée de ce projet est de garder ce quai et l'utiliser à terme pour la pêche artisanale.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composé d'un espace déjà anthropisé (zone du port) ainsi que de milieux naturels (zones humides, mangroves)

- Secteur compris dans l'unité paysagère « L'île de Cayenne » : aire urbaine et habitat diffus aux caractères insulaires, ponctuée de Monts boisés et cernée d'eau ou de zones humides. Ces éléments identitaires s'expriment à différentes échelles dans la lecture des paysages)
- Zone comprise dans la ZNIEFF marine de type I « Rivière de Cayenne » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Zone de projet en partie comprise dans la zone bleue du PPRN littoraux de Guyane

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES :

INCIDENCES NEGATIVES :

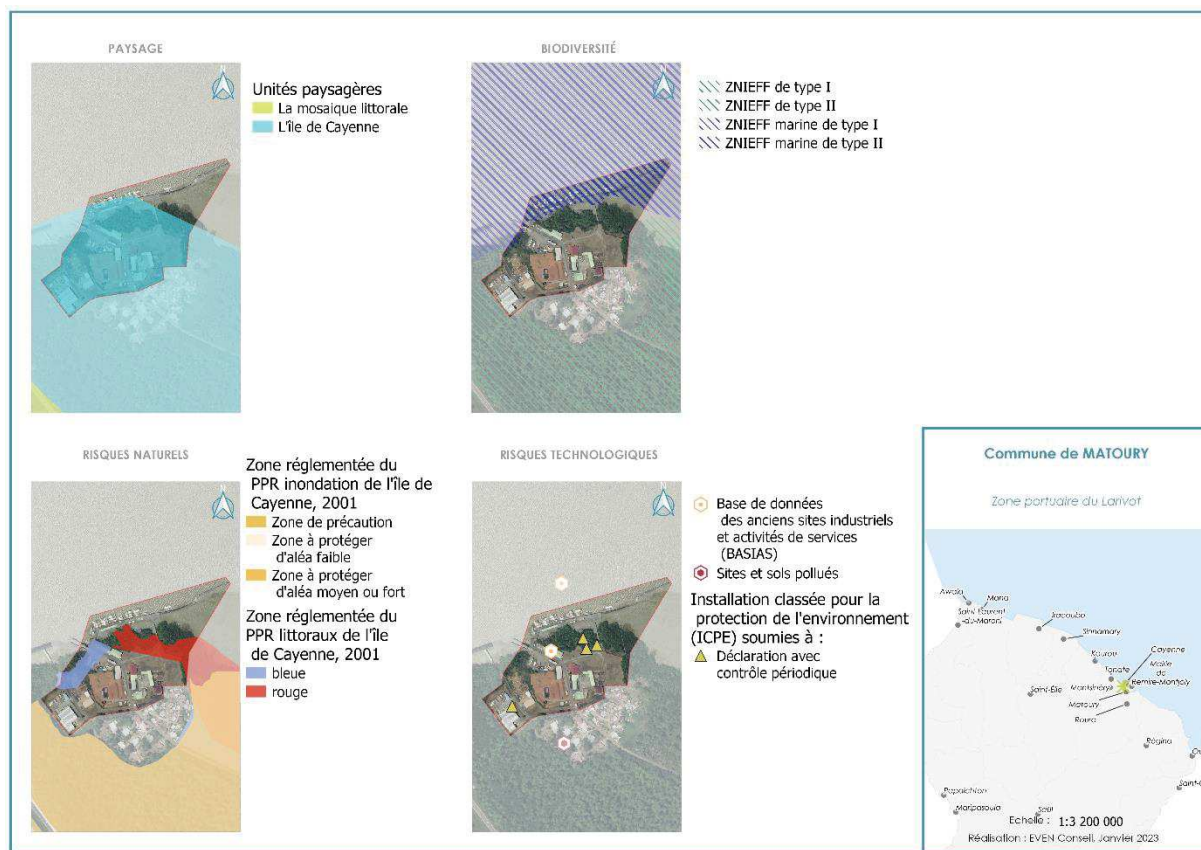
Le projet consiste à pérenniser une installation temporairement installée dans le cadre du chantier du pont du Larivot. Ce dernier a fait l'objet d'une étude d'impact. Les incidences et mesures nécessaires ont déjà été évaluées et définies dans le cadre des études réglementaires inhérentes au projet. Les enjeux environnementaux ont été pris en compte dans l'aménagement de la zone, et notamment les enjeux naturalistes pour lesquels une série de mesures a été prévue.

Cependant des incidences négatives potentielles peuvent être induites :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible à modéré.

2.14. ZONE PORTUAIRE DU LARIVOT



ZONE PORTUAIRE DU LARIVOT

ACTIONS DU DSBM

ACTION 67 DU DSBM : Assurer la mise en œuvre des mesures du plan pêche concernant les infrastructures

Mesures plan pêche de M41A à M47

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

Le port du Larivot accueille les navires de pêche hauturière et possède des équipements lourds. Des aménagements d'urgence ont d'ores et déjà été réalisés au Larivot. La modernisation de ses infrastructures est programmée – grue de levage des navires, aire technique, rénovation du quai concernant la pêche industrielle, etc.

Par ailleurs, la CACL a diligencé une étude portant sur la répartition des infrastructures intéressant la pêche artisanale sur le périmètre de l'île de Cayenne. Elle permettra d'investir dans les aménagements adaptés sur les différents sites concernés, dont le Larivot.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée d'un espace déjà anthropisé (zone du port) ainsi que de milieux naturels (zones humides, mangroves)
- Zone située en partie sur la rivière de Cayenne
- Secteur compris dans l'unité paysagère « L'île de Cayenne » : aire urbaine et habitat diffus aux caractères insulaires, ponctuée de Monts boisés et cernée d'eau ou de zones humides. Ces éléments identitaires s'expriment à différentes échelles dans la lecture des paysages)
- Zone comprise dans la ZNIEFF marine de type I « Rivière de Cayenne » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Zone de projet en partie comprise dans la zone bleue du PPRN littoraux de Guyane
- Secteur concerné par une zone rouge (élevé – recul du trait de côte) et une zone bleue (moyen à faible) du PPRN littoraux de l'île de Cayenne

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES : /

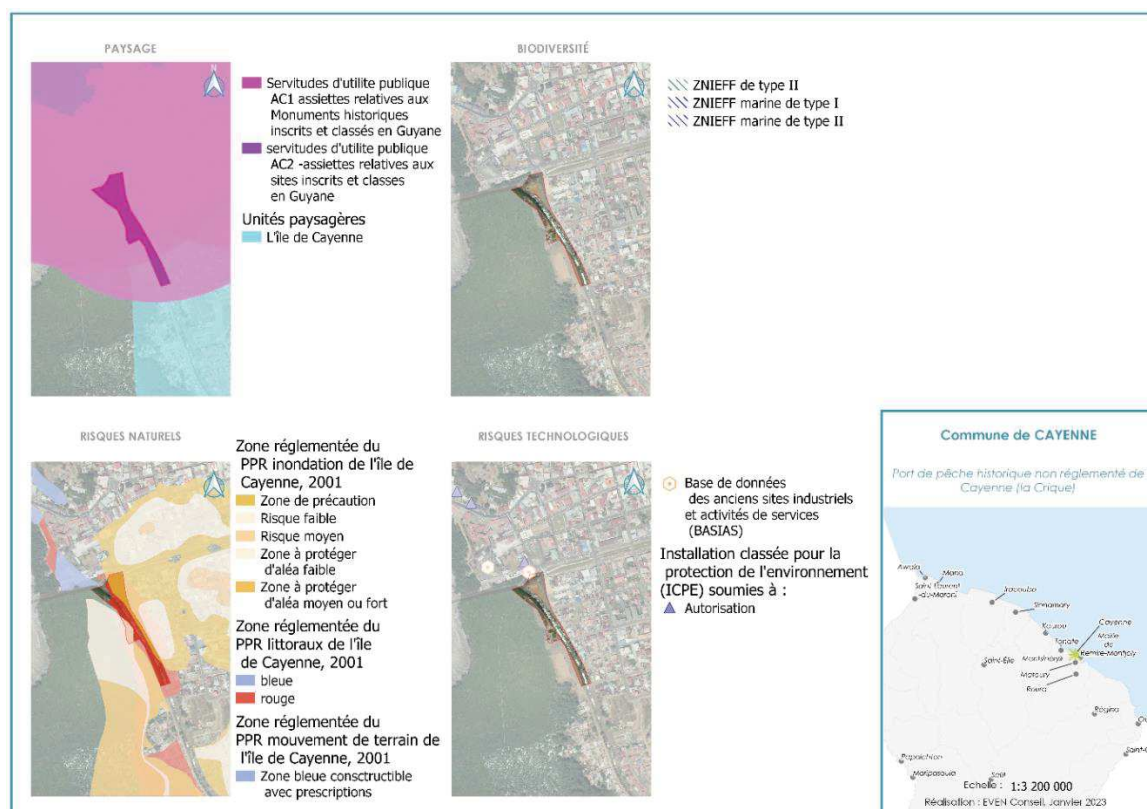
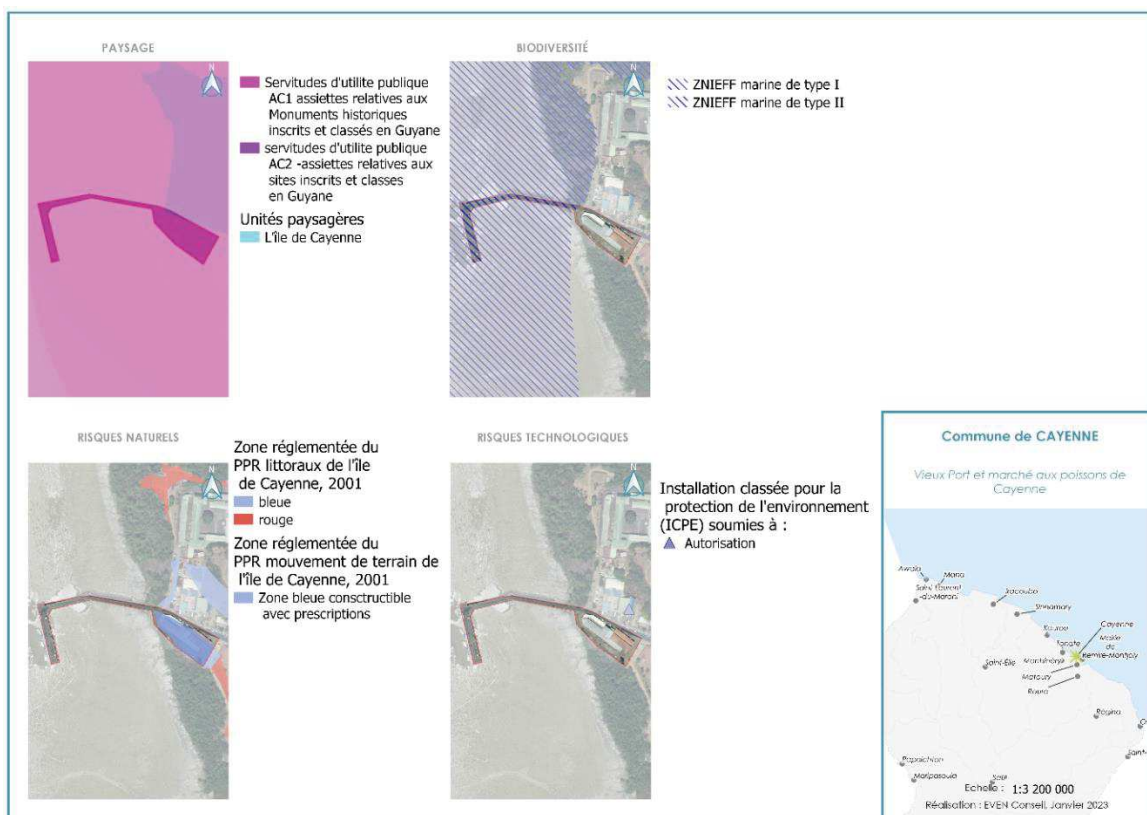
INCIDENCES NEGATIVES :

La zone portuaire du Larivot est d'ores-et-déjà existante. Toutefois, des travaux sur la zone pourraient induire des incidences négatives potentielles :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible à modéré.

2.1. VIEUX PORT, MARCHÉ AUX POISSONS DE CAYENNE ET PORT DE PECHE HISTORIQUE NON REGLEMENTE DE CAYENNE (LA CRIQUE)



VIEUX PORT ET MARCHÉ AUX POISSONS DE CAYENNE

ACTIONS DU DSBM

SOUS-ACTION 80-b du DSBM : créer un club de voile à Cayenne

ACTION 67 DU DSBM : Assurer la mise en œuvre des mesures du plan pêche concernant les infrastructures

Mesure plan pêche : M49

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

La CACL a diligenté une étude portant sur la répartition des infrastructures intéressant la pêche artisanale sur le périmètre de l'Île de Cayenne. Elle permettra d'investir dans les aménagements adaptés sur les différents sites concernés, dont le Vieux Port et la Crique.

LES SENSIBILITÉS ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIÉES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée d'un espace déjà anthropisé
- Zone située en partie sur la rivière de Cayenne (au niveau de l'estuaire)
- Secteur compris dans l'unité paysagère « L'île de Cayenne » : Aire urbaine (et habitat diffus), aux caractères insulaires, ponctuée de Monts boisés et cernée d'eau ou de zones humides ; ces éléments identitaires s'expriment à différentes échelles dans la lecture des paysages
- Zone située dans les périmètres de Servitudes d'Utilité publique de 15 Monuments Historiques
- Zone située à proximité immédiate du site inscrit « Colline de Cépérou »
- Zone comprise dans la ZNIEFF marine de type I « Côte rocheuse de Cayenne et Rémire-Montjoly » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Secteur concerné par une zone bleue du PPRN littoraux de l'île de Cayenne

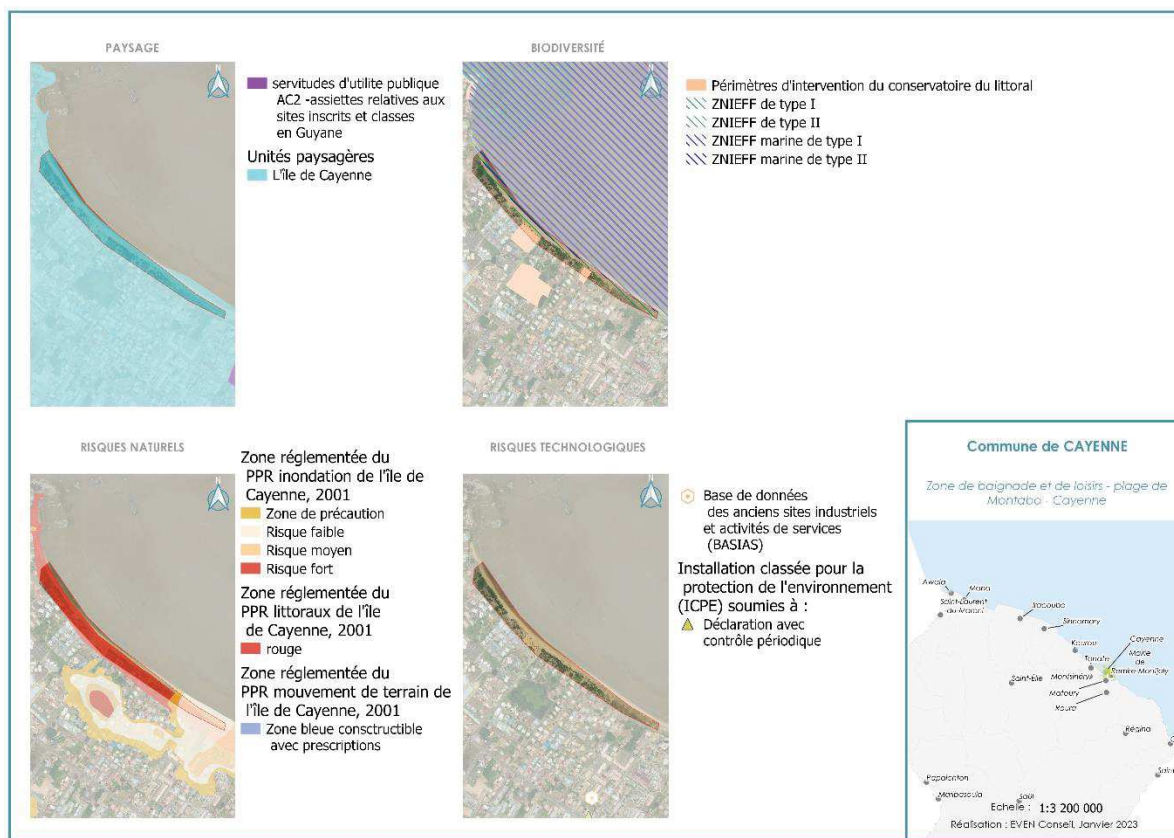
LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NÉGATIVES : /

Le vieux port et le marché aux poissons sont d'ores-et-déjà existants. Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible.

2.2. ZONE DE BAIGNADE ET DE LOISIRS - PLAGE DE MONTABO – CAYENNE



ZONE DE BAIGNADE ET DE LOISIRS - PLAGE DE MONTABO - CAYENNE

ACTIONS DU DSBM

ACTION 27 DU DSBM : Aménager les plages de Kourou et de l'île de Cayenne

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

La stratégie de développement économique, la Communauté d'agglomération du centre littoral (CACL) prévoit de renforcer l'attractivité du littoral.

La valorisation du littoral peut contribuer à sa préservation à travers l'éducation et la sensibilisation du public aux enjeux environnementaux de ce milieu sensible, et par la régulation de la fréquentation des sites. Elle doit être pensée en intégrant la nécessaire adaptation à la dynamique naturelle du trait de côte.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet située sur le littoral (plage)
- Secteur compris dans l'unité paysagère « L'île de Cayenne » : Aire urbaine (et habitat diffus), aux caractères insulaires, ponctuée de Monts boisés et cernée d'eau ou de zones humides ; ces éléments identitaires s'expriment à différentes échelles dans la lecture des paysages

- Zone comprise dans la ZNIEFF de type I « Plage de pont de Zéphyr », la ZNIEFF marine de type I « Côte rocheuse de Cayenne et Rémire-Montjoly » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Zone de baignade présentant une qualité insuffisante en 2019
- Secteur concerné par une zone rouge du PPRN littoraux de l'île de Cayenne (élevé - recul du trait de côte)
- Secteur concerné par une zone de précaution et une zone de risque faible du PPRN inondation de l'île de Cayenne

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES :

- Amélioration du cadre de vie
- Amélioration de la situation en termes de rejets polluants et de déchets

INCIDENCES NEGATIVES :

- Risque de dégradation voire de destruction des habitats littoraux (sur-fréquentation, pollutions)
- Risque de dérangement d'espèces potentiellement remarquables et protégées (tortues)
- Risque d'augmentation des déchets

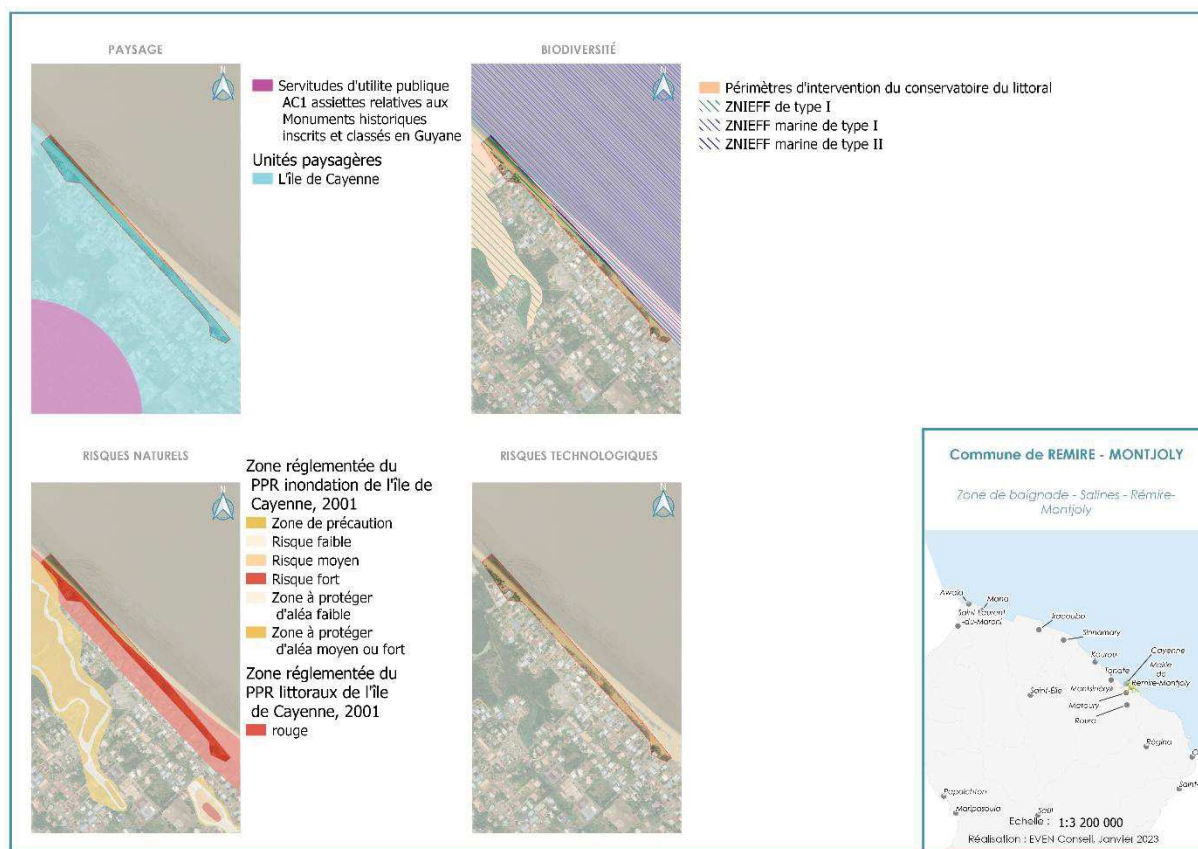
Toutefois, le PLU de Cayenne identifie le secteur en zone NI, correspondant à des espaces naturels de protection et de valorisation raisonnée situés sur une partie du littoral. Au sein de ces zones, une protection stricte des espaces naturels et de la biodiversité est recherchée, tout en permettant notamment une mise en valeur par quelques aménagements compatibles avec sa vocation (tels que les loisirs, le tourisme vert, ...)

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible à modéré.

MESURES ERC PRISES PAR LE DSBM

- Action 20 du DSBM : pour chaque aménagement de site naturel, la question des déchets doit être abordée par la mise en place des équipements spécifiques, types container ou poubelles, prévus aux endroits stratégiques : mise à l'eau, plages, criques.
- Mettre en place des chantiers verts ou équivalent lorsqu'il s'agit d'intervention en lien avec les écosystèmes marins ou littoraux

2.3. ZONE DE BAINADE - SALINES - REMIRE-MONTJOLY



ZONE DE BAINADE - SALINES - REMIRE-MONTJOLY

ACTIONS DU DSBM

SOUS-ACTION 27-b DU DSBM : Aménager les plages de Remire-Montjoly

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet située sur le littoral (plage)
- Secteur compris dans l'unité paysagère « L'île de Cayenne » : Aire urbaine (et habitat diffus), aux caractères insulaires, ponctuée de Monts boisés et cernée d'eau ou de zones humides ; ces éléments identitaires s'expriment à différentes échelles dans la lecture des paysages
- Zone comprise dans la ZNIEFF de type I « Lagune et plage de Montjoly », la ZNIEFF marine de type I « Côte rocheuse de Cayenne et Remire-Montjoly » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Zone de baignade présentant une qualité bonne en 2019
- Secteur concerné par une zone rouge du PPRN littoraux de l'île de Cayenne (élevé - recul du trait de côte)

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES :

- Amélioration du cadre de vie
- Amélioration de la situation en termes de rejets polluants et de déchets

INCIDENCES NEGATIVES :

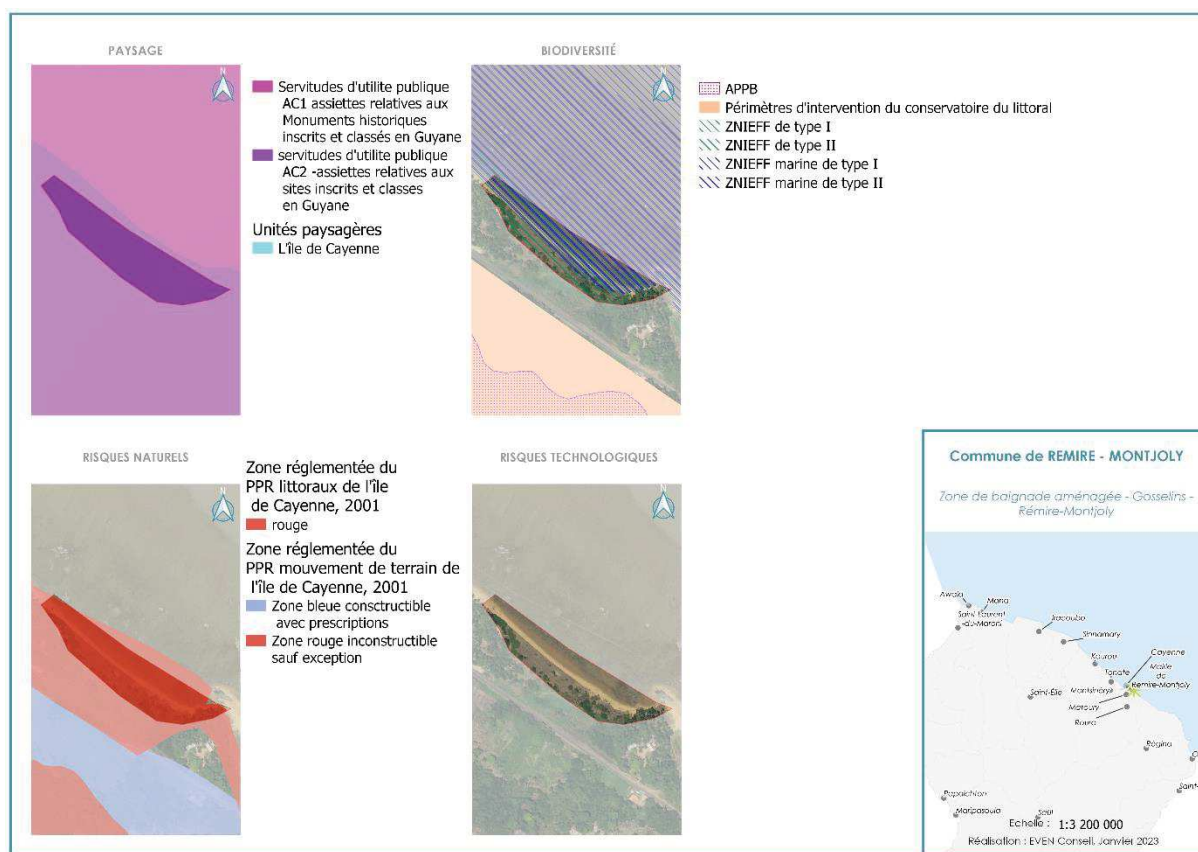
- Risque de dégradation voire de destruction des habitats littoraux (sur-fréquentation, pollutions)
- Risque de dérangement d'espèces potentiellement remarquables

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible à modéré.

MESURES ERC PRISES PAR LE DSBM

- Action 20 du DSBM : pour chaque aménagement de site naturel, la question des déchets doit être abordée par la mise en place des équipements spécifiques, types container ou poubelles, prévus aux endroits stratégiques : mise à l'eau, plages, criques.
- Mettre en place des chantiers verts ou équivalent lorsqu'il s'agit d'intervention en lien avec les écosystèmes marins ou littoraux

2.4. ZONE DE BAIGNADE AMENAGEE - GOSSELINS -REMIRE-MONTJOLY



ZONE DE BAINADE AMENAGEE - GOSSELINS -REMIRE-MONTJOLY

ACTIONS DU DSBM

SOUS-ACTION 27-b DU DSBM : Aménager les plages de Remire-Montjoly

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet située sur le littoral (plage)
- Secteur compris dans l'unité paysagère « L'île de Cayenne » : Aire urbaine (et habitat diffus), aux caractères insulaires, ponctuée de Monts boisés et cernée d'eau ou de zones humides ; ces éléments identitaires s'expriment à différentes échelles dans la lecture des paysages
- Zone située dans les périmètres de Servitudes d'Utilité publique du site inscrit « Plateau du Mahury », du site classé « Habitation Vidal-Mondélyce » et des Monuments Historiques « Site à polissoirs de Roche Caïa », « Site à polissoirs dit de l'APCAT » et L'« Habitation Poulain »
- Zone comprise dans la ZNIEFF de type I « Plage de pont de Gosselins », la ZNIEFF marine de type I « Côte rocheuse de Cayenne et Remire-Montjoly » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Zone de baignade présentant une qualité bonne en 2019
- Secteur concerné par une zone rouge du PPRN littoraux de l'île de Cayenne (élevé - recul du trait de côte)

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES :

- Amélioration du cadre de vie
- Amélioration de la situation en termes de rejets polluants et de déchets

INCIDENCES NEGATIVES :

- Risque de dégradation voire de destruction des habitats littoraux (sur-fréquentation, pollutions)
- Risque de dérangement d'espèces potentiellement remarquables

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible à modéré.

MESURES ERC PRISES PAR LE DSBM

- Action 20 du DSBM : pour chaque aménagement de site naturel, la question des déchets doit être abordée par la mise en place des équipements spécifiques, types container ou poubelles, prévus aux endroits stratégiques : mise à l'eau, plages, criques.
- Mettre en place des chantiers verts ou équivalent lorsqu'il s'agit d'intervention en lien avec les écosystèmes marins ou littoraux

- Zone comprise dans la ZNIEFF marine de type I « Fleuve Mahury » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Commune concernée par le risque de rupture de barrage de Rorota, non soumis à la réglementation des Plans Particuliers d'Intervention.

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

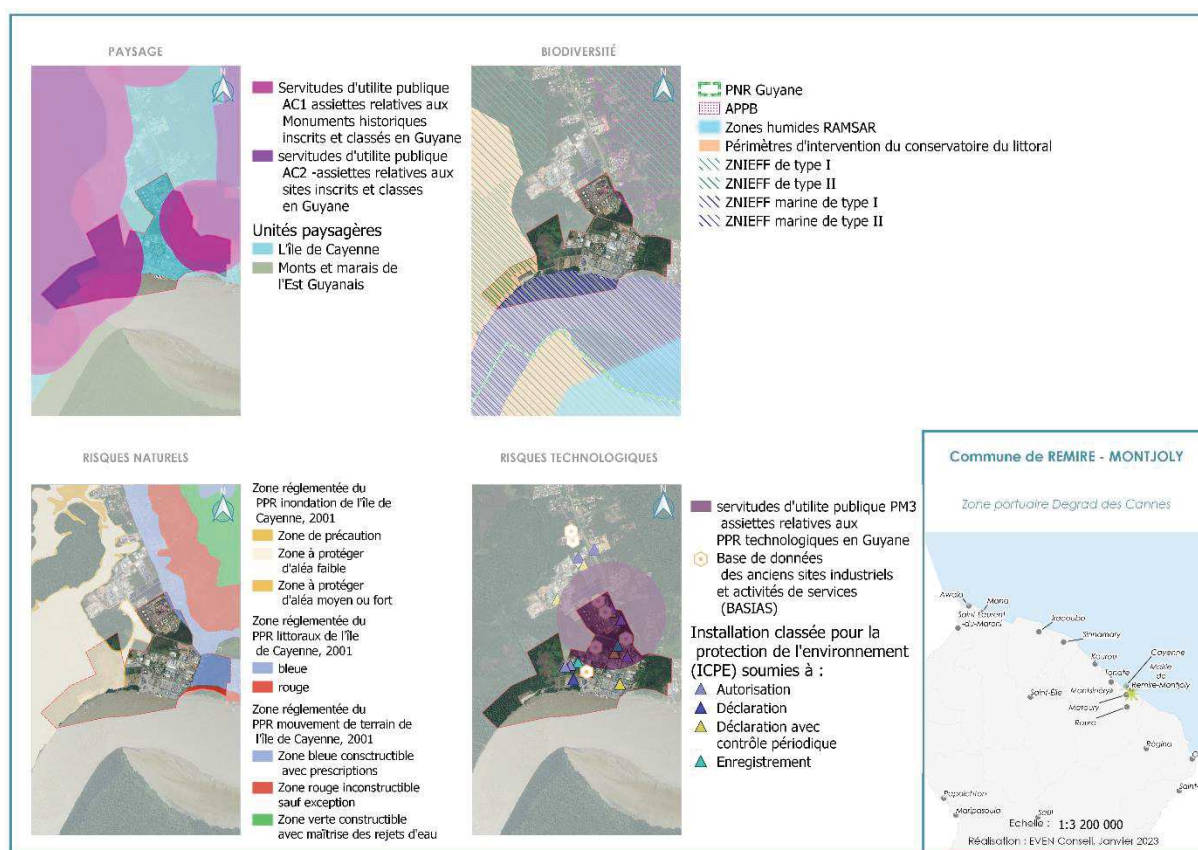
INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NEGATIVES :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Risque de dégradation du lit du fleuve en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau modéré.

2.6. ZONE PORTUAIRE DEGRAD DES CANNES



ZONE PORTUAIRE DEGRAD DES CANNES

ACTIONS DU DSBM

ACTION 71 DU DSBM - Dédier du foncier pour le développement de la filière déchets des activités maritimes, le développement du port de commerce de Degrad des Cannes identifie dans le SAR (2016)

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

Le renforcement du port de Dégrad des Cannes (DDC) est l'un des axes stratégiques du développement économique de la Guyane. Il nécessite de nouveaux aménagements et équipements sur le port et l'arrière-port.

Le Grand Port Maritime de Guyane (GPMG) a acquis du foncier afin d'étendre ses activités commerciales. Il est prévu d'y développer un pôle d'activités liées à l'économie circulaire. Un site de valorisation des sargasses (pour la production de bio-gaz, par exemple) est également envisagé. Des filières de traitement des déchets issus des activités maritimes doivent se développer dans ce pôle, en tirant parti des compétences présentes.

Le SAR a pour objectif de favoriser l'accessibilité et la desserte de la Guyane et de ses territoires par voies maritime et fluviales. A ce titre, il identifie le projet suivant :

- le développement du port de commerce de Dégrad des Cannes. Dans le cadre des aménagements à venir, évoqués dans le plan de développement du Grand Port Maritime de Guyane, la question de son accès routier devra également être étudié (création d'une nouvelle voie d'accès).

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée d'espaces déjà anthropisés (zone portuaire) et d'espaces naturels
- Zone située dans les périmètres de Servitudes d'Utilité publique du site inscrit « Berges du Mahury », du site classé « Habitation Vidal-Mondélice » et du Monument Historique « Ancienne Habitation Vidal » et de 6 Monuments Historiques
- Zone située dans le périmètre de Servitudes d'Utilité publique du PPRT Dégrad-des-Cannes - SARA Rémire-Montjoly
- Secteur compris dans l'unité paysagère « L'île de Cayenne » : aire urbaine et habitat diffus aux caractères insulaires, ponctuée de Monts boisés et cernée d'eau ou de zones humides. Ces éléments identitaires s'expriment à différentes échelles dans la lecture des paysages)
- Zone comprise dans la ZNIEFF de type I « Polders Vidal et canal Beauregard », la ZNIEFF de type II « Zones humides de la crique Fouillée », la ZNIEFF marine de type I « Fleuve Mahury » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Zone de projet concernée par une rouge (élevé – recul du trait de côte) et une zone bleue (moyen à faible – submersion) du PPRN littoraux de l'île de Cayenne
- Zone de projet concernée par une zone de précaution et une zone à protéger d'aléa faible du PPRN inondation de l'île de Cayenne
- Zone de projet concernée, sur une faible surface, par une zone bleue (constructible avec prescriptions) du PPRN mouvement de terrain de l'île de Cayenne

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES : /

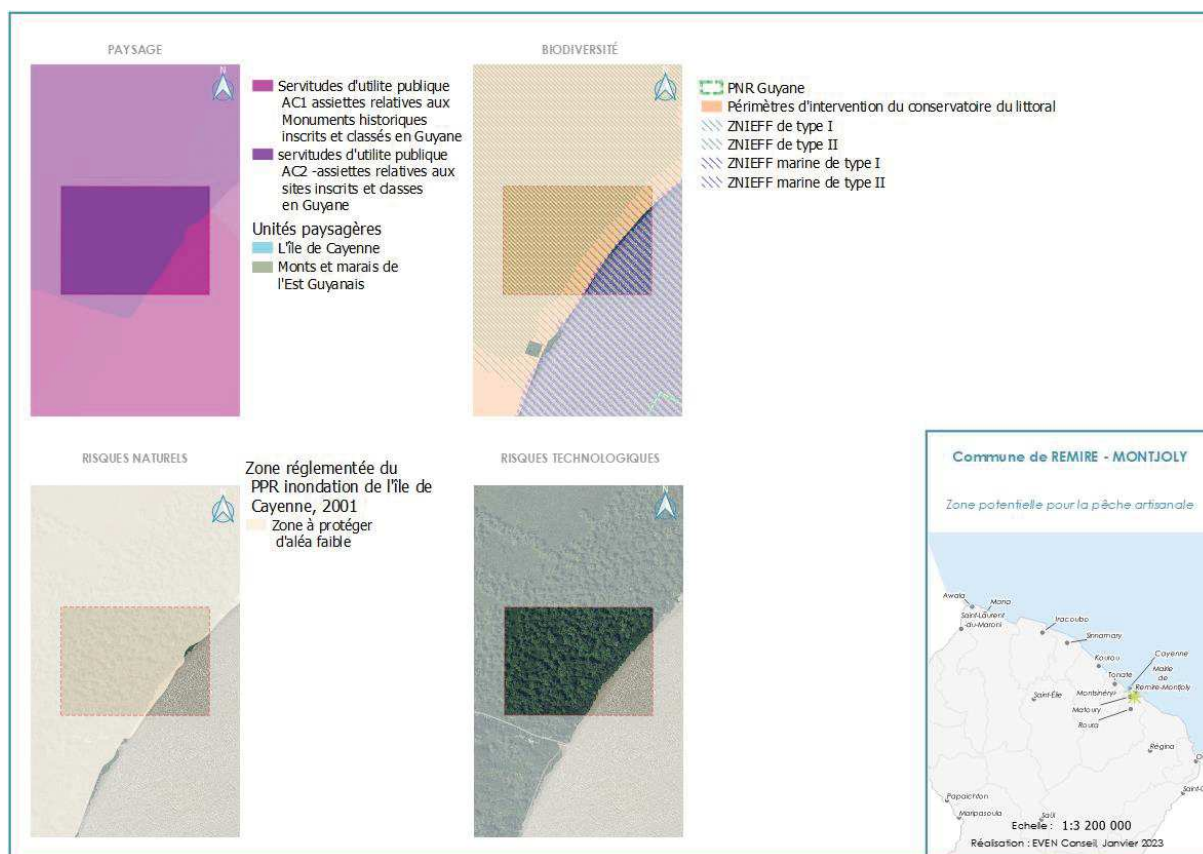
INCIDENCES NEGATIVES :

La zone portuaire Degrad des Cannes a vocation à s'étendre, sur des espaces actuellement à l'état naturel. Des travaux sur la zone pourraient induire des incidences négatives potentielles :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements
- Risque de dégradation des berges en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau modéré.

2.7. ZONE POTENTIELLE POUR LA PECHE ARTISANALE A REMIRE-MONTJOLY



ZONE POTENTIELLE POUR LA PECHE ARTISANALE A REMIRE-MONTJOLY

ACTIONS DU DSBM

ACTION 67 DU DSBM : Assurer la mise en œuvre des mesures du plan pêche concernant les infrastructures (Mesure Plan pêche : M47-M48)

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

Il est urgent de déterminer l'organisation des points de débarquements de la pêche artisanale à l'échelle de l'île de Cayenne. En effet, les professionnels débarquent actuellement leur production dans des conditions d'hygiène et de sécurité souvent peu satisfaisantes.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée de milieux naturels
- Zone située dans les périmètres de Servitudes d'Utilité publique du site inscrit « Berges du Mahury », du site classé « Habitation Vidal-Mondélice » et du Monument Historique « Ancienne Habitation Vidal »
- Secteur compris dans l'unité paysagère « L'île de Cayenne » : aire urbaine et habitat diffus aux caractères insulaires, ponctuée de Monts boisés et cernée d'eau ou de zones humides. Ces éléments identitaires s'expriment à différentes échelles dans la lecture des paysages)
- Zone comprise dans la ZNIEFF de type I « Polders Vidal et canal Beauregard », la ZNIEFF de type II « Zones humides de la crique Fouillée », la ZNIEFF marine de type I « Fleuve Mahury » et la ZNIEFF marine de type II « Bande côtière »
- Zone de projet concernée par une zone à protéger d'aléa faible du PPRN inondation de l'île de Cayenne
- Commune concernée par le risque de rupture de barrage de Rorota, non soumis à la réglementation des Plans Particuliers d'Intervention.

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

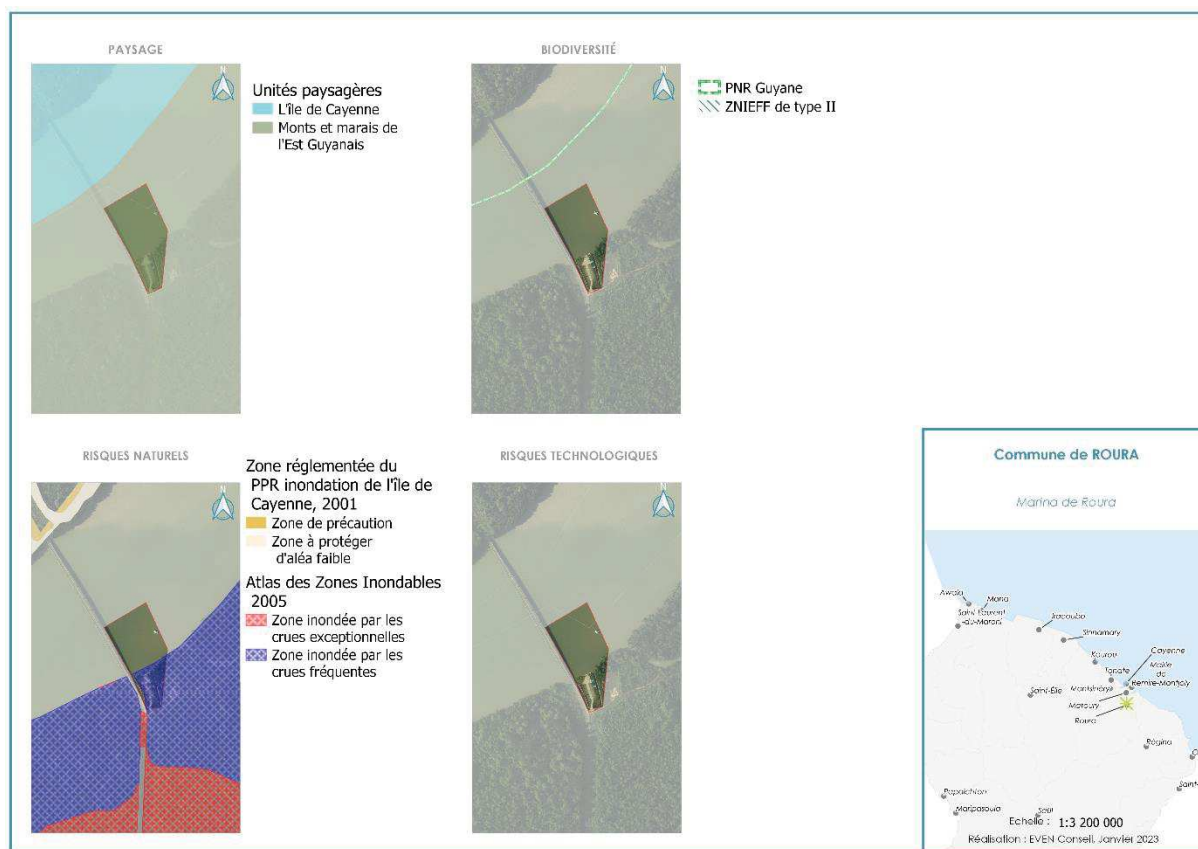
INCIDENCES POSITIVES : /

INCIDENCES NEGATIVES :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Risque de dégradation du littoral et fonds marins en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau modéré à fort.

2.8. MARINA DE ROURA



MARINA DE ROURA

ACTIONS DU DSBM

SOUS-ACTION 81-c DU DSBM : Créer un site de plaisance sur le Mahury

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

La politique communale souhaite valoriser les zones touristiques situées sur les fleuves de son territoire, notamment sur la zone d'entrée de bourg. Il existe aujourd'hui sur le territoire de Roura, un ensemble de cales de mise à l'eau qui permettent la découverte de zones touristiques et d'aires naturelles protégées à forte fréquentation touristique :

- Réserve Naturelle de Roura-kaw,
- Cacao – rivière La Comté,
- Savanes inondées – Lac Paly,
- La crique Gabrielle – Dégrad-Eskol,
- Village Favard – rivière Orapu.

Une infrastructure de plaisance a été entamée à l'entrée du bourg :

- Une cale de mise à l'eau,
- Terrain terrassé (parking),
- Abris.

Le retrait des pontons dédiés à la plaisance au port de Dégrad des Cannes conduit à envisager un autre site pour le développement de ces activités. Les plaisanciers se sont déplacés et mouillent au niveau de la cale du pont de Roura. Le site a vocation à se développer.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet en grande partie déjà anthropisée
- Zone située en bordure du fleuve Mahury
- Secteur compris dans l'unité paysagère « Monts et marais de l'Est Guyanais » : Immense plaine marécageuse bordée au sud de barres montagneuses boisées, parfois habitées en piémont et ponctuée de petits monts boisés
- Zone de projet comprise dans le périmètre du PNR de Guyane

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES :

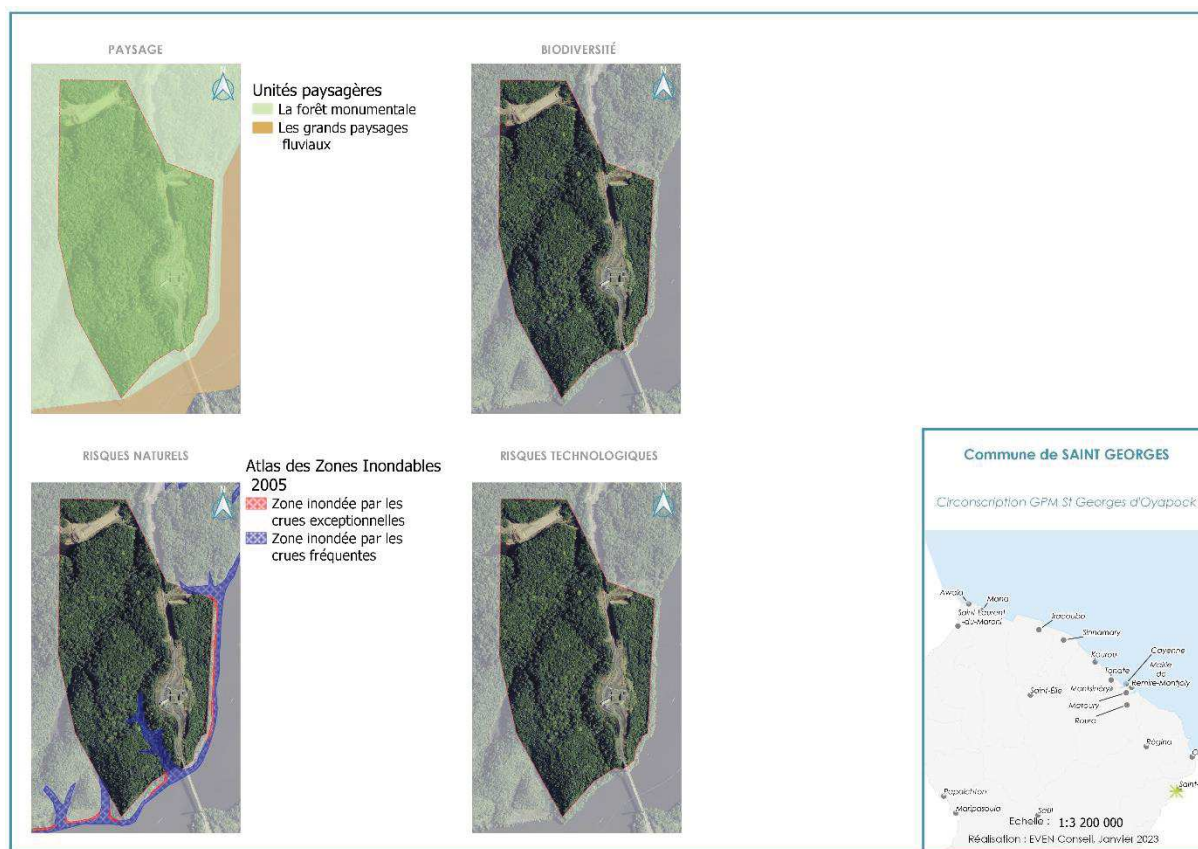
INCIDENCES NEGATIVES :

La marina de Roura est en grande partie déjà aménagée. Toutefois, des travaux sur la zone pourraient induire des incidences négatives potentielles :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Risque de dégradation du littoral et fonds marins en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage
- Artificialisation des paysages

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau modéré.

2.9. CIRCONSCRIPTION GPM ST GEORGES D'OYAPOCK



CIRCONSCRIPTION GPM ST GEORGES D'OYAPOCK

ACTIONS DU DSBM

ACTION 74 DU DSBM : Aménager un port sec au pont de l'Oyapock

LE PROJET ET SES JUSTIFICATIONS

Le GPM Guyane dispose d'une circonscription à Saint-Georges de l'Oyapock, sur laquelle il projette la réalisation d'un port sec. L'objectif est d'ouvrir le territoire aux échanges avec le Brésil, dans la continuité de la création du poste frontalier communautaire.

LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES IDENTIFIEES SUR LA ZONE

- Zone de projet composée d'un espace déjà anthropisé (RN2, poste de frontière) et de milieux naturels
- Zone située en bordure du fleuve Oyapock
- Secteur compris dans l'unité paysagère « La forêt monumentale » : Paysage forestier monumental habité, irrigué de nombreuses criques, ponctué d'inselbergs, marqué par l'orpaillage
- Zone concernée par un risque lié au transport de matières dangereuses (réseau routier et réseau fluvial)

LES INCIDENCES POTENTIELLES INDUITES PAR LE PROJET

INCIDENCES POSITIVES :

INCIDENCES NEGATIVES :

- Altération/destruction d'habitats et des espèces dans le cadre d'aménagement d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement naturel lors de l'exploitation des différents aménagements (ports, équipements divers...)
- Risque de dégradation du lit du fleuve en fonction du choix des sites de mise à l'eau ou mouillage

Les incidences potentielles induites par ce projet sont jugées négatives de niveau faible.

2.10. MESURES ERC ASSOCIEES AUX ZONES DES ZONES LES PLUS SUSCEPTIBLE D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NOTABLE

La définition des incidences et les mesures ERC se mettront en place à l'échelle des projets découlant des cadres d'actions. En effet, le format du document stratégique ne permet pas l'évaluation quantitative d'incidences résiduelles suite aux étapes d'évitement et de réduction, donc à la définition de mesures adaptées. Ces mesures pourront être :

- Veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis des écosystèmes

- En phase travaux :

(E) Identifier et protéger les zones non perturbées situées à l'intérieur de la zone projet, en conservant des patchs d'habitats à haute valeur de conservation ou des corridors écologiques / Restreindre spatialement les impacts des travaux aux futures zones imperméabilisées afin de préserver les habitats naturels / Éviter de positionner les zones travaux en amont d'une zone humide

- En phase exploitation :

Regrouper les infrastructures sur un seul site pour réduire l'emprise globale du projet / Restreindre les activités en dehors des périodes de reproduction ou de migration des oiseaux ou des amphibiens

- Promouvoir une gestion économe de l'espace en lien avec la loi de transition écologique pour la croissance verte (2015) et la loi climat et résilience (2021).

- Veiller à mettre en place des filières de gestion des déchets et mise en place de chantier évitant tout rejets dans le milieu

- En phase travaux :

(E) Collecter et traiter des eaux de ruissellement du chantier en circuit fermé / Traiter tous les déchets par des filières adaptées

- Veiller à prémunir les nouvelles infrastructures des risques naturels

- Indiquer la mise en place de chantiers vert ou équivalent lorsqu'il s'agit d'intervention en lien avec les écosystèmes marins ou littoraux.

- En phase travaux :

(E) Restreindre spatialement les impacts des travaux aux futures zones imperméabilisées afin de préserver la qualité des sols (pouvoir d'absorption de l'eau) ou les habitats naturels / Éviter de positionner les zones travaux en amont d'une zone humide

-En phase exploitation :

Regrouper les infrastructures sur un seul site pour réduire l'emprise globale du projet

3. ANALYSE DES EFFETS CUMULES DU DSBM SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

La lecture par enjeu environnemental correspond à une lecture « verticale » du tableau de synthèse. Chaque colonne correspond à un enjeu environnemental. La lecture d'une colonne permet ainsi de visualiser la manière dont chaque enjeu est impacté par les objectifs du DSBM : l'enjeu est-il touché par un « éventail » d'effets potentiels portés par une série d'objectifs, ou s'agit-il d'un effet ciblé par un objectif spécifique, voire est-ce un enjeu non résolvable par le DSBM ?

3.1. OCCUPATION DU SOL

RAPPEL DES ENJEUX IDENTIFIES DANS L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

ENJEUX IDENTIFIES DANS L'EIE	NIVEAU DE PRIORITE
S'assurer d'un aménagement économe en espace permettant d'enrayer l'artificialisation des sols	FORT
Prendre en compte les évolutions climatiques dans l'aménagement des espaces littoraux	FORT

INCIDENCES DU DSBM SUR L'OCCUPATION DU SOL

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
3	8	10	14	9

COMMENT LE DSBM PERMET-IL DE LIMITER L'ARTIFICIALISATION ET L'IMPERMEABILISATION DES SOLS ?

La consommation d'espaces et l'artificialisation des sols, principalement liées à l'étalement urbain, sont à l'origine d'impacts importants sur le littoral. La diffusion de modes de vie liés au développement d'une société de loisirs, et notamment à la pratique de certaines activités récréatives nautiques

(plaisance, kite) ainsi que la proximité du travail tendent à renforcer l'urbanisation de ces littoraux particulièrement attractifs par leur climat et leurs conditions de pratique.

Elle s'accompagne d'une destruction ou d'une dégradation des habitats. Certains aménagements entravent la dynamique naturelle du littoral empêchant le déplacement des sédiments le long du littoral entraînant des phénomènes d'érosion.

Faces à ces enjeux, le DSBM a intégré un objectif spécifique (II.3.1) permettant de s'inscrire dans une logique de limitation de l'artificialisation du littoral. Il prévoit notamment de décliner les objectifs de zéro artificialisation nette dans les documents de planification locaux (Action 20).

La zéro artificialisation nette (ZAN) est une notion inscrite dans le plan biodiversité en 2018, et comme objectif à atteindre en 2050 dans la loi climat et résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets).

L'objectif de la trajectoire zéro artificialisation nette est de ne plus artificialiser à terme, tout en laissant la possibilité de compenser l'artificialisation. L'objectif intermédiaire de réduction de 50 % de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers d'ici 2030 n'est pas applicable aux territoires d'outre-mer. Cependant, l'objectif de zéro artificialisation nette d'ici 2050 s'applique bien, avec des pas d'étude de 10 ans. Dans les territoires d'outre-mer, il revient au schéma d'aménagement régional (SAR) de fixer un objectif de réduction par rapport aux 10 dernières années, avant le 22 février 2024.



La construction d'infrastructures nouvelles aura des impacts négatifs directs sur la consommation d'espaces.

COMMENT LE DSBM INTEGRE -T-IL LES EVOLUTIONS CLIMATIQUES DANS L'AMENAGEMENT DES ESPACES LITTORAUX ?

Les évolutions climatiques pourraient induire des conséquences sur les risques littoraux. En effet, la côte guyanaise, avec son faible relief, est très sensible aux variations du niveau de la mer et donc directement exposée aux effets du changement climatique, augmentant à terme l'intensité des aléas d'érosion côtière et de submersion marine. La modification des paramètres météo-marins (houles, vents, courants) entraînerait des conséquences sur la vitesse de migration des bancs de vases et la cyclicité des phénomènes d'érosion-sédimentation sur la côte guyanaise.

Ainsi, à travers l'objectif III.1.1, le DSBM souhaite pérenniser l'observation de la dynamique côtière et en diffuser largement les résultats. Cet observatoire permet d'améliorer la connaissance des risques littoraux et des conséquences prévisibles du changement climatique (lien avec Disposition 10A du PGRI). Également, l'objectif III.1.2 doit permettre d'adapter les aménagements et le développement des activités économiques à la dynamique côtière et aux changements globaux. Par exemple, le DSBM prévoit de mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature, notamment si des moyens doivent être mis pour freiner l'érosion du trait de côte sur les linéaires à enjeux.

Les stratégies de gestion du littoral (action 31) devront prévoir les actions à mener à court, moyen et long terme, et tenir compte des effets attendus du réchauffement climatique en termes d'augmentation du niveau marin et d'accentuation des phénomènes extrêmes.

Également, protéger le cordon de mer des côtes comme : les salines à Rémire, plage d'Awala Yalimapo, toute la côte de Macouria ; en préservant les canaux d'accès aux mangroves pour le cycle de reproduction des espèces (crevettes, poissons, etc.) ; en préservant l'accès aux marais intérieurs. En effet, au travers de l'action 29, le DSBM intègre pour l'aménagement des plages, la prise en compte du changement climatique dans le choix des infrastructures et du mobilier urbain.

3.2. QUALITE DES EAUX COTIERES ET DE TRANSITION

RAPPEL DES ENJEUX IDENTIFIES DANS L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

ENJEUX IDENTIFIES DANS L'EIE	NIVEAU DE PRIORITE
Prendre en compte les effets du changement climatique sur la qualité de l'eau (augmentation du niveau de la mer et de la température de l'eau)	MOYEN
Lutter contre les pollutions des rejets ponctuels et diffus	MOYEN
Lutter contre les pollutions liées à l'activité extractive	MOYEN
S'assurer d'une gestion équilibrée de la ressource eau permettant le bon fonctionnement des milieux aquatiques et la satisfaction de l'ensemble des usages (AEP, agriculture, industrie, loisirs, etc.)	MOYEN

INCIDENCES DU DSBM SUR LES NUISANCES ET POLLUTIONS

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
10	30	13	0	21

INCIDENCES DU DSBM SUR LES DECHETS

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
11	20	5	4	35

COMMENT LE DSBM PERMET-IL DE LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS ?

La façade littorale guyanaise concentre la grande majorité de la population et donc les activités anthropiques, génératrices de pollutions (assainissement des eaux usées, activités industrielles, agricoles, pollutions liées aux transports, imperméabilisation des sols, déchets...).

Les enjeux de qualité des eaux sont plus spécifiquement traités par les SDAGE. Ces documents de planification fixent pour six ans (2022-2027) les orientations qui permettent d'atteindre les objectifs attendus en matière de "bon état des eaux". Le SDAGE comporte notamment les dispositions

suivantes : D1.2.1 Respecter le principe de non-dégradation des masses d'eau, D 2.1.3 Renforcer les connaissances en vue d'une meilleure caractérisation de l'état, D2.4.4 Limiter les impacts des activités portuaires, de dragage et de carénage. Le SDAGE prend également des dispositions en matière de gestion des déchets et d'assainissement des eaux, à travers l'orientation 3.2 Mettre en conformité les systèmes d'assainissement collectifs et non collectifs et éliminer les rejets directs vers les milieux (D3.2.1 à D3.2.5) et la disposition 3.6.2 Prévenir la pollution des milieux aquatiques par une meilleure gestion des déchets.

D'autres plans y contribuent indirectement comme le Schéma d'Aménagement Régional, le Plan d'actions « Zéro déchet plastique en mer » 2020-2025.

Le DSBM prend également, à son échelle, des objectifs stratégiques participant directement à lutter contre les pollutions. Parmi ces objectifs, se trouvent :

- Réduire les pressions exercées sur l'environnement par les activités et aménagements anthropiques (objectif II.3) ;
- Réduire les apports et la présence de déchets dans les eaux marines (objectif II.4) ;
- Se préparer face aux risques de pollution maritime (objectif III.4).

De façon plus opérationnelle, le DSBM dispose d'actions visant plus particulièrement la lutte contre les pollutions. Par exemple, la qualité des eaux de baignade se dégrade globalement depuis 2008. Les transferts de polluants vers les zones de baignades ont des origines multiples : mauvais assainissement, dépôt sauvage de déchets, lavage de voitures... Les profils de baignades (Action 39) doivent permettre d'identifier et définir les mesures de gestion pour traiter les sources de dégradation de la qualité des eaux.

La création d'une « brigade bleue », le soutien aux ramassages de déchets sur les plages menés par les associations et l'installation de containers ou poubelles aux endroits stratégiques (mise à l'eau, plages, criques) participent à cet objectif (Action 22).

Également, l'ensemble des actions sur la gestion des déchets participeront également à la lutte contre les pollutions (ex : Action 23).

Outre les actions de lutte contre les pollutions, le renforcement des moyens pour l'acquisition des connaissances dans le milieu marin et estuarien (objectif IV.1.1) grâce à une optimisation des moyens d'analyse en local (Action 56) devrait permettre un meilleur suivi de la qualité des eaux.

La pérennisation de l'observatoire de la dynamique côtière participe à la prise en compte des effets du changement climatique notamment en lien l'augmentation du niveau de la mer (Action 30). En effet, le DSBM doit permettre de consolider le rôle de l'observatoire de la dynamique côtière afin de poursuivre la compréhension et le suivi de l'aléa érosion côtière et submersion marine et de continuer de produire, collecter, harmoniser et diffuser les connaissances relatives aux phénomènes littoraux guyanais.

Le développement de la coopération avec les États voisins sur les sujets environnementaux (action 88) contribue également à cet objectif. Il s'agit là de développer des actions visant notamment à la lutte contre les pollutions, à l'atténuation du changement climatique.

Indirectement par le biais des études d'acquisition de connaissances sur les milieux et les espèces, des actions en lien avec la qualité des eaux de baignade, le DSBM permettra d'améliorer la prise en compte des effets du changement climatique sur la qualité de l'eau.

3.3. BIODIVERSITE

RAPPEL DES ENJEUX IDENTIFIES DANS L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

ENJEUX IDENTIFIES DANS L'EIE	NIVEAU DE PRIORITE
Améliorer la connaissance sur les espèces patrimoniales et les milieux remarquables	FORT
Préserver les écosystèmes marins et littoraux	FORT
Maîtriser l'expansion d'espèces invasives	MOYEN
Sensibiliser le grand public aux écosystèmes marins et littoraux	MOYEN

INCIDENCES DU DSBM SUR LES ECOSYSTEMES MARINS ET COTIERS

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
32	35	18	1	15

INCIDENCES DU DSBM SUR LA BIODIVERSITE ET TRAME VERTE ET BLEUE

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
28	31	14	2	12

LE DSBM AMELIORE-T-IL LA CONNAISSANCE SUR LES ESPECES PATRIMONIALES ET LES MILIEUX REMARQUABLES ?

L'état des lieux du DSBM fait mention d'une connaissance partielle et inégale sur les espèces et les milieux. Pour cela, l'acquisition et le partage des connaissances constituent des enjeux forts portés par le DSBM. L'objectif II.1.1 porte particulièrement sur l'amélioration des connaissances sur les milieux et les espèces dans une optique de gestion écosystémique des usages. Cet objectif se traduit par des actions opérationnelles, avec la réalisation d'études d'acquisition de connaissances sur les milieux et les espèces (Action 3) et les sous-actions associées (Actions 3-a, 3-b et 3-c) et la finalisation de la définition réglementaire des zones humides (Action 4).

In fine, le DSBM participera à court/moyen terme notamment à :

- Améliorer les connaissances sur la biologie et l'écologie, ainsi que l'abondance et les tendances démographiques, des espèces à fort enjeu ;
- Comprendre les interactions entre les espèces/habitats avec les activités humaines et évaluer les degrés de pression ;
- Evaluer les services rendus par les écosystèmes littoraux ainsi que leur valeur économique : fonctionnement écologique de la mangrove, rôle dans le stockage du carbone,

fonctionnement hydrologique des zones humides, interactions entre les milieux et les usages, les ressources halieutiques et l'aménagement du territoire ;

- Approfondir les connaissances sur les courants et le fonctionnement des différents habitats sous-marins : habitats rocheux, pointements coralliens.

Également, l'axe « La protection des milieux, des ressources, des équilibres biologiques et écologiques ainsi que la préservation des sites, des paysages et du patrimoine » du DSBM sera mis en œuvre en lien avec le SDAGE. Ce dernier comporte notamment les dispositions suivantes : Disposition 1.1.1 Accroître les connaissances sur la biodiversité et les dynamiques de population, D1.1.3 Mieux appréhender le changement climatique en Guyane et son impact sur la biodiversité, D2.1.4 Améliorer les connaissances sur les écosystèmes humides littoraux et les impacts du changement climatique.

LE DSBM PERMET-IL DE MAINTENIR ET RESTAURER LES ECOSYSTEMES MARINS ET LITTORAUX ?

Le DSBM a une incidence généralement positive sur les écosystèmes marins et littoraux. En effet, les dispositions permettant la définition réglementaire des zones humides (Action 4), l'animation d'une concertation sur la définition de nouvelles aires protégées (Action 5), la contribution à la mise en œuvre des Plans Nationaux d'Action (Action 6), l'encadrement des activités des guides de pêche de loisirs et de plaisance (Action 7) contribuent au maintien de la biodiversité. Plus généralement, l'ensemble des actions en lien avec la gestion des déchets portés par le DSBM participeront à l'amélioration de la qualité des écosystèmes et de la biodiversité associée (Objectif II.4). En effet, les déchets plastiques ainsi que les filets et engins de pêche perdus ou laissés à l'abandon en mer ont un impact considérable sur les écosystèmes et les organismes marins. Ils font partie des menaces majeures pour la biodiversité marine guyanaise.

Par ailleurs, le DSBM prévoit également des actions pouvant impliquer la construction de bâtiments et l'aménagement de différents sites (Actions 71,72,76,77...), le développement du tourisme et des activités nautiques (Actions 78, 79, 80...). Ces actions auront des impacts négatifs sur les écosystèmes marins et littoraux. Toutefois, ces actions devront appliquer la séquence ERC (action 19), permettant en priorité d'éviter les impacts.

Le DSBM porte également des études en lien avec le développement des énergies marines renouvelables et d'exploitation des granulats marins. Au stade d'étude, les impacts sont limités mais soulèvent de gros points de vigilance.

LE DSBM PERMET-IL DE MAITRISER L'EXPANSION D'ESPECES INVASIVES ?

A travers l'objectif II.1 « Améliorer les connaissances sur les milieux et les espèces dans une optique de gestion écosystémique des usages », le DSBM prévoit de mener des études d'acquisition de connaissances sur les milieux et les espèces. Dans un premier temps, il s'agira de dresser un bilan sur les espèces exotiques envahissantes. En fonction des résultats, des mesures de lutte contre ces espèces devront être prises.

Par ailleurs, la mise en œuvre du DSBM se fera en lien avec les plans existants traitant du sujet des EEE. Le plan de gestion de la RNN de l'île du Grand-Connétable dispose notamment d'une fiche action « Assurer une veille et une éradication des rats »

Le plan de gestion de la RN d'Amana comporte également des actions en lien avec cette problématique : CS6 : Suivi de la distribution des espèces végétales invasives, IP1 : Destruction des espèces végétales invasives.

LE DSBM SENSIBILISE-T-IL LE GRAND PUBLIC AUX ECOSYSTEMES MARINS ET LITTORAUX ?

Le deuxième axe du DSBM, centré sur « la protection des milieux, des ressources, des équilibres biologiques et écologiques ainsi que la préservation des sites, des paysages et du patrimoine », participe à l'information et la sensibilisation du grand public sur les écosystèmes marins et littoraux.

Les actions 3, 3-a, 3-b et 3-c visent à l'acquisition de connaissances sur les milieux et les espèces. La publication des résultats de ces études assurera une communication transparente et une information du grand public

Les actions 7 et 8 portent notamment sur la mise en place d'un guide de bonnes pratiques et la sensibilisation des pêcheurs à la menace que constituent les filets abandonnés pour la biodiversité, et au marquage des engins de pêche.

L'Axe III « La prévention des risques et la gestion du trait de côte » du DSBM aborde la sensibilisation du public aux enjeux présents sur la bande côtière (Action 30) et l'amélioration de la sensibilisation, la communication et la médiation concernant la qualité des eaux de baignade (Action 39).

Le DSBM développe un axe concernant « la connaissance, la recherche et l'innovation ainsi que l'éducation et la formation aux métiers de la mer » (Axe IV du DSBM) qui permet de façon directe ou indirecte, de sensibiliser le grand public aux écosystèmes marins et littoraux.

Les actions 45, 46 et 52 ciblent notamment la communication et l'éducation à l'environnement pour favoriser la connaissance des milieux marins et l'implication dans leur protection chez chacun, par exemple via le soutien et la valorisation des programmes d'aires maritimes éducatives.

Le projet de création d'un établissement de formation professionnelle maritime (Action 47) et le développement des offres de formations initiales et continue (Action 49) contribueront à la sensibilisation aux enjeux environnementaux notamment ceux en lien avec la préservation des ressources et du milieu marin et à la réduction des déchets.

Plus généralement, la sensibilisation du grand public s'inscrit à travers l'aménagement des sites (Action 28 et par l'ensemble des actions visant à réduire les apports de déchets d'origine terrestre et poursuivre les actions de sensibilisation sur les territoires littoraux.

3.4. PAYSAGE ET PATRIMOINE DU LITTORAL

RAPPEL DES ENJEUX IDENTIFIES DANS L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

ENJEUX IDENTIFIES DANS L'EIE	NIVEAU DE PRIORITE
Préserver et valoriser le patrimoine bâti remarquable et vernaculaire	FAIBLE
Préserver et valoriser la diversité des entités paysagères et renforcer les aménités paysagères et patrimoniales	FAIBLE

INCIDENCES DU DSBM SUR LE PAYSAGE

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
2	22	3	1	21

INCIDENCES DU DSBM SUR LE PATRIMOINE DU LITTORAL

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
4	9	3	0	1

LE DSBM PERMET-IL LA PRESERVATION ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE BATI REMARQUABLE ET VERNACULAIRE DU LITTORAL ?

Le deuxième axe du DBSM est centré sur « la protection des milieux, des ressources, des équilibres biologiques et écologiques ainsi que la préservation des sites, des paysages et du patrimoine ».

Un des objectifs de cet axe est « Préserver et mettre en valeur les sites, les paysages et le patrimoine » (Objectif II.5). Celui-ci pourra ainsi conduire, dans le respect de l'environnement, à intégrer le développement de sentiers et de structures d'accueil dans une démarche de protection des espaces et d'adaptation à l'évolution du trait de côte (II.5.1) avec la création de sentiers littoraux de randonnée, la rénovation et valorisation du patrimoine historique (canal Laussat, Fort Trio, Guisanbourg...) et le développement de nouvelles infrastructures d'accueil sur la bande côtière ou dans les embouchures de fleuves. Un point de vigilance est à noter concernant l'intégration de l'impact paysager lors de l'aménagement des différents sites.

3.5. SOLS ET SOUS-SOLS

RAPPEL DES ENJEUX IDENTIFIES DANS L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

ENJEUX IDENTIFIES DANS L'EIE	NIVEAU DE PRIORITE
Diversifier la ressource en matériaux	FORT
Améliorer la connaissance des gisements potentiels exploitables en sables et granulats marins et de l'impact de leur exploitation comparativement aux potentialités de développement à terre	MOYEN
Mener des études complémentaires sur les sites potentiellement exploitables identifiés	MOYEN

INCIDENCES DU DSBM SUR LES SOLS ET SOUS-SOLS

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
1	11	13	8	0

LE DSBM PERMET-IL DE DIVERSIFIER LA RESSOURCE EN MATERIAUX ET D'AMELIORER LA CONNAISSANCE DES GISEMENTS POTENTIELS EXPLOITABLES EN SABLES ET GRANULATS ?

Le DSBM développe un objectif spécifique concernant l'approfondissement la connaissance des gisements potentiels exploitables en sables et granulats marins et de l'impact de leur exploitation (V.7.2). Il prévoit notamment d'étudier l'opportunité d'exploitation des granulats marins. En effet face à la demande croissante en granulats marins, l'exploitation des poches de granulats marins est à envisager (Action 85).

Certaines communes du littoral sont fortement touchées par des phénomènes d'érosion côtière. Il est nécessaire d'élaborer des stratégies de gestion du littoral à long terme, et d'envisager le déplacement des populations les plus menacées pour les mettre en sécurité. A travers les actions 31, 31-a, 31-b et 31-c, le DSBM prévoit d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de gestion du littoral. Pour mettre en place ces stratégies, des actions complémentaires sont à mener sur les recherches de gisements en sable et de gisements de sédiments proches des sédiments natifs de la plage, sur l'amélioration de la connaissance sur les courants et l'hydrodynamique locale du proche côtier. En effet, le territoire guyanais connaît des difficultés d'accès aux gisements terrestres et d'une demande de matériaux très importante. Toutefois, l'exploitation des gisements ne doit pas déséquilibrer le littoral et ni accélérer l'érosion.



L'exploitation des granulats marins n'est pas sans conséquences pour l'environnement. A ce stade le DSBM prévoit uniquement des études afin de statuer sur l'opportunité d'exploitation.

3.6. RISQUES LITTORAUX

RAPPEL DES ENJEUX IDENTIFIES DANS L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

ENJEUX IDENTIFIES DANS L'EIE	NIVEAU DE PRIORITE
Concilier aménagement de l'espace et prise en compte des risques en respectant les espaces de liberté des cours d'eau et les zones d'expansion des crues et en tenant compte des phénomènes d'érosion du trait de côte	MOYEN
Développer des capacités de résilience des territoires les plus exposés face aux phénomènes d'inondation	FORT
Réduire le phénomène de ruissellement des eaux pluviales	MOYEN
Prévenir les épisodes de submersion marine	FORT

INCIDENCES DU DSBM SUR LES RISQUES LITTORAUX

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
11	12	2	0	26

LE DSBM CONCILIE-T-IL AMENAGEMENT DE L'ESPACE ET PRISE EN COMPTE DES RISQUES EN RESPECTANT LES ESPACES DE LIBERTE DES COURS D'EAU ET LES ZONES D'EXPANSION DES CRUES ET EN TENANT COMPTE DES PHENOMENES D'EROSION DU TRAIT DE COTE ?

Dans la logique de limitation de l'artificialisation du littoral (Objectif II.3.1) et d'adaptation des aménagements et du développement des activités économiques à la dynamique côtière et aux changements globaux (Objectif III.1.2), le DSBM répond à concilier aménagement de l'espace et prise en compte des risques en respectant les espaces de liberté des cours d'eau et les zones d'expansion des crues et en tenant compte des phénomènes d'érosion du trait de côte.

LE DSBM PERMET-IL DE DEVELOPPER LES CAPACITES DE RESILIENCE DES TERRITOIRES LES PLUS EXPOSES FACE AUX PHENOMENES D'INONDATION ?

L'Objectif III.1.2 du DSBM cible particulièrement l'adaptation des aménagements et du développement des activités économiques à la dynamique côtière et aux changements globaux.

Plus généralement, le développement des capacités de résilience des territoires les plus exposés face aux phénomènes d'inondation est ciblé par l'équipement des réseaux d'eau pluviale de dispositifs d'interception des déchets, la mise en œuvre du programme national d'hydrographie (Action 38) et l'instrumentalisation de l'estuaire du Maroni (Action 44). Indirectement, la stratégie de gestion du littoral (Action 31, 31-a, 31-b et 31-c) participe également au développement des capacités de résilience des territoires face aux inondations.

LE DSBM PARTICIPE-T-IL A LA REDUCTION DU PHENOMENE DE RUISSELLEMENT DES EAUX PLUVIALES ?

L'objectif III.1.2 du DSBM cible l'adaptation des aménagements et de développement des activités économiques à la dynamique côtière et aux changements globaux. A travers les actions 31, 31-a, 31-b et 31-c, le DSBM mentionne que des actions complémentaires sont à mener afin de mettre en place les stratégies de gestion du littoral et particulièrement sur l'intégration des risques d'inondations pluviales et fluviales.

L'Objectif II.3.1 du DSBM s'inscrit dans une logique de limitation de l'artificialisation du littoral. Il prévoit notamment de décliner les objectifs de zéro artificialisation nette dans les documents de planification locaux (Action 20). Par définition un sol imperméabilisé n'absorbe pas l'eau de pluie. En cas de fortes intempéries, les phénomènes de ruissèlement et d'inondation sont donc amplifiés. Ainsi, la limitation de l'artificialisation permettra également de limiter le ruissellement des eaux pluviales et les inondations.

LE DSBM PERMET-IL DE PREVENIR DES EPISODES DE SUBMERSION MARINE ?

Le DSBM dispose d'un fort levier d'action concernant le risque de submersion marine. Il prévoit notamment de pérenniser l'observatoire de la dynamique côtière (Action 30). Ce dispositif permet d'améliorer la connaissance des risques littoraux et des conséquences prévisibles du changement climatique. Son rôle doit être consolidé par la poursuite de ses objectifs initiaux :

- Poursuivre la compréhension et le suivi de l'aléa érosion côtière et submersion marine ;
- Sensibiliser le public aux enjeux présents sur la bande côtière ;
- Fédérer l'ensemble des acteurs et apporter des éléments d'expertise et d'aide à la décision pour la gestion cohérente et durable du littoral auprès des collectivités territoriale, des gestionnaires et des bénéficiaires des espaces côtiers.

Les objectifs des sous-actions 30-a « Produire de la donnée » et 30-b « Diffuser les données » permettront d'alimenter cet observatoire et ainsi d'améliorer la prévention des épisodes de submersion marine.

3.7. SANTE ENVIRONNEMENT

RAPPEL DES ENJEUX IDENTIFIES DANS L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

ENJEUX IDENTIFIES DANS L'EIE	NIVEAU DE PRIORITE
Améliorer la qualité des eaux de baignade	FORTE

INCIDENCES DU DSBM SUR LA SANTE ENVIRONNEMENT

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
14	35	4	3	1

LE DSBM ASSURE-T-IL LE MAINTIEN ET L'AMELIORATION DE LA QUALITE DES EAUX DE BAINNADE ET DE LOISIRS ?

Le DSBM dispose d'un fort levier d'action concernant le maintien et l'amélioration de la qualité des eaux de baignade et de loisirs.

Le DSBM développe un objectif stratégique concernant l'amélioration de la qualité des eaux de baignades (Objectif III.3). Cet objectif est en lien direct avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE). Il s'agira là de :

- Réduire les transferts directs de polluants bactériologiques et chimiques vers les zones de baignade, en renforçant l'information des citoyens pour améliorer la qualité des eaux de baignade (Action 39) ;
- Améliorer l'évaluation de la qualité des eaux de baignade et des sources de pollution, en mettant en œuvre les actions du SDAGE en lien avec les eaux de baignade (Action 40).

La réduction des apports de contaminants bactériologiques, chimiques et atmosphériques passe également :

- par l'amélioration des pratiques de carénage (Action 21). Cette action a pour but de caractériser les usages actuels, d'accompagner les usagers vers de meilleures pratiques (peintures moins nocives, guide de bonnes pratiques) et d'appuyer les dynamiques locales pour la mise en place d'aires de carénage ;
- par le renforcement l'information des citoyens pour améliorer la qualité des eaux de baignades (amélioration de la sensibilisation, de la communication et de la médiation (Action 39) ;
- par l'amélioration de la gestion des déchets à terre et la limitation des rejets dans le milieu naturel (Action 22, Action 28, Action 82).

L'action 43 prévoit également d'optimiser les moyens d'analyse en local. Le suivi de la qualité des eaux et des sédiments nécessite des analyses micro-biologiques et chimiques. Localement, il n'existe pas de laboratoire agréé. Il s'agira ainsi d'optimiser le centre de recherche de Montabo actuellement sous-exploité.

3.8. ENERGIE CLIMAT

RAPPEL DES ENJEUX IDENTIFIES DANS L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

ENJEUX IDENTIFIES DANS L'EIE	NIVEAU DE PRIORITE
Prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes marins et littoraux dans le développement des énergies renouvelables	FORT
Favoriser la résilience du territoire face au changement climatique	FORT

INCIDENCES DU DSBM SUR L'ENERGIE

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
3	14	12	5	2

INCIDENCES DU DSBM SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

NOMBRE DE FOIS OU L'EFFET DU DSBM EST :				
Positif direct	Positif indirect	Négatif indirect	Négatif direct	Point de vigilance
12	37	1	1	0

LE DSBM PREND-IL EN COMPTE LES ENJEUX LIES AUX ECOSYSTEMES MARINS ET LITTORAUX DANS LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES ?

En Guyane, les potentialités en énergies marines renouvelables (EMR) sont à ce jour peu connues. Les perspectives d'exploitation sont à préciser du fait de facteurs environnementaux pénalisants et de taille critique à atteindre pour être économiquement acceptable. Les impacts sur l'environnement peuvent être non négligeables.

L'action 84 du DSBM se consacre à l'étude de l'opportunité et des conditions du développement des EMR en Guyane. Elle a pour principaux objectifs :

- d'approfondir les études de gisement et d'opportunité ;
- de maintenir une veille technologique sur ces sujets ;
- le cas échéant, de faciliter le développement de projets à titre expérimental, pour qualifier la faisabilité de mise en œuvre des différentes technologies d'EMR, y compris de technologies innovantes. Ces expérimentations prendront en compte les enjeux environnementaux et devront faire l'objet de suivis visant à améliorer la connaissance des impacts sur les milieux et les espèces.



Au stade d'étude, les impacts sont limités, même si le développement d'énergies marines n'est pas sans conséquence pour l'environnement.

Mesures ERC :

- les études d'opportunité devront permettre d'évaluer plus précisément les impacts sur l'environnement ainsi que leurs effets cumulés ;
- conditionner le développement de projets à titre expérimental aux résultats des études environnementales.

LE DSBM FAVORISE-T-IL LA RESILIENCE DU TERRITOIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

L'Objectif II.3.1 du DSBM s'inscrit dans une logique de limitation de l'artificialisation du littoral. Il prévoit notamment de décliner les objectifs de zéro artificialisation nette dans les documents de planification locaux (Action 20).

L'artificialisation renforce les îlots de chaleur urbains en réduisant les espaces végétalisés et en favorisant l'imperméabilisation des sols. De plus, les sols sont des réservoirs de carbone naturels et permettent le développement de la biodiversité ainsi que l'infiltration des eaux pluviales. L'artificialisation nuit fortement à ces fonctions, favorisant ainsi le changement climatique. Ainsi limiter l'artificialisation voire désartificialiser et renaturer favorisera la résilience du territoire face au changement climatique.

Plus généralement, l'ensemble des actions d'acquisition de connaissance, des actions de sensibilisation/éducation des usagers permettront de renforcer une culture du risque et de favoriser la résilience du territoire face au changement climatique.

Plus spécifiquement, certaines communes du littoral sont fortement touchées par des phénomènes d'érosion côtière. Il est nécessaire d'élaborer des stratégies de gestion du littoral à long terme, et d'envisager le déplacement des populations les plus menacées pour les mettre en sécurité (Action 31, 31-a, 31-b et 31-c). Ces stratégies devront prévoir les actions à mener à court, moyen et long terme, et tenir compte des effets attendus du réchauffement climatique en termes d'augmentation du niveau marin et d'accentuation des phénomènes extrêmes.

VIII. MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

D'après l'article R122-20 du code de l'environnement :

II. – Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend en résumé non-technique des informations prévues ci-dessous :

5° La présentation successive des mesures prises pour :

- a) Éviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;
- b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a) ci-dessus n'ayant pu être évitées ;
- c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.

L'analyse des incidences du projet sur l'environnement a mis en avant des incidences négatives indirectes ou des points de vigilance pour lesquels des mesures d'évitement et de réduction sont proposées.

Les mesures d'évitement et de réduction des impacts s'inscrivent dans une démarche progressive et itérative propre à l'évaluation environnementale. Elles sont guidées par une recherche systématique de l'impact résiduel le plus faible possible, voire nul.

1. MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION PROPOSÉES POUR RÉPONDRE AUX INCIDENCES DU DSBM SUR L'ENVIRONNEMENT

Source : Guide sur les mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) en Guyane (DGTG Guyane, 2020)

Le tableau ci-dessous récapitule pour chaque thématique environnementale les actions du DSBM entraînant des incidences négatives, directes ou indirectes et des points de vigilance, ainsi que les mesures ERC (éviter, réduire, compenser) proposées pour y répondre.

		POINTS DE VIGILANCE OU INCIDENCES NEGATIVES	MESURES ERC
OCCUPATION DU SOL	ACTION 21 Un point de vigilance concernant la consommation d'espace nécessaire pour l'installation des aires de carénage qui devront s'inscrire dans une sobriété foncière.		Ajout d'une nouvelle action suite à l'EES : « Action 20 - Décliner les objectifs de zéro artificialisation nette (ZAN) dans les documents de planification locaux »
	ACTIONS 30, 29, 33, 44, 67, 68, 71, 72, 74, 76, 77, 79, 80, 81 La création de sentier de randonnée et le développement de nouvelles infrastructures entraîneront la consommation d'espaces sur le littoral.		<p>Indiquer la mise en place de chantiers vert ou équivalent lorsqu'il s'agit d'intervention en lien avec les écosystèmes marins ou littoraux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>En phase travaux :</u> <p>(E) Restreindre spatialement les impacts des travaux aux futures zones imperméabilisées afin de préserver la qualité des sols (pouvoir d'absorption de l'eau) ou les habitats naturels / Éviter de positionner les zones travaux en amont d'une zone humide</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>En phase exploitation :</u> <p>Regrouper les infrastructures sur un seul site pour réduire l'emprise globale du projet</p>
	ACTION 31 Impact négatif potentiel direct sur l'occupation du sol et plusieurs impacts indirects sur les écosystèmes littoraux et sur l'augmentation de production de déchets sur le littoral. En effet, le recul des populations entraînera la construction de nouvelles habitations, l'artificialisation et la consommation d'espaces et une augmentation des besoins en matériaux (ressource sous tension).		<p>Promouvoir une gestion économe de l'espace en lien avec la loi de transition écologique pour la croissance verte (2015) et la loi climat et résilience (2021).</p> <p>Ajout d'une nouvelle action suite à l'EES : « Action 20 - Décliner les objectifs de zéro artificialisation nette (ZAN) dans les documents de planification locaux »</p>

	POINTS DE VIGILANCE OU INCIDENCES NEGATIVES	MESURES ERC
QUALITE DES EAUX COTIERES ET DE TRANSITION	<p>ACTION 8 Point de vigilance : L'action de lutte contre les filets fantômes engendrera une collecte des déchets et nécessitera une gestion de ces déchets.</p>	<p>Intégrer un lien avec l'action Action 25 – « Structurer la filière pour la collecte, traitement et valorisation des équipements de pêche usagés, déchets et huiles issus des navires » afin de pouvoir traiter ces déchets de filets fantôme (économie circulaire). Cette proposition a été intégrée dans les mesures ERC du DSBM.</p>
	<p>ACTIONS 2,24, 25, 54, 55, 56, 59, 63, 65, 67, 68, 69 Le renouvellement de la flotte de pêche engendrera une augmentation des déchets de façon temporaire et nécessitera une gestion de ces déchets.</p>	<p>Veiller à la gestion des déchets : lien avec l'Action 24-Créer une filière pour valoriser les filets issus des saisies des contrôles de pêche illégale Veiller à mettre en place des filières de gestion des déchets et mise en place de chantier évitant tout rejets dans le milieu</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>En phase travaux :</u> <p>(E) Collecter et traiter des eaux de ruissellement du chantier en circuit fermé / Traiter tous les déchets par des filières adaptées</p>
	<p>ACTIONS 28, 29, 33, 47, 67, 68, 71, 72,74, 77, 78, 79, 80, 81, 82 La mise en place de points de collecte est à prévoir.</p>	<p>Éviter la production de déchets sauvage.</p>
	<p>ACTIONS 38, 47 Point de vigilance : Les travaux associés à l'instrumentalisation de l'estuaire du Maroni et au programme national d'hydrographie pourront impacter les milieux.</p>	<p>Veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis de la pollution et des nuisances</p>
	<p>ACTIONS 36, 46, 60 Point de vigilance : En fonction des supports utilisés, les actions de communication/d'information pourront entraîner une production de déchets.</p>	<p>Veiller à ne pas générer de déchets via les outils de communication mobilisés</p>

POINTS DE VIGILANCE OU INCIDENCES NEGATIVES	MESURES ERC
<p>ACTION 57 Le développement de l'aquaculture peut avoir des effets négatifs sur l'environnement : pollution des eaux avec les rejets de déchets, de produits chimiques et de médicaments dans le milieu naturel. De plus, des maladies se propagent hors des bassins de culture et peuvent affecter les espèces sauvages.</p>	<p>Préférer la filière extensive ou semi-intensive à toutes autres filières Assurer que la zone d'influence ne sera pas affectée par les travaux d'aménagement de la ferme Assurer le traitement des rejets Assurer le suivi des paramètres chimiques de qualité des eaux Interdire l'introduction des espèces exotiques</p>
<p>ACTION 83 Impacts sur le milieu maritime (remise en suspension des sédiments)</p>	<p>Réduction des impacts en autorisant les travaux de dragage uniquement à marée descendante afin de favoriser la diffusion du panache de sédiments.</p>

	POINTS DE VIGILANCE OU INCIDENCES NEGATIVES	MESURES ERC
BIODIVERSITE	<p>ACTIONS 2, 24, 25, 54, 55, 56, 59, 62, 65, 67, 68, 69</p> <p>Indirectement, le développement de l'activité de la pêche entraînera des incidences négatives sur les écosystèmes marins, pollutions et nuisances.</p> <p>Impact potentiel de travaux de rénovation des cales sur le milieu qui sera à prendre en compte au moment de l'élaboration des projets.</p>	<p>Compléter le suivi par des campagnes d'observation permettant d'améliorer la connaissance (lien avec Action 3- et Action 9-) : répartition spatiale des ressources halieutiques, collecte d'informations sur l'écologie des espèces et les fonctionnalités halieutiques.</p> <p>Veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis des écosystèmes</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>En phase travaux :</u> <p>(E) Identifier et protéger les zones non perturbées situées à l'intérieur de la zone projet, en conservant des patchs d'habitats à haute valeur de conservation ou des corridors écologiques / Restreindre spatialement les impacts des travaux aux futures zones imperméabilisées afin de préserver les habitats naturels / Éviter de positionner les zones travaux en amont d'une zone humide</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>En phase exploitation :</u> <p>Regrouper les infrastructures sur un seul site pour réduire l'emprise globale du projet / Restreindre les activités en dehors des périodes de reproduction ou de migration des oiseaux ou des amphibiens</p>
	<p>ACTIONS 28, 29, 33, 44, 67, 68, 71, 72, 74, 78, 79, 80, 81, 82, 83</p> <p>Les aménagements ne doivent pas perturber la ponte et les émergences de tortues marines. Les éclairages ne doivent pas désorienter les tortues en période de ponte.</p>	<p>Indiquer la mise en place de chantiers vert ou équivalent lorsqu'il s'agit d'intervention en lien avec les écosystèmes marins ou littoraux.</p> <p>Veiller à ne pas ouvrir des espaces sensibles et s'appuyer sur des espaces déjà utilisés/fréquentés afin de les aménager</p>
	<p>ACTIONS 38, 44</p> <p>Point de vigilance : Les travaux associés à l'instrumentalisation de l'estuaire du Maroni et au programme national d'hydrographie pourront impacter les milieux.</p>	<p>Il s'agit de veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis des écosystèmes</p>

	POINTS DE VIGILANCE OU INCIDENCES NEGATIVES	MESURES ERC
PAYSAGE ET PATRIMOINE DU LITTORAL	ACTIONS 28, 29, 33, 44, 67, 68, 71, 72, 74, 77, 78, 79, 80, 81, 82 Point de vigilance : Les nouvelles infrastructures devront se prémunir des risques naturels.	Veiller à prémunir les nouvelles infrastructures des risques naturels.
SOLS ET SOUS-SOLS	ACTION 84, 85 Au stade d'étude, les impacts sont limités, même si le développement d'énergies marines n'est pas sans conséquence pour l'environnement. En fonction des conditions, l'activité extractive à l'aval du Maroni pourrait entraîner des modifications du régime hydro-sédimentaire, des phénomènes d'incision et impacter le déplacement des matériaux (et impacter l'évolution du trait de côté)	Les études d'opportunité devront permettre d'évaluer plus précisément les impacts sur l'environnement ainsi que leurs effets cumulés ; Conditionner le développement de projets à titre expérimental aux résultats des études environnementales.
ENERGIE CLIMAT	ACTIONS 2, 24, 25, 54, 55, 56, 59, 62, 65, 67, 68, 69 Malgré son encadrement, la pêche sportive aura des impacts sur les consommations énergétiques et gaz à effet de serre (GES) nécessaires pour ce type d'activité. Il conviendra de connaître et réduire la consommation de carburant par kilogramme de poisson pêché.	En lien avec l'Action 61-, définir et suivre un indicateur relatif à la consommation de carburant en moyenne par kg de poisson pêché, et encourager sa réduction. Veiller à limiter l'impact des travaux vis-à-vis de la pollution et des nuisances sonores ; veiller à proposer des dispositifs de froid moins gourmand en énergie et prévoir une filière pour les équipements défectueux

IX. DISPOSITIF DE SUIVI

1. RAPPEL REGLEMENTAIRE

D'après l'article R122-20 du code de l'environnement :

II. – Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend en résumé non-technique des informations prévues ci-dessous :

7° La présentation des critères, indicateurs et modalités-y compris les échéances retenues :

- a) Pour vérifier après adoption de plan, schéma, programme ou autre document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6°
- b) Pour identifier, après adoption de plan, du schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées.

2. OBJECTIFS ET PRINCIPES DU DISPOSITIF DE SUIVI DU DSBM

L'objectif de la mise en place d'un dispositif de suivi pour le DSBM est de fournir des informations fiables et actualisées. Ce dispositif doit notamment permettre de mesurer l'efficacité du DSBM, de juger de l'adéquation sur le territoire des objectifs stratégiques définies et de leur bonne application. Elles doivent aussi être l'occasion de mesurer des incidences éventuelles du DSBM sur l'environnement qui n'auraient pas été ou qui n'auraient pas pu être identifiées préalablement, et donc de réinterroger éventuellement le projet : réajustement des objectifs et des mesures.

Les indicateurs proposés doivent être :

- Sensibles : l'indicateur doit être réactif aux évolutions de l'état initial, pouvoir montrer les tendances sur le long terme ;
- Spécifiques : l'indicateur doit refléter les actions du plan et non résulter d'un phénomène extérieur ou être influencé par des facteurs indépendant du plan ;
- Fiables : l'indicateur doit être mesuré par un système indépendant du plan, les incertitudes doivent être réduites autant que possible ;
- Opérationnels : l'indicateur doit être pour cela pertinent et faisable techniquement (qualité, pérennité, facilité de mise en œuvre de la méthode, facilité d'interprétation), facilement

mesurable (calculé à partir de données actuelles ou futures) et interprétable (pas d'ambiguïté), réaliste, avec un coût modéré en rapport avec l'usage qui en est espéré, et enfin compréhensible par tous les acteurs ;

- Reproductibles, transposable, généralisable. C'est également pour cette raison qu'il est souhaitable de se concentrer sur un nombre limité d'indicateurs ;
- Pertinents à des échelles spatiales et temporelles différentes.

Au terme de 6 ans de mise en œuvre, ou à l'occasion de la révision, un bilan s'appuyant sur ces différentes étapes de suivi et d'évaluation doit être dressé pour évaluer les résultats de l'application, notamment en ce qui concerne les questions et les enjeux environnementaux posés au préalable (évaluation ex-post).

3. LE DISPOSITIF DU DSBM

Le tableau de bord du suivi du DSBM permet de suivre les objectifs stratégiques. L'évolution de ces objectifs est décrite par plus de 80 indicateurs. Le tableau suivant rappelle quelques indicateurs définis par le DSBM.

OBJECTIFS DU DSBM	INDICATEURS	SOURCES	MISE A JOUR
I.1 Renforcer l'efficacité des contrôles	<ul style="list-style-type: none"> – nombre de procès verbaux dressés pour pêche illégale – nombre de déroutements – tonnage de poisson saisi – longueur cumulée des filets saisis 	AEM, DGTM (DMLF)	Un an
I.2.1 Améliorer les capacités post-déroutement	Nombre d'aires adaptées au déroutement de saisies	DMLF	Un an

II.1.1 Améliorer les connaissances sur les milieux et les espèces dans une optique de gestion écosystémique des usages	<p>Nombre d'articles ou rapports scientifiques en lien avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les mammifères – les oiseaux – les reptiles – les poissons – les crustacés – les autres espèces benthiques (Spongiaires, Mollusques, etc.) – la flore – la géologie/ les habitats -les milieux / services écosystémiques 	Instituts de recherche, institutions (DGTM, OFB ...) et associations (GEPOG, WWF ...)	Un an
II.1.2 Définir de nouvelles aires protégées, en lien avec les travaux de territorialisation de la stratégie des aires protégées	Superficie des aires marines protégées	DGTM (PEB), Conservatoire du Littoral, bureau AEM	Six ans
II.1.3 Maintenir ou rétablir les populations d'espèces protégées ou à enjeux dans un bon état de conservation, en particulier les mammifères marins et tortues marines	<p>tortues marines :</p> <ul style="list-style-type: none"> – nombre total de nids (puis par espèces) – nombre d'échouages total (puis par espèces) 	<p>PNA tortues marines (OFB)</p> <p>DGTM (PEB), REG (GEPOG)</p>	Un an

II.2.1 Améliorer les connaissances sur les ressources halieutiques, et les interactions entre les activités de pêche et l'environnement et la biodiversité	État des stocks halieutiques des espèces commerciales	Instituts de recherche (IFREMER, IRD, CNRS ...), instituts étatiques (OFB ...), associations (GEPOG ...)	Un an
II.2.2 Mettre en place des mesures pour maintenir ou rétablir la bonne santé des stocks halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> – Définition des zones de fonctionnalités halieutiques – Existence, surface et pourcentage de zones de conservation halieutique 	DGTM	Trois ans
II.3.1 Limiter l'artificialisation du littoral et la dégradation des écosystèmes liée aux activités et usages maritimes	<p>Sites appartenant au Conservatoire du littoral</p> <p>Sites du conservatoire du littoral ayant un gestionnaire</p> <p>Référentiel d'occupation du sol à grande échelle (OCSGE) sur les communes littorales</p>	Conservatoire du littoral	Trois ans
II.3.2 Renforcer l'évaluation de l'impact des projets et des aménagements sur le milieu marin et prendre en compte l'avis des instances environnementales	Nombre d'avis formulés sur des projets impactant le milieu marin par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN)	CSRPN	Un an

II.3.3 Réduire les apports de contaminants bactériologiques, chimiques et atmosphériques	État des eaux littorales évalué dans le cadre de la DCE et des suivis eaux de baignades	ARS, DCE	Suivi ARS : un an Suivi DCE : un rapport tous les 6 ans
II.4.1 Améliorer la gestion des déchets à terre et limiter les rejets dans le milieu naturel, dont l'exutoire final est le milieu marin	Concentration moyenne en microplastique dans les sédiments et dans l'eau en Guyane Tonnage moyen de macrodéchets sur un linéaire de 100 m en Guyane	OSL ou autre (DGTm)	Six ans
II.4.2 Créer une filière guyanaise pour le traitement des déchets issus des activités, usages et aménagements maritimes, notamment de la pêche	<p><u>Filière de traitement des déchets des saisies des contrôles de pêche INN :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement du poisson/déchets de poisson - traitement des filets saisis - traitement des bateaux saisis <p><u>Filière de traitement des déchets de pêche légale :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement des déchets de poisson - traitement des filets détériorés <p><u>Tous bateaux :</u></p> <p>Filière de récupération des déchets et huiles issus des navires</p> <p>Filière de traitement des épaves</p> <p>Pour chacun : oui/non & tonnage annuel</p>	DGTm (DMLF, PEB, DATTE)	Un an

IV.2.4. Développer des partenariats entre acteurs pour former les jeunes et donner le goût de la mer	Nombre d'établissements engagés dans une aire marine éducative ou un programme pédagogique en lien avec la mer	OFB, ligue de voile, Graine	Un an
V.3.1 Lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)	Nombre de procès-verbaux dressés pour pêche illégale Nombre de déroutements Tonnage de poisson saisi Longueur cumulée des filets saisis	AEM, DGTM (DMLF)	Un an
V.7.1 Étudier la structuration d'une filière d'énergie marine renouvelable en tenant compte des impacts sur l'environnement et comparativement aux potentialités de développement à terre	Potentiel énergétique d'EMR (en GW) Nombre de sites pilotes	DGTM (DMLF)	Trois ans
V.7.2 Approfondir la connaissance des gisements potentiels exploitables en sables et granulats marins et de l'impact de leur exploitation	Volume des gisements identifiés	DGTM (DMLF)	Trois ans

4. LES INDICATEURS COMPLEMENTAIRES PROPOSES DANS LE CADRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le système de suivi prévu par le DSBM pourrait être complété par des indicateurs complémentaires destinés à suivre l'incidence du DSBM sur l'ensemble des enjeux environnementaux du territoire.

THEMATIQUE/POINT DE VIGILANCE	INDICATEURS	ÉTAT « 0 »	MISE A JOUR	SOURCE
OCCUPATION DU SOL/ RYTHME D'ARTIFICIALISATION	Estimation de la surface artificialisée sur les communes littorale	39 460 ha	Annuelle	ONF Guyane, 2015
ETAT DES MASSES D'EAU COTIERES ET DE TRANSITION	Nombre de station de suivi sur les masses d'eau côtières et de transition Nombre/pourcentage de masses d'eau côtières et de transition ayant connues une amélioration de sa qualité	8 sur la masse d'eau côtière et 32 sur les masses d'eaux de transition (en 2013)	5 ans	SDAGE de Guyane
BIODIVERSITE	Nombre d'évènements, de manifestations (festivals, journées, classes de mer) et d'émissions (télévision, radio pour la diffusion des connaissances)			
RISQUES LITTORAUX	Nombre de personnes relocalisées en lien avec le risque de submersion marine			

X. METHODES UTILISEES POUR L'ELABORATION DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

D'après l'article R122-20 du code de l'environnement :

II. – Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend en résumé non-technique des informations prévues ci-dessous :

8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré

1. METHODES UTILISEES POUR L'ELABORATION DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

1.1. ARTICULATION AVEC LES SCHEMAS, PLANS ET PROGRAMMES

SELECTION DES PLANS ET PROGRAMMES A ANALYSER

Les plans et programmes à analyser ont été sélectionnés en s'appuyant sur l'article L219-4 du code de l'environnement.

ANALYSE DE L'ARTICULATION

L'articulation du DSBM avec les schémas, plans et programmes choisis a été étudiée sur 2 plans :

- Textes : il s'agit de renseigner sur le rapport d'opposabilité entre le DSBM et les autres schémas, plans et programmes. Ce rapport peut être la compatibilité ou la prise en compte.
- Le plan de la cohérence des objectifs : il s'agit de s'interroger sur la cohérence entre ces textes et le DSBM.

1.2. ELABORATION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

SOURCES UTILISEES POUR L'ELABORATION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Le tableau ci-dessous reprend les sources utilisées pour chacune des thématiques environnementales traitées dans l'état initial de l'environnement :

THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES	SOURCES
GRANDES CARACTERISTIQUES TERRITORIALES	<ul style="list-style-type: none"> • SAR Guyane • État des lieux du SDAGE 2019, • État des lieux du DSBM 2021 • PGRI Guyane 2022-2027 • INSEE RGP • ONF Guyane, 2015 • Le changement climatique en Guyane : conséquences potentielles et pistes de réflexions pour l'adaptation régionale, BRGM Guyane • Bases de données, DGTM, OEG • Synthèse des connaissances des côtes de la Guyane (d'après Peron, 2014), Cerema 2018 • Profils de température en fonction de la latitude, Lampert, 2012 d'après extrait de Ffield, 2005
QUALITE DES EAUX COTIERES ET DE TRANSITION	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse stratégique régionale Guyane • Etat des lieux SDAGE 2019
BIODIVERSITE	<ul style="list-style-type: none"> • Etat des lieux du SDAGE 2019 • Etat des lieux du DSBM Guyane • Données de l'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN)

THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES	SOURCES
PAYSAGE ET PATRIMOINE DU LITTORAL	<ul style="list-style-type: none"> • Atlas des paysages de Guyane • Etat des lieux du DSBM Guyane
SOLS ET SOUS-SOLS	<ul style="list-style-type: none"> • Schéma départemental des carrières de la Guyane, • Bases de données, CEB Guyane • Etat des lieux DSBM Guyane • Réserves de sable potentiellement exploitables sur le plateau continental – Source : BRGM, 2013 • Evaluation environnementale SDAGE 2022-2027
ACTIVITES LIEES A LA MER	<ul style="list-style-type: none"> • Bases de données, IFREMER • Etat des lieux DSBM Guyane

THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES	SOURCES
RISQUES LITTORAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Etat des lieux DSBM Guyane • PGRI Guyane 2016-2021 • Bases de données, BRGM • Géorisques • Géoguyane • Bases de données, DGTM Guyane • DDRM Guyane • Evaluation préliminaire des risques d'inondation 2011 • Rapport d'expertise de l'épisode d'érosion marine du 14 et 15 janvier 2013, BRGM
SANTE ENVIRONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> • Bases de données, ARS, • Etat des lieux du SDAGE, 2019
ENERGIE CLIMAT	<ul style="list-style-type: none"> • Bilan énergétique régional 2015, Observatoire de l'énergie de Guyane • SRCAE Guyane 2012.

1.3. IDENTIFICATION ET ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES DU DSBM ET MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION

IDENTIFICATION ET QUALIFICATION DES INCIDENCES DES DISPOSITIONS DU DSBM SUR L'ENVIRONNEMENT

Toutes les actions du DSBM ont été croisées avec les thématiques environnementales traitées dans l'état initial de l'environnement :

- Grandes caractéristiques territoriales
- Etat des masses d'eau côtières et de transition
- Ecosystèmes marins et côtiers
- Paysage et patrimoine du littoral
- Sols et sous-sols
- Activités liées à la mer
- Risques littoraux
- Santé Environnement
- Energie Climat

Les incidences potentielles des actions sur l'environnement sont ensuite identifiées selon plusieurs critères :

- Les actions ont-elles des incidences positives, négatives ou nulles sur l'environnement et la santé humaine, ou présentent-elles des points de vigilance ?
- Ces incidences sont-elles directes ou indirectes sur l'environnement ou la santé humaine ?

- Ces incidences concernent-elles l'ensemble du bassin maritime ou des sites localisés ou bien vont-elles se faire sentir au-delà du bassin ?
- Ces incidences sont-elles être permanentes ou temporaires ?
- Ces incidences vont-elles se faire sentir sur le court, moyen ou long terme ?

Le tableau ci-dessous récapitule les critères d'identification et de caractérisation des incidences des dispositions ou groupes de disposition sur l'environnement et précise les valeurs de ceux-ci :

CRITERES	DEFINITIONS	VALEURS	
Nature	Détermine l'existence ou non de l'incidence et la qualifie (positive ou négative) ou la quantifie lorsque cela est possible et que cela semble pertinent. (Neutre en blanc)	POSITIVE	NEGATIVE
Caractère	Détermine la relation de causalité entre le schéma et l'enjeu environnemental analysé (directe ou indirecte)	POSITIVE DIRECTE	NEGATIVE DIRECTE
		POSITIVE INDIRECTE	NEGATIVE INDIRECTE
Etendue géographique	Indique sur quel périmètre l'incidence peut se faire sentir	Littoral : LIT ou site Localisé (LOC)	
		Bassin maritime : BM	

		Au-delà du bassin maritime : EXT
Durée	Indique sur quelle échelle de temps l'incidence va se faire sentir	Temporaire : TEMP
		Permanente : PERM
Temps réponse de	Précise dans quels délais l'incidence peut survenir	Court terme : CT moins de 5 ans
		Moyen terme : MT moins de 10 ans
		Long terme : LT moins de 15 ans
Point de vigilance de	Effet potentiellement négatif en fonction des conditions de mise en œuvre de la disposition considérée	Point de vigilance : V

ANALYSE DES INCIDENCES IDENTIFIEES

Une courte analyse textuelle a ensuite été rédigée, pour chaque incidence identifiée et ce quelques soit sa nature. Cette analyse permet de préciser de manière synthétique quels seront précisément la nature de ses effets en fonction des thématiques touchées et donc de justifier du choix de la caractérisation de l'incidence concernée.

UN TRAVAIL ITERATIF

Dans un objectif de démarche itérative, nous avons proposé tout au long de l'évaluation environnementale, des mesures de la séquence « Eviter-Réduire-Compenser » pour chaque point de vigilance et incidences négatives identifiées. En effet, nous avons traité les incidences et les mesures ERC de manière concomitante.

1.4. DISPOSITIF DE SUIVI

Le dispositif de suivi du DSBM a été complété à partir d'indicateurs liés aux enjeux de niveau de priorité fort identifiés dans l'Etat Initial de l'Environnement.

2. LIMITES DE L'EXERCICE ET DIFFICULTES RENCONTREES

Le DSBM étant un document stratégique, il est donc complexe d'identifier, de localiser et de caractériser précisément les incidences de ce document sur l'environnement.

